

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

AVEC CE NUMÉRO

et le choix commenté
des programmes de la radio
et de la télévision pour la semaine

L'Inde malade du Pendjab

Le gouvernement de M^{re} Gandhi a, jeudi 5 avril, renforcé ses pouvoirs spéciaux pour combattre le terrorisme sikh dans l'Etat du Pendjab, et à Chandigarh, sa capitale, qu'il partage avec l'Etat de l'Haryana. Désormais, toute personne dont le comportement serait jugé de nature à troubler l'ordre public peut être arrêtée et détenue sans procès pour une période de quatre-vingt-dix jours (au lieu de vingt et un jours), sans que soit requis, comme jusqu'alors, l'avis d'une commission spéciale.

Le cabinet fédéral n'était pourtant pas dépourvu de moyens pour tenter de venir à bout de l'agitation des extrémistes sikhs - et de celle des nationalistes hindouistes qui lui répliquent, - cause de la mort au total de près d'une centaine de personnes au cours des deux derniers mois.

M^{re} Gandhi épuise aujourd'hui l'arsenal juridique à sa disposition, au point que l'opposition a réagi avec vigueur au renforcement des pouvoirs spéciaux, car cette initiative n'est pas sans rappeler les mesures exceptionnelles prises, pour l'ensemble du pays, lorsque le premier ministre décréta l'état d'urgence (de juin 1975 à mars 1977).

Les pourparlers discrets, ces dernières semaines, entre le pouvoir central et l'Akalis Dal, la principale formation représentant les aspirations des Sikhs modérés, permettaient de laisser espérer un règlement d'une crise dans laquelle sont étroitement mêlés facteurs politiques et religieux. Les Sikhs modérés réclament, notamment, que les frontières et les eaux des rivières du Pendjab fassent l'objet d'un nouveau partage en leur faveur, et que Chandigarh soit la capitale exclusive de l'Etat. Mais les extrémistes sikhs vont plus loin et parlent d'un Etat indépendant fondé sur la religion, ce que nul gouvernement n'est, évidemment, prêt à envisager.

Les Sikhs ont obtenu gain de cause la semaine dernière sur un point important de leurs revendications, lorsque, faisant une concession très notable, le gouvernement a accepté d'amender l'article de la Constitution assimilant le sikhisme à l'hindouisme. Mais cette décision, loin de satisfaire les extrémistes, a mis, à nouveau, le feu aux poudres, et a été suivie par l'assassinat de plusieurs personnalités modérées sikhs et hindoues. Minoritaires au Pendjab - où ils constituent aussi le gros de l'électorat du Congrès (la formation au pouvoir à New-Delhi, les Hindous craignent, à la faveur de cette crise, de se voir de plus en plus supplantés par la majorité sikh. Aussi bien les nationalistes hindous répondent-ils maintenant, apparemment, coup pour coup aux assassinats perpétrés par les terroristes sikhs.

Non seulement la crise sikh porte ombrage au délicat équilibre entre communautés, mais elle constitue aussi un défi au pouvoir central, qui peut difficilement décider l'assaut du temple d'Amritsar, où les extrémistes sikhs armés jusqu'aux dents sont retranchés, sans donner le signal d'une tuerie.

Sans doute M^{re} Gandhi comptait-elle sur l'essoufflement du mouvement d'agitation. Malgré les traditions martiales propres à leur communauté, la majorité des sikhs rejettent les méthodes violentes et mesurent les conséquences désastreuses de la crise à la fois sur leurs rapports avec les autres communautés de l'Union indienne et sur la situation économique au Pendjab, où un coup d'arrêt est donné au développement.

Le gouvernement central appréhende aussi les conséquences que cette crise pourrait avoir sur la situation dans la province voisine du Jammu-et-Cachemire, où existe une fragile équation entre pouvoir central, majorité musulmane et minorité hindoue de la population. Or l'Inde est entrée en période électorale. Aucune consultation ne peut y avoir lieu si un ou plusieurs Etats connaissent une crise grave. En somme, le temps pourrait de moins en moins jouer pour le premier ministre.

Graves troubles au Cameroun

De violents affrontements
ont eu lieu à Yaoundé

La plus grande confusion régnait vendredi 6 avril à propos de la situation au Cameroun où une tentative de coup d'Etat serait en cours. Des tirs intenses à l'arme lourde ont été entendus de 4 à 6 heures (h. loc.) et ont repris dans la matinée à Yaoundé. Des blindés ont, d'autre part, été aperçus tôt dans la matinée, faisant mouvement à la fois vers le palais présidentiel, situé à l'écart de la route menant au mont Fèbe (quartier résidentiel), et vers la résidence du chef d'état-major de l'armée camerounaise, le général Semingé. De bonne source, on indique que celui-ci aurait été arrêté avec plusieurs de ses compagnons après que sa maison eut été encerclée.

Toutes les communications avec la capitale camerounaise, ainsi qu'avec Douala, la deuxième ville du pays, sont coupées, et les aéroports sont fermés à N'Djamena.

Une mutinerie d'une fraction nordiste de la garde républicaine chargée de la surveillance du palais présidentiel serait à l'origine des affrontements. Alors qu'une autre partie de la garde serait restée fidèle au chef de l'Etat, M. Paul Biya, la mutinerie, qui serait dirigée par un colonel nordiste nommé Saleh, l'un des responsables de la garde républicaine, serait due à une décision prise jeudi par le chef de l'Etat de muter de ce corps tous les cadres originaires des régions nord du pays.

Les troupes mutinées auraient alors attaqué la villa présidentielle et le siège de l'état-major. La réis-

lance aurait immédiatement été organisée par un colonel de gendarmerie aidé par un colonel de l'armée de terre, dont on ignore l'identité. Ils auraient demandé la venue de renforts et notamment de parachutistes pour mater la rébellion.

Les tirs auraient fait plusieurs morts, notamment devant le siège du gouvernement. Le président Biya, qui effectuait une tournée dans l'ouest du pays, se trouverait toujours à Kribi. L'armée, forte de huit mille hommes, resterait loyale au régime.

Joint par téléphone dans sa propriété de Grasse, le président Ahidjo s'est refusé à toute déclaration. « J'ai été trop insulté, trop calomnié, cela ne m'intéresse pas », nous a-t-il déclaré, ajoutant : « Je souhaite que le sang ne coule pas trop ».

Cette tentative serait-elle une revanche du Nord? Recrutés par M. Ahmadou Ahidjo, les soldats et officiers qui composent la garde républicaine sont en majorité originaires des provinces du Nord, comme l'ancien chef de l'Etat. Cette tentative de coup d'Etat intervient après qu'un tribunal militaire de Yaoundé ait condamné à mort par contumace, le 28 février dernier, M. Ahidjo, l'accusant de « complot contre la sécurité de l'Etat ». Le verdict, par sa sévérité, avait, à l'époque, surpris. Deux officiers, proches de l'ancien chef de l'Etat, le chef d'escadron Ibrahim Oumarou et le capitaine Salatu Adamou, avaient

également été condamnés à mort, mais leur peine ainsi que celle de M. Ahidjo avaient été commuées en « détention », sur décision du président camerounais, M. Paul Biya. Celui-ci avait également décidé de faire cesser toute enquête et toute poursuite judiciaire contre les autres inculpés, MM. Bello Boubé Maigari, ancien premier ministre, Maikano Abdoulaye, ancien ministre d'Etat chargé des forces armées, et Ibrahim Wadjiri, ancien commandant de la gendarmerie.

Au cours du procès, le tribunal avait retracé la « genèse » de ce complot, dont l'origine remonte au 18 juin 1983, jour où le président Biya a procédé à un remaniement ministériel. L'argumentation du tribunal pour étayer son accusation se fondait sur deux réunions de caractère « séditieux ». L'une s'est déroulée le 18 juin au domicile de M. Ahidjo. A cette occasion, l'ancien chef de l'Etat aurait demandé aux ministres de la province du Nord de présenter leur démission collective du gouvernement. La seconde a eu lieu, le même jour, au domicile de M. Ibrahim Wadjiri. Selon l'acte d'accusation, cette « réunion tribale, à caractère factieux » groupait « les officiers supérieurs et hauts fonctionnaires originaires de la province du Nord ». « Le but recherché était d'entraîner l'armée dans la rébellion pour rétablir l'ancien président Ahmadou Ahidjo ».

Cette réunion aurait échoué, d'une part, parce que « les conditions tactiques de réussite ne pouvaient être réunies en un laps de temps suffisant », d'autre part, « grâce à la réaction imprévue qui s'est révélée payante de la majorité de l'armée ». Le commandant en chef de l'armée, le général Pierre Semingé, chef d'état-major des armées, et qui est demeuré par tradition fidèle aux institutions de la République.

(Lire la suite page 4.)

La titularisation des maîtres du privé

LIRE PAGE 11 LES PRINCIPALES DISPOSITIONS
DU PROJET GOUVERNEMENTAL

Selon l'INSEE, les investissements productifs
augmenteront fortement cette année

LIRE PAGE 24

LA POLITIQUE INDUSTRIELLE DU GOUVERNEMENT

Deux logiques syndicales

par GUY HERZLICH

Inacceptable. - Au cours de sa conférence de presse, secrétaire général de la CGT, a, dans un langage sans fioritures, pris clairement position contre la politique industrielle du gouvernement, et invité à une lutte « non seulement dans la sidérurgie, mais dans toute une série d'autres branches ». Opposition générale contre le gouvernement? Le secrétaire général de la CGT a en tout cas franchi un nouveau degré dans le durcissement à l'égard du pouvoir après la déclaration du 4 décembre dernier sur la défense « du respect des engagements pris » et l'appel du 30 janvier « à sonner le tocsin ».

L'attitude de la CGT se démarque largement de celle des autres centrales. On aperçoit un premier signe des décalages dans les quel-

ques traquenets enregistrent même dans l'idéologie syndicale. Ce qui semblait pourtant solide : le retrait de la CGC sur un motif qui paraît au premier abord superficiel - une dispute avec la CGT à propos de la manifestation de Metz et des sifflets adressés à M. Marchelli, délégué général de la CGC - et les quelques difficultés qui apparaissent dans le choix des actions qui accompagnent la « marche sur Paris » du 13 avril. Mais surtout, on voit s'opposer deux attitudes à propos de la politique industrielle.

La CGT juge « défaitiste » la politique de modernisation du gouvernement qui entraîne des suppressions d'emplois et d'établissements industriels.

(Lire la suite page 21.)

La nouvelle stratégie de M. Mitterrand

par THOMAS FERENCZI

Interrogé le 12 février dernier, au cours de l'émission de TF1 « 7 sur 7 », sur la façon dont il entendait réagir aux critiques du PCF, le président de la République avait répondu : « Il faut voir comment cela peut passer... Si cela n'était pas possible, j'aurais résisté ». Cela n'a pas cessé, et le 4 avril, au cours de sa conférence de presse, M. Mitterrand a annoncé, en réponse à la même question, qu'il se proposait de « mettre les choses au net ». Le chef de l'Etat n'a pas voulu en dire plus. Pourtant la curiosité des journalistes méritait mieux que l'accusation de « naïveté » portée avec quelque brusquerie contre l'un d'entre eux.

On voit mal, en effet, comment la nouvelle ligne économique définie par M. Mitterrand pourrait s'accommoder du maintien de la même ligne

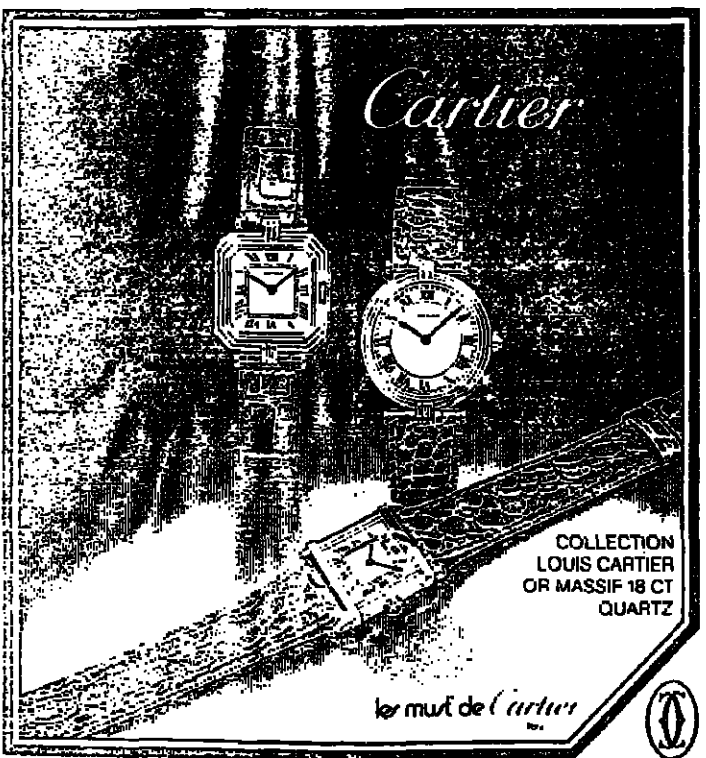
politique. Si erreur il y a eu dans le passé sur l'analyse de la crise, la remise en cause doit s'étendre aujourd'hui à l'ensemble de la stratégie qui s'est ensuivie, autrement dit aux objectifs et aux alliances définies alors.

Pour désigner l'objectif principal que se fixe désormais le gouvernement, les dirigeants socialistes ne parlent plus que de la nécessaire « modernisation » du pays et ne mentionnent que pour mémoire leur vieux rêve de « changer la vie ». On objectera que la révision ne date pas de la conférence de presse de M. Mitterrand et que, passée la première année du septennat, le pouvoir a publiquement réduit ses ambitions. Sans doute. Pourtant, l'aveu

du chef de l'Etat a rendu officiel ce changement de cap et levé ainsi une équivoque qui, en dépit de tout, persistait. Cela n'est pas sans importance.

On objectera aussi qu'après tout la différence n'est pas grande entre « moderniser » la France et la « transformer », et que, mis à part les inévitables slogans d'une campagne électorale, le projet proposé avant 1981 est bien celui qui continue d'inspirer le gouvernement. Peut-être. Mais en l'occurrence la forme importe autant, voire plus, que le fond. Car la volonté de « modernisation » se réfère à une idéologie, des valeurs, des croyances, assez différentes de celles qui caractérisent l'aspiration à un « changement de société », à une « rupture avec le capitalisme ».

(Lire la suite page 8.)



LIRE PAGE 9 :

Le socialisme à la française aujourd'hui

par MAURICE DUVERGER

M. RENÉ MONORY invité du « Grand Jury RTL - le Monde »

M. René Monory, qui fut ministre de l'Industrie puis de l'Economie dans le gouvernement Barre, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « le Grand Jury RTL - le Monde », dimanche 8 avril, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Monory, sénateur CDS de la Vienne, président du conseil général de ce département et maire de Loudun, répondra aux questions d'André Passeron et d'Eric Le Boucher, du Monde, de Paul Jacques Truffaut et de Christian Mesnager, de RTL, le débat étant dirigé par Elie Vauzelle.

« TENDRES PASSIONS », DE JAMES BROOKS

Tumeur maligne

Grâce à la promotion publicitaire, aux nominations pour les Oscars, au Festival de Berlin où le film a fait sensation - le Monde du 21 février - les spectateurs qui font la queue pour tendres passions savent qu'ils vont s'émouvoir autant qu'à Kramer contre Kramer. Ce qui fait un sujet de conversation, et les larmes viennent rien qu'en se souvenant. Dès le générique, on est fin prêt.

Et on n'est pas volé. Mais d'abord on rit, ou plutôt on glousse, aux notations comiques dans le comportement des personnages. Ils sont immédiatement familiers, parce qu'ils ont obligatoirement un trait de caractère qui rappelle quelqu'un, surtout parce que les interprètes savent admirablement, tous, tout de suite placer ce que sont leurs personnages et ce qu'ils deviennent. Ce qu'ils deviennent étant dans la droite ligne de ce qu'ils sont.

Ainsi, dès le générique, Shirley Mac Laine est une mère possessive. A la deuxième séquence, elle est

franchement abusive, et on ne s'étonne pas de ses réactions névrotiques quand sa fille trop aimée se marie ou attend un troisième enfant. Bien sûr, dès qu'apparaît Jack Nicholson, cosmétique à la retraite, bedonnant, décati, alcoolique, coureur de mineures, aussi mal embouché que Shirley Mac Laine est pudique, on sait qu'ils vont avoir une ferveur affreuse. Shirley Mac Laine, jusqu'alors frigide, s'humanise, conformément à un mythe qui a la vie dure. D'ailleurs le pouvoir de séduction des quinquagénaires, en dépit des outrages du temps, est une loi des comédies de mœurs, loi rassurante pour une bonne partie du public, d'autant plus que Jack Nicholson et Shirley Mac Laine (qui d'autre pourrait jouer le ridicule avec un tel charme drolatique?) n'hésitent pas à s'enlaidir, à braver le glamour.

COLETTE GODARD.

(Lire la suite page 14.)

Défense

Le couplage entre le concept de force d'action rapide (FAR) et le regroupement sous commandement unique des armes tactiques clarifie notre langage de crise, estime Dominique David, tandis que Bernard Gillis analyse les rapports entre la FAR et la dissuasion nucléaire. De son côté, Gabriel Robin estime incontournable le dilemme : défense atlantique ou défense européenne ?

Nécessaire adaptation ou crime contre le père ?

par BERNARD GILLIS (*)

La réorganisation de l'armée de terre soulève quelques polémiques, plus ou moins bienveillantes, mais, au-delà des controverses secondaires, on peut remarquer une convergence des réflexions sur la création de la Force d'action rapide (FAR) et de la brigade des lanceurs nucléaires Hades.

Sur ces pièces maîtresses de la réorganisation, le gouvernement se voit interpellé dans deux directions : la première est purement politique, puisqu'il s'agit de savoir si nous sommes soumis davantage qu'auparavant à l'alliance atlantique ; laissons les hommes politiques en débat, car, en l'occurrence, ils sont dans leur rôle. La deuxième est moins d'ordre politique que conceptuelle. Cette force d'action et cette brigade nucléaire seraient la preuve matérielle de l'abandon du concept gaullien de la dissuasion, premier péché, et affaiblissement de la dissuasion nationale, crime inexcusable.

Il est clair que le concept de la dissuasion, pure et dure, à la de Gaulle, a évolué depuis 1975 et que l'idée d'engager simultanément les forces classiques et nucléaires, dans une seule manœuvre, a été abandonnée. Ce glissement est peut-être un péché contre l'esprit, mais ce n'est pas un crime contre la sécurité,

Imparable

Les spécialistes aiment, voire se complaisent, dans ce genre d'échanges encombrés de néologismes et d'un soupçon de pédantisme. L'opinion publique est plus circonspecte et a du mal à se forger un jugement débarrassé de préjugés politiques. Autant alors illustrer le propos par des comparaisons, tirées de la vie de tous les jours et de l'histoire de la science, atomique, pour montrer comment le concept gaullien était erroné dans son principe et impraticable dans ses conséquences militaires.

M. de Rose, l'ambassadeur du général de Gaulle auprès de l'OTAN, a résumé de façon simple (*) Général de l'armée de terre.

et imagée la politique de défense de la France en écrivant qu'elle reposait sur une assurance : l'alliance atlantique, et sur une contre-assurance : la dissuasion nucléaire nationale.

Or le principe gaullien d'engagement des forces classiques à l'emploi du feu nucléaire, donc à la dissuasion nucléaire nationale. L'image donnée, aux alliés et aux adversaires éventuels, était très explicite, mais on devine les dangers d'un tel concept. En reprenant la comparaison de M. de Rose, cela revenait à souscrire l'assurance et la contre-assurance auprès de la même compagnie. En cas de faillite de ladite compagnie !

Etait-ce un crime ? Plaidons pour les prévenus en esquissant une comparaison avec l'histoire de la science : l'image atomique dessinée par Niels Bohr était une maladroite évidence, mais quel élan donné à la science de l'infiniment petit. *Mutatis mutandis*, quel renouveau de la physique française à l'époque du concept gaullien !

La faute, qui est pire que le crime comme chacun sait, aurait été, dans un cas comme dans l'autre, de Gaulle ou Bohr, de maintenir un concept erroné dans son principe, en se réfugiant, fidèlement mais aussi faiblement, derrière la parole d'un homme, laquelle n'est pas garante de son infailibilité dans l'éternité.

D'autant plus que, les années passant, on a pu constater que ce concept d'engagement était militairement impraticable. Il ne paraît de bonne guerre, si l'on ose, de laisser commettre le crime, un véritable parricide, par un des fondateurs historiques de la dissuasion, le général Gallois. Je cite : « *Tactiquement, l'acquisition d'un objectif aussi mobile qu'une formation de chars d'assaut ne serait pas une tâche aisée... La question que pose l'acquisition d'objectifs mobiles est sans cesse étudiée au cours des manœuvres. Jusqu'à maintenant, aucune réponse positive ne peut lui être apportée.* » (1).

Relâchement volontaire

Tout le monde a compris : ce qui n'était pas possible en 1982, par les obus d'artillerie à radiations renforcés, l'était encore moins, quinze ans auparavant, par le Pluton et les bombes nucléaires.

Revenons à la FAR. Agit-elle sur la dissuasion nucléaire ? Evidemment non, puisqu'elle n'y participe pas. Elle fait partie de l'assurance, pas de la contre-assurance. Et la brigade Hades ? C'est l'inverse, elle est incluse dans la contre-assurance. Elle fait partie de la dissuasion, au titre de la riposte graduée à la française, puisqu'on la dote de bombes nucléaires, à rayonnement renforcé ou non. Une telle organisation, la FAR, émanation des forces classiques, la brigade Hades, force nucléaire autonome, n'affaiblit pas la dissuasion mais est la conséquence du relâchement volontaire du lien entre les forces classiques de l'assurance et les forces nucléaires de la contre-assurance, adaptation commandée par l'évolution de la pensée et non crime contre le père.

(1) Revue Défense nationale, mars 1982.

Pour un meilleur emploi des forces

par DOMINIQUE DAVID (*)

JUSQU'EN 1965, les troupes françaises occupaient en Allemagne une position qui les obligeait à participer, avec et comme les autres, à tout engagement collectif de l'alliance. Depuis 1965, la sortie des commandements intégrés, le redéploiement en arrière des premières lignes, ont, en donnant au décideur français plus de temps et d'espace, élargi sa liberté, sans que puisse être mise en cause notre solidarité.

Le lieu de déploiement des corps français, l'importance en temps de paix des accords et des plans communs, une intervention plus « soignée » exigent, elle aussi, pour le moins un accord politique ; après tout, elle s'effectue sur ou à partir d'un territoire allié.

A ces évidences légitimes, gardons-nous d'en joindre de fausses. Pour « protéger » en avant 47 000 hommes, des centaines de blindés et d'hélicoptères, l'aide matérielle alliée serait requise. Mais une telle hypothèse d'emploi « massif », d'un bloc, de la FAR, ne correspond guère à son intitulé, ni à la diversité de ses composantes.

Quant à l'unité aéromobile, on ne voit pas que ses vulnérabilités, logiques ou au combat, rendent fatale l'intervention alliée. Les hélicoptères combattent en avant de leurs bases opérationnelles, certes, mais leur mobilité et leur rapidité leur permettraient de rester en contact étroit avec elles. Et le ravitaillement en essence ne s'effectue pas forcément à partir de bases fixes.

Se rend-on bien compte de la rapidité avec laquelle cette unité aéromobile peut se projeter sur le devant de la scène, ou s'en retirer une fois le coup porté ? Les moyens de combat dans des conditions difficiles sont en plein développement (moyens de navigation, de guidage des missiles au sol et, quel qu'il soit, un hélicoptère dans des conditions atmosphériques difficiles est plus maniable, et ne voit pas plus mal qu'un char lourd au même endroit, tout en étant pas menacé par les moyens aériens de l'adversaire, puisque la portée de ses instruments de tir lui permet d'opérer à plusieurs kilomètres de distance.

La FAR ne modifie en rien nos rapports avec les alliés. Plutôt, elle ne rend pas plus nécessaires — pas moins — les accords en temps de paix : la FAR relèverait, dans certains cas, de plans communs, si nous décidions tel type d'action, mais elle met à notre disposition plus de moyens pour aider au combat commun, pour inscrire notre solidarité dans les faits.

Le concept de la FAR ne cherche pas à nous faire croire que nous pourrions, mieux qu'avant, tout faire en même temps : intervenir en avant, faire vers le nord avec le 3^e corps, vers l'est avec le 2^e corps, etc. Cette multiplicité des axes d'intervention correspond à une hypothèse peu vraisemblable. Et, quel qu'il en soit, nous n'aurions pas les moyens de l'assurer. La nécessité est aussi venue : il nous faut penser le dispositif de l'avant comme un tout, orientable selon le choix stratégique opéré face aux événements.

Une fois encore, le mode d'emploi de la FAR est souple. Si elle est décidée à la fois intervenir en avant, cette intervention sera le fruit d'appui de notre stratégie, et le dispositif militaire tendu pour assurer son succès. La FAR représenterait alors notre armée de terre en position de « projection de force » ; pourquoi le commandement, la FATAC, les moyens de transmission, seraient-ils dispersés ? Ils serviraient, simplement, la stratégie militaire décidée. Si un mode d'engagement à l'arrière était privilégié, sans nul doute la FAR pourrait-elle intervenir dans le cadre de la manœuvre choisie, et l'on ne voit pas non plus ici d'écartèlement des moyens.

Autoriser un usage plus diversifié de nos moyens, la FAR ouvre donc le champ des possibilités, accroissant l'incertitude de l'adversaire sur le ré-

Plans communs

ponse que nous serions susceptibles de lui donner.

L'efficacité propre de la FAR est aussi questionnée, sous le dilemme : ou intégration à l'OTAN ou inefficacité.

Un dilemme incontournable

par GABRIEL ROBIN (*)

THÈME récurrent dans les discours politiques français, la défense européenne est de nouveau à l'ordre du jour. Curieux débat, cependant, que celui auquel elle donne lieu, et qui paraît trouver en lui-même sa propre finalité. L'essentiel, semble-t-on dire, c'est qu'on en parle, et le progrès, qu'on en parle davantage. Voici plus de dix-huit mois maintenant que le président de la République et le chancelier de République fédérale ont décidé de se concerter sur les questions stratégiques. On leur sait tellement gré d'avoir entamé le dialogue qu'on les tient quittes de ne pas l'avoir conduit. Tout se passe comme si chacun attendait que de la montagne des mots indéfiniment martelés finisse par jaillir la source magique d'une idée, d'une décision, d'une initiative. L'incantation sert d'alibi à la réflexion.

Les choix, pourtant, qu'impose la création d'une défense européenne sont aussi simples à énoncer que, pour certains, difficiles à faire. Comme chacun sait, le problème a deux aspects : l'aspect nucléaire et l'aspect non nucléaire.

En ce qui concerne le premier, les choses sont claires. Fidèle sur ce point à l'évidence des faits comme à la tradition de ses prédécesseurs, M. Mitterrand a rappelé la donnée fondamentale : la nature de l'arme exclut son partage. Mettre deux doigts sur la gâchette, c'est mettre deux doigts sur le cran d'arrêt. Autant confier un boîtier de course à

★ Ancien conseiller diplomatique de Georges Pompidou et de Valéry Giscard d'Estaing.

deux pilotes après y avoir installé des doubles commandes. A quoi il faudrait ajouter que, la loi de l'arme, c'est l'incertitude de son emploi. Aucun de ceux qui auraient à appuyer sur le bouton fatidique ne saurait prévoir les circonstances dans lesquelles pourrait surgir la question de son utilisation, et, à supposer même que les circonstances soient prévisibles, on ne peut être sûr de ce que serait sa réaction. Il n'y a pas de serment, ni de traité, si solennels qu'on les imagine, qui puisse lever cette incertitude. La double clé technique n'assure la cohésion qu'au prix de la paralyse : la double clé diplomatique, qu'au prix de l'illusion.

Il est vrai qu'il est plus facile de vivre avec sa propre incertitude que de devoir compter avec celle des autres, et que, si l'arme ne peut se partager, elle peut se dissimuler. Mais cela ne signifie qu'une chose : est-il souhaitable de créer en Europe d'autres centres de décision que ceux qui existent déjà à Paris et à Londres ? Comme il n'y a pas, cependant, de candidat pour un tel rôle, on devrait penser que le problème est résolu avant d'être posé.

Et le non-nucléaire ? Il se trouve que, depuis 1968, la France et ses partenaires européens ont pris des chemins différents. Les seconds ont fait le choix de maintenir la totalité de leurs forces dans le système intégré de l'OTAN. En cas de guerre — mais y a-t-il, pour une armée, un autre cas à considérer que celui-là ? —, il n'y aurait pas d'armée allemande ou belge ou hollandaise, mais une seule armée atlantique ayant en projection la totalité de ses forces, sa planification stratégique, son état de préparation, sa chaîne de commandement, sa logistique. Il n'y a rien que Bonn ou La Haye, ou Bruxelles, puisse apporter à une défense européenne qu'il ne doit préalablement retirer à l'OTAN. On s'excuse de rappeler cette vérité démentielle.

Deux options

Elle a pour conséquence qu'il n'existe que deux options : ou bien la France rejoint le système intégré, et il lui faut renoncer à son indépendance ; ou bien elle se désengage de l'intégration, et cela suppose sinon une dissolution de l'OTAN, au moins un réaménagement en profondeur de ses structures. Défense atlantique ou défense européenne ? Le dilemme est incontournable. Une voie était celle de la Communauté européenne de défense (CED), que la France a refusée, refus dont le général de Gaulle a tiré les conséquences logiques. L'autre est celle que le traité de l'Europe de janvier 1963 tentait d'esquisser avant que le préambule émasculé voté par le Bundestag, mais voulu par Washington, ne l'ait transformée en impasse.

Dès lors, il ne sert de rien de dire, comme on l'entend aux plus ardents promoteurs d'une défense européenne, qu'il ne saurait être question de toucher à l'alliance atlantique. S'ils entendent par là le traité de Washington, pas de difficulté, mais pas non plus de choix. S'ils voient, au contraire, le système intégré de l'OTAN, ou bien ils verrouillent eux-mêmes la porte qu'il leur faut ouvrir, ou bien l'Europe n'est que le paravent d'un atlantisme qui s'ignore, à moins qu'il ne se consaisse trop bien.

Longtemps, en tout cas, qu'il n'y aurait pas eu d'accord leurs pensées et leurs arrière-pensées, chacun pour sa, selon son inclination, se rassurer ou se désespérer : le débat sur la défense européenne, ce sera beaucoup de bruit pour rien.

★ Editions Bachelier-Chastel, 312 p., 90 F.

LU

« CES EUROPÉENS SONT IMPOSSIBLES »

de Luigi Barzini

De tout pour faire un monde...

DEPUIS qu'on se promène dans la galerie des portraits des voisins européens, on croit les connaître. Mais on trébuche avec ses bagages tant d'idées reçues qu'il n'est pas mauvais de vérifier. Luigi Barzini y aidera efficacement, ou plutôt — ce qui n'est pas plus mal — brouillera suffisamment les visions, pour qu'on soit beaucoup moins assuré dans les jugements.

Après une carrière qui le fit beaucoup voyager, ce journaliste transalpin (qui vient de mourir) a l'honnêteté de qualifier d'entrée de jeu les Européens d'« insaisissables », en tant que tels, parce que « l'influence de l'Europe divise et aujourd'hui simplement morale, consultative et parfaitement négociable. L'Europe est, dans le meilleur des cas, une entité qui lève le doigt et traîne les pieds ».

Les nationaux qui la composent sont-ils plus faciles à cerner ? Pas tellement, et notre auteur sait fort bien mener un certain suspense en cherchant le secret de l'âme collective des peuples, après avoir souligné leurs caractéristiques les plus visibles et recherché des pistes dans leur histoire.

Ainsi, « il n'existe aucun moyen sûr de déterminer si un Anglais est intelligent ou stupide », mais ils agissent en général avec succès dans des circonstances difficiles, « comme s'ils étaient tous intelligents ». C'est Protée qui lui paraît inspirer les Allemands, capables de « changer du tout au tout en une courte période », Johann Groos croyant même que ses compatriotes « portent un masque ».

Un autre Allemand, Henri Heine, disait que « la France est la Casaque de l'Europe » — treize ans avant qu'Alexandre Dumas immortalise d'Artagnan. M. Barzini pense que notre susceptibilité vient de l'insupportable à admettre l'existence d'un fossé

de plus en plus large entre notre poids dans le monde et ce qu'on voudrait qu'il soit. Autre problème, éternel celui-là, et posé de façon presque désespérée aux Français : « Comment conserver leurs précieuses diversités et en même temps amener les gens à agir plus ou moins en bloc ».

L'Italie est une construction fragile « qui doit parfois principalement son homogénéité au fait que presque tous ses citoyens jouent en public le rôle nécessaire à la préservation de son identité ». Chez les Hollandais, notre auteur est frappé par la confiance qu'ils ont dans les autres, le respect des accords qu'ils ont passés avec eux et leur passion aveugle pour le pacifisme.

Quant à l'attitude des Européens face aux Américains — objet du dernier chapitre — elle est faite surtout de malaise. Ce qui les inquiète, c'est l'« impuissance » de l'Amérique ; chaque problème a une solution, estime-t-elle, alors pourquoi ne pas la trouver tout de suite ? Ses réticences ne vont pas toujours, hélas ! dans le bon sens.

Si l'Europe s'avance pas plus vite, estime Luigi Barzini, c'est, bien sûr, du fait des egoïsmes sacrés et aussi parce qu'on a cru qu'une union politique pourrait naître d'une union douanière. Inutile de ce que nous avons, estime notre auteur, avec cette philosophie que donne l'âge.

On ne trouvera pas dans ces pages un « remaniement », mais un éclairage largement dispensé, malgré une très brève panne de courant (page 301), lorsque l'auteur tourne « comment Louis Philippe la révolution de juillet 1830. Il faut de tout pour faire le monde européen, et, grâce à Luigi Barzini, on apprécie la richesse de cette palette de tempéraments, d'idées et de rêves.

★ Editions Bachelier-Chastel, 312 p., 90 F.

Le Monde

EUROPE

Turquie

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

Le point de vue turc

EUROPE

Turquie

L'état-major reconnaît que certains détenus ont pu être torturés

De notre correspondant

Ankara. — Après que les détenus de la prison militaire de Manak, à Ankara, eurent cessé leur grève de la faim, la présidence de l'état-major des armées a publié, le jeudi 5 avril, un communiqué indiquant que l'ensemble des deux cent quatre-vingt-dix détenus avaient décidé d'interrompre leur mouvement de leur propre gré. Ce texte ajoute qu'une quarantaine de grévistes hospitalisés ont commencé à se rétablir.

C'est le deuxième communiqué de l'état-major en moins d'une semaine. Le premier reprenait les conclusions d'une commission d'enquête sur les prisons militaires. Composée de trois généraux et de représentants du ministère de la justice et de la santé, cette commission estimait qu'une partie des prisonniers s'efforçait de provoquer, d'une manière systématique, des incidents avec les autorités.

Le communiqué indiquait encore que, sur soixante-trois mille personnes envoyées dans les prisons militaires depuis l'état de siège, en décembre 1978, plus d'une cinquantaine sont décédées (dont six ces mois derniers dans la prison de Diyarbakir). Quarante accusés seraient morts des suites de maladies, six après une grève de la faim et deux à la suite de tortures, tandis que l'enquête se poursuit sur les autres cas. Il est intéressant de noter que le communiqué reconnaît qu'il y a eu des tortures. En ce qui concerne la prison de Diyarbakir, les raisons des six décès sont les suivantes : Cemal Arat et Orhan Keskin, grève de la

faim ; Yilmaz Demir et Remzi Ayar, suicide ; Ismet Karakiz, cancer du pancréas, et Necmettin Bayraktar, hémorragie cérébrale.

Selon certaines rumeurs, des détenus seraient morts à la suite d'affrontements avec les policiers, appelés en renfort pour rétablir l'ordre dans l'établissement. Les gardiens, qui, selon la loi turque, ne portent aucune arme, n'étaient pas parvenus à mater une révolte de prisonniers.

Il apparaît que la multiplication peu habituelle de précisions officielles montre, d'une part, le souci des militaires d'empêcher la propagation de rumeurs et, d'autre part, une vigilance accrue pour un plus grand respect des droits de l'homme dans les prisons militaires.

ARTUR UNBAL

• **Détournement d'avion.** — Les forces de sécurité turques ont mis fin, jeudi soir 5 avril, au détournement, sur l'aéroport d'Istanbul, d'un TriStar des lignes suédoises en prenant d'assaut l'appareil et en maîtrisant un pirate de l'air syrien, a annoncé l'agence turque d'information Anatolie. Le pirate de l'air avait exigé que l'appareil, qui assurait la liaison Djeddah-Damas, soit approvisionné en carburant pour pouvoir redécoller à destination de Stockholm, a précisé l'agence. Trois personnes, deux suédoises et un syrien, ont été légèrement blessées lorsque les forces de l'ordre ont maîtrisé le pirate de l'air, qui était armé d'un couteau. — (AFP.)

CORRESPONDANCE

Le point de vue turc à propos de la mer Egée

Après la publication, dans notre édition du 30 mars, d'une correspondance de M. Rafailidis, ambassadeur de Grèce à Paris, M. Adnan Bulak, ambassadeur de Turquie, nous a adressé une mise au point déclarant notamment :

Je veux tout d'abord souligner que l'improbable juridiction en mer Egée n'est pas votre invention (c.). La thèse avancée par l'ambassadeur de Grèce, selon laquelle la Turquie veut créer une confusion juridique dans la mer Egée, est fautive. Le statut juridique de la mer Egée est déterminé à la fois par la déclaration de 1914 de Londres, le traité de Lausanne et le traité de Paris de 1947.

Plusieurs fois grecques se trouvent juste à proximité des côtes turques. Cette particularité a été minutieusement prise en considération dans les documents relatifs au statut des îles quand elles ont été attachées à la Grèce. La cession de la souveraineté sur les îles à la Grèce a toujours été envisagée à la condition de la délimitation de celles-ci. La Turquie ne conteste pas la souveraineté grecque sur ces îles, mais s'oppose à leur militarisation en violation flagrante des dispositions des traités internationaux.

(...) Le fait que certaines îles grecques se trouvent dans le prolongement naturel de l'Asie mineure constitue une réalité géographique. Or la délimitation du plateau continental est une notion juridique. Lors de la délimitation du plateau continental, toutes les conditions existantes sont prises en considération. Les îles et le prolongement naturel de l'Asie mineure figurent parmi ces conditions. D'après la jurisprudence internationale, il n'est pas possible de prétendre qu'un pays côtier ne possède pas de plateau continental au-delà des îles situées en face de ses côtes. En effet, dans l'arbitrage relatif au plateau continental dans la Manche, le droit de posséder un plateau continental au-delà des îles « Channel » appartenant à l'Angleterre a été accordé à la France.

Yougoslavie

Les autorités réagissent aux incartades de la presse et des intellectuels

De notre correspondant

Belgrade. — Confronté aux problèmes économiques et aux discordes entre les républiques, le régime doit aussi faire face aux multiples incartades de la presse et des intellectuels. Les commissions idéologiques siègent en permanence et stigmatisent le comportement des individus et des collectivités pour toutes sortes de « déviations idéologiques ».

C'est ainsi que M. Savar, l'un des idéologues du Parti croate, l'indigne de la conduite de certains journaux, listes qui attribuent aux seuls dirigeants la responsabilité de la situation présente en la surnommant d'être des « incapables » et d'avoir « ruiné » le pays. A son avis, des sources d'information ayant accès à l'idéologie et à l'histoire petite-bourgeoise et populiste tout livre, film, exposition, pièce de théâtre contenant des messages anti-communistes et aspect de cette manière le socialisme.

L'avalanche des critiques qui s'abattent sur la presse a quelques-uns des conséquences concrètes. M. Bogdan Novak, rédacteur en chef de *Pavilja*, grand journal humoristique de Ljubljana, a été démis de ses fonctions pour « diffusion » de dirigeants. Il avait publié les photographies des anciens premiers ministres yougoslaves et polonais, M.M. Djurjancic et Jazovcic, et rappelé qu'ils avaient été au pouvoir quand leur pays avait contracté la majeure partie de sa dette extérieure. Mais, alors que le dirigeant yougoslave, lui, sort en quelque sorte responsable puisqu'il deviendrait membre de la direction collégiale de l'Etat à l'issue des prochaines élections.

Berke, un autre journal humoristique paraissant à Split, a déjà fait l'objet de plusieurs avertissements pour « excès de langage ». L'un de ses derniers numéros a été bloqué pendant plusieurs jours à l'imprimerie.

Des livres interdits

La rédaction de *Jez*, le plus ancien des journaux humoristiques yougoslaves, s'est retrouvée récemment devant une commission de l'Alliance socialiste. Pour rétablir une situation financière précaire, elle édite des périodiques, elle traite des questions de santé, qui ont beaucoup de succès chez les jeunes ; leur contenu a été jugé « inacceptable », « offensant pour la dignité humaine » et la rédaction a été invitée à mettre sans tarder un terme à la propagation d'idées « étrangères à notre société ».

La maison d'édition Zapis, coopérative d'écrivains, a dû cesser ses activités, théoriquement pour vice de forme ; en réalité, elle était en conflit avec des idéologues officiels, et deux de ses livres, l'un évoquant le cas de Gojko Djogo, poète serbe

condamné à deux ans et demi de prison pour offense à la mémoire de Tito, l'autre sur des grèves dans les entreprises sociales, n'ont pas obtenu l'autorisation de paraître.

M. Radic, éminent professeur de sociologie à l'université de Sarajevo, avait exprimé des réserves sévères sur l'existence en Yougoslavie d'un peuple musulman, pourtant officiellement reconnu. Traité d'opposant, exclu du parti pour activités « nuisibles », il s'est vu contraint de quitter la ville principale de Bosnie et s'est installé à Belgrade, où il a publié un livre le *Politique en tant que destin*, dans lequel il raconte ses conflits avec des dirigeants et des intellectuels de Sarajevo, en précisant leurs noms et qualités. Le livre fit beaucoup de bruit mais ne fut pas interdit.

Pourtant un théâtre de jeunes de la capitale a récemment adapté le texte, mettant en évidence de peu acceptables procédés auxquels les adversaires de M. Radic — tous personnages connus — avaient eu recours. La direction du théâtre a retiré la pièce de l'affiche.

Le même sort vient d'être réservé au *Juge*, de l'écrivain non conformiste Vuk Draskovic, où sont mises au jour les manipulations de la justice par des fonctionnaires du parti d'une ville de province qui souhaitent satisfaire des ambitions personnelles.

PAUL YANKOVITCH

Espagne

Les pêcheurs d'Ondarroa de nouveau dans le golfe de Gascogne

De notre correspondant

Madrid. — Les relations de l'Espagne avec la France risquent à nouveau de se dégrader à l'occasion du retour des pêcheurs d'Ondarroa dans le golfe de Gascogne, qui avait opposé, le 7 mars dernier, deux de ses chalutiers à un aviso français, la flote d'Ondarroa a repris la mer le jeudi 5 avril. Le port basque a tout de suite fait savoir qu'il ne s'agit pas de chalutiers de bateaux, mais seulement vingt-trois ont le permis nécessaire pour opérer dans les eaux communautaires. Les pêcheurs ont affirmé publiquement, ces derniers jours, qu'ils étaient décidés à retourner, avec ou sans permis, dans les eaux du golfe de Gascogne, sur lesquelles ils estiment avoir des « droits historiques ». La situation est suivie avec attention à Madrid, d'autant que la presse et la radio nationale ont abondamment la présence — à titre préventif — de plusieurs unités de la marine française à la limite des eaux communautaires.

D'autre part, le reportage d'Antenne 2 consacré, jeudi soir, à l'ETA militaire, avec l'interview d'un de ses dirigeants, a provoqué de nombreuses protestations en Espagne avant même sa diffusion. Le 4 avril, dans la soirée, le ministre des Affaires étrangères avait exprimé sa préoccupation auprès de l'ambassade de France à Madrid face au « caractère partial » de l'émission incriminée, qui, au vu des personnes interviewées, risquait de tourner à l'apologie du terrorisme.

Le lendemain, l'ambassade a remis au ministre espagnol une note affirmant que « le gouvernement français est intervenu immédiatement auprès de la Haute Auto-

rité de l'audiovisuel pour insister sur le caractère de présentation des faits de manière équilibrée et objective ». Le texte rappelle, toutefois, que la télévision française est autonome par rapport au gouvernement. Cette note n'a pas donné satisfaction aux autorités espagnoles, qui ont indiqué qu'elles protesteraient officiellement auprès du gouvernement français, ce vendredi, après la diffusion de l'émission.

La presse espagnole, comme à l'accoutumée, se montre ce vendredi sévère à l'égard de Paris : « Le gouvernement français gifle le gouvernement espagnol », titre en première page le quotidien *ABC* (conservateur), qui écrit : « Les terroristes de l'ETA et leurs apologistes d'Herri Batasuna, invités par la télévision officielle française, ont donné un récit inqualifiable de mensonges. »

« La télévision française a diffusé un programme sur le Pays basque qui constituait une plaidoirie en faveur de l'ETA », souligne, de son côté, *Diario 16* (libéral). Un dirigeant de cette organisation terroriste a expliqué tranquillement sa position, tandis que le directeur du programme interviewait continuellement les autres participants lorsqu'ils exposaient des thèses divergentes.

Quant à *El País* (centre gauche), il s'étonne qu'aucun représentant du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), seconde force politique au Pays basque, n'ait été invité à participer à l'émission.

Th. M.

Roumanie

INOUEUDE DANS LA COMMUNAUTÉ JUIVE A LA SUITE DE PUBLICATIONS ANTI-SEMITES

Le gouvernement américain a fait part aux autorités de Bucarest de sa « préoccupation » suite à des informations faisant état d'une recrudescence d'incidents antisémites en Roumanie, a indiqué, jeudi 5 avril, le département d'Etat.

L'Agence télégraphique juive écrit de son côté que le grand rabbin Rosen, de retour dans son pays après une tournée de trois mois en Israël, a découvert un climat proche de la panique chez les vingt-neuf mille juifs du pays à la suite de publications de caractère antisémite.

L'agence ajoute : « Des articles antisémites sont parus au cours des dernières semaines dans certains journaux, dont le *Scantia* Timisoara, le journal de la jeunesse communiste et du parti communiste à Bucarest. Mais les attaques les plus virulentes sont parties d'un recueil de poèmes nationalistes de Corneliu Vadim Tudor. Ce livre, largement distribué en décembre dernier, indique en particulier que « les juifs sont lâches et corrompus, sans conscience et dépourvus de tout sens de loyauté, et qu'ils n'ont aucun lien patriotique dans le pays où ils se trouvent, leur principale préoccupation étant d'exploiter ces pays hôtes ».

« Valerian Tudor, qui a un long passé antisémite, ne semble pas avoir été sanctionné pour ses attitudes racistes et continues à faire paraître ses articles dans plusieurs publications locales. »

Le grand rabbin Rosen et des personnalités de la communauté juive internationale, sont intervenus auprès du président Ceausescu pour qu'il fasse cesser cette campagne.

Pologne

Mme ANNA WALENTYNOWICZ A ETE REMISE EN LIBERTÉ

Katowice (AFP). — La justice polonaise a décidé, le jeudi 5 avril, de remettre en liberté, pour raison de santé, Mme Anna Walentynowicz, cinquante-cinq ans, une des premières camarades de lutte de M. Lech Walesa, qui a passé près de vingt mois en détention depuis l'instauration de l'état de siège en Pologne.

Après une expertise médicale, le tribunal de Katowice a décidé d'ajourner purement et simplement le procès ouvert mercredi. Mme Walentynowicz et ses deux collègues, M. Kazimierz Switon, cinquante-trois ans, fondateur des syndicats libres en Pologne, et M. Ewa Tomaszewska, une psychologue de trente-cinq ans, ayant été estimés trop malades pour suivre normalement les débats.

Les trois opposants devraient être jugés pour avoir tenté d'apposer en décembre dernier une plaque à la mémoire des mineurs de la mine Wujek tués par la milice trois jours après l'instauration de l'état de siège.

A la première audience, Mme Walentynowicz est apparue comme l'ombre de la femme qui avait mené en août 1980 les premières luttes aux chantiers navals de Gdansk. Atteinte d'un cancer en 1961, elle a rejoint lors de son internement au camp de Gdansk de décembre 1981 à juillet 1982. Selon son avocat, elle n'a pas été autorisée à suivre un traitement anticancéreux.

A TRAVERS LE MONDE

Bangladesh

• **PROTESTATION AUPRES DE L'INDE.** — Dalka a officiellement protesté auprès du gouvernement de M. Gandhi contre le projet de construction par l'Inde d'une barrière de fil de fer barbelé le long de sa frontière avec le Bangladesh, a-t-on appris mercredi 4 avril. Le gouvernement banglais a demandé à l'Inde de renoncer à ce projet (pour la réalisation duquel une provision budgétaire a été prévue cette année, le *Monde* du 14 février), déclarant qu'il constituerait une « flagrante violation » des dispositions régissant les relations frontalières entre les deux pays. — (UPI.)

Chili

• **ARRESTATION DE CINQUANTE-QUATRE ETUDIANTS.** — Les carabinieri sont intervenus le mercredi 4 avril à l'université Santa-Maria de Valparaíso, à la demande du recteur militaire, contre des étudiants qui demandaient le retour de vingt-huit de leurs camarades renvoyés à la suite des incidents survenus lors de la huitième Journée nationale de protestation, le 27 mars. Après de violents affrontements, cinquante-quatre étudiants ont été arrêtés. — (AFP)

Italie

• **CONdamnATION D'EXTREMISTES DE DROITE.** — Le tribunal de Bologna a condamné, jeudi 5 avril, à la détention à perpétuité quatre terroristes d'extrême droite reconnus coupables de l'assassinat, en 1980, d'un procureur romain, Mario Amato, qui avait été revendiqué par les Noyaux révolutionnaires armés. — (AP.)

RFA

• **M. KOHL DEMANDE LA LIBERATION DE RUDOLF HESS.** — Le chancelier Kohl a adressé le 14 mars des lettres aux quatre puissances alliées en faveur de la libération de Rudolf Hess, l'adjoint de Hitler, qui aura quatre-vingt-dix ans le 26 avril, a-t-on appris le jeudi 5 avril. Dans ses lettres adressées à Washington, Paris, Londres et Moscou, le chancelier invoque des raisons humanitaires. Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne se sont montrés par le passé favorables à une libération du détenu de la prison de Spandau à Berlin-Ouest, mais l'Union soviétique s'y est toujours opposée. — (AP.)

RDA

• **ARRESTATION DE CANDIDATS A L'EMIGRATION.** — Plusieurs candidats est-allemands

à l'émigration légale vers la RFA ont été appréhendés au cours de ces dernières semaines par les autorités est-allemandes, après s'être rendus à la représentation permanente de la RFA à Berlin-Est, a-t-on indiqué jeudi 5 avril dans les milieux informés à Berlin-Ouest. Un ancien vice-président de Berlin-Est, M. Wolf Quasendorf (trente ans), a notamment été arrêté le 15 mars dernier. — (AFP.)

Japon

• **AFFAIRE D'ESPIONNAGE.** — Le premier ministre japonais, M. Yasuhiro Nakasone, a ordonné, jeudi 5 avril, au ministre des Affaires étrangères, une enquête approfondie sur une affaire d'espionnage menant en cause un diplomate soviétique en poste à Tokyo et un ancien membre du contre-espionnage américain. Le ministre de la justice avait annoncé, mercredi à Washington, l'arrestation d'un ancien agent des services secrets américains, M. Richard Craig Smith, soupçonné d'avoir travaillé pour l'Union soviétique. Selon une source policière américaine, M. Smith avait vendu à M. Okunev, premier secrétaire à l'ambassade d'URSS à Tokyo, des informations permettant aux Soviétiques de confondre au moins un agent double censé travailler pour eux. — (AFP.)

Italie

PRIME A LA PONCTUALITE POUR LES FONCTIONNAIRES

Les quelques deux cent soixante mille fonctionnaires italiens vont bénéficier, à partir du 1^{er} mai, d'une prime à la ponctualité, aux termes d'un accord conclu entre le ministère de la fonction publique, M. Renato Gaspari, et les organisations syndicales.

Tous fonctionnaires arrivant au travail à l'heure et ne s'absentant pas plus de sept jours au cours de leur service recevront une indemnité mensuelle de 2 050 francs (10,45 francs) en moyenne.

Cette prime représente un gain mensuel allant de 36 000 à 85 000 francs (entre 150 et 425 francs), selon les catégories de personnel, les gratifications les plus élevées étant concédées aux chefs de service. La prime est même majorée dans des proportions allant de 25 % pour les fonctionnaires qui travaillent la nuit, à 150 % pour les douaniers. — (AFP.)

GRAND CHAUSSANT

Une collection pour homme, spécialement étudiée pour les pieds larges.



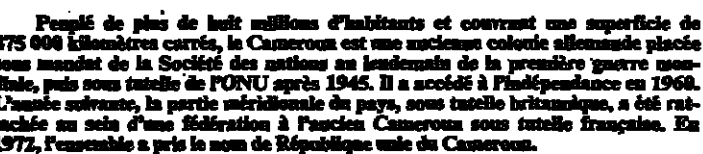
Une collection très élégante réalisée dans les peausseries les plus nobles. Chaque modèle existe en plusieurs largeurs.

BALLY

En vente dans les principaux magasins BALLY et notamment à Paris : 14, place du Théâtre - 136 rue de Rivoli - Centre commercial Montparnasse.

(Suite de la première page.)

dissuader de poursuivre son prédécesseur devant un tribunal. Le verdict, dont on attribuit l'origine à une décision du chef de l'Etat, constituait sans aucun doute une erreur politique de la part de l'ancien premier ministre de M. Ahidjo, qui avait affiché sa volonté d'œuvrer pour la réconciliation de tous les Camerounais, nordistes et sudistes. A l'évidence, la condamnation à mort de l'ancien chef de l'Etat ne démontrait pas un tel souci.



Cette croissance vertigineuse du nombre des prisonniers, mais aussi des « suspects », des inculpés en fuite, est intervenue après l'adoption des lois d'exception, dont la loi dite des « repenties » est un des plus beaux fleurons : cette loi accorde à celui qui « collabore », en dénonçant ses camarades, des remises de peine pouvant aller jusqu'à la dispense totale.

Les objectifs de la grève : l'abrogation de l'article 80 de la loi réglementant la vie carcérale, qui suspend le respect des droits minimum accordés à l'individu en prison, et la fermeture immédiate des « quartiers de la mort blanche », (des super-OHS, des véritables entrepôts d'arrestation).

La lutte vise un système pénitentiaire et judiciaire fondé sur la « différenciation », où la durée et la nature de la peine sont personnalisées, fixées en fonction du comportement et de l'état d'esprit du délinquant.

Si, le 31 mars, l'article 90 a été prorogé par le gouvernement italien, une série de résultats partiels n'en ont pas moins été obtenus : un minimum d'assouplissement du régime prévu par l'article 90 sous sa forme la plus stricte, la fermeture de certaines prisons ou quartiers spéciaux. Mais d'autre part les résultats sont encore décevants.

Deux éventualités sont maintenant à craindre : la poursuite à outrance de la crise judiciaire, ses conséquences, les plus graves, pour les libertés publiques et la stabilité du régime.

Il faut tout de suite réagir, afin qu'à la prochaine échéance (fin du mois de juin) l'article 90 ne soit pas prorogé.

Notre lutte est un témoignage de fraternité, de solidarité, de complicité.

Nous n'engageons pas de bras de fer ; notre grève de la zaim n'a pas d'objectifs revendicatifs immédiats ; c'est un espace libre, une page blanche sur laquelle écrire, une lettre au monde.

* Nous proposons de réunir à Paris le 19 avril une assemblée, et le 30 avril un meeting de caractère international sur le thème : « Une critique de la prison, de nouveaux espaces de liberté en Europe. Une culture de la libération. »

Pour tous renseignements, tous contacts :
à partir de lundi 9 avril, téléphoner au 545.78.00

* Ecrire à : Gianmarta Volontà, 47, rue de Montmorency - 75003 PARIS

To

sonnes avaient été appréhendées. M. Olivier Tambo, président de la Commission nationale chargée par ces perquisitions et avait invité ses militants à « se rendre auprès des HCR pour demander pour les réfugiés, ou bien à quitter le pays, et le parti ne les emploie pas ». Il est à noter que le gouvernement a un nombre de Sud-Africains politiques centaines, quelques milliers ? — qui ont trouvé provisoirement asile au Mozambique tant ceux-ci, jusqu'alors, allaient et venaient d'un pays à l'autre.

Journal of Management Studies, 20(6), 791-806.

the 1990s, the number of people in the world who are undernourished has declined from 1.1 billion to 800 million. The number of people who are malnourished has declined from 1.5 billion to 1 billion. The number of people who are obese has increased from 100 million to 300 million. The number of people who are overweight has increased from 100 million to 300 million. The number of people who are obese and overweight has increased from 100 million to 300 million. The number of people who are obese and overweight has increased from 100 million to 300 million.

AFRIQUE

EN AFRIQUE AUSTRALE

L'URSS met en garde ses alliés africains contre la « perfidie » de Pretoria

De notre correspondant

Le président éthiopien, M. Mengistu Haile Mariam, vient de faire à Moscou une visite qui a permis de consolider la coopération entre l'Éthiopie et l'URSS au moment où les Soviétiques sont inquiets de l'évolution de deux de leurs alliés en Afrique australe.

Moscou. — La « visite amicale de travail » de M. Mengistu Haile Mariam à Moscou a été l'occasion de vérifier l'importance que l'URSS accorde à l'Afrique en général, et à l'Éthiopie en particulier. Le président du Derg (Conseil militaire administratif provisoire) a, en quarante-huit heures, été reçu par M. Tchernenko, par les ministres des affaires étrangères et de la défense, MM. Gromyko et Oustinov, et par M. Aliiev, qui, au bureau politique et au gouvernement, semble s'intéresser beaucoup au tiers-monde.

Les Soviétiques ont craint un moment que la visite ne soit reportée en raison de la mort de Sékou Touré. Président en exercice de l'OUA, le colonel Mengistu n'aurait-il pas dû assister aux obsèques du dirigeant guinéen ? En choisissant de se rendre à Moscou le jour même où avait lieu l'enterrement, le chef de la révolution éthiopienne a démontré que ses relations avec l'URSS constituent une priorité absolue.

Dans son discours prononcé lors de la réception au Kremlin, M. Tchernenko s'est « réjoui sincèrement des réalisations des travailleurs éthiopiens dans leur lutte pour la création d'une société socialiste » et il a salué la « création », prévue pour le mois de septembre prochain, d'un « parti dirigeant d'avant-garde, se laissant guider par les principes du socialisme scientifique, [qui] sera particulièrement importante pour un règlement heureux des problèmes urgents de la révolution éthiopienne ». La formation de partis de type léniniste dans les pays amis du tiers-monde est une revendication traditionnelle des Soviétiques, qui y voient un gage de pérennité pour leurs alliances. Ce n'est pas la première fois que les Éthiopiens sont encouragés dans cette voie par Moscou.

L'Éthiopie est, après Cuba (le cas de l'Afghanistan est évidemment à part), le pays du tiers-monde qui reçoit directement l'aide la plus massive de l'URSS. Moscou aurait, selon des estimations occidentales,

fourni au total 2 milliards de dollars à Addis-Abeba, depuis 1977. La naissance d'un parti communiste « frère », l'adhésion éventuelle au COMECON, créeraient autant d'obligations. Le Kremlin n'oublie pas cependant le coût de la lutte contre la rébellion larvée de l'Ogaden, ainsi que le prix du maintien à bout de bras de l'économie éthiopienne. L'URSS finance, notamment, l'entretien de trois mille conseillers soviétiques (dont une proportion notable de militaires) et de plusieurs milliers de soldats et officiers cubains présents en Éthiopie.

M. Mengistu est venu demander un accroissement de l'aide financière, estimant les observateurs. Une sécheresse très grave, comparable à celle de 1973 qui avait contribué à la chute du régime impérial l'année suivante, s'est abattue sur le pays. Les troupes gouvernementales ont connu récemment des revers aussi bien en Érythrée que dans le Tigré. À l'évidence, Addis-Abeba a acclueusement besoin d'une « rallonge ». Il semble que M. Mengistu soit reparti satisfait dans ce domaine.

M. Tchernenko a insisté dans son toast sur « l'unité complète des points de vue de l'Union soviétique et de l'Éthiopie » sur la situation internationale. L'URSS « rejette catégoriquement les tentatives de proclamer l'Afrique », ou certaines de ses parties, « sphère d'intérêts vitales pour qui que ce soit » (cette phrase vise les États-Unis). Elle n'a pas pour sa part, sur ce continent, « d'intérêts qui contrecarassent les aspirations des Africains eux-mêmes », a poursuivi le secrétaire général du PC soviétique.

Un double échec

Il a évoqué pour la première fois avec son hôte éthiopien l'évolution récente de la situation en Afrique australe, marquée par la volonté du Mozambique et de l'Angola de trouver un *modus vivendi* avec l'Afrique du Sud. La signature, le 16 mars dernier, d'un traité de non agression et de bon voisinage entre Maputo et Pretoria a constitué un revers pour Moscou, de même que l'accord du 16 février entre Luanda et Pretoria sur le désengagement des troupes sud-africaines dans le sud de l'Angola. « On est en présence d'une si-

tuation compliquée », a déclaré M. Tchernenko à propos de cette région. Cette formule est généralement employée quand l'URSS a une évolution qui lui déplaît.

« En spéculant sur l'intérêt des peuples africains à vivre en paix et dans la stabilité, les États-Unis et certains de leurs alliés cherchent à imposer leur volonté aux peuples de l'Afrique australe, mais ceux-ci veulent eux-mêmes la sécurité des États et désormais garantissent face aux agressions de la République sud-africaine (...). », a indiqué M. Tchernenko. Certes, « l'URSS se tient toujours fermement aux côtés de l'Angola, du Mozambique et des autres États de la « ligne de front », mais elle fait discrètement remarquer que les accords passés entre l'Afrique du Sud et les deux anciennes colonies portugaises seront jugés par les peuples de ces pays eux-mêmes, et qu'ils ne constituent aucunement une « garantie » contre de nouvelles incursions sud-africaines. Bref, Moscou n'appelle pas la politique d'apaisement avec l'Afrique du Sud des deux anciennes colonies portugaises.

La presse soviétique, d'une façon générale, mentionne sans commentaire les accords des 16 février et 16 mars entre Pretoria et ses voisins, même si ces textes sont toujours présentés comme la conséquence, non du libre choix des intéressés, mais de la seule « perfidie » sud-africaine. « Les Soviétiques n'avaient guère le choix, commente un diplomate occidental. S'ils faisaient connaître trop publiquement leur mécontentement, ils risquaient de perdre le capital d'influence qu'ils ont accumulé dans ces deux pays. En outre, des pressions économiques ? Cela ne servirait qu'à faire place nette aux pays occidentaux prêts à les remplacer. » Moscou fait donc preuve, une fois de plus, de réalisme face à une situation qui tourne à son désavantage.

La déception est cependant plus grande en ce qui concerne le Mozambique, qui flirtait discrètement avec les Occidentaux, que pour l'Angola, moins engagé dans ce processus et où, de toute façon, plusieurs centaines de conseillers soviétiques et vingt-cinq mille soldats cubains constituent une assurance contre un revirement trop brutal.

Le Mozambique a une certaine liberté de manœuvre, n'ayant que quelques centaines de Cubains et moins encore de Soviétiques sur son territoire. L'Angola, au contraire, ne peut pour l'instant se passer totalement de Moscou ni de La Havane sans risque d'effondrement militaire. Les Soviétiques ont suivi avec beaucoup d'attention la visite à La Havane, il y a deux semaines, du président angolais, M. Dos Santos, venu négocier le départ d'une partie du corps expéditionnaire cubain. L'URSS, officiellement, n'est pas partie prenante. La direction soviétique sait qu'elle a intérêt à ne rien brusquer en attendant des jours meilleurs.

DOMINIQUE DHOMBRES.

FESTIVAL INTERNATIONAL de la FOURRURE

AFFAIRES EXTRAORDINAIRES

AVANT

FERMETURE

des milliers d'articles à PRIX sacrifiés...

Dans le plus grand MAGASIN

FOURRURE de PARIS

27.29 Bd. des Capucines PARIS Métro OPÉRA

MANTEAUX

Guanaco moutons	2850F	1150F	Murmél	4950F	3650F
Pattes d'Australien	2450F	1350F	Ragondin	8450F	4350F
Patchwork Zorinos	2850F	1650F	Rat d'Amérique	9750F	6850F
Chevrette marron	4250F	2750F	Queue de Vison dark	9850F	6750F
Zorinos pleines peaux	7250F	3350F	Castor rasé col Marmotte	14750F	7850F
Agneau Toscane	5350F	3450F			

VESTES

Chat d'Asie	1650F	550F	Flanc Loup	3650F	2450F
Chacal	2350F	950F	Mouton doré	4150F	2650F
Patchwork Vison	2850F	1150F	Renard bleu galonné	3850F	2700F
Parkas: Lapin cotelé	1850F	1150F	Rat d'Amérique	4750F	2850F
Plant Marmotte	2350F	1450F	Opossum manches marmotte	4250F	3150F
Chevrette grise et beige	2650F	1550F	Opossum d'Amérique	7850F	4950F
Ragondin	3450F	2150F	Castor	8750F	5650F
Kalgan	3650F	2240F	Vison dark milleraies	9750F	6850F
Murmél	3450F	2350F	Marmotte	9650F	7250F

PELISSES	Lapin moutons col Toscane	2650F	1250F
"	Lapin col Mouton doré	2350F	1350F

du vendredi 6 au 28 avril
27, Bd. des Capucines
PARIS 2^E
Métro Opéra

MAGASIN OUVERT TOUTS LES JOURS DE 10h A 19h
SAUF LE DIMANCHE



L'AMIE FRANÇAISE

EXCLUSIF

LE PREMIER SONDAGE A L'INTÉRIEUR DU PARTI COMMUNISTE :

1000 MILITANTS QUESTIONNÉS.

Des réponses surprenantes sur :

- Les restructurations.
- Les choix gouvernementaux.
- L'image des responsables du parti.
- Le duel Fiterman-Marchais.
- La prime du retour aux immigrés.

BOURSE

ÉTUDES : Matra, Moët-Hennessy.

FLASHES : Alstom, Géophysique, Peugeot, Printemps, Toshiba.

LE 1^{ER} HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Chaque samedi, 10 F, chez votre marchand de journaux

ASIE

Le Japon, la femme et l'ONU

De notre correspondant

Tokyo. — Une statistique, une coïncidence, un symbole, sont souvent plus troublants, plus révélateurs, que de longs discours. A l'occasion de la conférence mondiale sur la femme, qui se déroule à Tokyo, la statistique officielle trop avisée pour oser parler de corde dans la maison du pande ou, dans le cas présent, des droits de la femme dans un pays où celle-ci est l'objet d'une discrimination institutionnalisée.

En mars, certaines révélations ont paru s'ingénier à contraindre la discrète bonne conscience des délégués participant à Tokyo à une réunion préparatoire de la conférence mondiale qui doit faire, l'an prochain à Nairobi, le bilan de la « décennie de la femme » (1975 - 1985). Placée sous l'égide des Nations unies, cette croisade universelle vise à promouvoir l'égalité professionnelle et sociale de la femme, tout particulièrement dans les pays en voie de développement. Or, avant et pendant cette réunion, les fausses notes sont surtout venues des pratiques résolument discriminatoires du Japon, pays riche et deuxième puissance économique du monde développé.

Côté statistiques d'abord, le Bureau international du travail (BIT) annonçait fort opportunément que l'écart entre les salaires masculins et féminins au Japon, à compté en 1980, était de 40,5 %, soit sensiblement en deçà de la moyenne de 43,1 % des salaires masculins.

La tendance est radicalement inverse à celle notée par le BIT dans treize autres pays développés. Elle n'est évidemment pas étrangère à la compétitivité de l'industrie japonaise, qui emploie plus de 40 % de femmes. On en parle cependant moins que d'autres records industriels. D'autant moins peut-être que cette statistique ne prend pas en compte les travailleuses à temps partiel, soit environ quatre millions de femmes qui travaillent en fait quasiment à plein temps pour des salaires encore

inférieurs à ceux des titulaires. Triste réalité : l'ouvrière japonaise est beaucoup moins bien payée que les travailleuses immigrées dans les pays occidentaux ou même, toutes proportions gardées, que bien des ouvrières du tiers-monde.

Côté coïncidences, deuxième fausse note : une grève de la femme devant le ministère du travail pour réclamer « une vraie législation en matière d'égalité de l'emploi » précède de peu l'échéance des travaux d'un comité présidé par le ministre de l'Économie chargé d'élaborer un « vrai » projet de loi. La situation est embarrassante, car, sans projet de loi, comment faire voter une loi conforme — au moins en théorie — à la lettre de la convention des Nations unies relative à l'élimination de la discrimination à l'égard de la femme que le Japon s'est engagé à ratifier ?

L'échec s'explique : les représentants des travailleurs demandent l'inclusion de sanctions dans le projet de loi (faute de quoi la prochaine législation risquerait de ne être pas plus respectée que la présente), mais la Fédération des employeurs y est farouchement opposée. Le patronat nippon défend ouvertement la séparation des genres et justifie une discrimination sexuelle quasi institutionnelle en arguant de la tradition (féodale), de la morale (confucéenne) et, de manière plus convaincante, des impératifs économiques : la compétitivité industrielle en dépendrait. Etant sans nuances, ces positions sont sans ambiguïté : la femme est à peine la « moitié » de l'homme.

Symboliquement, enfin, cette réunion patronnée par l'ONU s'est déroulée — sans accroc — dans le temple même du chauvinisme masculin : la salle de conférences du Kaidanren, l'organisation du grand patronat japonais. Même s'il s'agit de l'un des centres les mieux équipés de Tokyo pour la traduction simultanée, ce choix a de quoi laisser rêveur à l'heure du bilan de la « décennie de la femme ».

R.-P. PARENGAUX.

LA CHINE CONTINUERA SES « CONTRE-ATTAQUES » TANT QUE LE VIETNAM N'ANNONCERA PAS LE RETRAIT DE SES FORCES DU CAMBODGE

Dans un commentaire d'un ton particulièrement ferme, le quotidien de langue anglaise publié à Pékin *China Daily* établit pour la première fois, ce vendredi 6 avril, un lien direct entre le retrait des troupes chinoises du Cambodge et la frontière sino-vietnamienne et les incidents qui se succèdent depuis la fin du mois de mars à la frontière khméro-thaïlandaise. « Les contre-attaques lancées par la Chine et la Thaïlande, écrit le commentateur du journal, sont considérées comme les seules façons de traiter avec Hanoi... » Elles sont nécessaires jusqu'à ce que Hanoi exprime le désir sincère de retirer complètement ses troupes du Cambodge. Or, estime *China Daily*, il n'existe actuellement « aucun signe montrant que le Vietnam, soutenu par une superpuissance, soit prêt à cesser de menacer ses voisins ».

C'est la première fois depuis le début des incidents frontaliers que l'attitude de l'URSS, désignée de cette manière, est critiquée à Pékin. Jeudi soir, la télévision chinoise a montré des images des bombardements des positions vietnamiennes par l'artillerie chinoise ainsi que les corps de deux paysans qui auraient été victimes des tirs vietnamiens.

A Hanoi, le ministre des Affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, a déclaré, dans une interview à l'Agence vietnamienne de presse, que les bombardements chinois démontrent la « collusion » de Pékin avec les « réactionnaires de Pol Pot ». M. Thach a, en outre, déclaré que les forces vietnamiennes s'efforcent de maintenir la situation dans le territoire thaïlandais, comme les en accuse Bangkok. « Nous avons respecté la souveraineté thaïlandaise », a déclaré le ministre ; si Bangkok affirme le contraire, ce n'est que pour mieux « masquer » son soutien aux Khmers rouges, qui « utilisent la Thaïlande comme base opérationnelle contre le Cambodge ».

A Bangkok, on indiquait jeudi, de source militaire, que les incidents entre forces thaïlandaises et vietnamiennes avaient diminué d'intensité depuis mercredi, après les violents duels d'artillerie qui s'étaient déroulés dans les journées de lundi et de mardi.

Le premier ministre thaïlandais, le général Prem Tinsulanonda, a d'autre part annoncé qu'il entreprendrait, dimanche prochain 8 avril, une tournée en Amérique du Nord et en Europe. Il doit notamment rencontrer, le 13 avril, le président Reagan.

PROCHE-ORIENT

Liban Un nouveau sommet syro-libanais pourrait avoir lieu

Le calme est revenu à Beyrouth jeudi soir 5 avril après une flambée de violence qui, pendant près de trois heures, a embrasé tous les fronts, le long de la ligne de démarcation séparant les deux secteurs de la capitale et dans la banlieue sud de Beyrouth. Les obus, qui ont atteint les quartiers résidentiels proches de la ligne de front, ont, selon les premières informations disponibles, fait uniquement des dommages matériels.

Toutefois, les échanges de bombardement se poursuivaient par intermittence sur l'axe de Souk-El-Gharb, à une dizaine de kilomètres au sud-est de Beyrouth.

Entre-temps, deux chargés de mission du président Amine Gemayel se sont rendus jeudi à Damas en vue de préparer un nouveau sommet syro-libanais, visant à une solution politique du conflit interlibanais. Les deux émissaires, MM. Jean Obéid et Michel Samaha, ont été reçus par le vice-président syrien, M. Abdel Halim Khaddam, en présence de M. Rafic Hariri, médiateur saoudien dans la crise du Liban.

Deux journalistes, M^{me} Viviane Eddé et M. Georges Abou Maachar, et un employé d'Air France, enlevés mercredi à Beyrouth-Ouest par des éléments armés non identifiés, ont été libérés jeudi en fin de matinée. Tous trois libanais, ils ont été confiés au président du Syndicat de la presse. L'identité de leurs ravisseurs n'a pas été révélée.

D'autre part, un attentat à l'explosif a été perpétré jeudi en milieu de soirée contre l'immeuble qui abrite les locaux du quotidien libanais *Al Safir* (opposition musulmane), situé en plein cœur de Beyrouth-Ouest, dans le secteur de Hamra.

Selon les journalistes d'*Al Safir*, l'explosion n'a provoqué que des dégâts matériels. L'explosif, ont-ils ajouté, a été lancé à partir d'une voiture qui passait à grande vitesse. Jeudi dernier, un attentat similaire avait été commis contre ce quotidien, dans les mêmes conditions. Selon les premières estimations des journalistes présents, la charge utilisée jeudi est cependant sensiblement supérieure à celle de la semaine dernière.

Dans le sud du Liban une patrouille israélienne a été attaquée jeudi à la grenade par des éléments armés non identifiés dans la rue principale de Saida.

On ignore si cette action a fait des victimes du côté israélien. Toutefois, selon les correspondants, les soldats israéliens ont rapidement riposté, ouvrant un feu nourri au milieu de la rue et blessant cinq civils. — (AFP).

Un responsable de l'OLP critique l'attentat de Jérusalem. — L'attentat qui a fait quarante-huit blessés lundi 2 avril à Jérusalem était une action exprimant la « frustration » et ne correspondait pas « à des actions approuvées par l'Organisation de libération de la Palestine », a déclaré jeudi à Ottawa M. Zeddi Terzi, observateur permanent de l'OLP à l'ONU. L'attentat a été revendiqué par le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP, de M. Nayef Hawatmeh), affilié à l'OLP. M. Yasser Arafat, chef de l'OLP, avait estimé qu'il constituait « un message du peuple palestinien » déterminé à « ne pas oublier les massacres de Sabra et de Chatila ». M. Terzi a tenu ces propos devant la commission des affaires étrangères du Sénat canadien. Il est le premier membre de l'OLP à être reçu par des parlementaires canadiens. — (AFP).

La guerre du Golfe L'IRAN REFUSE TOUJOURS LA MÉDIATION DES NON-ALIGNÉS

Le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Hossein Cheikholeslam, qui effectuait une visite en Inde, a écarté, jeudi 5 avril, toute éventualité d'une médiation du mouvement des non-alignés dans le conflit entre l'Irak et l'Iran.

Le responsable iranien a déclaré à la presse qu'il n'était pas question de médiation des pays non-alignés pour mettre fin à ce conflit. Cependant, a-t-il dit, l'Iran veut que l'Inde, en tant que président en exercice de ce mouvement, s'occupe de la question des armes chimiques utilisées, selon Téhéran, par l'Irak.

M. Cheikholeslam a renouvelé la demande de Téhéran d'expulser l'Irak du mouvement des non-alignés, estimant que Bagdad « a déshonoré le mouvement en employant ces armes chimiques ». A Téhéran, l'agence iranienne de presse annonce que de nouveaux renforts de « volontaires » ont été acheminés vers le front. A ce propos, les milieux diplomatiques croient savoir qu'une nouvelle grande offensive est en préparation. Elle pourrait être déclenchée après la saison des pluies et les élections au Majlis prévues le 15 avril. — (AFP, Reuters).

LES TROIS IRANIENS SOIGNÉS DANS DES HOPITAUX FRANÇAIS SONT SORTIS GUÉRIS

Les deux ressortissants iraniens hospitalisés depuis le 12 mars dans un hôpital parisien sont sortis, ce vendredi matin 6 avril, guéris, et se sont rendus à l'ambassade d'Iran, a annoncé vendredi un responsable des hôpitaux de Paris.

Les médecins qui ont soigné les deux blessés rappellent à cette occasion que « la localisation et la dissémination des brûlures observées sont compatibles avec des brûlures d'origine chimique, mais qu'aucun examen complémentaire n'a permis jusqu'à présent de confirmer ou d'infirmer cette étioologie ».

Soudan FERMETURE DE L'UNIVERSITÉ DE KHARTOUM

Khartoum (AFP). — L'université de Khartoum a été fermée, jeudi 5 avril, pour une durée indéterminée, a annoncé son vice-recteur, M. Omar Bilal, cité par l'agence soudanaise d'information Sana. La décision, a-t-il indiqué, a été prise en consultation avec le corps enseignant de l'université, qui compte quelque deux mille étudiants.

Le président soudanais, M. Gaafar el Numeiry, avait annoncé dans un discours prononcé dimanche devant une réunion de l'Union socialiste soudanaise (parti unique), que les professeurs avaient décidé de ne pas procéder aux examens du mois de mai, en raison de la dégradation des conditions de travail et de la situation économique. Les étudiants avaient, de leur côté, refusé de participer à ces examens.

DIPLOMATIE

M. Reagan salue le « retour du leadership américain »

M. Reagan prononce ce vendredi 6 avril à 16 h 30 (heure française) un discours présenté par son entourage comme « une importante déclaration de politique étrangère », et qui doit être diffusé en direct vers l'Europe par le satellite Euro-net. Dans ce discours, dont quelques extraits ont été publiés à l'avance par la Maison Blanche, le président américain évoque dans les termes suivants ce qu'il appelle la restauration de la position dirigeante (« leadership ») des Etats-Unis : « Au cours de la seconde moitié des années 70 (les Etats-Unis) ne dissuadèrent pas, comme l'ont démontré les événements de l'Angola et de l'Afghanistan. Aujourd'hui, nous dissuadons ». Evoquant sans la citer la présidence de son prédécesseur M. Carter, M. Reagan ajoute : « Elle est finie l'époque où les Etats-Unis étaient perçus comme une superpuissance dépourvue de gouvernement, comme un otage à la merci des événements mondiaux. Le leadership de l'Amérique est de retour. »

Le président déclare encore : « La force seule n'est pas suffisante. Mais, sans elle, il ne peut y avoir de diplomatie ni de négociation efficace ni de démocratie dans la sécurité et la paix. »

Enfin, comme il l'avait fait dans sa conférence de presse de mercredi, M. Reagan dénonce « l'activisme du Congrès dans la dernière décennie » ; il invite ce dernier à « soutenir les détails concrets de la politique et pas seulement ses objectifs généraux ».

D'autre part, l'URSS a rejeté à l'avance le projet de traité annoncé mercredi par M. Reagan et visant à banir l'emploi et la fabrication d'armes chimiques. Cette initiative d'armes chimiques « rien d'autre qu'un truc de propagande que la Maison Blanche a l'intention d'exploiter afin de masquer et de justifier son programme d'accroissement accéléré des arsenaux d'armes chimiques », indique dans un commentaire l'agence Tass, qui dénonce en outre l'intention américaine de « bloquer tout accord en posant des conditions totalement inacceptables de contrôle et de vérification ». Répondant à ce commentaire, le département d'Etat a jugé jeudi « regrettable » que Moscou ait critiqué la proposition américaine « avant d'avoir eu connaissance » de son contenu, lequel doit être présenté d'ici à une quinzaine de jours, à Genève, par le vice-président Bush. — (AFP).

AMÉRIQUES

Nicaragua Toujours la censure...

Le gouvernement sandinista a annoncé que des élections auraient lieu en novembre prochain au Nicaragua. Mais quelle sera la valeur de ce scrutin si les forces opposées au régime — du moins celles qui sont restées dans le pays — n'ont pas la possibilité de s'exprimer ?

Des trois quotidiens publiés à Managua, un seul, la *Prensa*, n'est pas aux mains des sandinistas. Or, une fois de plus (la trentième depuis l'instauration de la censure préalable), le journal n'a pas pu paraître, le jeudi 5 avril. L'Agence France-Presse indique que le ministère de l'Intérieur avait interdit, en effet, la majorité des articles que la *Prensa* s'apprêtait à publier ce jour-là.

L'un des deux directeurs du journal, M. Pedro Joaquín Chamorro, a révélé que la censure est allée jusqu'à empêcher la reproduction d'une circulaire du vice-ministre de l'Intérieur demandant aux responsables de la sécurité de l'Etat, du système pénitentiaire et de la police de respecter les décisions de justice.

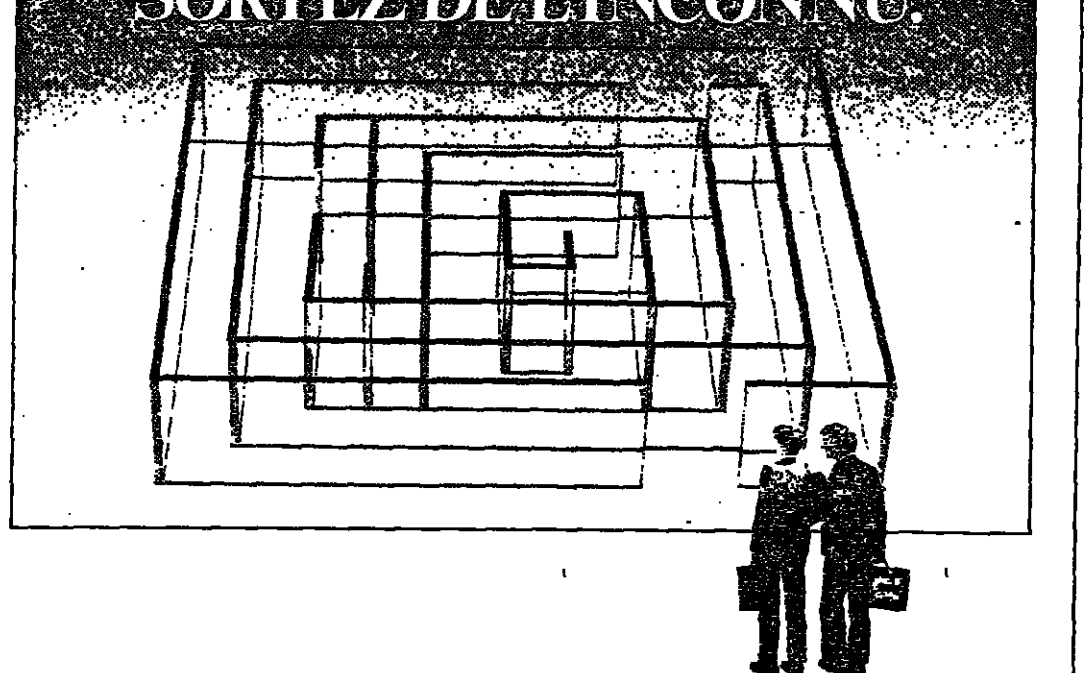
Les manifestants se sont prononcés aussi pour la dissolution d'une organisation patronale, l'Association pour le progrès du Honduras, qui était dirigée depuis un an par le général Alvarez, ancien commandant en chef des forces armées, qui vient d'être limogé et exilé. Cette organisation « porte atteinte à la démocratie », ont-ils dit.

Honduras QUINZE MILLE PERSONNES ONT MANIFESTÉ EN FAVEUR DES PRISONNIERS POLITIQUES

Tegucigalpa (AFP). — Quelque quinze mille personnes ont manifesté le jeudi 5 avril dans les rues de Tegucigalpa pour demander la libération des prisonniers politiques. Elles ont demandé également la mise en liberté du président du syndicat de l'entreprise nationale d'électricité, M. Rolando Bindel, qui est aux mains de la police.

Les manifestants se sont prononcés aussi pour la dissolution d'une organisation patronale, l'Association pour le progrès du Honduras, qui était dirigée depuis un an par le général Alvarez, ancien commandant en chef des forces armées, qui vient d'être limogé et exilé. Cette organisation « porte atteinte à la démocratie », ont-ils dit.

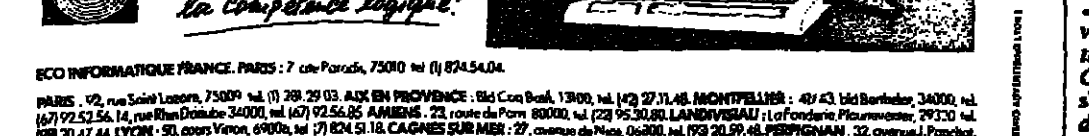
ECO-INFORMATIQUE. SORTIEZ DE L'INCONNU.



Le monde de l'informatique apparaît parfois comme un labyrinthe aux non-initiés. Quel type d'ordinateur choisir ? Pour quelles applications ? Autant de questions difficiles à résoudre sans l'aide et les conseils d'un spécialiste en micro-informatique. Un spécialiste qui vous guide dans le monde complexe de l'informatique. Qui vous aide à prendre la bonne décision en fonction de vos besoins spécifiques.

Ce spécialiste, c'est Eco-Informatique. En 1977, Eco-Informatique crée la première boutique de micro-informatique en France. Aujourd'hui, Eco-Informatique c'est un réseau de 13 boutiques spécialisées dans le conseil et la distribution de micro-ordinateurs.

Pour être sûr de prendre la bonne décision en matière de micro-informatique, contactez-nous.



ECO-INFORMATIQUE FRANCE, PARIS : 7 rue Paradis, 75006 tel (1) 854.54.04.
PARIS : 12, rue Saint-Lazare, 75009 tel (1) 28.20.03. AIX-EN-PROVENCE : 84, rue de la République, 13090 tel (1) 27.11.15. ANTOING-LEZ-LILLE : 49, 51, 53 Boulevard, 59000 tel (1) 22.52.56. N. rue du Commerce, 34000 tel (1) 22.56.85. AMIENS : 23, rue de la République, 80000 tel (1) 22.95.00. L'ANNOUILLÉ : 11, rue de la République, 97000 tel (1) 20.47.44. LYON : 50, cours Victor, 69003 tel (1) 82.51.15. CAGNES SUR MER : 27, avenue de la Plage, 06100 tel (1) 73.78.02. AVIGNON : 39, avenue de la République, 84000 tel (1) 73.78.02.

MONDE APRÈS LA CON

M. Ch... n'est p...

Touche !

Le président... n'est pas... touche !

Le président... n'est pas... touche !

Le président... n'est pas... touche !

Le président... n'est pas... touche !

Le président... n'est pas... touche !

Le président... n'est pas... touche !

Le président... n'est pas... touche !

Le président... n'est pas... touche !

Le président... n'est pas... touche !

Le président... n'est pas... touche !

Le président... n'est pas... touche !

Le président... n'est pas... touche !

Le président... n'est pas... touche !

صلى الله عليه وسلم

APRÈS LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Touché !

M. Jacques Chirac a du nez. Ce n'est pas pour rien qu'il s'expose souvent au soupçon d'opportunisme. Peut-être perçoit-il que le président de la République a touché juste.

Compte tenu de la gravité de l'enjeu - l'avenir de la sidérurgie et de dizaines de milliers de travailleurs - il estime que le moment n'est pas aux polémiques et que l'opposition ne doit pas compliquer encore davantage la tâche du gouvernement.

Certes, le président du RPR considère que la France assiste à « l'effondrement de la politique socialiste », que la « vote-face » du chef de l'Etat n'a été effectuée que « sous la pression des réalités », que le gouvernement doit remettre en cause l'ensemble de sa politique économique et sociale. Mais il reconnaît au moins que MM. Mitterrand et Mauroy ont fait « une toute petite partie du chemin » et qu'il est urgent, pour l'opposition, d'attendre, avant de juger définitivement, le détail du plan pour les régions sinistrées et l'évaluation de ses chances de succès.

On peut penser que M. Chirac a senti que le discours présidentiel - reconnaissance d'erreurs d'appréciation, dénonciation de celles dissimulées de la droite, volonté d'affronter sans trop de détours l'impopularité et de ne pas offrir au parti communiste la moindre concession - est de nature à toucher une partie de l'opinion sensible, comme l'espère M. Mitterrand, au courage de ses dirigeants.

Candidat permanent à la présidence de la République, M. Chirac n'est pas en quête d'une nouvelle alliance. Il cherche de nouveaux électeurs. La contestation systématique d'une politique économique d'assainissement que l'opposition n'a pas eu l'audace de mener lorsqu'elle était au pouvoir ne peut guère les lui apporter.

La président du RPR affirme qu'il n'y aura ni redéploiement industriel ni croissance nouvelle et si les déficits publics ne sont pas réduits, si les impôts ne sont pas allégés, si des économies ne sont pas faites dans la gestion des régimes sociaux, si les charges pesant sur les entreprises ne sont pas diminuées.

Sous réserve de précisions, que fait d'autre le gouvernement de la gauche ? Et comment s'oppose-t-il violemment au volet social de la politique gouvernementale que, politiquement, équilibre le reste ?

D'autant que l'entourage du maître de Paris ne lâche depuis longtemps, en privé, du courage de la gauche qui cumule une politique d'assainissement obligé et l'impopularité qui va de pair. Trois années de rigueur, du plan de mars 1983 aux élections législatives, deux années de restructurations et de modernisation, c'est toujours cela de gagné. Ce que la gauche aura fait, la droite - si elle l'emporte aux élections législatives - n'aura pas à la faire.

Ainsi M. Alain Juppé, bras droit de M. Chirac, se donne-t-il à bon compte l'élégance de saluer l'« habitude » et le « courage » du président de la République, qui « tient bon » malgré l'hostilité que suscite son plan. Comme il convient aussi de satisfaire des militants et des électeurs pressés d'en finir avec le pouvoir de gauche, l'état-major du RPR partage les rôles. Ainsi, M. Bernard Pons, secrétaire général du mouvement, fait, comme à l'habitude, le méchant et dénonce les tromperies et le « cynisme » du chef de l'Etat.

Valéry Giscard d'Estaing s'en tient également à cette stratégie d'exploitation d'un désir de revanche. L'ancien chef de l'Etat s'appuie, sans nuances, sur l'impopularité : sept cents jours d'ici à la défaite électorale de la gauche, « c'est long », dit-il à ceux qui n'en peuvent plus d'attendre que la France entre enfin dans « une époque plus heureuse, plus chaleureuse et plus confiante ». Toutefois l'idée que M. Mitterrand ait touché juste ne lui échappe pas. C'est pourquoi il évoque une éventuelle « réconciliation ». Après 1985, après la revanche.

JEAN-YVES LHOMEAU.

M. Chirac : « le moment n'est pas aux polémiques »

M. Jacques Chirac a rendu public, jeudi 5 avril, la déclaration suivante :

« On doit saluer l'habileté dont a fait preuve M. Mitterrand : affirmer que sur la situation de notre sidérurgie l'on s'est trompé si longtemps et démontrer dans le même temps qu'on a tout de même raison n'est pas une performance commune.

« Cela étant, le moment n'est pas aux polémiques, l'enjeu est trop grave : il s'agit de l'avenir d'une de nos activités industrielles essentielles, de l'avenir de dizaines de milliers de travailleurs. Qui pourrait, en pareille circonstance, ne pas souhaiter qu'une voie soit trouvée, permettant de rendre à notre sidérurgie l'équilibre financier nécessaire pour assurer son avenir industriel ? La seule question est de savoir si la voie choisie par M. Mitterrand est la bonne.

« A cet égard, je ferai quelques observations :

« - Il est évident que les dirigeants du gouvernement actuel ont fait preuve d'un esprit démocratique dans la façon dont ils ont abordé ce problème, dans le passé et dans un passé encore récent : à l'automne de 1981 encore, M. Mitterrand, déjà au pouvoir depuis plusieurs mois, promettait aux habitants de la Lorraine, à Longwy, que les mesures les plus sévères leur seraient épargnées. On sait ce qu'il en est aujourd'hui et le volte-face à laquelle, sous la pression des réalités, le président de la République est contraint :

« - Les orientations qu'il a fixées dans sa conférence de presse sont encore vagues : comment réduire notre capacité de production d'acier sans entraver globalement l'emploi en Lorraine ? On nous promet d'y parvenir, mais rien ne nous est encore dit sur la méthode qui sera employée.

« Pour ma part, j'attendrai, pour porter un jugement définitif, que les mesures d'application de ce plan aient été publiées :

« - Le sentiment de déception et l'angoisse d'une grande partie des Français n'ont rien à voir avec la politique. Il s'étend largement, aussi bien dans l'opposition que dans l'actuelle coalition au pouvoir. Une fois de plus, le Parti communiste refuse l'orientation globale de la politique du gouvernement auquel il participe. Une fois de plus M. Mitterrand renvoie à plus tard la solution d'un problème politique qui désormais pèse sur la fonctionnement même de nos institutions.

« Il est grand temps que la « mise au net » annoncée soit faite publiquement et que l'on sache qui exprime la politique du gouvernement. Quelle est cette politique, quels sont les soutiens dont elle dispose, quelles sont ses chances de succès.

« M. MICHEL COLLINOT, porte-parole du Front national (extrême droite) : « Le président de la République a confirmé que les prochaines élections législatives se dérouleront au scrutin proportionnel. Ainsi, le Front national, qui retrouvera au soir du 17 juin une représentation parlementaire au sein de l'Assemblée européenne, poursuivra son ascension et verra ses élus rentrer en force au Palais-Bourbon. C'est la fin de la bande des quatre.

« M. CLAUDE HURRIET, président du conseil général et sénateur (rat. adm. à l'Un. cent. Meurthe-et-Moselle) : les propos de M. Mitterrand sur la sidérurgie lorraine « évoquaient ce que certains appelaient en 1940, la défense élastique (...). M. Mitterrand reconnaît qu'il s'est trompé, que les nationalisations (...) ont échoué, que l'indispensable concertation avec les représentants de la Lorraine n'a pas eu lieu et qu'aucun moyen de reconversion n'a été jusqu'à présent mis en place ».

PIANOS BAUDE

LOCATION 280 / mois
VENTE 298 / mois
CREDIT GRATUIT 12 mois
LIVRAISON GRATUITE
GARANTIE 10 ANS
75 bis, av. de Wagram
75017 PARIS
763-34-17 / 227-88-54

A BOULOGNE-BILLANCOURT

M. GISCARD D'ESTAING : encore sept cents jours

Un forum avec les jeunes, une interview à une radio « libre », une rencontre avec les élus locaux, une séance de signature de 2 Français sur 3, un débat public : à chacune des étapes du tour de France qu'il a entrepris pour présenter son dernier ouvrage, M. Valéry Giscard d'Estaing sacrifie aux mêmes rites. Le jeudi 5 avril, il était à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) ; dans quelques jours (les 17 et 18 avril) il sera en Vendée et en Ile-de-France. Entre-temps il sera l'invité d'Anne Sinclair sur la première chaîne de télévision, le 10 avril.

« Dans sept cents jours, les Français pourront mettre fin à l'expérience socialiste. Il s'agit là, pour l'ancien président de la République, d'une évidence qu'il tient à rappeler dès le début de son exposé aux Boulognais réunis jeudi soir dans la salle des fêtes de la ville. Et d'expliquer que, « quand on voit les difficultés actuelles du pays, les drames dans telle ou telle région, sept cents jours, certains se disent que c'est loin et long. Mais, lorsqu'il s'agit de préparer le redressement d'un grand pays comme le nôtre, d'entreprendre une action qui devra faire entrer la France dans une autre époque plus heureuse, plus chaleureuse et plus confiante, ces sept cents jours il faut bien les employer ».

Si M. Giscard d'Estaing fait allusion au plan sidérurgique du gouvernement et à la situation en Lorraine, il se refuse à répondre directement à M. Mitterrand : « Nos compatriotes lorrains, dit-il seulement, s'aperçoivent que le système socialiste

n'apportera pas de remèdes à leurs problèmes ».

Après avoir, au micro de la radio CVS, à avoir toutefois précisé : « La raison pour laquelle vous les voyez exprimer quelque chose qui est le sentiment que, dans leurs convictions profondes, ils ont été dupés, c'est qu'on leur avait laissé entendre en fait que nationalisation était synonyme de garantie d'emploi, et que donc, peut-être, malgré d'autres difficultés, ils auraient eu moins la certitude de garder leur travail ».

« Je voudrais, poursuit M. Giscard d'Estaing, que nous nous habituions à voir cette fin [de l'expérience] socialiste] comme un commencement. Il nous faut réfléchir sur ce que nous ferons le lendemain matin. L'essai d'ouvrir les directions dans lesquelles la France se remettra en marche », souligne l'ancien président de la République, qui estime qu'il faut, pour réaliser « ce grand objectif des années à venir », autrement dit, « la remise de la France en marche », « des propositions concrètes mais aussi une idée ».

Cette idée qui, selon lui, « fait son chemin », c'est le « libéralisme social », car « il n'y a que le libéralisme qui puisse permettre de changer le système ». Il poursuit : « Le libéralisme doit être social, car il n'y a pas d'idée moderne qui puisse être fondée sur l'ignorance des autres. En même temps, il n'y a que le libéralisme qui puisse être social, car, avec un système qui tarit la création économique, on ne peut pas être social ».

Après ce long exposé, la salle a la parole. Au hasard des questions, portant sur le rôle des femmes dans la politique et dans la société, l'Europe, la fiscalité, l'éducation, le développement culturel de la France, l'attitude de l'opposition, M. Giscard d'Estaing a tout loisir de revenir sur chacun des chapitres de son livre et d'en développer à nouveau les idées.

A l'un de ses interlocuteurs qui lui demande « quelle doit être l'attitude de la base pour que la reconquête du pouvoir ne soit pas jalonnée par les ambitions personnelles », l'ancien président de la République répond notamment qu'« il faudra beaucoup de monde pour conduire le redressement ». Il remarque que, « les grands gestes dans l'histoire sont des gestes de réconciliation ».

Il cite notamment le geste de Poincaré, qui, en 1917, nomme premier ministre Clemenceau, qui était pourtant son « ennemi mortel » et le geste du général de Gaulle, qui, en 1958, « s'est entouré de nombreuses personnalités de la IV^e République, comme Guy Mollet, Pierre Pflimlin et Antoine Pinay », pour lesquels il ne nourrissait pas « une grande sympathie ».

M. Valéry Giscard d'Estaing a aussi annoncé qu'il publierait dans un an et demi un second tome à l'ouvrage qu'il vient d'écrire, second tome nourri de ce qu'il aura « vu et ressenti de l'attitude des Français sur les objectifs de redressement de la France ». A Boulogne-Billancourt un groupe de réflexion a été mis en place à cet effet.

C. F.-M.

DEVANT LA PRESSE ANGLO-AMÉRICAINE

M. Veil évoque « la grande erreur » de M. Mitterrand

M^{me} Simone Veil, tête de la liste d'union de l'opposition aux élections européennes, qui était le jeudi 5 avril l'invitée de l'Association de la presse anglo-américaine, a estimé que M. François Mitterrand avait donné de la « crédibilité » aux communistes en les pressant au gouvernement et en consentant de ce fait « une grande erreur ».

L'ancienne présidente de l'Assemblée des Communautés européennes pense que les communistes resteront au gouvernement « aussi longtemps qu'il y va de leur intérêt ». « Cela ne gêne pas du tout les communistes de critiquer, même durement, et en même temps de dire qu'ils sont tous à fait solidaires », s'elle affirme.

M^{me} Veil a ajouté : « Sur le plan intérieur, les sondages montrent que beaucoup de Français estiment qu'il n'y a pas d'incohérence idéologique ou théorique à ce que les communistes participent à un gouvernement, leur donnant ainsi une sorte de bénédiction ». Sur le plan extérieur, M^{me} Veil a expliqué que leur appartenance aux instances gouvernementales avait d'abord créé auprès de nos partenaires « un grand malaise » qui s'est dissipé lorsqu'ils se sont rendus compte que « ces ministres travaillaient bien ».

L'ancien ministre a cité l'exemple de M. Charles Fiterman « perçu comme un très bon ministre technique, capable de dialoguer ». « Cela, s'elle dit, a donné aux communistes français une véritable crédibilité de gens efficaces, jouant le jeu interne de la communauté, ce qui, pour eux, représente un bénéfice considérable, même si cela leur a fait perdre des électeurs ».

M^{me} Veil a, d'autre part, affirmé que la campagne qu'elle « aura plus européenne que celle de 1979 », parce que le moment est venu pour la Communauté d'affirmer politiquement son identité. Elle a précisé que les thèmes seront plus « ambigus », mais pas pour autant dissociés de la politique intérieure.

Interrogée sur son attitude lors de la prochaine échéance présidentielle, M^{me} Veil a souligné que l'opposition avait déjà trois candidats : « Il y a plethore plutôt que manque », s'elle ironisait ayant de juger que « l'élection européenne ne modifiera en rien le paysage de l'élection présidentielle ». L'ancienne présidente de l'Assemblée de Strasbourg n'envisage pas non plus un « ticket Chirac-Veil ». « Je ne sais pas si les Français ont envie d'une femme premier ministre », s'elle remarque.

« M. JEAN LECANUET, président de l'UDF : « Le président de la République est placé devant l'échec de sa politique économique et exposé à la désapprobation d'un nombre croissant d'hommes et de femmes, qui avaient cru à ses promesses et qui en mesurent aujourd'hui la démagogie. (...) M. Mitterrand a tenté de diluer ses propres responsabilités dans une prétendue erreur collective. C'est en vain qu'il voudrait effacer son rôle dans la gestion économique qui, depuis 1981, a diminué le pouvoir d'achat de beaucoup de Français et affaibli notre pays. Les Français, et les Lorrains en premier rang, ne sont pas dupes d'une politique qui n'est pas en mesure d'assurer le redressement nécessaire ».

RENÉ LENOIR VISE L'ESSENTIEL...

La force de l'analyse finit par imposer raison : on peut agir pour combattre la faim dans le monde.

Edgard Pisani.

René Lenoir

LE MONDE PEUT SE NOURRIR

210 pages 59 F

FAYARD

Cette semaine dans le Monde Informatique, relevez : LE DEFI INFORMATIQUE

lancé aux professionnels de l'informatique par 6 leaders de l'informatique.

Répondez à leurs questions et gagnez :

- 1^{er} prix : un séjour de 9 nuits pour 2 personnes à l'hôtel HAMAK SAINT-FRANÇOIS en GUADELOUPE.
- 2^e prix : un micro-ordinateur Macintosh d'Apple.
- 3^e ou 15^e prix : un micro-ordinateur Tandy TRS 80 modèle 100.

... ou l'un des 85 autres prix.

NE MANQUEZ PAS UN SEUL NUMERO

LE MONDE INFORMATIQUE

chez votre marchand de journaux habituel

POLITIQUE

APRÈS LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

A chacun sa responsabilité

Comment aurait-il pu en être autrement ? La sidérurgie et la Lorraine ont tenu la vedette, le jeudi 5 avril, au cours de la première séance de cette session consacrée aux questions d'actualité. Pourtant, malgré l'aspect brûlant du dossier, l'hémicycle est resté relativement calme.

Il y eut bien quelques échanges de petites phrases assassines. M. Pierre Mauroy a été qualifié d'« homme du Nord » par M. Pierre Méager, député RPR de Vendée. Quand M. André Rossinot, président du Parti radical, a affirmé que M. Mitterrand avait mis le doigt dans l'engrenage de l'aveu, le premier ministre a répondu : « Pendant vingt ans vous avez trompé la Lorraine et la France. Vous n'avez pas su prendre les décisions qui s'imposaient pour la sidérurgie lorraine et la France (...). S'il y a un aveu à faire devant la représentation nationale, c'est de vous qu'il devrait venir. »

Bien sûr, j'irai en Lorraine ! », a ajouté M. Mauroy. Certes, M. André Lajoinie, président du groupe communiste - qui sera reçu lundi 9 avril par le premier ministre - a été traité d'« aveur de coulures » par M. Robert-André Vivien (RPR, Val-de-Marne). Certes, M. Pierre Messmer, un ancien premier ministre qui sait ce que peut coûter une déclaration impulsive - il est l'auteur du fameux « Lip, c'est fini ! », - a rappelé : « Les Lorrains sont trop habitués au malheur pour croire aux promesses et faire confiance aux discours ». Certes, M. Jean-Louis Masson, député RPR de Moselle, a parlé de « faillite du système » et a jugé le premier ministre « bien fatigé », lorsqu'il affirme que le minerai de fer lorrain est « moins rentable que le minerai importé ». Les Lorrains, a-t-il ajouté, ne peuvent pas acheter des concessions minières en Lorraine et de remettre en exploitation des mines abandonnées par Siles et Ligny.

Mais chacun semblait s'interdire de pousser trop loin son avantage. Comme si l'opposition savait qu'elle ne pouvait oublier totalement les responsabilités qui sont les siennes. Comme si le PC, dont les représentants n'ont pas applaudi les interventions du gouvernement, avait admis qu'il y a un aveu qui ne peut être franchi. Comme si le gouvernement s'efforçait de faire oublier qu'il n'avait pas un plan détaillé à annoncer, alors que, comme le lui a rappelé M. Messmer, le délai de quarante-huit heures fixé par le président de la République était déjà à moitié écoulé. A chacun sa responsabilité.

Mme Colette Goerliot, élue communiste d'un bassin sidérurgique lorrain, a montré que les déclarations du président de la République n'ont pas réduit au silence son parti. Elle maintient qu'une « autre politique » était « possible » : que les communistes souhaitent que « d'autres choix soient retenus », car ils ne peuvent croire « que nous allons développer des secteurs de pointe comme l'électronique si l'on supprime nos installations [sidérurgiques] les plus modernes ».

M. Mauroy, qui refuse « dans l'immédiat » le débat de politique générale demandé par M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF, n'a pas voulu polémiquer avec son allié communiste. « Je n'ignore pas pour autant les désaccords qui apparaissent [dans la majorité], notamment en matière de politique industrielle », a-t-il dit, avant de rappeler : « Il est du devoir de nos députés de nous faire connaître leurs opinions ». Et d'observer : « Des évolutions se font sentir. Des questions se posent. C'est la question que chacun, au sein de la majorité, doit se poser », a-t-il ajouté. Mais, pas plus que le président de la République, le ministre n'a pas répondu.

THOMAS FERENCZI

La nouvelle stratégie de M. Mitterrand

(Suite de la première page.)

Le programme de « modernisation » inscrit la gauche dans la continuité de la V^e République, puisque tour à tour le général de Gaulle, Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing se sont assignés une telle tâche. On s'accorde le plus souvent pour considérer que de Gaulle a fait entrer la France dans la modernité et que ses successeurs n'ont pas pu ou pas voulu achever l'œuvre entreprise. Ainsi, M. Mitterrand reprendrait-il le travail interrompu. Ce n'est pas un hasard si M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, invite inlassablement les intellectuels à mieux cerner la notion de « modernité » et à en faire l'objet privilégié de leur réflexion. Tel est bien le thème central du « mitterrandisme », qui renoue avec des modes de pensée dont les communistes - sans parler des socialistes eux-mêmes - se sont toujours méfiés et qu'une partie de la droite, en revanche, a quelquefois fait siens.

Le nouveau cours du « socialisme » pose clairement la question des alliances. Comment le président de la République compte-t-il « mettre les choses au net » avec le PCF ? On pourrait concevoir, à la limite, que représentent les vieilles discussions sur l'actualisation du programme commun, afin de vérifier l'état des convergences et des diver-

gences, ou qu'à tout le moins ait lieu entre les parties en présence la « grande explication » destinée à raffermir l'union. On pourrait imaginer, à l'inverse, que M. Mitterrand adresse au PCF un ultimatum conduisant celui-ci à quitter le gouvernement, ou même que, de sa propre initiative, le chef de l'Etat écarte les ministres communistes.

La première hypothèse - discuter pour resserrer les liens - correspond à l'idée que M. Mitterrand, dont le nom symbolise depuis près de vingt ans l'union de la gauche, serait trop fier de le briser sans dommages. La deuxième solution - rompre pour former une nouvelle majorité - repose sur un autre mythe, celui de la troisième force, rendue plus crédible par l'existence, sous la V^e République, d'un président doté de grands pouvoirs. L'une et l'autre voie - le retour au programme commun ou le renversement d'alliances - paraissent cependant également difficiles.

Reste une possibilité, celle d'un gaullisme à l'envers. Le général de Gaulle avait réussi à rallier à lui une partie du « peuple de gauche » sans être pour autant « lâché » par la majorité de la droite. M. Mitterrand peut envisager de conquérir une fraction des électeurs de l'opposition autour de son projet de « modernisation », tout en gardant l'essentiel des voix de la gauche. Pour que ce pari réussisse, il faut que le PCF continue de s'affaiblir et que le chef de l'Etat parvienne à construire en quelques années, sans se renier, un nouveau mythe à sa mesure.

THOMAS FERENCZI

MM. LÉOTARD (PR) ET NOIR (RPR) À L'ÉLYSÉE

M. François Mitterrand devra recevoir, vendredi 6 avril, à l'Élysée, MM. Philippe Léotard, secrétaire général du Parti républicain, et Michel Noir, député RPR du Rhône, porteurs d'un message de M^{me} Sakharov adressé au président de la République française. M^{me} Sakharov est l'épouse de M. Andreï Sakharov, dissident soviétique, prix Nobel de la paix, exilé à Gorki depuis janvier 1980.

Remises en cause

A deux reprises, au cours du débat public animé à Boulogne-Billancourt par M. Giscard d'Estaing, jeudi soir, la liste d'union de l'opposition conduite par M^{me} Veil a été sérieusement contestée.

Une première fois l'attaque s'est portée directement sur M^{me} Veil, « qui a fait adopter des lois scélérates » et « est responsable d'un véritable génocide », « Votre devoir est de susciter la candidature Léotard », devait dire à M. Giscard d'Estaing cet intervenant qui se prononce pour « la France de Saint Louis et de Jeanne d'Arc ». M. Hugues Sivren-Vienot (PR) - adjoint au maire de Boulogne-Billancourt et secrétaire-dix-neuvième place sur la liste Veil - qui organise le débat, considère qu'il ne s'agit pas là d'une question mais d'une déclaration. M. Giscard d'Estaing n'intervient pas.

Un peu plus tard, un autre intervenant regrette que l'on n'ait « pas encore beaucoup entendu le message de l'UDF » pour les européennes. Il lui est répondu que des affiches sont prêtes, sur lesquelles figure le nom de M^{me} Veil. Cette précision suscite des mouvements divers. Ce qui permet au questionneur de poursuivre, en s'étonnant que M. Giscard d'Estaing puisse considérer « la règle de deux Français sur trois comme la règle d'or de la démocratie » et accepter la liste unique de l'opposition quand « trois membres de l'UDF sur quatre et neuf militants du PR sur dix n'en veulent pas ». Une partie de la salle scand

alors le nom de Léotard et... l'on passe à une autre question.

Ces remises en cause de la liste d'union de l'opposition et de la personnalité de M^{me} Veil ne sont pas les premières. M. Giscard d'Estaing, au cours de sa tournée en France, aura l'occasion d'un grand débat. Il a choisi de les ignorer. En de sensibles circonstances, M. Jacques Chirac avait, lui, choisi de défendre M^{me} Veil, « une Européenne compétente et convaincue, qui permettra de défendre les valeurs de la civilisation judéo-chrétienne de l'Europe menacée par le marxisme » (Le Monde du 10 février 1984).

L'ancienne présidente de l'Assemblée des Communautés européennes qui doit aujourd'hui faire face au manque de mobilisation des différentes composantes de l'UDF, de son côté, lance un avertissement à M. François Léotard, secrétaire général du PR. Au cours de son déjeuner, jeudi, avec la presse anglo-américaine, elle a notamment souligné que l'UDF n'était pas une « liste d'union de l'opposition et que, de ce fait, le PR était engagé ».

Selon elle, M. Léotard est « une personnalité isolée qui a été désavouée ». « La mobilisation se fait normalement, sauf cette exception que je pense ne s'appliquer. Si ce n'était pas le cas, je pourrais moi-même la question à l'UDF », a annoncé M^{me} Veil.

C. F.-M.

M. Lalonde : « L'avenir est à l'alliance entre libéraux et autogestionnaires »

Ils ne seront donc pas deux, mais trois à diriger la liste désormais intitulée « ERE européenne » (ERE étant les initiales d'Entente radicale écologiste). MM. Olivier Stirn et François Doubin, représentant l'Entente radicale, M. Brice Lalonde a accepté de compléter le triptyque pour l'écologie (Le Monde du 6 avril). L'accord conclu le mercredi soir 4 avril, au domicile de M. Jean-François Kahn, prévoit que les trois hommes occuperont la tête de liste sur un strict plan d'égalité.

L'ancien candidat à la présidence de la République a tardé à donner sa réponse. « Ne voulant pas être la feuille de salut qui ferait avaler le sandwich radical », (Le Monde du 20 mars), M. Lalonde a, au bout du compte, estimé que la présence d'écologistes sur cette liste se justifiait pour trois raisons : l'Europe doit être un « acteur mondial » pour faire face aux problèmes que pose le tiers-monde ; le clivage n'est pas, à ses yeux, entre une droite et une gauche qui « ne recouvrent pas de réalités tangibles », mais « entre ceux qui laissent faire et ceux qui veulent agir à votre place », tandis que l'avenir est « à l'alliance entre libéraux et autogestionnaires » ; enfin, la « nouvelle croissance ». Pour M. Lalonde, les écologistes pouvaient ainsi dire oui à des « hommes politiques qui n'ont pas la lépre ».

Ce que retient M. Stirn qui vient de quitter l'UDF pour créer l'UCR, c'est le côté novateur de l'alliance : pour la première fois sous la V^e République, a-t-il noté, des hommes de la droite se joignent à l'opposition d'union ; de même, pour la première fois, participent à une action politique des militants des écologistes, enfin, la présence de socio-professionnels, présente par une approche plus moderne, on peut « sortir des dogmes du passé ».

Quant à M. Doubin, trésorier du MRG, les écologistes, « pour meurtriers et séparatistes » ont une longue tradition radicale « pour les idées » et pour « la liberté des idées ». Soit toujours, mais pas à réinventer les différences mais « à faire avancer les choses ».

Les trois hommes, qui ont procédé à un tirage au sort pour satisfaire les exigences juridiques d'un ordre de présentation des candidats, ont l'intention de multiplier les réunions en province. L'un de leurs soucis

reste leur participation à la campagne officielle de la radio-télévision.

Il leur faudrait recouvrir le parrainage d'un groupe politique. Ils espèrent que ce groupe pourrait se constituer au Sénat. (Un président d'un moins quinze sénateurs est nécessaire) à partir de la Gauche démocratique, qui comprend trente-neuf sénateurs dont douze radicaux de gauche organisés en « formation rattachée administrativement au groupe ». A l'occasion d'une réunion des sénateurs de ce groupe mercredi matin 4 avril, leur président, M. Jacques Pelletier, en a appelé à l'unité et a mis en garde ses collègues contre des opérations « fractionnistes » qui, a-t-il relevé, n'ont, dans le passé, jamais réussi.

Pour M. Pelletier, le fait que M. Maurice Faure et M. Edgar Faure, tous deux membres de ce groupe et à l'origine initiateurs d'une liste de centre gauche pour les élections européennes, ne soient candidats rend la situation « très difficile » et laisse mal augurer d'un ralliement d'au moins trois élus de l'opposition à la cause défendue, de manière d'ailleurs inégale, par leurs collègues radicaux de gauche.

Les quinze premiers candidats

Voici la liste des quinze premiers candidats parmi les quarante dont les noms ont été rendus publics le jeudi 5 avril (les quarante et un candidats suivants seront désignés dans les prochains jours) : après MM. Stirn, Doubin et Lalonde, François Lachaire (MRG), ancien membre du Conseil constitutionnel ; Thierry Jeantet (MRG) ; M^{me} Colette Nouvel-Rousselot (socio-professionnel) ; Josette Bénard (écol.), professeur de biologie à Caen ; MM. Jean Dock (ex CDS, UCR), suppléant de M. Genwin, député UDF du Bas-Rhin ; Hilaire Maillet, président de la Chambre des métiers de la Réunion, qui doit confirmer sa candidature ; Roger Franzoni (MRG) vice-président du conseil général de Haute-Corse ; Renaud Muller (ex-PR, UCR), conseiller général de Moselle, conseiller régional de Lorraine ; Cédric Philibert (écol.), journaliste ; Yves Borredon, vice-président de la FNSEA ; Emile Vasquez (ex-rad., UCR), adjoint au maire de Lyon ; Claude Castejon (MRG), adjoint au maire de Lille.

chael, membre du bureau politique du PPF, suivi du général Félix Buisson, président du conseil national du PPF, et de M. Daniel Garcin, conseiller municipal de Toulon. Comme en 1979 (où conduite par M. Jean-Louis Tixier-Vignancourt, elle avait recueilli 1,3 % des suffrages exprimés), la liste est intitulée Euro-droite.

EN PASSANT PAR LA LORRAINE...

Mitterrand, Président de tous les Français, est-il encore le chef du « peuple de gauche » ? Après les mesures « dramatiques » prises dans la sidérurgie, Marchais dit non : c'est la cassure.

Qui a raison ? Le Nouvel Observateur ouvre le dossier du premier conflit grave entre les formations de gauche et celui du parti pris par Mitterrand en faveur de la modernité et de la 3^e révolution industrielle. Des révélations !

FO. Giesbert raconte à chaud l'affrontement Mauroy/Fabius sur ce dossier, le pourquoi et le comment des mesures prises et des solutions adoptées. Le traitement de choc pouvait-il être évité ? La guerre PC/PS a-t-elle commencé ?

Cette semaine, le Nouvel Observateur retrace les grandes heures d'un moment crucial pour la sidérurgie, la Lorraine et l'avenir de la France.

LE NOUVEL
observateur



مكة من الله صل

POLITIQUE

Le socialisme à la française, aujourd'hui

par MAURICE DÜVERGER

Que signifie le socialisme à la française quand il se montre plus rigoureux que la droite envers les travailleurs de la sidérurgie, et que cette politique est radicalement repoussée par l'un des partis dont les ministres l'ont solidement adoptée ? Cette divergence doit être examinée d'abord, car elle brouille la vision du problème. L'expérience du pouvoir a révélé à la gauche, éloignée de lui depuis un quart de siècle, les conséquences des idées qu'elle avait remises en opposition. Les communistes en ont tiré une autre conclusion que les socialistes parce qu'ils n'ont pas les mêmes objectifs qu'eux.

A long terme, le projet défendu par Georges Marchais aboutirait à plonger l'économie française dans le marasme. Conserver en l'état l'outil de travail dans la sidérurgie, les mines, les constructions navales et les autres secteurs dont les produits sont invendables au cours mondial, cela signifierait un maintien des aides dont les bénéficiaires empêcheraient d'investir dans les entreprises pouvant devenir compétitives, interdirait de réduire la dette extérieure et le déficit financier, accentuerait l'inflation et pousserait vers de nouvelles dévaluations. La défense de nos partenaires envers une telle politique accélérerait ses effets mécaniques.

Comment un pays qui doit importer l'essentiel de son énergie et une grande partie de ses matières premières pourrait-il maintenir sa production dans un mécanisme qui le décrocherait peu à peu de la Communauté européenne et des échanges internationaux ? L'aboutissement d'une telle évolution serait l'abaissement de l'économie française au niveau de médiocrité des pays de l'Est. Dans un scénario de science-fiction, la voie qui mènerait actuellement à la démocratie populaire ne serait pas celle du coup de Prague, mais celle de l'engrenage où nous happerait la logique du projet Marchais.

profil de gauche conforme à son orientation de 1981, et susceptible en conséquence de limiter le glissement d'électeurs attirés par la démagogie de Georges Marchais. D'autres proposent de la grignoter par une pression contraignant le PCF à modérer ses critiques au nom de la solidarité ministérielle. Mais plus les communistes soulignent leurs divergences avec un gouvernement auquel ils appartiennent, plus ils affaiblissent leur position : les actes démentent les paroles. Plus l'ensemble de la gauche sera libérée de ses illusions économiques, plus elle aura la capacité d'imaginer un projet authentique.

L'aliénation principale

Du « socialisme à la française », tel qu'on pouvait l'esquisser en 1982, l'élément le plus original reste debout : les nationalisations, considérées comme le fer de lance d'un nouveau dynamisme industriel plutôt qu'un moyen de maintenir les emplois. La crise a empêché que le secteur public reçoive tous les investissements souhaitables. Mais l'exemple de la sidérurgie montre que le contrôle par l'Etat lui permet de mieux assainir une branche industrielle que ne le ferait des capitalistes privés ou des gouvernements liés à eux. Ce que la droite n'avait pas fait dans la décennie précédente, les socialistes l'ont entrepris avec énergie.

L'élément que le « socialisme à la française » partageait avec les social-démocraties occidentales est malheureusement atteint par un mal incurable qui se développe partout.

De 1945 à 1980, l'Europe de l'Ouest a construit un système de protection sociale sans égal dans le monde. Il est aujourd'hui victime de son expansion même. Les progrès techniques accroissent les dépenses de santé dans des proportions qui vont devenir insupportables. Les réformes déjà réalisées seront très vite insuffisantes. Dans les années qui viennent, tout gouvernement devra prendre des mesures bien plus graves. Nul ne pourra se dispenser de réviser à l'épreuve des faits les principes qui nous semblent aujourd'hui les mieux établis.

Au-delà de ces domaines particuliers, les fondements mêmes du socialisme doivent être repensés en fonction des structures nouvelles des nations industrielles. L'expérience du monde révélera d'abord que l'appropriation collective de tous les moyens de production n'est plus acceptable, car elle ne conduit pas à la démocratie et ne favorise pas les développements économiques. Sur ce point, les comparaisons de l'Est et de l'Ouest, ou de la gestion administrative et de la gestion privée, réfutant les conclusions de Marx. Nul ne peut plus contester aujourd'hui que la plus grande partie des entreprises ne peuvent être reléguées à l'initiative et à la concurrence, qui sont irremplaçables. L'évolution du langage et du comportement des socialistes français depuis 1981 ne traduit pas seulement un opportunisme de circonstance. Elle correspond à une réflexion qui les conduit à remettre en cause l'ensemble de leur idéologie.

Pour être l'aboutissement d'une nouvelle approche du concept sur lequel repose la construction de Marx : celui de l'aliénation, qui rend l'homme étranger à lui-même, en le faisant devenir la chose d'un autre. L'aliénation principale n'aurait-elle pas varié à travers l'histoire ? Pendant des millénaires, elle fut fondée sur la naissance, qui faisait prince ou marquis, noble ou « vilain », et donnait aux premiers tous les droits sur les seconds. Après que la Révolution de 1789 ait supprimé les privilèges héréditaires et proclamé l'égalité de tous les citoyens devant la loi, l'événement de la production moderne a développé une aliénation fondée sur l'exploitation capitaliste des travailleurs désemparés. Dans l'Occident d'aujourd'hui, elle a fortement diminué par la protection sociale et la transformation du patronat, qui appartient désormais à de hautes cadres salariés plutôt qu'aux détenteurs du capital.

Une forme nouvelle de corporatisme

A sa place, on voit croître une forme nouvelle d'aliénation, constituée par l'encadrement des individus dans de grandes organisations : administrations, firmes géantes, syndicats, partis, groupes de pression, armées. Les hommes y sont enserrés dans les mailles étroites d'appareils collectifs qui les réduisent à l'uniformité, chaque individu devenant un élément interchangeable à l'intérieur de la structure. Les sociétés contem-

poraines évoluent ainsi vers une forme nouvelle de corporatisme, dont les aménagements tendent naturellement vers la rigidité et la sclérose. Leur mécanisme fait obstacle à la promotion des innovateurs et favorise plutôt celle des conformistes, ce qui accentue l'entropie du système.

On s'étonne que nous rangions dans la même catégorie les organisations obligatoires par la loi ou la nécessité (administrations, armées, entreprises) et celles que les hommes ont volontairement créées pour échapper à l'aliénation qu'elles engendrent. Comment oublier, par exemple, que les syndicats et les partis ouvriers ont été des instruments de libération des oppressions politiques et économiques, que cette fonction n'a pas disparu et qu'ils le remplissent toujours ? Mais l'évolution contemporaine vers une structure massive les a rendus aliénés à leur tour. Les sections et cellules de base demeurent un refuge et un recours, où les membres trouvent chaleur et fraternité. Au niveau de l'armature globale, ils sont dépouillés de leur individualité et deviennent des pions dans une stratégie qui les dépasse et les réduit sous prétexte de les exprimer.

Dans les sociétés communistes, l'aliénation par les organisations atteint son point culminant parce qu'elle ne connaît pas d'obstacle et que toutes sont obligatoires. Dans les sociétés libérales, elle est limitée par les organisations volontaires et la concurrence du secteur privé. Mais ces éléments tendent à se figer peu à peu.

Certains analystes pensent que le dynamisme de l'Allemagne et du Japon depuis 1945 tient au fait que

la guerre y avait détruit l'essentiel des grandes organisations en place, permettant ainsi une rénovation totale. Aujourd'hui, le développement d'un nouvel individualisme exprime l'aliénation que les hommes subissent ainsi par les structures collectives qu'ils ont eux-mêmes édifiées. La droite cherche à récupérer ce mouvement en l'amalgamant avec un nouvel autoritarisme. En réveillant les idéologies de naissance au moyen de la sociobiologie, elle veut légitimer le pouvoir des plus forts et des plus dynamiques en leur reconnaissant le droit de commander aux autres.

Le socialisme l'aide dans cette entreprise en s'appuyant largement sur des organisations qui engendrent l'aliénation qu'on vient de décrire. Le moment est venu pour lui de clarifier la notion d'égalité qui le fonde. Il repousse justement le darwinisme impitoyable de la nature en donnant aux faibles, aux défavorisés, aux malades, aux handicapés, le moyen de surmonter leurs difficultés et de s'épanouir, en garantissant à tous un niveau minimum de vie, de sécurité, de culture, de loisir. Mais il tend aujourd'hui à confondre cette égalisation de départ avec un égalitarisme d'arrivée, qui ramène tout le monde sur la même ligne pour promouvoir seulement au bénéfice de l'âge ou de l'ancienneté. La gestion de l'économie a fait découvrir aux socialistes français l'impérieuse nécessité de la compétition. Puisse-t-ils se souvenir qu'elle ne doit pas seulement s'étendre aux sportifs, mais qu'elle seule permet aux meilleurs d'utiliser à plein leurs capacités pour faire progresser la collectivité.

Les vœux

du Parti communiste

Bien entendu, tel n'est pas l'objectif de son auteur. Il partage certainement avec les socialistes une profonde compassion pour des travailleurs plongés dans un terrible désarroi. Exclut-elle un calcul de rentabilité ? Dans les deux ans qui viennent, la politique proposée par les communistes ferait remonter leur cote, étant plus supportable par leurs électeurs potentiels que le plan du gouvernement. Catastrophique pour les cadres et les classes moyennes, elle priverait au contraire le PS des soutiens qui ont fait son succès. Tout cela finirait par une grande défaite de la gauche en 1986, accompagnée d'un réajustement au profit du PC : ce qui correspond à ses vœux.

Ceux-ci demeurent inviolables parce qu'une grande partie de sa clientèle demeure attachée à l'union et la prudence, encore au retour de la droite. Pour celle-ci, comme pour l'autre et pour tous nos concitoyens, il est indispensable de mettre en pleine lumière les conséquences inévitables du projet Marchais, en expliquant inlassablement les données réelles des problèmes économiques. Cela suppose que les socialistes en aient eux-mêmes conscience. Beaucoup ont encore un long trajet à faire sur ce chemin de Dames. Le pouvoir apprend aux ministres à se débarrasser des illusions de l'opposition. Mais les militants n'ont pas la même expérience et sont souvent tentés de considérer comme trahison ce qui est clairvoyance.

Conservier

un profil de gauche

Une certaine confusion entre la politique réclamée par Georges Marchais et celle proposée par Jean-Pierre Chevènement ne facilite pas la clarification nécessaire. L'animateur du CERES n'a jamais donné priorité à l'emploi sur la productivité, car il sait que celle-ci est le meilleur moyen de développer celui-là. Il n'a jamais préconisé une politique de facilité. Il défend seulement un autre type de rigueur, et son attachement à la démocratie est au-dessus de tout soupçon. Mais, en demandant qu'on abandonne le système monétaire européen, qu'on laisse flotter le franc après une forte dévaluation, qu'on développe des mesures de protectionnisme provisoire, il veut faire sauter des contraintes que la seule volonté du gouvernement n'aurait pas la force de remplacer sous la pression de sa clientèle et la méfiance des autres nations.

Certains pensent que ses projets ont l'avantage de conserver au PS un

POLITIQUE

LA RÉFORME DU DROIT DES FAILLITES DEVANT L'ASSEMBLÉE

M. Badinter souligne que les salariés auront leur place dans la procédure

L'Assemblée nationale a commencé, le jeudi 5 avril, l'examen, en première lecture, de deux projets de loi, relatifs, l'un au règlement judiciaire, l'autre aux « administrateurs judiciaires, mandataires liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprises ». Ces projets, qui comportent, au total, quelque deux cent quatre-vingt articles, constituent les deuxième et troisième volets de la réforme du droit des faillites entreprise par M. Robert Badinter (le Monde du 6 avril).

Dictée, d'abord, par la « nécessité », comme l'a rappelé le ministre de la justice, la réforme soumise à l'Assemblée nationale représente aussi, selon l'expression de M. Gérard Couzes (PS, Lot-et-Garonne), rapporteur, pour la commission des lois, du projet sur le règlement judiciaire, « un pas supplémentaire dans la voie d'une entreprise, à l'appel de M. Couzes, « Les salariés de l'entreprise, à sou-

ligné, pour sa part, le garde des sceaux, « trouvent, enfin, leur place dans la procédure. Ils cessent d'être les sujets, pour devenir des intervenants. D'abord, le comité d'entreprise devra être consulté à toutes les étapes de la procédure ; ensuite, il sera appelé aux débats judiciaires, où il pourra se faire représenter ».

Il est dans l'ordre constant des choses que les membres socialistes de la commission des affaires culturelles sociales trouvent trop timides les avancées sociales contenues dans le projet, alors que leurs collègues de la commission des lois se montrent, sur ce plan, plus mesurés.

Dans son rapport, au nom de la commission des affaires sociales, M. Jean-Michel Belorgey (PS, Allier) a exprimé quelques réserves sur le fait « qu'à la différence des institutions étues du personnel, les délégués syndicaux ne soient pas reconnus comme des interlocuteurs permanents de l'administrateur et du tribunal, tout au long de la procédure ».

Ce qui est « surprenant et paradoxal » pour M. Belorgey ne semble pas l'être aux yeux de la commission des lois. Encore ces réserves n'empêchent-elles pas les membres

socialistes de la commission des affaires sociales, comme l'ensemble des députés PS qui se sont exprimés dans les débats, de porter un jugement très positif sur cette réforme.

Satisfaction partagée par le PC, au nom duquel M. Paul Chomat (Loire), tout en exprimant le souhait de garanties supplémentaires en matière de licenciements, indiquera que les communistes « voteront ce projet, avec la préoccupation qu'il entre le plus rapidement possible dans la vie ».

Néanmoins, au garde des sceaux qui avait affirmé, en ouvrant la discussion : « Le droit actuel de la faillite est lui-même une faillite », M. Chomat rétorquera : « Aujourd'hui, la loi reconnaît (...) que, établie en pleine période de croissance, la législation de 1967 sur les entreprises en difficulté a fait faillite. Cette législation correspondait (...) à la volonté du grand patronat et du pouvoir politique, dans les années 1970, de procéder à l'élimination rapide de ce qu'ils appelaient les « canards boiteux » (...), et il est un peu facile, aujourd'hui, d'en condamner les excès (...). Pour la droite, que ceux

qui créent les richesses d'une entreprise se retrouvent, du jour au lendemain, licenciés et voient leur entreprise fermée, c'est l'application correcte et humaniste de la loi ».

M. Chomat a, aussi, adressé une mise en garde au gouvernement : « Comme pour les projets sur les droits nouveaux des travailleurs, a-t-il affirmé, le gouvernement fait l'objet de multiples pressions de la part du patronat, de la droite, comme des intérêts corporatistes, qui sont quelque peu bousculés par la réforme. Il est important que le gouvernement ne cède pas à ces pressions et que, s'agissant des droits des salariés, comme de la réforme des tribunaux de commerce ou de la profession de syndic, il aille jusqu'au bout de la logique nouvelle dans laquelle il s'est engagé ».

A plusieurs reprises, le député communiste dénonçait la « virulence » de la droite contre cette réforme, et sa volonté de « perpétuer » la procédure actuelle. En fait, l'opposition donnera souvent l'impression d'hésiter entre une mise en cause « technique », « constructive », des dispositions du projet, selon l'expression de M. Serge Charles (RPR, Nord), et une opposition plus politique, voire « idéologique », pour reprendre un terme souvent utilisé dans ce débat.

M. Georges Tranchant (RPR, Hauts-de-Seine), évoquant le resserrement du « carcan passéiste de la lutte des classes ».

De son côté, M. Charles Millon (UDF, Aisne) émettait une série de réserves précises et redoutait « le choix d'une économie à deux vitesses », mais se félicitait (tout en demandant des garanties de confidentialité) de la participation des salariés à la procédure.

M. Maurice Ligot (app. UDF, Maine-et-Loire), en revanche, voyait dans cette dernière proposition la preuve d'une « méconnaissance de la vie des entreprises » et accusait : « En favorisant les canards boiteux au détriment des entreprises dynamiques et performantes, vous démontrez que le dirigisme deviendra la règle et le libéralisme l'exception ».

Au-delà de ces divergences d'appréciation, les parlementaires de l'opposition ont, surtout, affirmé que ce projet sacrifie les créanciers à la survie - y compris « artificielle » - des entreprises, ce qui a conduit M. Tranchant et Gilbert Gantier (UDF, Paris) à déclarer que leurs groupes respectifs ne pourraient voter la réforme en l'état. Cette argumentation a amené M. Badinter à rappeler que, dans la situation présente, 10 % seulement des créanciers prioritaires privés recouvrent leurs créances, et à soul-

igner sa volonté de refuser « l'acharnement thérapeutique ».

En revanche, le garde des sceaux n'a guère eu à justifier la suppression de la profession de syndic. De même qu'à la commission des lois, pas une voix - a rappelé M. Philippe Marchand (PS, Charente-Maritime), rapporteur, pour cette commission, du projet les concernant - ne s'était élevée pour s'opposer à cette suppression, de même, dans l'hémicycle, l'opposition s'est faite très discrète sur ce sujet.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

LES TRIBUNAUX DE COMMERCE

Le début de la discussion, à l'Assemblée nationale, des deuxième et troisième volets de la réforme du droit des faillites, a fourni à M. Robert Badinter, ministre de la justice, l'occasion de définir la physiologie du quatrième et dernier volet de cette réforme, celui touchant aux tribunaux de commerce, (le Monde du 6 avril 1984 et du 17 novembre 1983).

M. Badinter a, notamment, précisé que l'élection des tribunaux de commerce sera étendue aux cadres dirigeants des sociétés. Le ministre de la justice a, aussi, précisé ses intentions à propos de la « mixité » de ces tribunaux, c'est-à-dire « la présence de magistrats professionnels dans les chambres spécialisées en matière de règlement judiciaire (et la présence dans les chambres commerciales de cour d'appel de conseillers extraordinaires choisis parmi les anciens présidents des tribunaux de commerce ».

M. Badinter, qui a rappelé que cette double ouverture est à ses yeux « la voie de l'avenir », a néanmoins annoncé que « les rigoureuses perspectives budgétaires pour l'année 1985 » et la nécessité « prioritaire » de renforcer les effectifs de magistrats professionnels des juridictions pénales et civiles « interdisent de proposer en l'état la réalisation de cette mesure ». Le ministre de la justice a réaffirmé l'importance de cette réforme « à l'horizon de l'an 2000 ».

G.R.A.L. C.N.R.S.

ANNUAIRE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

sous la direction de Jean BOUINOT

1983

L'année 1982 de l'Administration locale
relié, 756 pages. Franco 495 F.

6, rue Victor-Cousin, 75005 PARIS
633-22-37

comment préparer...

SCIENCES-PO
100 pages, 120 illustrations, 308 pages. Présentation des I.E.P. (Paris, Province), conseils de méthode, présentation des épreuves, annales, statistiques, débouchés et salaires.

les GRANDES ÉCOLES de COMMERCE
388 pages, liste des préparations avec leurs résultats, les épreuves des concours, annales et statistiques, présentation détaillée de 28 écoles, débouchés et salaires.

les ETUDES de MÉDECINE et de PHARMACIE
(Paris et région parisienne)
180 pages, présentation de la réforme des études médicales et des études de pharmacie, programmes et analyses des statistiques.

VENTE en librairie (diffusion VUBERT) ou par correspondance 54 F en chèque par guide à Groupe SIGMA Editions, 16, rue du Cloître Notre-Dame, 75004 Paris, tél. 325 63 30

Ecrivain, éditorialiste à « l'Humanité »

ANDRÉ WURMSER EST MORT

M. André Wurmser, écrivain, éditorialiste à l'Humanité, est mort le vendredi 6 avril en fin de matinée des suites d'une hémorragie cérébrale. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans.

(Né le 27 avril 1899 à Paris, André Wurmser avait dirigé dans la clandestinité, puis à la libération, le *Patriote de Toulouse*. Critique littéraire aux *Lettres françaises* de 1947 à 1972, il était éditorialiste à l'Humanité depuis 1954. Il signait quasi quotidiennement, en première page du journal du PCF, un billet intitulé : « Météo » et rédigeait, aussi, des éditoriaux polémiques touchant aux débats idéologiques entre les communistes et leurs adversaires ou leurs alliés, voire entre les communistes eux-mêmes. Ainsi avait-il publié, le 5 janvier 1983, un article intitulé « La rogne, la grogne et le parti », dans lequel il dénonçait la participation du PCF au gouvernement.

Ecrivain, André Wurmser avait publié depuis *Changement de propriétaire* (Gallimard, 1928), plusieurs romans, recueils de nouvelles, essais et chroniques, ainsi qu'une étude sur Balzac, *La Comédie humaine* (Gallimard, 1966). Il avait aussi écrit, avec Jean-Pierre Laroche, *Le roman de la France* (Gallimard, 1979). Il avait rédigé, l'an dernier, dans une version remaniée en deux tomes *Un homme vient au monde* (éditions Temps actuels ; voir le Monde du 15 avril 1983).

A TOUS LES PARTENAIRES DE L'ENTREPRISE

LA RÉALITÉ NE DOIT PAS ÊTRE MASQUÉE PAR DES CONTRE-VÉRITÉS FLAGRANTES

La crise économique qui touche les pays industrialisés, jointe à l'obsolescence du tissu industriel entraîne une aggravation du nombre des défaillances d'entreprise.

La profession de syndic, administrateur-judiciaire se trouve ainsi placée en première ligne, soumise à des impératifs contradictoires, exposée à des risques importants et trop souvent aux foudres de la critique.

Elle est consciente, cependant, des attentes dont elle est l'objet de la part des salariés, des entreprises, des pouvoirs publics et des chefs d'entreprises.

Mais elle sait également que l'image attachée à la profession est de toute évidence due à la nature même de la fonction. Syndics et administrateurs-judiciaires interviennent alors que les entreprises connaissent déjà de graves difficultés : leur situation - au centre d'un drame humain et au carrefour de tous les intérêts en jeu - est devenue au fil des années de plus en plus inconfortable ; trop souvent, par une méconnaissance de leur véritable mission, ils sont rendus responsables des problèmes des entreprises, comme si la maladie était imputable au médecin.

A un moment où la profession dans son ensemble subit des attaques d'une violence sans pareil et face à des contre-vérités inadmissibles, il lui paraît nécessaire de rappeler cinq points fondamentaux.

OUI, L'intervention judiciaire est une garantie d'indépendance dans des procédures où s'affrontent différents partenaires. Les syndics et administrateurs-judiciaires sont des auxiliaires de justice mandatés par les tribunaux : leur mission ne consiste donc, sous le contrôle des tribunaux, qu'à appliquer les décisions rendues par les juridictions de ce pays, et les textes en vigueur.

NON, La crise n'enrichit pas les syndics : 30 % des affaires qui sont confiées par un tribunal à un syndic sont traitées sans aucune rémunération de son travail, par faute d'actif.

NON, Les syndics ne bradent pas les entreprises, mais tout le monde sait que la crise économique n'encourage pas les repreneurs. En moyenne sur 4 fonds de commerce un seul peut être vendu.

NON, Les syndics et administrateurs-judiciaires ne sacrifient pas les salariés. Dans le cadre des procédures collectives, en 1982, par exemple, 350 000 salariés ont été secourus par les AGS (Association du Régime d'Assurance des Créances des Salariés) et 300 000 emplois ont été préservés dans la seule région parisienne.

NON, Les syndics et administrateurs-judiciaires ne sont pas une profession protégée ; ils ne s'appliquent pas un « numerus clausus » et le nombre des professionnels dépend exclusivement des besoins des tribunaux. Dans le ressort de l'ancien département de la Seine les effectifs se sont accrus de 30 % par le fait d'une augmentation brutale des besoins.

UNE RÉFORME DANGEREUSE POUR LES ENTREPRISES ET L'EMPLOI

L'Assemblée Nationale est sur le point de se prononcer sur un texte relatif au règlement judiciaire, présenté par le gouvernement.

Tout en réaffirmant leur volonté d'une réforme, à laquelle ils travaillent depuis déjà plusieurs années, les syndics et administrateurs-judiciaires ont l'intime conviction que les mesures sur le point d'être adoptées ne vont pas favoriser le redressement des entreprises, mais au contraire aggraver les risques et les difficultés.

Ils émettent toutes réserves quant aux conséquences de l'application des procédures envisagées, et soulignent par ailleurs, leur incohérence par rapport à l'actuelle politique de restructuration industrielle.

TOUS LES PARTENAIRES DE L'ENTREPRISE SONT DIRECTEMENT CONCERNÉS PAR LE PROJET DE LOI EN DISCUSSION, ET LES PROFESSIONNELS ATTIRENT SOLENNELLEMENT LEUR ATTENTION SUR LA GRAVITÉ DES MODIFICATIONS QU'IL PRÉVOIT.

LE BUREAU DE L'ASSOCIATION NATIONALE
DES SYNDICS ET ADMINISTRATEURS-JUDICIAIRES DE FRANCE
13, rue des Pyramides - 75001 Paris

حکومت اسلامی

Le vol habité franco-américain valorisera nos recherches de physiologie spatiale

nous déclare l'astronaute Patrick Baudry

Lors du récent voyage du président de la République française aux États-Unis, M. Ronald Reagan a proposé à M. François Mitterrand de faire participer un Français à une prochaine mission de la navette spatiale (le *Shuttle* du 25-26 mars). Ce vol pourrait avoir lieu en mai 1985. Patrick Baudry, trente-huit ans, lieutenant-colonel de l'armée de l'air et ancien « doubleur » de Jean-Loup Chrétien, qui fut, grâce aux Soviétiques, le premier Français à voler dans l'espace, devrait en principe accomplir cette mission essentiellement consacrée aux sciences de la vie. Il a bien voulu répondre à nos questions au moment où l'on se prépare, en France, à préciser le contenu scientifique de cette mission et à mettre en place les équipes qui seront responsables de ce vol.

« Comme les Soviétiques, les responsables américains chargés des questions spatiales sont pragmatiques et ils ne donnent rien pour rien. Ainsi, si les Soviétiques ont accepté, en juillet 1982, de faire voler un Français dans l'espace, c'est parce qu'ils y trouvaient un intérêt scientifique réel et un intérêt politique indéniable. Qu'en est-il pour le vol à bord de la navette que les Américains ont proposé au président Mitterrand ?

« L'intérêt scientifique est évident. Actuellement, les Américains connaissent de grosses difficultés dues au « mal de l'espace », difficultés qui sont particulièrement pénalisantes pour les vols courts — une dizaine de jours — à bord de la navette. Or la communauté scientifique française a une bonne connaissance des phénomènes neurosensoriels et cardio-vasculaires qui affectent l'homme dans l'espace. Il est certain que, grâce à l'expérience accumulée au cours du vol habité franco-soviétique, auquel Jean-Loup Chrétien a participé, les scientifiques français ont acquis une reconnaissance internationale.

« C'est pour cette raison que la mission franco-américaine portera essentiellement sur les sciences de la vie avec deux expériences principales. La première, qui vise à étudier la redistribution de la masse sanguine du système cardio-vasculaire en apesanteur, devrait reprendre certains des objectifs recherchés avec « Ecographie » pendant le vol franco-soviétique de juillet 1982 par le professeur Pourcelot de la faculté de médecine de Tours. La seconde, déjà initiée pendant ce même vol avec « Posture », devrait permettre aux professeurs Berthoz et Lestienne, du Centre national de la recherche scientifique, de progresser dans le domaine de la physiologie neurosensorielle.

« Au-delà de cet aspect scientifique de la mission, les Américains trouvent certainement un intérêt politique à leur collaboration avec les Français. Il n'est pas de mon ressort de faire des commentaires sur ce point. Néanmoins, au moment où ils viennent de décider d'engager la construction d'une grande station spatiale permanente pour laquelle ils recherchent la collaboration de l'Europe, du Canada et du Japon, il me paraît naturel qu'ils ouvrent à tous les pays pouvant leur apporter quelque aide en ce domaine. Je ne pense pas cependant que ce soit là le motif principal de leur proposition que je crois être plutôt le fruit de longues négociations menées par le Centre national d'études spatiales (CNES). Et pour nous, c'est une joie et un honneur que de pouvoir voler à bord d'un engin qui contribue grandement à l'avancement de la conquête spatiale.

Quatre à six mois d'entraînement

« Y aura-t-il une contrepartie financière à cette mission et, si oui, laquelle ?

« Je ne le pense pas. Lorsque nous avons effectué le premier vol habité avec les Soviétiques, il n'y avait pas de telle contrepartie. Etant donné la manière dont ce vol a été proposé par le président des États-Unis à M. François Mitterrand, il est assez peu vraisemblable qu'une contribution financière nous soit réclamée.

« Quand commencera votre entraînement aux États-Unis ? Quelle en sera la durée ?

« L'entraînement nécessaire pour former ce que l'on appelle un « spécialiste-charge utile » est d'environ quatre à six mois. Évidemment, il serait souhaitable qu'il soit un peu plus long, afin de se familiariser avec les conditions de travail des Américains, de mieux s'intégrer à leurs équipes et d'apprendre à mieux connaître leur système de transport spatial qui nous intéresse, étant donné les études que l'on fait actuellement en France sur une mini-navette habitée, *Herma*.

« Le début de l'entraînement dépend de la date précise du vol que l'on connaît très bien. De toute manière, ce vol aura lieu en 1985 et vraisemblablement au cours du premier semestre.

« De ce point de vue, pensez-vous que le fait d'avoir suivi l'entraînement des cosmonautes soviétiques à la Cité des Étoiles peut constituer un atout pour voler à bord de la navette ?

« C'est évidemment un atout pour voler à bord de la navette, comme ce serait un atout pour voler à bord d'importe quel engin spatial. Chez les Soviétiques, nous avons acquis l'essentiel des connaissances générales nécessaires à un bon comportement dans l'espace, qu'il s'agisse du pilotage d'un vaisseau spatial ou de la vie en orbite. Chez les Américains, nous ne participerons pas, hélas, à la conduite de la navette. Cependant, il est toujours bon, lorsqu'on utilise un véhicule, de bien connaître la manière de s'en servir.

« N'est-ce pas aussi un handicap ?

« Non, je ne le pense pas, dans la mesure où l'espace n'a pas de nationalité. Nous avons la chance en France de travailler aussi bien avec les Soviétiques qu'avec les Américains et d'avoir une communauté scientifique désireuse avant tout de progresser dans ces domaines de recherche.

Une deuxième mission franco-soviétique ?

« À la fin du vol franco-soviétique de juillet 1982, les deux parties s'étaient accordées à reconnaître qu'il fallait donner une suite à ce vol. L'hypothèse d'une mission de longue durée avait même été évoquée. Au moment où les relations franco-soviétiques sont si tendues, l'annonce d'un vol conjoint avec les Américains ne risque-t-elle pas de faire capoter ce projet très en pointe ?

« Effectivement, l'hypothèse d'une mission de longue durée avait été évoquée à l'issue du vol franco-soviétique. Malheureusement, ce projet ne s'est pas concrétisé, mais il n'est nullement oublié. Notre coopération avec les Soviétiques continue, comme en témoigne le projet d'étude de la comète de Halley (Vega). D'autre part, rien ne permet d'affirmer qu'il n'y aura pas d'autre vol avec les Soviétiques dans les années à venir.

« Au moment où la France s'interroge sur les orientations à donner à sa politique spatiale, quel rôle pensez-vous qu'en raison de votre expérience vous puissiez jouer dans ce domaine ?

« Depuis notre retour d'Union soviétique, nous travaillons, au sein du CNES, à des projets visant à mettre en orbite à la fin des années 90 une mini-navette habitée (*Herma*), situés à proximité des plus grands hôtels de l'île. La deuxième seconde s'est produite à la gendarmerie de Rivière-Salée. La troisième visait l'un des principaux supermarchés de l'île, le Kiosque Chou, à la périphérie de Fort-de-France. Selon les enquêteurs, les trois attentats, qui n'ont fait que des dégâts matériels, ont eu lieu à quelques minutes d'intervalle, vers 2 heures du matin. Il s'agit donc d'une action concertée, bien que les explosifs n'aient pas encore été revendiqués.

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU et ELISABETH GORDON.

Le gouvernement maintient ses projets pour les maîtres du privé

Le ministre de l'Éducation nationale vient d'adresser aux responsables de l'enseignement privé ainsi qu'aux partisans de la laïcité l'avant-projet de décret réglementant le statut des maîtres du privé sous contrat.

On remarquera dans ce texte, dont nous publions ci-dessous les passages les plus significatifs, le maintien des objectifs gouvernementaux. Au terme d'une période de six ans, ces professeurs seraient classés, soit dans la catégorie des titulaires — autrement dit des fonctionnaires, — soit dans la catégorie de contractuels de droit public.

On notera encore que M. Alain Savary, ministre de l'Éducation nationale, fait à l'enseignement catholique une petite concession institutionnelle. Dans tous les cas, la commission chargée d'affecter le personnel enseignant de

l'enseignement privé sera composée d'une majorité de représentants du privé.

Il ne semble pas que la publication de ce projet modifie les positions des parties en présence. Ainsi, le chanoine Gilbert, secrétaire général du Comité national de l'enseignement catholique, qui n'avait pas reçu le texte officiel dans la matinée du 6 avril, maintient sa réserve antérieure : « Si ce décret est rédigé dans sa forme définitive, ce n'est vraiment pas sérieux : nous n'en avons pas discuté plus de deux heures. La perspective de la titularisation et les incertitudes en matière de formation des maîtres nous obligent à rester sur notre position de refus. »

A l'opposé, M. Michel Bouchard, secrétaire général du Comité national d'action laïque, ne tient pas des propos différents : « Ce

projet ressemble fort à ce que nous connaissons des projets gouvernementaux. Nos critiques à leur égard restent inchangées, et toutes les raisons demeurent pour que le 25 avril nous déclarions dans la rue, ce que nous avons à dire. »

L'avant-projet publié vendredi 6 avril pourrait faire l'objet d'une communication au conseil des ministres du 11 ou du 18 avril, en même temps qu'y sera présenté le projet de loi régissant les rapports entre l'État, les collectivités territoriales et l'école privée.

En tout état de cause, il ne pourra valablement entrer en vigueur tant que cette loi ne sera pas, elle-même, adoptée par le Parlement qui l'étudiera au cours de la présente session de printemps. Selon toute vraisemblance, les discussions sur le statut des maîtres se poursuivront, en coulisses, jusqu'à la dernière heure.

ALAIN FAUJAS.

Les principales dispositions

Voici les principales dispositions du projet de décret qui réglemente, en vingt-cinq articles, le statut des maîtres de l'enseignement privé :

ARTICLE PREMIER. — Le service d'enseignement dans les classes sous contrat des établissements d'enseignement privé doit être assuré par des maîtres liés à l'État par un contrat de droit public. A cette fin, est créé un statut de maîtres contractuels de droit public des établissements d'enseignement privé régi par les dispositions du présent décret. (...)

L'article 2 prévoit les conditions d'état civil à remplir pour pouvoir exercer en qualité de maître contractuel de droit public.

Art. 3. — Les maîtres doivent en outre, pour accéder aux emplois de contractuels de droit public des établissements d'enseignement privé inscrits à la loi de finances, avoir réussi à l'un des concours de l'enseignement du premier ou du second degré.

La réussite au concours confère aux intéressés une garantie statutaire d'emploi dans un établissement privé sous contrat.

Art. 4. — Les maîtres contractuels sont nommés par le recteur après examen des candidatures par une commission d'agrément et d'emploi et sur proposition du chef d'établissement concerné, dans les conditions fixées à l'article 23. Ils sont rangés dans des catégories dont chacune correspond au corps enseignant relevant du ministre de l'Éducation nationale auquel le succès à l'un des examens d'aptitude ou concours mentionnés à l'article précédent donne accès.

Les intéressés bénéficient de l'échelle de rémunération afférente au corps enseignant correspondant à leur catégorie.

Art. 5. — Le contrat qui les lie à l'État vient obligatoirement à échéance au terme d'une période de six années à compter de la date de la rentrée scolaire qui suit la publication de la loi.

Neuf mois, au plus tard, avant cette échéance, le maître en exercice qui bénéficie du présent statut par l'effet des articles 14 ou 15 ci-dessous ou du contrat confirmé défini à l'article 9 ci-dessous fait connaître à l'autorité académique compétente s'il opte pour la titularisation. (...)

L'autorité académique qui reçoit la demande d'option du maître sollicite l'avis du chef de l'établissement intéressé. A cet effet, le chef d'établissement transmet à l'autorité académique un rapport sur la valeur professionnelle du maître. Si l'avis du chef d'établissement est négatif, l'autorité académique consulte la commission d'agrément et d'emploi prévue à l'article 12 ci-dessous. (...)

Le maître qui n'opte pas pour la titularisation dans les délais prévus ou dont l'autorité académique ne perçoit pas la titularisation bénéficie d'un contrat définitif au titre du présent décret.

Accès aux différentes catégories

L'article 6 prévoit l'intégration dans l'échelle de rémunération des instituteurs.

Art. 7. — L'accès aux différentes catégories de maîtres contractuels des établissements d'enseignement privé, dans la limite des emplois ouverts par la loi de finances, est soumis à la réussite aux concours de recrutement externes du second degré ouverts pour l'enseignement public.

Art. 8. — Après leur réussite aux concours mentionnés à l'article précédent, les intéressés sont nommés par le recteur sur un contrat provisoire, dans la limite des emplois ouverts par la loi de finances. Ils doivent suivre un stage probatoire d'une durée égale à celle réglementaire requise de leurs homologues de l'enseignement public accédant au corps enseignant correspondant à leur catégorie. Au cours de cette période, ils reçoivent la même formation pédagogique que leurs homologues de l'enseignement public, dans des conditions fixées par arrêté du ministre de l'Éducation nationale, d'une formation spécifique dépendant au genre d'éducation qu'ils ont choisie.

Art. 9. — À l'issue de cette période et après vérification de leur aptitude pédagogique, les intéressés peuvent être nommés maîtres contractuels sur un contrat confirmé. (...)

Lorsque leur aptitude pédagogique a été reconnue, ils peuvent demander, dans la limite des emplois budgétaires créés à la loi de finances de l'année au titre de laquelle ont été ouverts les concours

auxquels les intéressés ont été admis, à être titularisés sur place. (...)

Art. 10. — Les maîtres accédant à la catégorie mentionnée à l'article 6 ci-dessus bénéficient directement d'un contrat confirmé.

L'article 11 prévoit le recrutement d'un personnel temporaire.

Art. 12. — Les concours internes d'accès aux corps enseignants du second degré peuvent être ouverts, selon des modalités arrêtées par le ministre de l'Éducation nationale, aux maîtres contractuels des établissements d'enseignement privé qui remplissent les conditions de titres, de diplômes, d'âge et d'ancienneté de service, déterminées selon les règles en vigueur dans l'enseignement public. (...)

Le succès à ces concours leur permet d'être rangés dans les différentes catégories de maîtres contractuels correspondant aux corps enseignants auxquels les concours donnent accès. Ils bénéficient d'un contrat provisoire puis, le cas échéant, d'un contrat confirmé, dans les conditions fixées à l'article 8 et à l'article 9, 1^{er} alinéa, du présent décret. Faute de voir leur aptitude reconnue à la suite de la période probatoire, ils retrouvent leur catégorie d'origine.

L'article 13 prévoit l'accès aux catégories de maîtres contractuels.

Les enseignants en poste

Art. 14. — Les maîtres qui bénéficient actuellement d'un agrément définitif accèdent à la catégorie des maîtres contractuels dotés de l'échelle de rémunération, soit des instituteurs, soit des professeurs, suivant l'échelle de rémunération dans laquelle ils sont actuellement classés.

Art. 15. — Les maîtres qui bénéficient actuellement d'un contrat définitif accèdent aux catégories de maîtres contractuels correspondant aux échelles de rémunération de titulaire qu'ils détiennent.

Art. 16. — Les maîtres qui bénéficient actuellement d'un contrat définitif et qui sont dotés d'une échelle de rémunération de maîtres auxiliaires sont rangés, pour une période maximale de cinq ans, dans une catégorie divisée en quatre groupes correspondant chacun aux échelles de rémunération dont ils sont actuellement dotés. Ces maîtres font l'objet d'un plan d'accès aux catégories de maîtres contractuels dotés d'une échelle de rémunération de titulaire, pendant une durée de cinq ans à compter de la rentrée scolaire qui suit la date de publication du présent décret.

Art. 17. — Les maîtres actuellement dotés d'un contrat provisoire demeurent régis par les dispositions des articles 3 et 4 du décret n° 64-217 du 10 mars 1964 modifié. Après l'inspection pédagogique favorable mentionnée à l'article 3 précité, ils sont classés dans la catégorie de maîtres contractuels correspondants.

Toutefois, l'accord du chef d'établissement est requis lorsque les propositions de la commission d'agrément et d'emploi portent sur un enseignant titulaire qui exerceait l'année scolaire précédente dans un établissement d'enseignement public. En cas de désaccord, la commission d'agrément et d'emploi est consultée et peut demander un second examen au chef d'établissement dont l'accord demeure toutefois requis. (...)

Art. 24. — La commission d'agrément et d'emploi est composée pour la moitié de représentants élus des personnels enseignants et des chefs d'établissement privé de la circonscription considérée et pour moitié de membres désignés par l'autorité académique.

Le nombre des chefs d'établissement désignés par l'autorité académique est égal à celui des chefs d'établissement élus. Leur effectif total représente entre le quart et le tiers des membres de la commission.

L'effectif de la commission d'agrément et d'emploi ne peut excéder vingt-quatre membres. (...)

Attentats en série

A la Martinique...

(Correspondance)

Fort-de-France. — Trois attentats à l'explosif ont été commis dans la nuit de mercredi à jeudi à la Martinique. Une première explosion a eu lieu au golf départemental des Trois-Îlets, situé à proximité des plus grands hôtels de l'île. La deuxième seconde s'est produite à la gendarmerie de Rivière-Salée. La troisième visait l'un des principaux supermarchés de l'île, le Kiosque Chou, à la périphérie de Fort-de-France.

Selon les enquêteurs, les trois attentats, qui n'ont fait que des dégâts matériels, ont eu lieu à quelques minutes d'intervalle, vers 2 heures du matin. Il s'agit donc d'une action concertée, bien que les explosifs n'aient pas encore été revendiqués.

... à Marseille

(De notre correspondant.)

Marseille. — Un engin de forte puissance a provoqué d'importants dégâts dans les locaux du commissariat du 8^e arrondissement de Mar-

seille, situé boulevard Rabatau. L'explosion a eu lieu peu après minuit dans la nuit de jeudi à vendredi. Il n'y a pas eu de victimes, mais sept voitures en stationnement ont été endommagées.

L'attentat a été revendiqué, dans une communication téléphonique à l'AFP, par un inconnu se réclamant de l'« FFLNC (Front de libération nationale de la Corse) » et demandant « que la répression policière en Corse cesse ». D'autre part, les policiers ont interpellé les occupants d'une 604 Peugeot qui avait démarré en trombe juste après l'explosion et qu'ils ont interceptée dans les quartiers nord de Marseille. — J. C.

... et à Issy-les-Moulineaux

Un attentat a été commis, vendredi 6 avril, vers 4 h 30, contre les locaux de l'Agence nationale pour l'emploi d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), dans la banlieue parisienne. Cette action a été revendiquée peu après à l'AFP par un correspondant anonyme se réclamant d'un « Front intérieur », inconnu jusqu'à présent.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant
LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
cours avec explications en français
Documentation gratuite :
ÉDITIONS DISQUES BBCL
8, rue de Béri - 75008 Paris

LE MONDE diplomatique

du mois d'avril
EST PARU

Au sommaire :

- Les atouts de la révolution islamique iranienne
- Les socialistes français, la crise et l'Europe

17 ans d'expérience

à votre service

17 ans de compétence

à votre disposition

L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE DIRIGEANTS D'ENTREPRISES

• Vous assure une formation polyvalente en 3 années et une spécialisation optionnelle en 1 an aux U.S.A. (M.B.A.) ou en France.

• Vous intégrez dans le monde de l'Entreprise.

Demande de documentation

E.S.D.E., 17, rue des Suisses - 75014 PARIS. Tél. 543.35.43

Nom

Adresse

Code postal Classe suivie en 83/84

LE MONDE diplomatique

du mois d'avril
EST PARU

Au sommaire :

• Les atouts de la révolution islamique iranienne

• Les socialistes français, la crise et l'Europe

Au total, souligne de son côté l'UNICEF, ce sont 15 millions d'enfants qui disparaissent chaque année dans le tiers-monde avant leur cinquième anniversaire : 5 millions meurent de maladies diarrhéiques ; 2 millions de maladies des voies respiratoires ; 1,5 million de la coqueluche ; 1 million du tétanos. Maladies auxquelles s'ajoutent les ravages provoqués par le paludisme et qu'aggrave la malnutrition. Ainsi, ce sont plus d'un enfant mort nourri court, trois fois plus de décès chez les enfants qui contractent une maladie diarrhéique et dix fois plus de mourir de la rougeole. L'OMS et l'UNICEF font remarquer que, contre la plupart des maladies meurtrières de la petite enfance, existent des vaccins parfaitement efficaces et que la persistance de la malnutrition est, par conséquent, inacceptable. Les organisations donnent encore avec la Banque mondiale, une nouvelle impulsion aux stratégies vaccinales dans les mois qui viennent.

Cette stagnation dans les résultats est un phénomène relativement récent. Entre 1950 et 1975, les progrès dans l'amélioration de la santé infantile avaient été spectaculaires. Grâce à l'apparition et à la large utilisation des antibiotiques, de nouveaux insecticides, des vaccins efficaces, à l'amélioration des transports de vivres et aux efforts de contrôle des grandes épidémies, la mortalité infantile (1) est tombée au cours du siècle de 200 à 100 pour mille dans de nombreux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. En 1980, l'Amérique latine des Nations unies fixait 50 pour mille l'objectif à atteindre en l'an 2000.

Le douzième Salon professionnel de la médecine (MEDEC) réunit, du 4 au 7 avril plus de dix mille médecins. Cette manifestation s'impose aujourd'hui comme une sorte de version prioritaire des Entretiens de Bichat, groupant, en particulier, une série d'actions de formation médicale continue financées par des laboratoires pharmaceutiques. Elle accueille, cette année, le premier Salon de l'Informatique médicale, illustrant la place croissante des techniques informatiques dans le domaine de la santé.

L'informaticque envahit-elle, parmi d'autres domaines, celui de la médecine ? Telle était la question posée lors d'une table ronde présidée, le 4 avril, par le professeur Jean-Louis Funck-Brentano (Centre mondial informatique et ressource humaine). Depuis quelques ans, on compte plus de dix mille médecins et médecins qui ont décidé de s'équiper de systèmes informatisés moyennant un investissement compris entre 60 000 et 90 000 francs. « On en comptera mille de plus à la fin de l'année », assure le docteur Xavier Lapeyre, directeur général du Centre d'informaticque médicale. Il s'agit d'un véritable phénomène, dit-il, qui concerne des groupes libéraux exerçant ou non en clinique, généralistes ou spécialistes d'un âge compris entre quarante et cinquante ans. « Plus jeunes, explique-t-il, ils n'ont pas les moyens. Le plus souvent, ce sont des

Comme le souligne le docteur Halldan Mahler, directeur général de l'OMS, dans l'appel qu'il adresse à la communauté internationale à l'occasion de cette journée mondiale, la santé maternelle et infantile « est un baromètre de la société ». Affecter aux services de santé communautaires un maximum de moyens, c'est faire appel « à des raisons dictées par la biologie élémentaire comme par la prudence économique ».

(1) La mortalité infantile désigne le nombre de décès enregistrés dans une population de mille enfants avant l'âge d'un an.

(2) Il est en France de 12 100 dollars par an et aux Etats-Unis de 12 500 dollars, selon le World Population Data Sheet (1983).

● **La France et la Journée mondiale de la santé.** — Pour marquer la participation de la France à la Journée mondiale, M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat chargé de la santé, a rendu visite, le 5 avril, au Centre international de l'enfance établi à Paris. Il a souligné le rôle éminent que joue ce Centre, fondation de droit privé fonctionnant largement à l'aide de fonds publics, dans les multiples domaines de l'épidémiologie, de la pédiatrie sociale et de la médecine préventive. M. Hervé se rendra en mai à l'Assemblée mondiale de la santé, instance dirigeante de l'OMS.

médecins innovateurs. Les mêmes qui avaient été les premiers à s'équiper de magnétoscopes. Ils estiment que, d'une manière ou d'une autre, l'informatique s'imposera; et qu'il vaut mieux être en tête que dans le gros du peloton. »

En pratique, quels sont les services offerts par l'informatique à la médecine de ville ? De toutes les possibilités théoriques, seules quelques-unes sont exploitées. Il s'agit, en particulier, du traitement des dossiers des patients, de compatibilité, de fiscalité et de traitement des textes. Pour l'essentiel, l'informatique n'a que peu d'applications véritablement médicales. L'aide au raisonnement au diagnostic, par exemple, semble encore une utopie. D'une manière générale, souligne le docteur Lepoivre, le médecin rejette d'emblée ce type d'utilisation. L'établissement du diagnostic ne peut, selon lui, être le fait d'une machine.

De la même manière, dans le monde hospitalier, l'informatique ne touche que le domaine administratif : le programme important d'informatisation des hôpitaux porte sur la gestion des établissements, profondément modifiée par la mise en place progressive de la réforme dite du budget global. En d'autres termes, l'informatique semble avant tout être aujourd'hui, aux yeux des décideurs publics, et quelle que soit l'étendue de ses potentialités médicales, un outil de contrôle des dépenses de santé.

JEAN-YVES NAU.

Samedi, la journée commencera sous un ciel gris pour toutes les régions allant de la Normandie et du nord du Bassin parisien jusqu'au sud-est de la France. Les nuages, de nombreux brouillards se formeront, à l'exception des régions côtières bordant la Méditerranée. Au cours de la nuit, le temps évoluera pour des températures comprises entre 10 et 12 degrés. Le dimanche, le ciel sera encore plus nuageux sur l'ensemble du pays sans perturbation particulière. Des passages nuageux se produiront sur les versants des Alpes et du Jura. Le vent du nord à nord-est est de 10 à 15 km/h. Les températures seront comprises entre 10 et 14 degrés au nord-Rhône. Il fera 0 à 2 degrés au sud-ouest du Jura en général, et 5 degrés près des côtes méditerranéennes. L'après-midi, le thermomètre atteindra 8 à 10 degrés. Le dimanche, les températures seront comprises entre 13 et 14 degrés au nord-Rhône, 10 à 13 degrés au Midi et 13 à 14 degrés ailleurs. Samedi, nous aurons semblablement un beau temps que samedi, toutefois les formations brumeuses matinales se dissiperont plus rapidement, et les températures seront comprises entre 10 et 12 degrés. L'après-midi seront en moyenne comprises de 2 degrés.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 avril; le second le

-BIBLIOGRAPHIE

The map shows the North Atlantic Ocean from approximately 30°N to 60°N and 10°W to 30°W. Key features include the Labrador Current flowing south along the coast of North America, the Gulf Stream flowing northeast from the Florida coast, and the Irminger Current flowing east from the African coast. Several oceanographic stations are marked with letters (A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z) and numbers (1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100). The map also shows the coastline of North America, the Azores, and the Irminger Sea.

minimum de la nuit du 5 au 6 avril) :
Ajaccio, 14 et 4 degrés; Biarritz, 13 et 4;
9: Bordeaux, 14 et 8; Bourges, 8 et 3;
Brest, 10 et 6; Caen, 9 et 4; Clerbourg,
7 et 2; Clermont-Ferrand, 7 et 1; Dijon,
6 et 3; Grenoble-St-M.-H., 5 et 1;
Grenoble-St-Geours, 6 et -1; Lille, 4 et 3;
Lyon, 7 et 2; Marseille-Marignane,
16 et 5; Nancy, 6 et 2; Nantes, 10 et 0;

Nice-Côte d'Azur, 15 et 8; Paris-Montsouris, 9 et 4; Paris-Orly, 8 et 4; Pau, 14 et 8; Perpignan, 16 et 9; Rennes, 12 et 0; Strasbourg, 7 et 2; Tours, 10 et 1; Toulouse, 15 et 7; Poitiers-Pitre, 29 et 21.

Températures relevées à l'étranger:
Amsterdam, 5 et 3; Athènes, 20 et 11;
Bâle, 8 et 7; Rome, 5 et 2; Rio, 20 et 11.

23 a 3; Le Caire, 25 et 21; Ben Camaria, 24 et 16; Coppenhague, 15 et 3; Dakar, 24 et 20; Djerta, 19 et 15; Genève, 5 et 2; Jérusalem, 24 et 12; Lisbonne, 18 et 8; Londres, 8 et 4; Luxembourg, 4 et 0; Madrid, 18 et 3; Moscou, 12 et 5; Nairobi, 28 et 13; New-York, 14 et 8; Palma-de-Majorque, 18 et 3; Rome, 15 et 7; Stockholm, 10 et 1; Tenezar, 24 et 16; Tunis, 15 et 9.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, à 7 heures, le 5 avril, de 1015,9 millibars, soit 762 millimètres de mercure.

(Document établi
avec le support technique spécial
de la Météorologie nationale.)

UN BULLETIN POUR L'ATLANTIQUE NORD. — Quatre cent cinquante ans après Jacques Cartier, Radio-France internationale (RFI) entreprend la traversée de l'Atlantique Nord en ondes courtes. A partir du 15 avril, elle diffusera un bulletin de météo marine pour cette zone tous les jours, à 11 h 30 TUC, sur les fréquences suivantes : 15 425 kHz - 19 m, 21 595 et 21 645 kHz - 16 m, 17 775 kHz - 13 m, ainsi que sur l'ensemble du réseau mondial dans les bandes de 25, 19, 16 et 13 m OC.

L'HOMME ENTRE DEUX INFINS.

— De grands hommes de science français et étrangers ont accepté de dire aux professeurs du secondaire ce que l'on peut retirer des idées révolutionnaires émises par la science depuis Henri Poincaré et Einstein, quand on les applique à la physique, à l'aérophysique, à la biologie, à la médecine. Je les ai eu cours des vingt-cinq dernières années. Leur colloque — « Les grandes idées de la science interpellent notre culture » — aura lieu à Strasbourg, les 28, 29 et 30 avril, sous le patronage des Communautés européennes.

★ « *Changues International* », 1, rue Babin, 75006 Paris, tél. : 320-60-20.

[illegible]

Voici les hauteurs d'enseignement au 5 avril 1984. Elles nous sont communiquées par l'Association des maires des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Hansmann, 75008 Paris), qui diffuse aussi ces renseignements sur répondeur téléphonique au 266-64-28.

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en bas puis en haut des pistes.

SAVOIE, HAUTE-SAVOIE
 Les Aïves : 120-30; Arches-
 Beaumont : 190-330; Avoriaz : 100-380;
 Notre-Dame-de-Bellecombe : 120-200;
 Bonneval-sur-Arce : 105-240; Carroz-
 d'Araches/Sommand : 100-200;
 Courmayeur : 100-200; Chappellet d'Abondance :
 90-180; Châtell : 80-280; La
 Clusaz : 110-310; Combloz : 80-260;
 Les Contamines-Montjoie : 70-200; Le
 Grand-Bornand : 100-200; La Courmayeur :
 230; Crest-Voland : 155-270; Flumet :
 130-170; Les Gets : 110-230; Le Grand-
 Bornand : 75-230; Les Houches : 50-
 180; La Plagne : 100-200; La
 40-235; Méribel : 105-240; Morzine-
 Avoriaz : 70-280; Peisey-Nancroix :
 100-170; La Grande-Plagne : 180-360;
 Tignes : 100-200; Val-Cenis : 100-200;
 Val-Frèze : 110-160; La Rosière : 195-
 300; Saint-Gervais-les-Bains : 100-200;
 Tignes : 170-310; Val-Cenis : 50-130;
 Val-d'Isère : 100-230; Vailloire : 100-
 200; Val-Corbière : 160-210; Val-Thorens :
 200-300.

ISERE
Alpe-d'Huez : 180-400; Auris-
en-Oisans : 100-220; Antrons : 60-180;
Collet-d'Allevard : 120-170; Les Deux-
Alpes : 150-510; Les Sept-Laux : 100-
200; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 30-
250; Villard-de-Lans : 70-210.

ALPES DU SUD
 Allos-le-Seignus : 130-180; Auron : 170-200; Beuil : 80-130; La Colmiane-Valdeblore : 95-130; La Foux-d'Allos : 140-180; Isola 2000 : 190-225; Montgenèvre : 80-150; Orcières-Merlette : 150-300; Les Orres : 130-180; Pra-Loup : 110-130; Puy-Saint-Vincent : 130-240; Rison 1850 : 130-170; Le Saize : 50-270; Serre-Chevalier : 150-220; Superdévoluy : 125-300; Valberg : 100-140; Vars : 80-150.

PYRÉNÉES
Les Agudes : 40-90; Les Angles : 30-210; Ax-les-Thermes : 25-180; Barèges : 0-160; Canterets-Lys : 250-315; Font-Romeu : 40-80; Gourette : 25-400; La Mongie : 100-140; Saint-Lary-Soulan : 30-100.

MASSIF CENTRAL
Le Mont-Dore : 70-165; Super-Bessè :
50-140; Super-Lioran : 100-170.

JURA
Métabief : 60-170; Les Rousses : 100-
100.

VOSGES
Le Bonhomme : 40-100; Gérardmer :

LES STATIONS ÉTRANGÈRES

Pour les stations étrangères, on peut

adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays : Allemagne : place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 42-04-38; Andorre : 111, rue Saint-Moré, 75001 Paris, tél. : 508-50-28; Autriche : 47, avenue de l'Opéra, 5002 Paris, tél. : 742-78-57; Italie : 3, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 66-66-68; Suisse : 11 bis, rue Scribe, 5009 Paris, tél. : 742-45-45.

Sont publiés au *Journal officiel*
du vendredi 6 avril :

DES DÉCRETS

- Modifiant certaines dispositions du code des ports maritimes.
- Portant création de l'arrondissement de Vierzon (département du Cher).

DIMANCHE 8 AVRIL

- **L'abbaye de Royaumont.** , 13 heures, place de la Concorde, grille des Tuileries, M^{me} Légrégois.
- **Saint-Germain-des-Prés.** , 15 heures, M^{me} Colin.
- **Le musée Nisim-de-Camondo.** , 15 heures, 62, rue de Monceau, M^{me} Ponce.
- **Hôtel de Sully,** , 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M^{me} Zajovic (Caisse nationale des monuments historiques).
- **La mosquée et l'islam.** , 15 heures, place du Puits-de l'Ermite (Arcos).
- **La peinture américaine au dix-neuvième siècle.** , 10 h 15, Grand Palais (Arts et curiosités de Paris).

60, boulevard Latour-Maubourg,
M. H. Brumfeld, 14 heures : « le Danemark » ; 16 heures : « la Finlande » ;
18 h 15 : « Singapour » (Racontre des
nouveau).

**Les mots croisés
se trouvent
dans le « Monde Loisirs »
page XIV**

Ceux qui méritent la Busin

Chez Lufthansa,
courriers en Boe
4 vols quotidiens
de prix: notre Bu
A bord d'un de
installé dans des
vice Business Cl
ments variés.
Autant d'avantag
la ponctualité.

For more consequences of
the 2003 US-Japan Trade
Agreement, see the book by

Ceux qui travaillent davantage méritent un avantage: la Business Class Lufthansa.



Chez Lufthansa, nous avons un sens inné de vos intérêts. Sur tous nos vols long-courriers en Boeing 747 et DC 10 au départ de Francfort - reliés de Paris par nos 4 vols quotidiens - nous vous offrons une véritable classe à part sans supplément de prix: notre Business Class.

A bord d'un de nos gros-porteurs récents, détendez-vous. Confortablement installé dans des fauteuils spacieux, profitez pleinement de l'excellence du service Business Class: menus au choix et de choix, bar à discrétion, divertissements variés.

Autant d'avantages plus un que certaines compagnies ont du mal à vous offrir: la ponctualité.



Lufthansa

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter votre agence de voyages ou Lufthansa, 75008 Paris, 21-23, Rue Royale, Tél. 2653735. Lyon, Tour Crédit Lyonnais, 129, Rue Servient, Tél. (7) 8636666. Aéroport Nice Côte-d'Azur, Cedex 06056, Tél. (93) 830280. Strasbourg, 48, Rue du Vieux-Marché-aux-Vins, Tél. (88) 222020. Toulouse, 76, Allées Jean Jaurès, Tél. (61) 628066.

LE PRINTEMPS DE BOURGES

La préhistoire du vidéo-clip racontée par Claude Lelouch

Le Festival de Bourges se termine ce week-end avec quelques beaux éclats musicaux en perspective : Claude Nougaro, simplement accompagné par Maurice Vander au piano, Pierre Michelot à la basse et Bernard Lubat aux percussions, synthés et accordéon, participent, vendredi 6 avril, à une « nuit noire » avec Pierre Akendengue, le Gabonais, et Fal Frett le Martiniquais. Samedi, Nina Hagen présente un de ses voyages dans l'extravagance, les rêves et la folie, tandis que Kas Product développe une musique « synthé-rock ». Dimanche, Catherine Ribeiro et Michel Hermion chantent Piaf.

Ces trois jours offrent aussi des échappées dans l'humour avec Pierre Desproges, Guy Bedos et une nouvelle création de Rieu Pouchain, dont l'écriture dans le burlesque se rapproche de l'expression de la bande dessinée, avec très peu de mots, des onomatopées, du bruitage et de la musique.

Enfin, les amateurs pourront encore voir dans le car Virgin les derniers vidéo-clips de cette maison de disques dynamique.

On l'a oublié, mais le vidéo-clip, qui apparaît aujourd'hui comme une nécessité promotionnelle à l'ère de la télévision, n'a eu son ancêtre que la scapitane. Claude Lelouch, qui n'avait pas encore réalisé *Un homme et une femme* était alors surnommé « Monsieur Scapitane ».

On début des années 60, quelques temps après l'échec de son film, le *Propre de l'homme*, qui avait mis sa société en faillite, Claude Lelouch reçoit un coup de téléphone du Gérard Sire : « Voulez-vous faire de petites comédies musicales pour une machine qu'on vient d'inventer et qu'on appelle la scapitane ? Mais on n'a pas d'argent. On travaille avec les moyens du bord, avec des chanteurs qui ne croient pas au système et qui ne vous accordent qu'une heure ou deux. »

Ces « petites comédies musicales » se tournaient en 35 m/m. Claude Lelouch en réalisait jusqu'à deux ou trois par jour. « Je bécotais la mise en scène, j'avais trop de contraintes pour jouer sur une histoire. Je n'avais pas le temps de préparer, je n'avais pas d'autorisation de tournage. En général, j'allais sur les lieux où se trouvaient les chanteurs. Car il ne fallait surtout pas les dérangés. Aujourd'hui, quand vous leur dites : « On va faire un clip », ils bloquent aussitôt dix jours de leur vie, ils prennent ça au sérieux. Comme s'ils faisaient un film. A l'époque, c'était l'éditeur qui leur demandait d'accepter le jeu du scapitane. Mais ils s'exécutaient à contrecœur. »

Claude Lelouch a filmé à peu près une centaine de scapitanes en un an. Le premier fut réalisé à

Honfleur avec Félix Marten. Puis il tourna *Zizi le twisteuse*, au Trocadéro, le jour le plus long, avec Dalida et beaucoup d'autres avec Jeanne Moreau, Sylvie Vartan et tous les chanteurs de cette époque. Il fallait fabriquer de l'image avec rien : « J'avais un budget de 7 000 francs par film. A moi de me débrouiller et de prendre mon bénéfice sur cette somme. Je me défendais, mais c'était en permanence du bricolage. »

« Je crois que j'ai un peu appris mon métier avec la scapitane. C'est en tout cas ce qui m'a fait passer de l'amateurisme au professionnalisme. Je me suis fait connaître avec la scapitane. Au Café des Arts à Saint-Tropez, les gens mouraient de rire en voyant mes petites films. Je restais au ras des pâquerettes en réalisant ces petites comédies musicales. Et, au troisième degré, ça pouvait effectivement être drôle. »

« La scapitane a été une sorte de préhistoire du vidéo-clip. » Un bon vidéo-clip, dit Claude Lelouch, c'est un film impressionniste que l'on peut regarder vingt fois comme un tableau et, à chaque vision, découvrir quelque chose de nouveau. Tous les clips réalisés avec un début, un milieu et une fin ne sont pas bons. A la première projection, on les a vus. La musique est totalement impressionniste. Si l'image parvient à recréer les mêmes sensations, ça devient très grand. Pour un metteur en scène, le vidéo-clip est une école formidable. Mais il faut avoir une drôle de pêche ! »

CLAUDE FLEOUTER.

RENCONTRES A L'ILE MAURICE

Des artistes en quête de communication

Les artistes mauriciens souffrent de leur isolement. Cette situation poura sembler paradoxale à l'ère des grands échanges internationaux, dont n'est pas forcément exclue une île sacrée « paradisiaque » par la publicité touristique et qui, en maints de ses sites, est restée telle qu'elle apparut en 1841 au jeune Baudelaire. Son parfum exotique n'est pas évanoui.

En outre, par la bigarrure même de son peuplement — Français de très vieille souche, Créoles, Indiens, Chinois, reliquats de l'administration britannique... — trois langues courantes et pas mal d'autres — l'île Maurice est ouverte à toutes les influences, bien que cette mosaïque soit assez strictement cloisonnée. Oui, une telle coexistence de cultures, pour pacifique qu'elle soit, n'engendrait pas de contacts à l'intérieur comme à l'extérieur. Elle en était avide, à en juger par la vénération de l'accueil réservé aux visiteurs venus chercher sous les tropiques autre chose que des cocotiers, des légumes turquoises ou des cochers de soleil.

(Publicité)



Emportez vos escargots. Ils supportent les longs déplacements et vos plus lointains amis pourront déguster les meilleurs escargots de Paris, cuits aux aromates et remplis de beurre frais extra-fine, d'herbes et d'épices. Et puis, ils se gardent intactes plusieurs mois au congélateur, à tout moment de l'année. Vous aurez sous la main une inimitable entrée, prête en dix minutes, qui fera le jeu de tous. MAISON DE L'ESCARGOT tous les jours (sauf le lundi) de 8 h 30 à 20 h et le dimanche jusqu'à 13 h. 79, rue Fondary - 19^e - 57531 08.

Tel a été le sens de la série de rencontres dont l'initiative et l'organisation reviennent au Club Méditerranée, en son spacieux village implanté à la pointe des Canonniers. Rencontres privilégiées avec des interlocuteurs occidentaux qui ont permis du même coup aux diverses communautés ethniques de communiquer entre elles.

Une ambiance de fête n'a cessé de régner sur ce « forum » où se répondaient les couleurs et les musiques. De méridiens indiens, expositions, danses, concours, manifestations de toute sorte ont reflété à cet effet la joie de vivre — le climat aidant — de ces gens oubliés leurs problèmes économiques. Comment n'être pas conquis par leur gentillesse, leur cordialité, leur amour humain, qu'ils soient catholiques ou anglicans, hindouistes, bouddhistes ou musulmans, eux qui s'efforcent, ou vont s'efforcer, en les confrontant, de cultiver leurs différences ?

Ces différences plongent très profondément leurs racines dans le temps et dans l'espace. Tous les continents ont contribué à féconder des activités créatrices qui ne sont pas un phénomène de génération spontanée. Ainsi, avant de réintégrer son île natale, Claude Bethuel a fait le tour du monde, parcouru la France de long en large, séjourné à Londres et à Paris. Il exécuta pour vivre des portraits impeccables, des compositions plus élaborées et des dessins de nos vigoureux pour son plaisir et pour le nôtre. Il a été l'ami de Malraux, de Chazal, le génie mauricien par excellence, salué en France par André Breton et Jean Paulhan, auteur par surcroît de peintures merveilleusement délicates : elles auraient pu être la promesse d'un surréalisme autochtone. Peuvent-elles l'être encore ?

On ne cite ici que pour mémoire l'autre écrivain de l'île, Loys Masson (pour ne mentionner que les morts) parce qu'il a déserté de bonne heure, quitta à en évoquer de Paris la magie lointaine. Du moins, des textes du Notaire des

ARTS

TRÉMOIS A LA MONNAIE

Melancolia

Il a beau peindre et sculpter, Trémois est désinvolte. Le trait est sa voie la plus naturelle. Il le marie comme une incision dans le bronze, un coup de sabre net, sans bavures. C'est de ce trait coupant qu'il a peint (7), dessiné (7), le visage songeur et absent de Dürer, le Dürer des autoportraits qui, à travers sa propre image, dissimule le coup de l'Allemagne entière en une période troublée du siècle de la Renaissance. Dans une série de tableaux, Trémois a repris la belle tête du maître allemand et sa symbolique chevelure couvrant le soleil, qui selon Michelot, incarnait « la nuit dans le jour, et le mot Melancolia ».

Trémois s'identifie au peintre Dürer qui ne gagnait pas assez pour peindre « sa ménagère acariâtre » (toujours selon Michelot), peint les détails de son visage sensible d'un crayon léger et pointu, l'expression des yeux, la courbe des lèvres, des narines, il le voit comme un Christ et, à travers lui, se laisse aller lui aussi à la « Melancolia », petite folie mystique du plus parfait narcissisme. Car, au-delà de son modèle, c'est lui-même que Trémois regarde.

Toujours lui-même dans ces ébats de corps nus gisant sur le sable des plages, qui ne veulent pas être celles des vacances mais des lieux primordiaux. Trémois ne met pas en scène une « ménagère acariâtre », mais un beau corps ferme, assoupli au jeu des contorsions amoureuses. C'est toujours la même femme, un archétype aux longs cheveux lisses, déesse de stude aux épaules innocentes auxquelles assistent parfois des animaux : babouins, crapauds (l'émule du peintre avec Jean Rostand), protozoaires, écrivains... La belle est toujours proche de la bête, la beauté classique des monstrueuses distorsions anatomiques.

Avec son approche surréaliste, Trémois est un artiste solitaire. De formation traditionnelle, il est prix de Rome de peinture (après avoir échoué à celui de la gravure pour interprétation érotique) et prix de la Casa Velasquez à Madrid. Il a beaucoup gravé, beaucoup laissé vagabonder son imagination spatiale à travers les grands textes pour les illustrer, beaucoup sculpté dans le bronze, sculpté comme il grave et dessine. L'exposition de la Monnaie déploie les facettes multiples et constantes d'un art animé de tension interne mais qui semble curieusement désincarné et répétitif, comme si ce monde qu'il crée était finement artificiel.

L'exposition est complétée par un bel ensemble de peintures japonaises anciennes. C'est le musée secret de

Trémois, peintre archaïque et terriblement codé où il quitte Dürer pour aller aux maîtres Fudo tenant leur arme, symbole de force et de certitudes. La mystique du sabre rejoint le burin du graveur, la pointe du dessinateur.

JACQUES MICHEL.

* Hôtel de la Monnaie, jusqu'au 28 avril.

MORT DE L'ORIENTALISTE ITALIEN GIUSEPPE TUCCI

Le professeur Giuseppe Tucci, éminent orientaliste italien et président honoraire de l'Institut italien pour le Moyen et l'Extrême-Orient, est mort, le 5 avril, dans sa maison des environs de Rome. Il était âgé de quatre-vingt-dix ans. « Disparait avec lui », écrit le *Corriere della Sera*, « le plus grand explorateur et orientaliste de notre temps. »

Giuseppe Tucci, à peine diplômé de l'Université de Rome, passa six ans en Inde (1925-1930), où il approfondit sa connaissance du bouddhisme et des philosophies chinoises et indiennes. Il s'employa à créer l'Institut italien pour le Moyen et l'Extrême-Orient, persuadé de l'insuffisance des connaissances des Européens, et, notamment, des Italiens, sur l'Asie.

Entre 1929 et 1948, il effectua huit expéditions au Tibet, en rapportant une importante documentation, consignée dans sept volumes, et dont il tirera son dictionnaire classique *Tibetan Painted Scrolls*.

Puis, c'est la découverte du Népal, de 1952 à 1954. A partir de 1956, il se lance dans les fouilles archéologiques, d'abord au Pakistan, puis en Afghanistan, et enfin en Iran. C'est lui qui sera chargé du travail de restauration de Persépolis.

Membre honoraire de la Société asiatique de Paris, de la Société asiatique royale de Londres, de l'Association des études bouddhiques du Wisconsin et de la Société asiatique de Calcutta, le professeur Tucci avait obtenu le prix Nobel. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels : *L'Histoire de la philosophie chinoise antique (1922)* et *L'Histoire de la philosophie indienne (1957)*.

Ph. P.

CINÉMA

« UN HOMME PARMI LES LOUPS », de C. Ballard

Du bon Walt Disney

Deux fois « documentaire » dans son principe, parce qu'il part d'un livre autobiographique de l'écrivain canadien Farley Mowat et qu'il a été tourné sur le terrain, avec de « vrais » loups, dans le Grand Nord, *Un homme parmi les loups*, production Walt Disney réalisée par Carroll Ballard, choisit très habilement de ne pas confondre l'aventure et la réalité. Un narrateur omniscient, Tyler, biologiste de profession, prend les commandes dès les premières images. Comme le personnage, du moins tel que l'incarne avec brio Charles Martin Smith, court sur pattes, les yeux pétillants de malice et la plume agile, pratique le doute systématique, cette hésitation perpétuelle, confrontée à la vérité d'une vie « naturelle » rude et imprévisible, fait tout le sel du récit.

Tyler part vérifier si les loups sont bien à l'origine de la mort trop rapide de grands troupeaux de caribous. Il est abandonné par un avion minuscule en plein désert de neige et court mille morts, jusqu'à sa rencontre avec les loups en liberté et un

vieux sage indien qui sera son sauveur. L'homme des villes, l'argent américain, ont tout pour lui. Tyler ne retournera pas à la civilisation.

La beauté des images, la qualité exceptionnelle de la sonorisation, et d'abord de la musique, ne peuvent masquer les limites d'une telle entreprise : il y avait l'autre jour à Chailot ces images prodigieuses d'Arthur Lamothe, dans *Mémoire battante*, sur la vie en symbiose des Indiens et du caribou (le Monde du 27 mars), quelques années plutôt le travail de Pierre Perrault sur un sujet voisin, *Le Pays de la terre sans arbre*. Que la fiction est pauvre face à de telles traversées des apparences !

L. M.

« TENDRES PASSIONS », de James Brooks

(Suite de la première page.)

Le film étant l'histoire parallèle de la mère et de la fille liées par une tendre passion, quand ça va bien pour l'une ça va mal pour l'autre. On a toujours de quoi sourire et pleurer. Debra Winger — la fille — est si belle avec ses yeux violet et sa voix rauque, si vivante, si saine, que ses malheurs doivent être terribles. Effectivement, au moment où en allant se faire vacciner avec sa fille contre la grippe elle croise la malheureuse de son mari dont elle croyait bien être débarrassée, elle apprend qu'elle a aux aisselles deux grosseurs à opérer d'urgence... Tandis que Shirley Mac Laine provisoirement abandonnée par Jack Nicholson se laisse aller, ne se décolore plus les cheveux, Debra Winger jusqu'à son lit de mort reste jolie, maquillée très pâle avec de grands cernes. Auparavant, elle aura tenté de renouer la communication avec son fils aîné — en plein âge de révolte — et avec son mari. Elle lui fait promettre de confier les enfants à la mère abusive et abhorrée... Le mariage est toujours vigoureux aux États-Unis, à moins que James Brooks soit particulièrement misogyne.

Quoi qu'il en soit, il réussit à tenir deux heures sans que, à part le cancer, il se passe grand-chose d'original. Le scénario traverse les années avec un sens de l'époque remarquable. Il suffit, que Debra Winger annonce qu'elle est « officiellement enceinte » pour qu'on lui saute au cou la voie prête à accoucher. Rien ne change si ce n'est les enfants et aussi les costumes de Debra Winger : robe corollée à jupons, pantalon étroit aux hanches, large de jambes, corsage débandé... C'est une chance que la mode soit éphémère.

Dans la salle, graduellement, les gémissements se sont tus. Les spectateurs retiennent leur souffle. Les larmes coulent silencieusement. Le film se termine sur une nuance d'espoir, un sourire des enfants, et de Shirley Mac Laine, ce qui permet de retrouver sa dignité quand la lumière revient.

COLETTE GODARD.

* Voir les films nouveaux.

« A RISKY BUSINESS » DE PAUL BRICKMAN

Les affaires sont les affaires

S'inscrivant visiblement dans la lignée de *Porky's*, ce film canadien tourné aux USA qui fit un tabac outre-Atlantique en caricaturant les mœurs sexuelles débridées des étudiants américains, *Risky Business*, premier film d'un ancien scénariste de Jonathan Demme et de William Friedkin, Paul Brickman, a l'insolence apparente d'une pochade menée à un train d'enfer.

Joël, dix-sept ans, passe un jour du fantasme à l'action. Connu par ses cancanes de fin comme l'éternel puceau, il profite de l'absence de ses parents pour découvrir les choses de la vie. La confortable maison familiale devient un lupanar, Joël séduit la minette du coin qui vend cher ses services. Il se lance avec elle dans les affaires, à la grande fureur de son souteneur officiel. Tout finit bien par le plus drôle des hasards, l'ordre moral reprend ses droits.

Paul Brickman ne cache pas ses vagues intentions de critique sociale, moque au passage les enfants gâtés de la bourgeoisie dorée, celle de Chicago, où se déroule l'action. Mais *Risky Business* ne révèle rien de bien neuf, accumule avec plus ou moins d'adresse les gags et souffre principalement d'une incapacité congénitale à rythmer sa narration.

Jean Renoir a parfaitement résumé un jour le drame de ce cinéma des fausses audaces : en démythifiant l'amour, on supprime toute surprise, on perd le goût du risque. Si la demoiselle se débaille immédiatement, à quel bon raconter une histoire ? No risky business, contrairement au titre.

L. M.

* Voir les exclusivités.

THÉÂTRE

LE FESTIVAL DE NANCY ET LE THÉÂTRE DES NATIONS

Pour une découverte internationale

Dirigé par Mira Trailovic, le Festival mondial de Nancy se tient du 13 au 27 juin. Malgré les difficultés que rencontre actuellement la région, les représentants des pouvoirs publics et les élus locaux ont tenu à ce qu'il ait lieu : « C'est une manière de lutter pour notre avenir. » Le festival, cette année, se confond avec le Théâtre des Nations, manifestation biennale itinérante placée sous la tutelle de l'Institut international du théâtre, émanation de l'UNESCO.

La règle veut que le pays d'accueil ne présente pas de spectacles. Cependant la France sera représentée à Nancy par des vidéos, des expositions, du théâtre. Le festival accueille vingt-huit troupes venues de vingt-cinq pays, des cinq continents. Il se décentralise à Metz où auront lieu les premières représentations du spectacle de Mike Figgis (*Grande-Bretagne*) et à Epinal où auront lieu celles de l'ensemble Kotcha (*Côte d'Ivoire*) et où viendront jouer les troupes d'URSS, de Corée, de Finlande, du Japon, d'Italie.

C'est volontairement que Mira Trailovic ne s'est pas adressée aux grandes institutions de notoriété internationale que l'on peut voir dans d'autres festivals. Ses moyens financiers et techniques ne le lui permettent pas. Elle préfère montrer ceux qui, dans chaque pays, sont attachés à l'expression nationale contemporaine. Le théâtre en

Afrique du Nord, au Moyen-Orient, en Amérique latine, n'a pas la même fonction ni la même histoire qu'en Europe, de l'Est ou de l'Ouest. La confrontation n'est pas un concours.

Le festival sera l'occasion pour l'université du Théâtre des Nations de reprendre son activité après une interruption de dix ans, sous la direction d'André-Louis Perinetti, et en collaboration avec le CUIFED (Centre universitaire international de formation et de recherche dramatique). Le premier stage a lieu du 1^{er} au 30 juin sur le thème de l'espace : éclairages, scénographie, vidéo. Les candidatures sont reçues jusqu'au 10 mai, 14, rue Jeanmot, 54000 Nancy. C. G.

* Renseignements et réservations pour le festival : 12, rue du Colonel-Dumas, BP 70454008 Nancy Cedex.

« JAZZ A AVIGNON. » Le pianiste et compositeur Darius Milhaud présente, ce vendredi 6 avril, une création pour sextuor en piano d'avant-garde à ce qui sera, à l'automne prochain, un spectacle pour deux voix, huit musiciens et bandes magnétiques, intitulé : « L'ami nommé jazz ». Ce concert fait partie de la série des manifestations Jazz au Printemps organisées par le Centre culturel d'Avignon : des stages et des expositions de photos sur le jazz se poursuivront jusqu'au 14 avril en attendant la venue, le 20 avril, de Michel Portal et son New Unit.

DÉCIDE

مكتبة الأمل

(Publicité)

QUAND UN JUGE DÉCIDE DE S'ATTAQUER AU MILIEU IL DEVIENT FLIC.

ESPACE PIERRE CARDIN
du 9 au 15 avril

GIGI GAGUÉANU
Le plus grand des petits théâtres

poche
LE PLUS GRAND DES PETITS THÉÂTRES

MOLLY BLOOM
d'après JOYCE avec GARANCE

L'ELEVE DE BRECHT
de Bernard DA COSTA avec Etienne GIERRY et Claude AUFAURE

SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : Werther.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Cinq.
CHAILLOT (727-81-15), Grand Foyer, 20 h 30 : La Mouette.
ODÉON (325-70-32), 20 h 30 : Icare.
PETIT ODÉON (325-70-32), 18 h 30 : Sarcasme.
TEP (364-90-80), 20 h 30 : La Double Inconstance.
BEAUBOURG (277-12-33), 20 h 30 : Les nouveaux films BPI : 13 h : Dehors, dedans, propositions de Y. Perrot ; à 19 h : Boris Vian, de R. Bernard ; à 19 h : Ours, de A. Chodakowski et A. Zaidi ; à 20 h : Les aspects du cinéma expérimental en France : Portraits/Miroirs (M. Klossis, K. Thomadakis) ; Les enfants de l'immigration : de 15 h à 20 h : Cinéma et Vidéo - Théâtre Danse, Les enfants de l'immigration : 19 h : Bistrot et Vous.
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), relâche du 4 au 23 avril.
THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 45 : Arden de Faversham ; 20 h 30 : Moinm Dances Theatre.
CARRE SILVIA-MONFORT (531-28-34), 21 h : Les Perles.

Les autres salles

A DÉJAZET (887-97-34), 20 h 30 : Tchouk Tchouk Nougat.
ANTOINE (387-22-23), 20 h 30 : Hamlet ; 20 h 45 : Nos premiers adieux.
ARTS-HÉBERTOT (387-22-23), 20 h 30 : La Vie ordinaire ; 21 h : Moi.
ASTELLE-THÉÂTRE (238-35-53), 20 h 30 : Le Malentendu.
ATELIER (606-49-24), 21 h : Le Bonheur à Romorantin.
ATHÉNÉE (742-67-27), 21 h : Le Retour ; 18 h 30 : 20 h 30 : Passagers.
BASTILLE (357-42-14), 19 h 30 : Celle qui ment.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : Les Trois Femmes.
CARRÉFOUR DE L'ESPRIT (633-48-65), 20 h 30 : Zed, zed, zed, laque.
CARTOUCHE (742-57-49), 20 h 30 : La décapitation ; 21 h : Le Retour d'Iphigénie.
CENTRE MANDAPA (359-01-60), 20 h 30 : L'Épave de Gilgamesh.
COMÉDIE-CALMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Élysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 20 h 45 : Chacun sa vérité.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : Les Aventures de la villeggiature.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Les Marchands de gloire.
DÉCHARGEURS (236-00-03), 19 h 30 : Gide 84 ; 20 h 30 : Gervais, morte cet été ; 21 h : Le Dernier Film.
ÉDOUARD-VII (742-57-49), 20 h 30 : Déjà.
ÉPICURIE-THÉÂTRE (272-27-05), 19 h : Imprévu pour un privé.
ESPACE KIRON (373-50-25), 20 h 30 et 21 h 30 : Extravagances (Cie Ph. Geary, Th. M.).
ESPACE MARAIS (584-09-31), 22 h 30 : Un million sous la main.
ESSAÏON (746-42-22), 20 h 30 : Chant dans la nuit.
GATTE-MONTMARTRE (322-16-18), 20 h 45 : Grand-Père.
GALERIE 55 (326-53-51), 20 h 30 : Who's afraid of Virginia Woolf ?
GRAND HALL MONTROUGE (296-04-06), 20 h 30 : Deux vieux paquebots.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : La Canotière chère ; 20 h 30 : La Leçon ; 21 h 30 : Les Certes rouges.
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Tchouka.
LUCERNAIRE (544-57-34), 18 h 30 : Tête de faune ; 19 h 15 : L'Ambassade ; 21 h 30 : La Dentelle du cygne ; 22 h 30 : Les Sacris Monstres ; 23 h 15 : Pas de citrouille.

Les autres salles

20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : La Panthère bleue - Petite salle, 18 h 30 : Pique et pique et folie drame ; 22 h 30 : Le Drapeau de sable.
LYS-MONTMARTRE (327-88-61), 20 h 30 : Chants d'été ; 22 h : Le Rhinocéros.
MADELEINE (265-07-09), 20 h 30 : Le Rhinocéros.
MAISON HEINRICH HEINE (365-15-73), 20 h 45 : La note chez les petits bourgeois.
MARAI (278-03-53), 20 h 30 : Le roi se meurt.
MARIE-STUART (508-17-80), 22 h : L'Écho du silence.
MARIGNY (225-20-74), 21 h : Le Don d'Adèle.
MATHURINS (265-90-00), 21 h : La Femme saine.
MAUREL (255-45-53), 20 h 30 : Betteyrol.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dit qu'il est mort.
MICHOUDÈRE (742-95-22), 21 h : J'ai deux mots à vous dire.
MONTMARTRE (320-89-90), 21 h : Tchouka ; 22 h : Petite salle, 21 h : Le Journal d'une femme de chambre.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : L'Éternel féminin.
ŒUVRE (774-03-52), 20 h 30 : Comment devenir une mère jure en dix leçons.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : La fille sur la banquette arrière.
PARC DE LA VILLETTE, sous chapiteaux (241-31-53), 20 h 30 : On a tous les jours cent ans ; 21 h : Les 1001 ; 21 h : Roméo et Juliette.
PLAINIE (250-15-65), 20 h 30 : Préjugés et passions.
PLAISANCE (320-00-06), 20 h 45 : La Pierre de la loi.
POCHE (548-92-97), 20 h : Molly Bloom ; 21 h : L'Élève de Brecht.
PORTE-ST-MARTIN (607-37-53), 21 h : K2.
POTINIERE (261-44-16), 20 h 30 : La Salle des profs.
RENAISSANCE (208-18-50), 21 h : Noix de coco.
SAINT-GEORGES (878-63-47), 21 h : Le Maître de Bouvard.
SALLE VALHUBERT (584-30-60), 20 h 30 : Essai de bon, est-il nécessaire ?
TAI TH. D'ESSAI (278-10-79), 20 h 30 : Le Horla ; 21 h 15 : Orléans ; 21 h 30 : Les Huis clos.
TEMPLE (278-91-15), 18 h 30 et 20 h 30 : Le Grand Écart.
THÉÂTRE A-BOURVIL (373-47-84), 21 h : Y'en a mar...ez vous.
TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-43-71), 20 h 30 : Much Ado about Nothing.
THÉÂTRE D'ÉDGAR (323-11-02), 20 h 15 : Les Babas-Cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉÂTRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 21 h : Fils de pute ou les seigneurs de Montmartre.
THÉÂTRE DE PARIS, Grande salle (280-09-30), 20 h : Roi Lear de Shakespeare.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 20 h 30 : Petite salle, 20 h 30 : Pense à l'Afrique.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Long Voyage vers la nuit.
THÉÂTRE DU TEMPS (355-10-88), 21 h : Médée.
TOURTOUR (887-82-48), 20 h 30 : Les Elles et les Eux ; 22 h : Une note, une demande en mariage.
TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 20 h 30 : Acteur... est acteur ; 22 h : A/BU.
VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : L'Épique.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 45 : Le bon voit rouge ; 22 h : Le Président.
BEAUBOURG (277-12-33), 20 h 30 : Les Nouveaux films BPI : 13 h : Dehors, dedans, propositions de Y. Perrot ; à 19 h : Boris Vian, de R. Bernard ; à 19 h : Ours, de A. Chodakowski et A. Zaidi ; à 20 h : Les aspects du cinéma expérimental en France : Portraits/Miroirs (M. Klossis, K. Thomadakis) ; Les enfants de l'immigration : de 15 h à 20 h : Cinéma et Vidéo - Théâtre Danse, Les enfants de l'immigration : 19 h : Bistrot et Vous.

Le Monde Informations Spectacles 281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, l'ide 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés. Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club.

Pour adhérer au Club du Monde des Spectacles envoyez le bulletin ci-dessous au journal Le Monde, service public, 5 rue des Italiens 75009 Paris. Je désire recevoir la Carte du Club du Monde des Spectacles et je joins 100 F français par chèque ou mandat-lettre à l'ordre du journal Le Monde.

Nom _____ Prénom _____
Ville _____ Rue _____
N° _____ Code postal _____ N° tél _____

Vendredi 6 avril

pour Contrôler : 21 h 30 : Last Launch, Dernier Service.
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 20 h : Chant d'opéra ; 22 h 15 : L'Avenir du pavillon 4.
CAFÉ D'ÉDGAR (322-11-02), 21 h 15 : Tiers état deux bouillottes ; 21 h 30 : Manges des hommes ; 22 h 30 : Ours de secours ; 22 h 30 : Le Chronomètre châtouilleux ; 22 h 30 : Fais voir ton empidon.
DIX-HEURES (606-07-48), 20 h : Stances à Sophie.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 18 h : Britanniques ; 20 h 15 : Les Surgeons ; 21 h 30 : Le Ticket ; 22 h 30 : Moi je crève, mes parents raquent.
PROLOGUE (575-33-15), 21 h : Téléphonologie.
RESTO-SHOW (508-00-81), 20 h 30 : Mais est-ce qu'Élaine Grouz ?
SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 30 : D'Édgar à D'Édgar ; 21 h 30 : Les pages et Juliette ; 22 h 30 : Accidents.
SPLENDID ST-MARTIN (208-21-93), 20 h 15 : M. Boujnah.
LE TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Pédier ; 21 h 30 : Apocalypse Na ; 22 h 30 : Le Célébre jeune.
VIENNE GRILLE (707-60-93), 22 h 30 : Les Soliloques du pauvre.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : On perd les pétales.
DEUX-ANES (606-10-26), 21 h : L'Impit et les Os.

La danse

A DÉJAZET (887-97-34), 18 h 30 : S. R. chon.
PALAIS DES CONGRÈS (758-13-03), 20 h 30 : Ballets Montecarlo.

Opérettes

Comédies musicales

ÉLYSÉE-MONTMARTRE (252-25-15), 20 h 30 : L'Alibi.
THÉÂTRE DE L'UNION (770-90-94), 20 h 30 (vers. française) ; 22 h 30 (vers. anglaise) : The Rocky Horror Show.

Le music-hall

BOBINO (322-74-84), 20 h 45 : J. La.
CASINO DE PARIS (874-26-22), 20 h 45 : Hair 84.
L'ÉCUME (542-71-16), 20 h 30 : L. C. ment.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque
CHAILLOT (704-24-24) 15 h, Billancourt-cinquante ans de déca : le Diable au corps, de Cl. Autant-Lara ; 19 h, Cinéma japonais : Trilogie du Japon, de K. Kurosawa ; 21 h, Louis Sorel : les Pieds dans les nuages/l'Éclair de la lune.
BEAUBOURG (278-35-57) 15 h, La Montre brisée, de V. Sjöström ; 17 h, Romy et Muriel avec Callaghan, de D. de Marney ; 19 h, Le Meurtre diabolique, de W. Castle.
Les exclusivités
ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert (14) (321-41-01).
A NOS AMOURS (Fr.) : Berlioz, 2 (742-60-33) ; Épée de Bois, 2 (337-57-47) ; Élyse Lincoln, 2 (359-36-14) ; Parisiennes, 14 (329-83-11).
L'ASCENSEUR (Holl., v.o.) (*) : Rex 2 (236-83-93).
LES AVENTURIÈRES DE L'ARCHÉ (Fr., v.o.) : Capri, 2 (508-11-69).
BAD BOYS (A., v.o.) (*) : Arcades, 2 (233-54-58).
LE BAL (Fr.-It.) : Movies, 1 (260-43-99) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; Studio de la Harpe, 2 (654-25-52) ; Ambassade, 2 (359-19-08) ; Parisiennes, 14 (329-83-11).

GRAND PRIX DU FESTIVAL DU FILM POLICIER DE COGNAC

RICHARD BERRY **RICHARD BOHRINGER**
VICTORIA ABEL
EADDITION
UN FILM DE DENIS AMAR

JEAN CURTEUL

en VF. **GEORGE V** - **QUINTETTE** - **IMPERIAL PATHE** - **MONTMARTRE** - **FAUVETTE** - **ENGHIEN** - **LA DÉFENSE** - **CHAMPIGNY** - **THIAIS** - **Belle Epine** - **Pathe** - **VERSAILLES** - **Cyrano**

Splendide film de Carroll Ballard... LE JOURNAL DU DIMANCHE
Surprenant et superbe... LIBÉRATION
Un authentique suspense... PREMIÈRE

WALT DISNEY PICTURES présente un film de CARROLL BALLARD

UN HOMME PARMI LES LOUPS
UNE HISTOIRE VRAIE

COMOS - OLYMPIC ENTREPOT

LE NOUVEAU MIKHAILOV
Sans témoins

Un film de JACQUES SCLIER / LE MONDE

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

3 nominations Oscars Hollywood 84
Meilleur Film

"Notre coup de foudre du début de l'année... Ce portrait de génération est une merveille... Un film comme on aime en voir tous les jours."
Constance Panietowski (FIGARO MADAME)

"C'est le dernier coup de nostalgie que s'est offert le Nouveau Monde. Un coup de génie.
... un petit chef-d'œuvre pittoresque, modeste et pathétique."
Franz-Olivier Giesbert (LE NOUVEL OBSERVATEUR)

"Dialogues incisifs, acteurs en pleine euphorie, excellente écriture : Kasdan a du talent et, surtout, il sait boudier une histoire : la fin est une jolie réussite."
François Forestier (L'EXPRESS)

COPAINS D'ABORD
(THE BIG CHILL)
Un film de LAWRENCE KASDAN
L'AMOUR, LA VIE, LA MORT, LA MONTAGNE

ODEON **THEATRE NATIONAL**
Direction : François Barla
IONESCO
Carmet
Planchon
DU 13 MARS AU 15 AVRIL

CHAI LA MOUETTE
Tchekhov • Axionov • Vitez
LE HERON
THEATRE NATIONAL Grand Théâtre - En alternance 727 81 15

MEURTRE dans un jardin anglais
PETER GREENAWAY

Biquet
GRAND PRIX SPECIAL DU JURY
AU FESTIVAL DE VENISE
OLYMPIC BALZAC ELYSÉES - SAINT-ANDRÉ
GAUMONT LES HALLES - MONTMARTRE

COMMUNICATION

Vendredi 6 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Variétés : Formule 1. Émission de M. et G. Carpentier. Autour de l'éternelle adolescente France Gall, Michel Berger, Charlotte Gainsbourg, Alain Chumfort, Daniel Balavoine, Jacques Villaret et Coluche.
- 21 h 50 Gala de patinage artistique. Émission de M. et G. Carpentier.
- 22 h 45 Variétés : Barbara à la une. Émission de M. et G. Carpentier. Portraits de Barbara Streisand pour la sortie de son film « Yentl ». Entretien avec S. Dintet.
- 23 h 30 Journal et cinq jours en Bourse.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Série : Disparitions. N° 5 : La fille de Londres, réal. D. Moosmann. Un administrateur de société a disparu. Luc et Katherine partent sur les traces d'un champion de billard. Avant-dernier épisode. Patience !
- 21 h 40 Apogées. Magazine littéraire de R. Pivot. Sur le thème : Jeunesse, sont invités : Jacques Brunner (Les Amis de la jeunesse), Alain Bosquet (Les Fêtes cruelles), Georges-Emmanuel Clancier (L'enfant double), Anne Ernaux (La Place), François Maspero (Le Souffle du chapeau).
- 22 h 50 Journal.
- 23 h Ciné-club (cycle humour) : Fiancées en folie. Film américain de R. Keaton (1925), avec R. Keaton, R. Barnes, S. Edwards, R. Dwyer, F. Raymond. (Mus. N.). Pour entrer en possession d'un fabuleux héritage, un jeune homme doit se marier le jour même où le testament lui a été notifié. Il cherche une épouse, assure des retraits puis, après la parution d'une petite annonce, est poursuivi par une horde de femmes. Le génie comique de Keaton s'exerce à partir d'une situation quasi vaudevillesque, sur le principe de gags faisant tout d'un coup, boule de neige et provoquant une double avalanche (au figuré et au propre). Un film à ne pas manquer.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Vendredi : Rencontre avec Lionel Jospin. Magazine d'information d'A. Campese. Premier secrétaire du Parti socialiste, M. Lionel Jospin répond aux questions d'André Campana, Jean-Marie Colombani, du Monde, et Michel Naudy de FR3, sur le thème de l'Europe.

- 21 h 50 Laissez passer la chanson. Émission de P. Sevrin, enregistrée au Balajo. Avec Patachon, Mouloudji, J. Lemaire, Jatro...



PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 51 Histoire de France en BD.
- 17 h 11 Ozone jazz, Festival de jazz de Neuchâtel.
- 17 h 22 Des bateaux sous la mer : le Hilda.
- 17 h 35 Magazine : Thelassa.
- 18 h Magazine du rock : Rocking chair.
- 18 h 30 Le monde des médecines différentes : la stérilité féminine.
- 18 h 55 Atout Pic.
- 19 h Informations.
- 19 h 35 Feuilleton : Le trésor des Hollandais.
- 19 h 50 Dessin animé : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

- 20 h Installation mythique et science psychologique, le langage symbolique traduit par Paul Diel (1^{re} partie : le mythe polythéiste).
- 21 h 30 Musique : Black and Blue, de L. Malon et A. Gabor. Avec Martial Solal.
- 22 h 30 Nuits magiques : Fantôme radiophonique.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h Concert (en direct de Sarrebruck) : Sérenade pour treize instruments à vent en si bémol majeur, de Mozart ; Concerto pour violoncelle et orchestre n° 2 en ré majeur, de Haydn ; Symphonie n° 4 en si bémol majeur, de Beethoven, par l'Orchestre radiophonique de Sarrebruck, sous la direction de G. Wich ; sol. G. Rivinius, violoncelle.
- 22 h 30 Les soirées de France-Musique : Georges Balachine et, à 1 h, musiques traditionnelles de Madagascar.

Les programmes du samedi 7 avril et du dimanche 8 avril se trouvent dans « le Monde Loisirs »

● Ratification de la convention collective de l'audiovisuel. - La convention collective qui s'applique à tous les personnels techniques et administratifs des sociétés de service public de l'audiovisuel a été ratifiée, samedi 31 mars, par les syndicats CFDT, FO et le Syndicat des cadres de la radiotélévision (SCORT). La CGT, la CFTC et la CGC n'ont pas signé ce document dont la mise au point aura demandé plus d'un an. La convention est toutefois entrée en vigueur depuis le début de l'année.

● Les prix de télévision de la Fondation de France. - Un jury présidé par M^{me} Françoise Chandonnagor a attribué les traditionnels « prix de télévision » de la Fondation de France pour 1983 à « Monsieur Abel » de Jacques Doillon (TF 1) pour la meilleure œuvre de fiction, avec une mention spéciale pour « Les monstres sur le Saba » de Jean Sagols (FR 3), et à « Séduit et abandonné » de Richard Rein dans la série « Mœurs en direct » (A 2) pour la catégorie documentaires et reportages.

● L'annuaire 1984 de l'UNAPC. - L'Union nationale des attachés de presse professionnels de la communication (UNAPC) change de présidente : Monique Mousset (La Samaritaine) remplace Anne Viry (ELF-Aquitaine) après l'assemblée générale de l'association, qui a eu lieu le 23 mars. L'UNAPC vient, d'autre part, d'éditer son annuaire 1984. On y trouvera la liste des 370 membres actifs (représentant 1 000 sociétés).

● UNAPC, 16, place de la Madeleine, 75008 Paris. Tél. 265-08-03.

METTEZ-VOUS AU PARFUM

La Société des Parfums Julian Jill rappelle à l'ensemble de sa clientèle que ses parfums font l'objet de créations originales et qu'elle ne saurait tolérer aucune comparaison entre ses produits et ceux des autres marques.

La S.A. des Parfums Julian Jill société au capital de 2.000.000 Frs, R.C. Marseille 78 B 413 siège social 15, traverse Marcel Maridet - 13012 Marseille, titulaire des produits classe 3, marque Julian Jill, déposée à l'Institut National de la Propriété Industrielle, N° 1.007.756, du 30 décembre 1976.

Julian Jill est propriétaire des marques Sangarée, Chut, Royal Navy, Monsieur de Julian Jill, J. Jill, Allonga, l'aimé, Fabienne et Brise.

Julian Jill

L'APPLICATION DE LA LOI DU 29 JUILLET 1982

La création des sociétés régionales de télévision et des comités régionaux de la communication audiovisuelle est ajournée

La mise en œuvre des sociétés régionales ou territoriales de FR 3 et de RFO est bloquée. Définitivement ? Pour longtemps, certainement, au point que M. André Holsaux, PDG de la troisième chaîne, a « tiré un trait sur le dossier ». La première de ces sociétés régionales, celle du Nord-Pas-de-Calais-Picardie, pour-tant créée officiellement le 4 mars 1983 (Journal officiel du 6 mars), n'a d'existence que sur le papier. Celles qui étaient prévues pour cette année (Aquitaine, Lorraine) sont reportées sine die.

Pourquoi ce revirement du pouvoir de tutelle, si peu de temps après avoir cherché sur tous les tons les vertus de la régionalisation tous azimuts ? Les raisons sont à la fois politiques et budgétaires.

La décentralisation, le pouvoir aux régions... Une belle idée, une belle loi. Mais qui marque le pas un peu partout depuis que la majorité a pris conscience qu'elle donnerait par ce biais des pouvoirs réels et de plus en plus étendus à l'opposition, qui contrôle déjà deux conseils régionaux sur vingt-deux. N'est-ce pas aller trop vite, trop loin ? En matière d'information - plus, de télévision, - on touche à une corde sensible : chaque député, maint notable local ou désormais les yeux fixés sur l'horizon de 1986.

L'affaire s'est cristallisée avec la mise en place des comités régionaux de la communication audiovisuelle (CRCA), prévus par la loi du 29 juillet 1982 (articles 29, 30, 31). Des représentants de ces comités doivent obligatoirement siéger au Conseil national (CNCA) et dans les sociétés régionales de FR 3. Ces comités sont, eux aussi, en panne. En particulier à cause de l'opposition des conseils régionaux. Leurs présidents, repus en décembre dernier par le premier ministre, se sont en effet montrés sur ce point au mieux interrogatifs, au pire agressifs. Pas question, ont-ils déclaré en substance, de financer des organismes dans lesquels nous ne sommes même pas représentés. Une bizzarrie de la loi...

Comme ce n'est pas le seul exemple de ce type, le ministère de l'intérieur prépare une sorte de loi-bâti, qui remettrait davantage d'harmonie entre la loi d'ensemble sur la décentralisation et les organismes régionaux de diverses natures créés par d'autres textes législatifs.

En attendant, pas de CRCA. Donc pas de sociétés régionales de FR 3 et territoriales de RFO (1) : aux termes de l'article 54 de la loi du 29 juillet 1982, les conseils d'administration de ces sociétés comprennent deux membres désignés par les CRCA...

A ces raisons d'ordre politique s'ajoutent d'impérieux motifs budgétaires. Créer de nouvelles sociétés, c'est inévitablement alourdir la gestion, par l'adjonction de postes nouveaux et de frais de fonctionnement (locaux, voitures...). Sans compter les frais induits par la législation décentralisée, nécessairement une demi-douzaine de travailleurs sociaux et occasionnerait 300 000 francs de frais à chaque réunion du comité central d'entreprise !

Un engrenage qui a déjà coûté cher lors des transformations nécessaires de l'ex-ORTF en sociétés distinctes... La direction de la troisième chaîne, comme l'autorité de tutelle, ont fait en 1983 le choix des programmes contre les infrastructures imprudentes. Ainsi, les crédits disponibles - limités - de FR 3 sont allés aux programmes régionaux qui ont débordé le 5 septembre dernier.

On affirme au secrétariat d'État chargé des techniques de la communication qu'on n'a pas « officiellement annoncé » à cet aspect de la loi de 1982. On ne cache pas toutefois que toute modification du statut que actuel n'est plus à l'ordre du jour.

Y. A.

UNE EXPOSITION A PARIS

Le grand jeu de la presse francophone

Même si l'exposition était ratée, elle vaudrait le déplacement pour découvrir le monument de pierre, de lumière et de calme dans lequel trois architectes français - André Belmonet, Pierre-Paul Heckly, Gny Frisch - ont parvenu à loger le nouveau siège des Assurances générales de France (AGF) en plein Paris. Mais l'exposition que l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française (UIJPLF) y organise, avec le concours des AGF, est une réussite du genre, déployant le manteau bien plus chatoyant qu'on ne l'imagine ici, des médias francophones hors de France.

Programmes francophones en vidéo des télévisions valdaisiennes, roumaines ou togolaises, siège de l'Agence France-Presse (un milliard de lecteurs, auditeurs et téléspectateurs en 1983) depuis la fondation sous Louis-Philippe I, en 1835, de Havas, la première agence de presse du monde, déferlement de cinq cents des cinq mille publications en français des francophones, du Réveil de Beyrouth ressuscité pendant la guerre actuelle aux huit quotidiens baltiques, en passant par la Revue d'Égyptologie belge, et par la langue de bois (francophone) des bulletins nord-coréens, mongols ou tibétains, banque de données dernier cri de Bull, et jusqu'à un numéro du Journal de l'Énergie du 9 novembre 1917 et à la carte de presse du président Bourguiba, en 1957.

L'exposition de l'UIJPLF met en scène le grand jeu contrasté des médias francophones d'hier, d'aujourd'hui et de demain hors de nos frontières. Le tout sous les auspices de l'humour d'un grand écrivain anglophone, Charles Dickens, qui se plaignait de ne pouvoir « toujours écrire la belle langue de France », trouvant le sésame « extrêmement embarrassant ».

Donnons cependant que le fléchage entre les divers niveaux et

salles de la manifestation ne soit pas suffisant, ce qui a fait manquer à plusieurs visiteurs la visite complète de l'exposition.

* Espace AGF, 87, rue de Richelieu, 75002 Paris. Jusqu'au 4 mai. Tous les jours de 10 heures à 17 h 30, sauf samedi et dimanche. Entrée gratuite.

Le dixième anniversaire de Journalistes en Europe

De notre correspondant

Bruxelles. - En présence du roi Baudouin, dans la « salle gothique » de l'hôtel de ville de Bruxelles, l'Organisation Journalistes en Europe, fondée par M. Hubert Beuve-Méry, a célébré son dixième anniversaire.

Auparavant, une conférence de presse assez originale - puisque les journalistes étaient cette fois l'objet des interrogations - avait permis à M. Philippe Vianay, vice-président du Comité international de journalisme à Paris (1) de retracer à la fois la carrière et les espoirs de Journalistes en Europe.

An départ, il s'agissait de « promouvoir l'Europe », en organisant des stages et des périodes d'entraînement pour de jeunes journalistes venus de divers pays du monde. Alors qu'au début de cette entreprise dix candidats seulement s'étaient présentés, le problème aujourd'hui est de faire un choix parmi quelque deux cent cinquante aspirants venant de cinquante deux pays qui se disputent une trentaine de places.

La difficulté essentielle est d'ordre financier. Journalistes en Europe dépend de subventions de quelques gouvernements et de la Communauté européenne. Son espoir est de disposer dans l'avenir de ressources qui ne soient pas remises en question d'année en année. Il s'agit aussi de faire comprendre aux entreprises de presse dans tous les pays que, en favorisant des stages de jeunes journalistes en Europe, elles réaliseraient un

L'OUVERTURE DES RADIOS LIBRES A LA PUBLICITÉ

Les réactions des professionnels

● M. ROGER BOUZINAC, directeur général de la Fédération nationale de la presse française (FNPF), estime que « la situation ne pouvait pas se perpétuer » et que « les suggestions du président de la République vont dans le sens d'une clarification et d'une moralisation ». M. Bouzinac souhaite que « les décisions prises ne portent pas atteinte aux ressources indispensables de la presse écrite. La méthode des quotas proposée implique également qu'elle soit scrupuleusement respectée et que la Haute Autorité soit à même d'effectuer les contrôles indispensables ».

● LA FÉDÉRATION NATIONALE DES RADIOS LIBRES (FNRL), qui a toujours été pour le statut associatif et l'interdiction de la publicité, estime que « cette mesure ne satisfait ni les stations commerciales, qui vivent de ressources diverses, ni les radios de communication sociale, qui veulent mieux que des spots érigés pour assurer non pas leur survie mais leur vie ».

● L'ASSOCIATION POUR LA LIBÉRATION DES ONDES (ALO) approuve « le feu vert donné à la publicité » et demande l'ouverture de négociations sur « l'organisation de cette publicité ». L'ALO se déclare « prête à élaborer le plus rapidement possible, avec l'Association des agences-conseils en publicité et les annonceurs, une règle du jeu applicable pendant la période de transition ».

● LE SYNDICAT NATIONAL DES RADIOS ET TÉLÉVISIONS LOCALES (SNRTL) a trouvé dans les déclarations du président « la reconnaissance de la justice des propositions qu'il défend depuis sa création : cinq minutes de publicité par heure non cumulables, reconnaissance du statut d'entreprise de communication, création d'un double secteur associatif sur la modulation de fréquence ». Il « souhaite une concertation dans les plus brefs délais ».

● LE SYNDICAT PROFESSIONNEL DES RADIOS INDÉPENDANTES ET DES NOUVELLES TÉLÉVISIONS (SPRINT) « se félicite » des propos de M. Mitterrand. Rappelant qu'ainsi les radios locales privées « pourraient se transformer en sociétés commerciales ou de presse », le SPRINT estime que la loi devra être adaptée dans plusieurs de ses articles « incompatibles avec l'esprit d'économie de marché, notamment l'interdiction de réseaux, le minimum de 80 % de programmation propre, etc. ».

JEAN WETZ.

(1) CPEI, 33, rue du Louvre, 75002 Paris. Tél. : 508-86-71.

PHOTOCOPIE COULEUR
SUR PAPIER ORDINAIRE / PAPIER PHOTO - RÉDUCTION / AGRANDISSEMENT
75, RUE BAYEN 75017 PARIS - TEL. 572.41.46+

Immobilier

appartement

AVENUE RAPP

DE MEUBLES

PARC MONTROUSSE

OFFRES D'EMPLOI

RECHERCHES DE PRODUCTION

GRUPPE ÉGON

compagnie internationale

SVAP

صحة ابنه الحبيب

SIDÉRURGIE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le plan du gouvernement pour la Lorraine

En répondant aux cinq questions sur la sidérurgie qui ont été posées le jeudi 5 avril à l'Assemblée nationale lors de la séance consacrée aux questions d'actualité par M. André Rossinot (UDF, Moselle-et-Moselle), M. Colette Gosselin (PC, Moselle-et-Moselle), M. Pierre Messmer (RPR, Moselle), Yacineh Santoni (RPR, Bouches-du-Rhône) et Jean-Louis Masson (RPR, Moselle), M. Pierre Mauroy et Laurent Fabius ont été amenés à s'exprimer longuement sur les thèmes suivants :

● Ce qui a été fait ou sera fait pour la Lorraine.

Après avoir reconnu que « la Lorraine souffre », le premier ministre a rappelé ce qui avait déjà été réalisé en faveur de cette région. De juillet 1982 à décembre 1983, 7 900 emplois ont été créés par les pouvoirs publics et par les sociétés de conversion (1), qui ont été dotées de 300 millions de francs (...). En 1982, des mesures financières de diversification industrielle ont été prises. Une enveloppe spécifique de 200 millions de francs a été réservée aux entreprises lorraines pour faciliter leur développement. Dans l'avenir, « la Lorraine va bénéficier de nouveaux règlements du fonds européen de développement régional (...) : un fonds d'industrialisation de la Lorraine doté de 500 millions de francs sera créé, à l'image de celui qui se met en place dans le bassin minier du Nord - Pas-de-Calais pour concourir à la création d'industries d'avenir ».

LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS A LA RESCOUSSE

Plusieurs coquilles ont altéré le sens de l'article intitulé « Les investissements étrangers à la rescousse », publié parmi les commentaires relatifs à la conférence de presse de M. Mitterrand (le Monde du 6 avril).

Ce n'est pas 11 000 mais 11 300 emplois « étrangers » qui ont été décidés l'an dernier, et, par les temps qui courent, quelques centaines d'emplois ce n'est pas rien. Ensuite, il faut savoir que la DATAR a ouvert des bureaux à Osaka (et pas seulement à Tokyo) et à Stockholm, en plus des autres capitales citées. Troisième point : des régions, des villes, mais aussi des départements, ont mis au point une politique économique tournée vers l'étranger. — F. G.

● Les armateurs accusent les marins de « sabotage ». — Le comité des armateurs de France (CCAF) a accusé, le 5 avril, les syndicats de marins CGT et CFDT de « sabotage » parce qu'ils venaient de lancer aux équipages des navires de commerce un nouveau mot d'ordre de grève à l'appareillage de soixante-douze heures. Ce mouvement a été décidé à la suite de l'échec des négociations entre les organisations syndicales et le secrétariat d'Etat chargé de la mer sur la semaine des marins à cinquante ans. Le comité dénonce également, dans un communiqué, « l'irresponsabilité des pouvoirs publics, qui n'ont pas été capables d'apporter une réponse claire à des problèmes posés de longue date ».

● Pourquoi fermer Uginé à Fos-sur-Mer ? M. Fabius a expliqué que le secteur des aciers spéciaux perdait 1 milliard de francs par an sur 5 milliards de chiffre d'affaires. Il a été constaté que « les usines étaient toutes modernes, mais que chacune avait une charge de travail très insuffisante pour assurer son équilibre ». Il a donc été décidé de « regrouper les productions sur un nombre moins important d'installations ». Pour ce faire, « une structure de coordination pour les aciers spéciaux devra très rapidement être mise sur pied. Aucune installation ne sera arrêtée tant que sa production ne sera pas en situation d'être reprise par d'autres unités. Ce sera donc un processus progressif qui prendra environ dix-huit mois ».

● Pourquoi ne pas construire le train universel de Cambrange ? C'est M. Fabius qui a justifié cette décision, expliquant : « Les trains de laminage de profils lourds ne sont plus que deux et il faut les moderniser ». Deux schémas étaient envisageables : la construction du train universel de Cambrange « aurait coûté 1,3 milliard de francs dans les trois prochaines années et 700 millions

ultérieurement » ; la modernisation des installations existantes « en priorité les usines d'Hayange et de Trith-Saint-Léger » est « de moitié inférieure ». Le gouvernement, « après un débat difficile et en raison des incertitudes pesant sur l'évolution du marché des profils lourds, a finalement opté pour le second schéma, qui présente moins de risques financiers ».

● Le programme de M. Fabius. Qualifié par le président de la République de ministre du « redéploiement industriel », M. Fabius a convenu que « la tâche était rude ». Sans « remettre en cause le plan annoncé », il s'agit, dit-il, « d'être extrêmement attentif à ses conditions d'application humaine, sociale et économique ». Pour la Lorraine, il faut, « en s'appuyant sur les atouts régionaux, faire passer très rapidement dans les faits un véritable plan de diversification industrielle. Cela implique que des priorités nationales lui soient reconnues » (2).

Il a aussi annoncé : « Dès demain, je réunirai les administrations concernées pour préparer un ensemble de mesures concrètes exceptionnelles. Dès le début de la semaine prochaine, je rencontrerai les partenaires politiques économiques et sociaux de la Lorraine ». M. Fabius a conclu : « Je suis déterminé à consacrer à cette tâche toute mon énergie et toute ma détermination ».

(1) La délégation à l'aménagement du territoire donne, pour sa part, le chiffre de 7 100.

(2) M. Fabius a fait connaître au président du conseil régional de Lorraine le nom des personnalités qui participent, au comité des experts, au projet de la République à accepter de créer. Ce sont M. Jean-Louis Geffroy, directeur général de Sain-Gobain, M. Yvette Chassagne, président de l'Union des assurances de Paris (UAP), M. Jean Lagarde, directeur des affaires scientifiques et techniques de la régie Renault, M. Bertrand Schwartz, délégué ministériel à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes en difficulté, M. René Thomas, PDG de la BNP.

Vitesse et précipitation

Le souci du président de la République d'apaiser au plus vite la « colère » des Lorrains, son pari d'y créer avant 1986 assez d'emplois pour que cette région aise, constituent sans aucun doute un enjeu politique de premier ordre pour lui et pour sa majorité. Mais les délais sont bien courts et ne correspondent pas au rythme de l'industrie qui compte en décaissements. Le risque est bien de confondre, dans ces conditions, vitesse et précipitation.

Les décisions industrielles sont longues. La négociation entre Thomson et le gouvernement concernant l'implémentation d'une usine de magnétoscopes à Longwy a duré six mois. Le groupe souhaitait plutôt que d'aller en Lorraine conforter son usine de Tonnerre dans la Loire, spécialisée dans les téléviseurs noir et blanc, production menacée par les fabricants d'Extrême-Orient (le Monde du 27 juillet 1983). Finalement, l'usine fut coupée en deux (seule la partie mécanique a été délocalisée à Longwy)... au risque d'élargir les coûts de fabrication.

Pris à la gorge, le gouvernement ne risque-t-il pas de multiplier de tels impasse ? M. Mauroy et Fabius ont annoncé à l'Assemblée nationale, jeudi 5 avril, que les groupes nationaux devaient localiser prioritairement leurs nouvelles installations dans les pôles de conversion. Les ministres précisèrent que des négociations étaient en cours avec Matra, Renault, la CGE et Rhône-Poulenc. Sans doute des projets existent-ils. Tous les industriels ont des projets. Mais ils sont peu nombreux et, au total, le nombre d'emplois potentiels est faible.

Renault, par exemple, qui compte déjà deux usines en Lorraine, la SOVAB à Batilly, près de Metz (1 030 personnes), et la Mosellane de mécanique à Thionville (584 personnes), pourrait « envisager d'y accroître un peu les effectifs ». La Régie « pourrait » également y implanter sa future usine de lasers, qui naîtra de son association avec l'américain Stanley (2 000 emplois en 1987). Un total de quelques centaines de postes de travail. Rhône-Poulenc, qui compte 583 emplois en Lorraine, à La Madeleine-lez-Nancy, pourrait également y augmenter ses effectifs, mais n'a pas d'autres projets. Matra ne semble pas avoir, à l'heure actuelle, de projets précis. La récolte sera maigre.

Dans ces conditions, la tentation est forte d'approuver des projets préparés à la hâte par les nombreux « chasseurs de prime », privés ou même — il en est — nationalisés. Ces entreprises peu fiables conduisent, une fois la prime encaissée, à des faillites ou... à des demandes de nou-

velles subventions. L'engrenage est dangereux. Il n'est jamais bon dans l'industrie de céder au chantage à l'emploi.

La plus grosse risque concerne néanmoins les groupes étrangers, qui, une fois implantés en France, menacent les producteurs nationaux. On l'observe à Montluçon, où la reprise éventuelle de Danipar par le japonais Sumitomo pourrait poser des problèmes chez Michelin, c'est-à-dire à Clermont-Ferrand. M. Fabius avait, en 1982, autorisé l'américain AVX, spécialisée dans les composants électroniques, à s'implanter près de Rouen... mettant en péril des usines de Thomson.

La Lorraine deviendra-t-elle la France ou le Chili de l'Europe ? L'Europe est un cheval de Troie étranger ? La guerre industrielle actuelle mérite que tout soit organisé avec circonspection. Les querelles entre la DATAR et le ministère de l'Industrie, dont Thomson est un exemple parmi d'autres, prouvent que les intérêts régionaux et les intérêts industriels nationaux sont très souvent contradictoires. — E. L. B.

● Manifestations de sidérurgistes. — Plusieurs dizaines de sidérurgistes de Sacilor ont bloqué vendredi matin en gare d'Hayange (Moselle) le train Bruxelles-Milan.

Par ailleurs, des ouvriers d'Uginé-Acières de Fos-sur-Mer ont déversé des feuillets à Martigues (Bouches-du-Rhône) dans le jardin de la villa de M. Raymond Vidal, directeur général adjoint de l'usine Solmer, pour protester contre un communiqué diffusé par ce dernier le 29 mars, justifiant la décision gouvernementale de fermer progressivement leur entreprise.

● La « marche sur Paris ». — L'intersyndicale régionale de Lorraine a confirmé l'itinéraire du cortège qui conduira à la « marche de la Lorraine sur Paris » le 13 avril prochain : les manifestants partiront de la Nation à la Concorde en passant par la Bastille, mais n'iront pas jusqu'à l'Elysée. En revanche, les cinq organisations membres de l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO, FEN, CFTC) demanderont à être reçues à l'Elysée à cette occasion. L'intersyndicale n'appelle pas à une grève générale le 13 en Lorraine.

● RECTIFICATIF. — Une erreur de composition a inversé le sens de la première phrase de l'article consacré au TGV-Est dans nos éditions du 6 avril. Il fallait lire que l'évacuation par le chef de l'Etat d'un projet de ligne ferroviaire passant par Longwy avait suscité à la SNCF « un peu d'étonnement, mais pas d'effroi », et non l'inverse.

Deux logiques

Le 6 avril, M. Mitterrand a tenu une conférence de presse à l'Assemblée nationale pour répondre aux questions des députés sur la sidérurgie lorraine. Cette conférence a été l'occasion pour le président de la République de réaffirmer son engagement en faveur de la région lorraine, et de présenter le plan du gouvernement pour la Lorraine. M. Mitterrand a souligné que la Lorraine souffrait d'un déficit structurel, et que le gouvernement était déterminé à apporter une réponse concrète à ce problème. Il a annoncé que 7 900 emplois avaient été créés dans la région entre juillet 1982 et décembre 1983, et qu'une enveloppe de 200 millions de francs avait été réservée aux entreprises lorraines. M. Mitterrand a également souligné que le gouvernement était déterminé à attirer des investissements étrangers dans la région, et qu'il était prêt à prendre des mesures exceptionnelles pour faciliter ce processus.

Lecki dénonce les « mensonges » de M. Mitterrand

Lecki, un député lorrain, a dénoncé les « mensonges » de M. Mitterrand lors de sa conférence de presse. Il a accusé le président de la République de « mentir » sur le nombre d'emplois créés dans la région, et de « mentir » sur l'engagement du gouvernement en faveur de la Lorraine. Lecki a également accusé M. Mitterrand de « mentir » sur le plan du gouvernement pour la Lorraine, et de « mentir » sur les mesures exceptionnelles que le gouvernement était prêt à prendre pour attirer des investissements étrangers dans la région. Lecki a conclu en déclarant que M. Mitterrand était « un menteur » et que son gouvernement était « un gouvernement de mensonges ».

DEMAIN DANS « LE MONDE »

Le Big Brother de l'Amérique latine

ET DANS SON NOUVEAU SUPPLÉMENT :

CHANTIER : LE MUSÉE DE LA VILLETTE EST-IL TROP CHER ?

DOCUMENT : UN ÉCRIT D'ALBERT COHEN : « Churchill d'Angleterre »

THÉÂTRE : AUX DEUX BOUTS DE SHAKESPEARE

UNE NOUVELLE LECTURE POUR LE WEEK-END

Le Monde



CFDT : passer des affirmations de principe aux actes

Le CFDT a tenu une conférence de presse à Paris pour annoncer son programme de travail pour l'année 1984. Le secrétaire général du CFDT, M. Jean-Louis Geffroy, a déclaré que le CFDT était déterminé à passer des affirmations de principe aux actes, et qu'il était prêt à prendre des mesures exceptionnelles pour faciliter ce processus. M. Geffroy a également souligné que le CFDT était déterminé à attirer des investissements étrangers dans la région, et qu'il était prêt à prendre des mesures exceptionnelles pour faciliter ce processus. M. Geffroy a conclu en déclarant que le CFDT était « un syndicat de principes » et que son programme de travail était « un programme de principes ».

مكتبة الأمل

SIDURGIE

Deux logiques syndicales

(Suite de la première page.)

« On se demande à quoi l'on va employer les Français », a déclaré M. Krasucki. Cette défense de toutes les industries et de tous les emplois, ce refus des sacrifices à plusieurs significations, au-delà du parallélisme avec le comportement du Parti communiste.

Elle traduit d'abord, à sa manière, l'attitude d'une partie, restreinte peut-être, mais réelle des classes populaires qui ne comprennent pas le nouveau langage du pouvoir, qui parle aujourd'hui de « sauvegarde » et de « prospérité ». Et s'il faut des sacrifices, la gauche ne devrait-elle pas les répartir autrement et en exempter certains ?

En même temps la CGT se montre fidèle à sa tradition « ouvrière » : que les sidérurgistes lorrains incarnent particulièrement bien, à une certaine conception de la « conscience de classe ». Ce qui va de pair, au moment où ses effectifs et son influence reculent, avec l'espoir de récupérer la clientèle des victimes des transformations économiques, et en appelant comme le seul vrai défenseur des couches populaires, celui de « capitaliser » les mécontentements.

M. Krasucki dénonce les « inexactitudes » de M. Mitterrand

« Une inexactitude est une inexactitude, quel que soit son auteur » : c'est en ces termes que M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, a contesté le 5 avril, les affirmations du président de la République. « Il n'est pas vrai, a-t-il ajouté, que la sidérurgie française - et lorraine - soit vouée au déclin, et que le problème principal soit de la remplacer par autre chose. Il est faux [de dire] que cela puisse conduire à réduire notre place sur le marché mondial parce que cette industrie française ne serait pas assez moderne ou compétitive ».

M. Krasucki, qui s'exprimait en présence notamment de M. André Sainjon, secrétaire général de la fédération CGT de la métallurgie, au lendemain de la réunion de la commission exécutive de sa centrale, a rappelé qu'une politique industrielle avait été annoncée par le gouvernement : développement, reconquête du marché intérieur. « On fait l'industrie, a-t-il dit. Non seulement pour la sidérurgie, mais encore dans toute une série d'autres branches. A ce compte, on se demande à quoi l'on va employer les Français, et surtout notre jeunesse, et par quoi l'on va remplacer les entreprises modernes, et parfois de taille considérable, que l'on prendrait pour la disparition, car on est le signe plus ? Les emplois industriels diminuent, mais aussi ceux des travailleurs d'autres secteurs, les employés de banque et même les fonctionnaires. Si les salariés se laissent faire, ils se condamneront eux-mêmes ».

La CFDT : passer des affirmations de principe aux actes

Passer des affirmations de principe aux actes... sur les restructurations industrielles, c'est ce que la CFDT attend du gouvernement. C'est ce que M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, interrogé jeudi 5 avril sur TF 1, de Strasbourg, où il se trouvait pour la conférence de la Confédération européenne des syndicats (CES) : « Quelles créations d'emplois, quelles entreprises en ont ? ».

C'est aussi ce qu'ont déclaré M. Jean-Paul Jacquier, secrétaire national de la CFDT, et des responsables de la fédération de la métallurgie au cours d'une conférence de presse, jeudi, à la suite de la réunion du bureau national de la confédération. Si celle-ci reconnaît une certaine « logique » dans l'attitude du gouvernement, elle soutiendra les luttes des travailleurs, en Lorraine comme dans les autres zones touchées par la restructuration de la sidérurgie, tant qu'un certain nombre de réponses « précises » n'auront pas été apportées. Sur le plan économique, d'abord : sur les tonnages, les produits pour la sidérurgie, et, d'autre part, sur « les investissements, les capacités de création d'entreprises et d'emplois ».

A cette occasion, la CFDT a réaffirmé ses principes sur les restructurations industrielles : la réduction du temps de travail doit constituer l'une des bases de la reconversion. D'autre part, elle estime que « l'Etat ne peut tout faire tout seul », et qu'une concertation est nécessaire avec les autres interlocuteurs, notamment les partenaires sociaux et les syndicats.

Le même souci de ne pas compter seulement sur l'Etat, de ne pas se

Ce rôle n'est pas à sens unique. En organisant la résistance au plan gouvernemental, la CGT canalise les oppositions ; elle introduit une certaine régulation dans les conflits qui naissent des changements économiques et sociaux. Elle substitue un certain ordre aux petites explosions qui peuvent se produire : après tout, ce sont les militants CGT qui ont arrêté les débris de Longwy dans la nuit du 4 au 5 avril.

La CGT veut tenter à l'occasion du 13 avril, M. Sainjon, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie, l'avait déjà laissé entendre, de multiplier les actions, non seulement dans d'autres sites sidérurgiques, mais dans d'autres secteurs touchés (comme la construction navale). Jusqu'où peut-elle aller dans sa opposition ? Elle doit observer une certaine prudence. D'abord en raison des difficultés actuelles pour mobiliser des salariés inquiets, mais qui appartiennent à des catégories ou des régions mises presque en opposition d'intérêts. Son attitude, d'autre part, comporte deux risques : à court terme, celui d'échouer, si le gouvernement conserve sa détermination, et donc de décourager ses adhérents ainsi que ses militants ; à plus long terme, de

Cela tient, là aussi, aux options générales de la CFDT. Sur le plan économique, elle ne croit pas au maintien possible de toutes les industries traditionnelles : à propos de la sidérurgie, M. Mitterrand l'a rappelé, elle a été la première à exprimer son scepticisme sur les objectifs de production ambitieux que l'on fixait il y a quelques années. De même sur le plan social, elle ne croit pas à la survie d'un « rôle central » de la classe ouvrière au sens étroit du mot, comme elle estime que les formes d'action du syndicalisme doivent changer. (1). Dans cette optique, elle a une ambition qui peut sembler démesurée pour le syndicat : donner aux travailleurs la maîtrise véritable du changement social.

Aussi la CFDT peut-elle paraître prendre au mot le plan gouvernemental : M. Edmond Maire a parlé « de contrôler le plan gouvernemental, d'apporter nos propositions, de jouer en jour, de semaine en semaine, pour que la clarté, qui a commencé hier, permette de retrouver la confiance. L'Etat d'initiative et que les entreprises soient enfin tenues responsables ». C'est dans cette recherche des moyens de contrôler l'évolution que la CFDT inclut aussi la négociation avec le patronat sur les mutations technologiques.

Mais elle ne peut pas non plus échapper à sa tâche de défense des travailleurs sur le terrain : au contraire, c'est là qu'elle ambitionne de leur permettre de changer leurs conditions de travail et de vie.

Le pari sur le changement n'est donc pas passif, et les décisions peuvent, eux aussi, revendiquer une attitude combative, comme la CGT. Mais il a aussi ses risques. Celui de n'être pas compris d'abord : ainsi le secrétaire de l'union régionale CFDT de Lorraine a-t-il réagi au propos de M. Maire en déclarant que, si son secrétaire général « veut dire qu'il faut suivre le plan gouvernemental, nous on dit non », même si les mesures annoncées par M. Mauroy « allaient dans le bon sens ». A fortiori, la base peut, elle, avoir du mal à s'y retrouver. Risque d'échec ensuite : les travailleurs réagiront-ils à une prise concrète sur les changements ? Verront-ils les effets de leur action sur les emplois, sur leur travail, sur leur vie ?

Comment négocier avec deux centrales tirant en sens opposé ? Sans parler de Force ouvrière négociatrice, mais peu disposée à s'embourser dans de grandes opérations réformatrices, et de la CGC attachée prioritairement à la défense de sa catégorie sociale. La position du gouvernement est difficile. Redoutant la paralysie, il est tenté d'agir seul. Or il ne peut se passer des organisations syndicales s'il veut éviter de voir se multiplier les mini-révoltes corporatives, les explosions violentes et localisées, sur un fond de passivité, alors qu'il attend des travailleurs le dynamisme dans la nouvelle révolution industrielle.

La CFDT prend acte

Face à la ligne de la CGT, qui paraît au moins claire, celle de la CFDT semble embarrassée... M. Maire « prend acte » de l'engagement du président de la République en même temps que, sur place, dans la sidérurgie lorraine ou à Fos, les organisations de la CFDT s'engagent dans les manifestations contre le plan gouvernemental. Il ne s'agit pas, en ce moment, de divergences d'appréciation à l'intérieur de la centrale. M. Jacques Chénier, secrétaire général adjoint, mercredi à Metz, avait insisté sur la nécessité d'un « plan de diversification de la Lorraine ». A Paris, jeudi, M. Jean-Paul Jacquier et les responsables de la Fédération de la métallurgie ont à la fois souligné l'« amertume » des travailleurs touchés par les restructurations, affirmé le soutien de la CFDT à leurs luttes, et demandé des précisions sur les projets de reconversion, de transferts ou de créations d'emplois.

Cela tient, là aussi, aux options générales de la CFDT. Sur le plan économique, elle ne croit pas au maintien possible de toutes les industries traditionnelles : à propos de la sidérurgie, M. Mitterrand l'a rappelé, elle a été la première à exprimer son scepticisme sur les objectifs de production ambitieux que l'on fixait il y a quelques années. De même sur le plan social, elle ne croit pas à la survie d'un « rôle central » de la classe ouvrière au sens étroit du mot, comme elle estime que les formes d'action du syndicalisme doivent changer. (1). Dans cette optique, elle a une ambition qui peut sembler démesurée pour le syndicat : donner aux travailleurs la maîtrise véritable du changement social.

Aussi la CFDT peut-elle paraître prendre au mot le plan gouvernemental : M. Edmond Maire a parlé « de contrôler le plan gouvernemental, d'apporter nos propositions, de jouer en jour, de semaine en semaine, pour que la clarté, qui a commencé hier, permette de retrouver la confiance. L'Etat d'initiative et que les entreprises soient enfin tenues responsables ». C'est dans cette recherche des moyens de contrôler l'évolution que la CFDT inclut aussi la négociation avec le patronat sur les mutations technologiques.

Mais elle ne peut pas non plus échapper à sa tâche de défense des travailleurs sur le terrain : au contraire, c'est là qu'elle ambitionne de leur permettre de changer leurs conditions de travail et de vie.

Le pari sur le changement n'est donc pas passif, et les décisions peuvent, eux aussi, revendiquer une attitude combative, comme la CGT. Mais il a aussi ses risques. Celui de n'être pas compris d'abord : ainsi le secrétaire de l'union régionale CFDT de Lorraine a-t-il réagi au propos de M. Maire en déclarant que, si son secrétaire général « veut dire qu'il faut suivre le plan gouvernemental, nous on dit non », même si les mesures annoncées par M. Mauroy « allaient dans le bon sens ». A fortiori, la base peut, elle, avoir du mal à s'y retrouver. Risque d'échec ensuite : les travailleurs réagiront-ils à une prise concrète sur les changements ? Verront-ils les effets de leur action sur les emplois, sur leur travail, sur leur vie ?

Comment négocier avec deux centrales tirant en sens opposé ? Sans parler de Force ouvrière négociatrice, mais peu disposée à s'embourser dans de grandes opérations réformatrices, et de la CGC attachée prioritairement à la défense de sa catégorie sociale. La position du gouvernement est difficile. Redoutant la paralysie, il est tenté d'agir seul. Or il ne peut se passer des organisations syndicales s'il veut éviter de voir se multiplier les mini-révoltes corporatives, les explosions violentes et localisées, sur un fond de passivité, alors qu'il attend des travailleurs le dynamisme dans la nouvelle révolution industrielle.

GUY HERZLICH.

(1) Le Monde du 21 août 1980.

Alcoa (Etats-Unis) rachète une entreprise française. Le groupe américain Aluminum Co of America (Alcoa), numéro un mondial de l'aluminium, a pris une participation de 78 % dans les Forges de Bologne (Haute-Marne), qui produisent des alliages spéciaux. Le ministère de l'Industrie a donné son accord à cette opération. Les Forges de Bologne, qui emploient sept cent quatre-vingt ouvriers, travaillent principalement pour le ministère de la Défense et l'industrie aéronautique.

SOCIAL

Pour lutter contre le chômage

M. Pierre Mauroy souhaite la création d'un espace social européen

M. Pierre Mauroy, premier ministre, a souligné, jeudi 5 avril à Strasbourg, devant les ministres de quatorze pays européens - dont M. Norbert Blum, ministre allemand du travail - et les représentants de quinze millions de travailleurs syndiqués, membres des organisations de la Confédération européenne des syndicats (CES), « l'impérieuse nécessité d'un dialogue confiant et constructif entre les gouvernements européens et les partenaires économiques et sociaux ». Evoquant « le défi que l'Europe doit relever », celui des mutations industrielles et de l'investissement, M. Mauroy a lancé « un message d'optimisme mesuré fondé sur les perspectives mondiales, un message de pragmatisme pour ce qui concerne les choix communs et un message d'espoir enfin, car l'Europe, qui fut le berceau des deux premières révolutions industrielles, trouvera en elle les ressources nécessaires pour faire front à cette nouvelle mutation, après cette fois-ci sur les rives de l'Océan Pacifique ».

Pour faire face à la crise de l'emploi (13 millions de chômeurs fin janvier, dans la CEE, soit 600 000 de plus que l'an dernier à la même époque), M. Mauroy a insisté sur la nécessité de créer « un espace européen permettant d'associer toutes les forces actives inévitables mutations économiques et technologiques », puis sur celle d'ouvrir « pour la réduction et la répartition du temps de travail ». M. Norbert Blum, notamment, a abondé dans le même sens.

L'AIDE AUX CHOMEURS CRÉATEURS D'ENTREPRISES DEVRA ÊTRE REMBOURSÉE EN CAS D'ÉCHEC

De source ministérielle, on indique que la nouvelle aide forfaitaire aux chômeurs créateurs d'entreprises relevant, à dater du 1^{er} avril dernier, du système de solidarité financé par l'Etat sera égale à deux cents fois le montant de l'allocation journalière d'insertion ou de l'allocation de solidarité aux chômeurs « longue durée », soit 8000 F.

Pour les bénéficiaires de l'allocation de base qui auraient droit à cette prestation pendant un an au moins s'ils restent chômeurs, l'aide sera au maximum égale à huit cents fois le montant de cette allocation, soit 32 000 F, si la demande est déposée pendant la période de préavis ou dans les trois mois qui suivent la fin du contrat de travail précédent.

Elle sera ensuite progressivement réduite pour atteindre deux cents fois l'allocation de base si la demande est déposée un an après la fin du contrat.

Pour éviter les abus ou les projets fantaisistes, cette aide devra être remboursée si le chômeur abandonne trop rapidement son projet pour se réinscrire comme demandeur d'emploi. Ce n'est qu'après une période de deux ans et demi que l'on considérera que la dette est entièrement effacée.

Une enquête de l'INSEE

AUGMENTATION DES SALAIRES

TRÈS MODÉRÉE D'ICI L'ÉTÉ

L'augmentation des salaires entre janvier et mars aura été de 0,6 % par mois. Pour le second trimestre, les perspectives de hausses de salaires sont les plus modérées jamais enregistrées. « écrit l'INSEE, au vu de son enquête trimestrielle dans l'industrie ».

Cette enquête fait état d'une bonne tenue de l'activité (les marges de capacité disponibles ont diminué), d'une diminution des difficultés de trésorerie des entreprises, mais aussi de la poursuite à un rythme plus rapide dans la baisse des effectifs employés dans l'industrie.

Le trafic général avec la Corse a baissé en 1983 de 12 % par rapport à l'année précédente, alors que, jusqu'à cette année, la progression annuelle était de 5 à 6 %. Tandis que la société nationale Corse-Méditerranée, avec cinq car-ferries modernes, propose 1,6 million de places au cours des trois mois d'été, à bord d'Estel, Corsy, Cynos, Napoléon et Provence, on enregistre cette année par rapport à la même période de l'an dernier une baisse des réservations de 25 %. (Corresp.)

AFFAIRES

L'ex-Stavenburg's Bank, filiale du Crédit lyonnais, retrouvera l'équilibre financier dans deux ans

L'ex-Stavenburg's Bank, rebaptisée Crédit lyonnais Bank Nederland en juillet 1983 par la banque française, qui en détenait à l'heure actuelle 92 %, à l'issue d'une double augmentation de son capital, est sur la voie du redressement. « Dans un an l'hémorragie sera terminée, et, dans deux ans, l'équilibre financier sera rétabli », a affirmé M. Jean Deflassieux, président du Crédit lyonnais. « Nous avons certainement payé cette banque plus cher qu'elle ne valait [500 millions de francs, début 1981, NDLR], mais nous disposons à présent, avec cet établissement, cinquante banques commerciales néerlandaises, ses effectifs (ramentés de 2 800 à 2 500 personnes) et son réseau de 80 agences (contre 90 au moment de l'acquisition), d'un outil important pour la pénétration française aux Pays-Bas », a-t-il expliqué.

« Quelqu'un, moi ou mon successeur, sera bien content, dans quelques années, d'avoir acheté la Stavenburg's Bank, qui commence à mieux fonctionner », a ajouté M. Deflassieux, précisant que la clause de « retour à meilleure fortune » négociée lors de la reprise de la banque, outre le rachat de 1 milliard de francs de créances en 1984 et autant l'année précédente, devrait permettre au Crédit lyonnais de récupérer en partie l'argent perdu par cet établissement néerlandais, connu pour les sérieux revers essuyés sur le marché immobilier local, outre diverses irrégularités constatées par d'anciens membres du conseil d'administration, notamment des faux en écritures, qui avaient conduit à l'arrestation de certains d'entre eux.

Présentant ses comptes pour l'exercice 1983, le Crédit lyonnais a fait état d'un bénéfice net de 359 millions de francs, contre 311 millions précédemment, soit une progression de plus de 15 %. « Une année convenable, sans plus », selon son président, et qui n'a pas permis de rejoindre le niveau des bénéfices de 1981 (469 millions de francs), la part de ce bénéfice dévolue au personnel au titre de l'intéressement devant être portée à 53 voire 57 millions, contre 30 millions en 1982.

Le produit net bancaire (différence entre les produits bancaires et

RCA ABANDONNE LE VIDÉODISQUE

Le lecteur de vidéodisques, c'est fini pour RCA. Le géant américain de l'électronique, l'un de ses promoteurs avec la firme néerlandaise Philips, va arrêter sa fabrication. L'information est publiée par l'International Herald Tribune. L'édition européenne du quotidien américain reproduit une déclaration de M. Thornton F. Bradshaw, président de RCA. « Cette décision, nous l'avons prise après bien des réflexions, explique ce dernier. Mais elle était inévitable, en raison des pertes subies et des faibles chances de parvenir à rentabiliser cette activité ».

Le lecteur de vidéodisques RCA avait été lancé à grand fracas en 1981. Pour le groupe, il s'agissait d'un produit promis à révolutionner les habitudes du consommateur et, sur ce critère, il s'était lancé à fond dans une vaste campagne publicitaire. Mais la demande n'a pas été suivie, et les déficits ont grossi dans cette branche industrielle (cinq cent mille appareils vendus au lieu du million escompté).

RCA a perdu en trois ans 575 millions de dollars (4,6 milliards de francs). Devant un pareil échec, RCA ne pouvait, vis-à-vis de ses actionnaires, faire autrement que d'arrêter l'expérience, les chances de développement s'amenuisant encore avec le lancement par Kodak d'une nouvelle caméra à magnéscope incorporé, le caméscope.

Philips va donc continuer seul à produire avec Pioneer, son licencié japonais. Mais, jusqu'à présent, malgré les améliorations apportées, les particuliers boudent ce type de reproducteurs réservés aux institutions, et guère plus de cent mille exemplaires ont été vendus par la firme d'Eindhoven.

Le groupe australien Broken Hill rachète la société minière américaine Utah International. Broken Hill Proprietary (BHP), groupe australien diversifié (sidérurgie, pétrole, mines), a acquis auprès de General Electric pour 2,4 milliards de dollars (19,2 milliards de francs) la propriété de la société américaine Utah International, qui possède des intérêts miniers dans le charbon, le minerai de fer, le cuivre, le molybdène, etc., aux Etats-Unis, au Canada, en Australie, au Brésil, en Nouvelle-Zélande, en Afrique du Sud et au Chili.

les charges qu'ils supportent) a atteint 18,07 milliards de francs, soit une augmentation de 16,6 % d'une année sur l'autre, le résultat avant amortissements et provisions marquant une progression de 26,6 % à 6,09 milliards de francs. Ces chiffres comprennent toutefois la filiale Crédit lyonnais Participations, absorbée en juin dernier, avec effet du 1^{er} janvier 1983. En excluant cette société, la hausse du produit net bancaire et du résultat d'exploitation ressort respectivement à 12,3 % et 12,9 %.

Comme pour l'ensemble des banques françaises, le fait marquant de l'année 1983 aura été la montée en flèche des provisions pour risques. Au Crédit lyonnais, elles s'élevaient déjà à 85 % en 1982. Au cours des douze derniers mois, elles se sont encore accrues de 33 % pour atteindre 5,02 milliards de francs, réparties en 3,62 milliards de francs (contre 1,95 milliard en 1982) au titre des risques « domestiques » (et ceux des entreprises étrangères comptabilisées en France) et 1,18 milliard (contre 1,47 milliard) pour les concours accordés à des pays fortement endettés. Le solde est constitué par des provisions pour dépréciation de portefeuille titres à hauteur de 218 millions de francs.

SERGE MARTIL

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INTERBAIL

L'Assemblée générale s'est réunie le 30 mars 1984. Elle a examiné et approuvé les comptes de l'exercice 1983, exercices qui a été caractérisé par une activité commerciale soutenue puisque trois opérations ont été conclues, représentant 321 271 560 F hors taxes. Ces nouvelles opérations, qui comprennent deux immeubles à usage locatif, portent le volume global des engagements à 2 718 249 000 F hors taxes.

Ces deux investissements patrimoniaux concernent un ensemble immobilier à usage de bureaux sis à Paris-14^e, boulevard du Montparnasse, et la totalité de l'immeuble où est situé le siège social de la société, à l'angle de la rue Christophe Colomb et de la rue Magellan à Paris-6.

Après déduction des frais généraux, des frais financiers, des amortissements et provisions, le résultat d'exploitation s'établit à 131 430 096,02 F contre 109 281 181,19 F au 31 décembre 1982, soit une augmentation de 20,27 %. Le résultat distribuable s'établit à 131 430 096,02 F - F - contre 116 321 488,41 F au 31 décembre 1982.

Les mises en réserve et reports de solde nature s'élèvent pour l'année à 21 264 000 F.

L'Assemblée générale a décidé la mise en distribution d'un dividende unitaire de 32 F, assorti d'un avoir fiscal de 0,50 F. Ce dividende global de 32,50 F sera mis en paiement à compter du 11 juin 1984 sur présentation du coupon n° 17.

Faisant application à ce dividende des dispositions des articles 351 à 354 nouveaux de la loi du 24 juillet 1966, l'Assemblée générale décide d'accorder à chaque actionnaire la possibilité d'opter pour le paiement en actions de la totalité du dividende affecté aux titres dont il est propriétaire.

Les actions nouvelles, objet de la présente option, seront émises à une valeur représentative 95 % de la moyenne des premiers cours cotés du marché à règlement mensuel lors des vingt séances de Bourse précédant le jour de l'Assemblée générale, sous déduction du dividende net, soit 376,30 F.

L'Assemblée, réunie extraordinairement, a autorisé le directeur à procéder à l'émission d'obligations à bons de souscription en actions. Cette émission d'un montant de 350 000 000 F est prévue pour le 9 avril 1984.

A chaque obligation de 1 000 F sont attachés deux bons de souscription d'une action d'Interbail au prix d'entrée de 450 F l'action. Les porteurs de bons pourront exercer leur droit à tout moment et pendant cinq ans.

L'emprunt, lui-même, d'une durée de huit ans et demi, sera émis au taux facial de 10,50 % (taux actuariel 10,53 %).

Un droit de priorité pour la souscription sera réservé aux actionnaires d'Interbail pendant les quinze premiers jours de l'émission.

L'Assemblée a, en outre, renouvelé les mandats de membres du Conseil de surveillance de M. Jean Martinet et de la Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics. Lors de la réunion du Conseil qui a suivi cette assemblée, M. Jean Martinet a été reconduit à l'unanimité président, et la Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics a été représentée par M. Albert Farment, vice-président.

Rappelons que le directeur est présidé par M. Jean-Baptiste Pascal et que dans sa séance du 20 février 1984 le Conseil a nommé au directeur M. Bernard Marchand-Godé.

ÉTRANGER

Les réserves de devises de la Chine s'arrondissent : 14,3 milliards de dollars

Les réserves de la Chine en devises étrangères ont augmenté l'année dernière : elles atteignent 14,3 milliards de dollars fin décembre 1983, soit 3 milliards de dollars de plus qu'en décembre 1982, indique le quotidien de langue anglaise *China Daily* publié à Pékin.

Le journal précise, citant des chiffres publiés par la Banque populaire de Chine, que les réserves en or de la Chine n'ont, en revanche, pas varié l'an dernier, se maintenant à 12,67 millions d'onces. A la fin de 1982, les réserves en devises de la Chine s'élevaient à 11,2 milliards de dollars. La progression de l'an dernier, qui a permis de tripler le montant des réserves chinoises par rapport au niveau atteint en 1981, a pu être accomplie grâce aux excellents résultats enregistrés par la Chine dans ses échanges avec l'étranger.

En 1983, l'excédent de la balance commerciale chinoise a atteint 3,86 milliards de dollars, un peu moins que le résultat obtenu en 1982, qui s'élevait à 4,6 milliards de dollars.

Le *China Daily* fait également état du montant de la dette extérieure chinoise, qui a légèrement augmenté au cours du quatrième trimestre de 1983, passant de 3 mil-

liards de dollars fin septembre à 3,02 milliards à la fin du mois de décembre.

La Chine a, pour la première fois, fait connaître le montant exact de sa dette extérieure en décembre dernier, afin de se conformer aux recommandations des organisations financières internationales, et en particulier de la Banque mondiale, qui, au total, depuis 1980, a déjà accordé des prêts d'environ 1 milliard de dollars au gouvernement chinois.

Le *China Daily* a, d'autre part, rapporté que les fonds déposés par la Chine au Fonds monétaire international (FMI) atteignent 5,73 milliards de dollars (2,08 milliards de dollars) à la fin de l'an dernier, soit environ 1 milliard de dollars de plus que trois mois auparavant.

Le journal précise que cette forte augmentation était due à un achat de droits de tirages spéciaux (DTS - unité de compte du FMI), ainsi qu'à un accroissement de la quote-part de la Chine au FMI.

Evolution, enfin, les dépôts bancaires en Chine, le *China Daily* indique qu'ils s'élevaient à 267 milliards de yuans (134 milliards de dollars) à la fin de 1983, contre 242 milliards de yuans (121 milliards de dollars) en septembre 1983. - (AFP.)

Les touristes italiens pourront emporter davantage de devises à l'étranger

De notre correspondant

Rome. - Les touristes italiens auront droit, à partir du 2 mai, à un montant de devises substantiellement supérieur au plafond fixé depuis 1974 et destiné à éviter les exportations illégales de capitaux. En vertu des nouvelles mesures, il sera simplement effectué désormais un contrôle a posteriori, afin de vérifier que les devises ont bien été utilisées à des fins touristiques, et non pour constituer un capital à l'étranger.

Chaque touriste pourra emporter avec lui, sans autorisation, un montant de 1,6 million de lires (1) en devises et 200 000 lires en monnaie italienne. Les sommes supérieures devront faire l'objet d'une demande particulière et seront transférées par voie bancaire. Sur les formulaires d'achat de devises devra figurer le code fiscal de l'acquéreur afin de contrôler le montant des dépenses effectuées à l'étranger par rapport aux revenus. Si, au cours d'une année un touriste dépense plus de 5 millions de lires à l'étranger, il devra fournir des justificatifs pour 75 % du montant des dépenses supérieures à cette somme.

La balance des échanges touristiques entre l'Italie et le reste du monde est largement positive : + 11 500 milliards de lires en 1983. L'un des pays qui devraient le plus bénéficier des nouvelles dispositions est la France : en 1982, elle avait été en tête des pays européens en termes de jours passés à l'étranger par des Italiens (cinq millions de journées), suivie par la Yougoslavie et l'Espagne.

PHILIPPE PONS.

(1) 1 lire = 0,005 F.

AGRICULTURE

RÉUNIS EN CONGRÈS A CLERMONT-FERRAND

Les agriculteurs de montagne critiquent vivement les projets du gouvernement

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. - Quatre mille « montagnards » réunis jeudi 5 avril à Clermont-Ferrand, à l'appel de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), organisateurs d'un rassemblement des agriculteurs de montagne, ont stigmatisé avec violence la politique agricole du gouvernement.

M. René Soucheon, secrétaire d'Etat à l'Agriculture et à la forêt, a fait les frais de leur très vif mécontentement. Son discours, obtenu le 17 mai prochain, de surcroît les recadrant sur la situation internationale, a été perçu comme une démission. C'est ainsi que le chiffre d'affaires consolidé, qui s'est élevé à 1 931 millions de francs, est en diminution de 2,4 % sur 1982. A structure comparable, c'est-à-dire sans tenir compte de la société Forreterie, dont le groupe a vendu 65 % en 1983, la baisse n'est plus que de 0,6 %.

On avait été prévenu par M. Guillaume des son arrivée à Clermont-Ferrand : « Ce sera très dur pour M. Soucheon ». Une grande partie de l'assistance semblait ne s'être déplacée que pour sonner le tocsin et prévenir ainsi le gouvernement que le mouvement de mécontentement pourrait bien connaître d'autres développements.

Parmi les nombreuses pommes de discorde, la plus grave est la réduction de la production laitière décidée

à Bruxelles. « Elle va à l'encontre de la morale », a déclaré M. Guillaume, après que M. Michel Jeannerod, président de la commission montagne et zones défavorisées de la FNSEA, avait formulé une demande d'exonération de toutes contraintes de production dans des régions qui subissent déjà de lourds handicaps naturels et qui disposent d'un éventail limité de possibilités de reconversion. M. Luc Guysen, leader du CNJA, en a appelé à la solidarité nationale : « La montagne doit être pour la France ce que l'Irlande est pour l'Europe ».

Le projet de loi « montagne », adopté mercredi 4 avril par le conseil des ministres, a fait également l'objet de critiques en règle. « Ses insuffisances sont notables », a souligné M. Guillaume. Il s'orientait beaucoup plus vers le soutien des activités non agricoles que ne peuvent pourtant se greffer sur un territoire si les agriculteurs ne sont pas là pour assurer la permanence de la vie ».

M. Raymond Lacombe, membre du conseil d'administration de la FNSEA, a vu de son œil le projet de loi : « L'idée que l'on se fait dans certains milieux du devenir de la montagne. Pour eux, l'agriculture de montagne est une activité en déclin qui coûte cher à la nation. Il faut donc à leurs yeux jouer la carte des activités en expansion, c'est-à-dire avant tout celle du tourisme ».

L. T.

Grèves sauvages en Finlande

De notre correspondant

Helsinki. - Le consensus politico-social dont s'enorgueillissent les dirigeants finlandais est actuellement mis à l'épreuve par une série de mouvements de grève illimités émanant de groupes professionnels plus connus naguère pour leur amour de l'ordre.

Ce sont d'abord les enseignants des « écoles de base », plutôt conservateurs, qui ont entamé, le 2 avril, un mouvement de protestation contre le retard croissant de leurs traitements par rapport à l'évolution générale des salaires. Leur syndicat a limité la première grève de son histoire à quelques localités importantes, dont la capitale mais le mouvement pourrait s'étendre et se prolonger jusqu'aux grandes vacances en cas d'échec des négociations.

L'exemple a été suivi mardi par les électriciens des jardins d'enfants pour les mêmes raisons. Enfin, ce sont les médecins des hôpitaux et des centres de santé qui ont commencé, le 5 avril, une grève illimitée qui n'a frappé, pour l'instant, que quelques centres urbains importants, dont Helsinki. Les médecins revendiquent une augmentation de salaire de 30 %, alors que la progression moyenne prévue pour cette année est de 3,2 % et de 3,6 % en 1985.

Ces catégories professionnelles sont toutes affiliées à l'AKAVA (syndicat des salariés de formation supérieure), la seule centrale à avoir catégoriquement rejeté les grandes lignes du compromis national, auquel était parvenu, de concert avec les autres partenaires sociaux, le médiateur désigné par le gouvernement, M. Pekkanen. Pour sa part, la grande centrale SAK (social-démocrate), qui domine généralement le ton en matière d'augmentations de salaires, s'était en fin de compte, après avoir grincé des dents, à approuver, il y a quelques temps, ce compromis qui s'inscrivait dans la ligne économique du gouvernement.

La centrale dissidente défend les intérêts de groupes professionnels

PAUL PARANT.

En Grande-Bretagne

La grève des mineurs se poursuit dans la plus grande confusion

De notre correspondant

Londres. - Quatre semaines après le début du mouvement, la grève des mineurs britanniques continue. Mais, au moment où elle semblait devoir s'étendre grâce à la solidarité d'autres syndicats, de nouvelles divisions ne font qu'accroître l'isolement confusif, qui a marqué ce conflit, dès le départ.

Pour la deuxième fois, les mineurs du Nottinghamshire - le bassin le plus important après celui du Yorkshire - se sont opposés aux directives de leur syndicat. Par 186 voix contre 72, leurs délégués ont décidé, le 5 avril, de rester à la mine, alors que leurs dirigeants les invitaient à ne pas franchir les piquets de grève.

Autre coup dur pour les dirigeants de l'Union nationale des mineurs (NUM) : la Confédération de la métallurgie, forte de soixante-dix mille membres, a refusé de soutenir effectivement la grève des mineurs. Elle ne suit pas l'exemple du Syndicat des cheministes et de celui des marins, qui, le 4 avril, avaient décidé de bloquer le transport du charbon dans tout le pays. Leur décision pouvait entraîner une nette aggravation des conséquences économiques du débrayage des mineurs alors que jusqu'à présent, étant donné l'importance des stocks de charbon, elles étaient très limitées. Le refus des métallurgistes risque d'entraîner considérablement la détermination des cheministes et des marins. Déjà, le 5 avril, on avait pu constater que des trains continuant d'approvisionner les centrales électriques ou les aciéries et qu'un bateau transportant du charbon d'importation d'Australie avait été déchargé au Pays de Galles.

Les ouvriers de la métallurgie ont, de leur côté, subi des milliers d'impressions

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	avec + ou -	avec + ou -	avec + ou -	avec + ou -
SE-UL	8,083	8,099	+ 90	+ 115
Scm	6,318	6,376	+ 95	+ 120
Yen (100)	3,583	3,572	+ 177	+ 197
DM	3,074	3,074	+ 166	+ 178
Flm	2,726	2,726	+ 133	+ 145
FR (100)	15,833	15,049	+ 28	+ 116
ES	3,713	3,716	+ 266	+ 285
L (100)	4,988	4,972	+ 176	+ 146
Euro	11,591	11,511	+ 338	+ 399

Taux des Euromonnaies

	SE-UL	10/16	10/15/16	5/8	11	30/3/4	11/16	11/16	11/7/16
DM	5 1/4	5 3/8	5 7/16	5 13/16	5 1/2	5 7/8	5 3/4	6 1/8	6 1/2
FR (100)	11 1/2	12 3/8	11 5/8	12 3/8	11 1/2	12 1/2	11 7/8	12 1/2	12 5/8
ES	5 1/8	2 1/4	3 3/16	3 9/16	3 1/4	3 11/16	3 3/4	4 1/8	4 1/2
L (100)	15	16	16	16 3/4	16 1/4	17	16 3/4	16 3/8	16 3/4
Euro	8 1/16	8 1/16	8 1/2	8 7/8	8 5/8	9	8 15/16	9 5/16	9 1/2
Financ.	12	12 1/2	12 1/8	12 5/8	12 1/2	13	14 3/8	14 7/8	15 1/8

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BNP : Activité en hausse

La BANQUE NATIONALE DE PARIS vient de rendre publics certains éléments de son activité en 1983.

Le total de la situation est passé de 646,1 milliards de francs au 4 janvier 1983 à 721,8 milliards de francs au 3 janvier 1984, soit une hausse de 11,7 %.

Les ressources de la clientèle ont progressé de 13,2 %, passant de 222,5 milliards de francs à 251,7 milliards de francs.

Ce résultat découle de mouvements d'amplitude très inégale :

- les ressources à vue progressent de 34,3 milliards de francs à 100 milliards de francs, en hausse de 17,9 % ;
- les ressources faiblement rémunérées (comptes sur livrets, comptes et plans d'épargne logement) s'accroissent de 15,9 %, s'élevant à 52,1 milliards de francs au 3 janvier 1984 ;
- les ressources fortement rémunérées (comptes à terme et boni de caisse) s'accroissent de 7,5 %, atteignant 99,6 milliards de francs au 3 janvier 1984.

Quant aux crédits accordés à la clientèle, ils ont augmenté de 14,1 % sur l'année, s'élevant à 284,7 milliards de francs au 3 janvier 1984.

Pour la seule Métropole, les chiffres des ressources clientèle sont les suivants :

	4/1/1983	3/1/1984	%
(en milliards de francs)			
- Ressources à vue	81,3	95,7	+ 17,8
- Ressources faiblement rémunérées	43,9	50,9	+ 15,9
- Ressources fortement rémunérées	63,1	63,8	+ 1,1
TOTAL RESSOURCES CLIENTÈLE	188,3	210,4	+ 11,8

Les crédits à la clientèle augmentent de 15,1 %, passant de 203,7 milliards de francs à 234,4 milliards de francs au 3 janvier 1984.

GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT

DE LA CONSTRUCTION

Réuni le 28 mars 1984 sous la présidence de M. Roger Pappas, le conseil d'administration du Groupement pour le Financement de la Construction a arrêté les comptes de l'exercice 1983.

Le taux d'occupation des immeubles d'habitation a été voisin de 100 % durant l'exercice écoulé.

Le patrimoine à usage commercial a connu des mouvements importants qui ont concerné 2 niveaux sur 6 à la tour Franklin et 1 niveau sur 7 à la tour Atlantique.

La répartition de ces trois niveaux de bureaux a été effectuée dans des conditions satisfaisantes, mais après une courte vacance.

Par ailleurs, la société a acquis, au début de l'année 1984, 3 000 m² de bureaux à Boulogne, préfecture de la Seine-Saint-Denis, livrés à l'administration.

Les recettes totales de la société se sont élevées à 112,6 millions de francs, en augmentation de 10,9 % par rapport à celles de l'exercice précédent.

Le bénéfice d'exploitation, après déduction au compte d'amortissements et de provisions pour 21 millions de francs, s'élève à 71,7 millions de francs, en progression de 9,5 % par rapport à l'exercice précédent. Il s'y ajoute une plus-value de 1,7 million de francs, dégagée par la vente du programme d'Argenteuil.

Le bénéfice net de 73,4 millions de francs permet au conseil d'administration de proposer à l'assemblée générale la distribution d'un dividende de 16,70 F par action, contre 15,30 F pour l'exercice précédent, en progression de 9,1 %.

CAISSE DE GESTION

MOBILORE

Le conseil d'administration de la Caisse de gestion mobilière s'est réuni le 20 mars 1984 pour statuer sur les comptes de l'exercice 1983.

Le total du bilan s'établit à 18 272 296 358,76 francs.

Les résultats bénéficiaires s'élèvent à 24 972 068,78 francs.

Le conseil propose à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende de 49 500 000 francs, soit 16,50 francs par action auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor de 8,25 francs.

L'assemblée générale mixte des actionnaires, réunie le même jour, a autorisé le conseil d'administration à émettre des obligations pour un montant maximal de 500 millions.

L'assemblée générale a décidé en outre :

- une augmentation du capital social pour le porter de 30 millions de francs à 60 millions de francs par incorporation d'une somme de 30 millions de francs prélevés sur diverses réserves, et l'émission correspondante de 60 millions de francs de 100 francs à 200 francs ;
- une augmentation du capital social en numéraire d'un montant de 20 millions de francs pour le porter de 60 millions de francs à 80 millions de francs par la création de 100 000 actions nouvelles de 200 francs nominales émises au prix de 300 francs.

C'est ainsi que le chiffre d'affaires consolidé, qui s'est élevé à 1 931 millions de francs, est en diminution de 2,4 % sur 1982. A structure comparable, c'est-à-dire sans tenir compte de la société Forreterie, dont le groupe a vendu 65 % en 1983, la baisse n'est plus que de 0,6 %.

Comme les années précédentes, l'activité du secteur du bâtiment et des travaux publics a encore été particulièrement déprimée en 1983 et a accusé un retrait important.

C'est ainsi que le chiffre d'affaires consolidé, qui s'est élevé à 1 931 millions de francs, est en diminution de 2,4 % sur 1982. A structure comparable, c'est-à-dire sans tenir compte de la société Forreterie, dont le groupe a vendu 65 % en 1983, la baisse n'est plus que de 0,6 %.

Depuis, en raison, d'une part, de l'augmentation de la participation du groupe dans Nicoll et, d'autre part, de la prise en compte de sa quote-part dans Canpas (Canada), le bénéfice net consolidé, part du groupe, ressort à 22 649 358 F, soit 96,81 F par action, contre 106,67 F en 1982. Ce résultat comprend des plus-values exceptionnelles d'actif de 26,1 millions de francs, mais est calculé après des charges de restructuration, également exceptionnelles.

VEUVE CLICQUOT

PONSARDIN

An dernier, le bénéfice net consolidé pour 1983 s'est élevé à 90,12 millions de francs (et non 89,12 millions, comme indiqué par erreur, dans notre numéro daté 3 avril 1984).

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES

sur papier Ilford Cibachrome ou sur film ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 126 - 347.21.32

MARCHÉS FINA

NEW

PARIS

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

20/02/84

Le Monde

Loisirs



Le vin sur les cartes de France, page II

Promenade dans Paris chez les « pompiers » de l'art officiel, page IV

Les charpentiers du modélisme naval, page XI

Dancez, regroupez-vous, aimez-vous : le smurf, page XVI

Supplément au n° 12192. Ne peut être vendu séparément. Samedi 7 avril 1984.

Un vigneron en smoking

Quarante millions de francs dans un enclos de Provence.

ICI, à Val-Joanis, le tour du propriétaire se fait en jeep. « De réparation en réparation, elle m'a coûté aussi cher qu'une Rolls, mais vous connaissez une meilleure voiture pour les vignes ? » En bas, en plein sud : la Durance. Derrière nous, les contreforts du Lubéron. Altitude : 220 mètres. Extatique, le maître des lieux plane sur 150 hectares. D'un geste auguste, sans doute maintes fois répété, Jean-Louis Chancel, cinquante-sept ans et sept enfants, désigne son empire sur lequel le soleil tarde, ce soir, à se coucher. En vrai professionnel, rompu aux exercices de relations publiques, il prend des poses pour le photographe qui nous accompagne. « Regardez, mais regardez comme c'est beau ! » Marsillais et archimillionnaire, il raconte encore une fois son aventure, ses amours mêlées de Provence et de vin. Il tire, devant public, des plans sur la comète enologique, défend sa vision de la viticulture aux relents d'agro-alimentaire.

L'homme, personne ne peut en douter, a réussi dans les affaires. Paris : Sciences-Po, doctorat en droit. Un job dans une multinationale de lessive. Puis retour rapide sur les terres maraîchères. Le jeune requin se fait les dents à la tête d'une petite affaire de riz et de légumes secs. Vite et bien. Il absorbe goulument les Rizeries indochinoises, devient le numéro un français du commerce avec l'Extrême-Orient. Soudain, il lâche tout, rachète Unipol, vieille entreprise d'huile et de savon. L'ascension reprend. Le courant devient plus fort, les appétits plus vifs, les convives plus coriaces. C'est la guerre avec la firme Lesieur. Match nul. La spirale du capitalisme sauvage et international l'entraîne alors à Genève. C'est là, sous l'étiquette de l'United Coconut Planters International, qu'il loue aujourd'hui ses services au gouvernement philippin, contrôlant, dit-on, l'essentiel du marché mondial des huiles.

Y a-t-il en alors, passé la cinquantaine, le besoin de solides racines terrestres ? On la soudaine envie de jouer à l'industriel vigneron, de démontrer à la paysannerie médusée que les recettes du profit apatride s'appliquaient en l'importe quel point de la planète ? Ce fut, en 1978, l'aventure de Val-Joanis, avec l'achat d'une vieille bâtisse et de 300 hectares de ma-

quis et de broussailles, à un jet de rai sin des résidences est-va les du Tout-Paris-pensant. Les droits de plantation ayant été obtenus sans difficulté dans ce pays qui produit plus que de mesure, M. Chancel entreprend de remodeler le paysage. D'hélicoptère, on découvre les surfaces jadis cultivées. On débroussaie, on défriche, on défonce le sol sur 150 hectares. Toutes les pentes sont orientées au sud-est. On monte des terrasses. La propriété du XVIII^e siècle prend des allures de château bordelais en herbe. Au total, 4 milliards de centimes auront été injectés dans cet enclos de Provence.

La jeep ralentit. « Voyez, il se passe quelque chose d'extraordinaire. Depuis que nous travaillons ce sol, les pierres remontent à la surface. Et avec les pierres des tuiles romaines, des vestiges de toute sorte. » Nous entrons dans un vallon. « Regardez là-bas, nous avons retrouvé une série de puits romains. L'eau est à quelques mètres. » Le sol est blanchâtre. « Jadis, ici, c'était un village, il n'en reste rien. » Aujourd'hui s'élèvent des embryons de plants de chardonnay. Le vignoble prend racine sur des débris ancestraux. En arrivant, Chancel a acheté pour trois ans le marc de la région. 170 000 tonnes de pépins de raisin ont ainsi été compostées et enfouies dans le sol. Un cinquième vineux où grandissent grenache, syrah et cinsault.

On s'enfonçait maintenant sous les arbres. Une clairière et l'inévitable court de tennis. Une jeunesse dorée s'y essouffle dans la douceur du soir. Là-bas, devant les fourneaux, on s'active aussi pour le festin de demain. Dallah en Lubéron. « Val-Joanis ? Une connexion », déclarait-il y a peu, Chancel aux journalistes invités à grands frais. « Ça marche bien ! », assure-t-il aujourd'hui aux mêmes. Les deux premières vendanges (« mécanisées bien sûr ») sont déjà vendues. A un prix double de celui pratiqué par les petites coopératives de la région. Huit bouteilles sur dix partent à l'étranger, et la totalité de la production à la restauration. Un succès commercial qui lui fait qualifier d'« absurde » la réglementation qui contraint à ne pas dépasser la moyenne de 55 hectolitres par hectare.

Une production à géométrie variable, aussi : hier, du rosé,

rien que du rosé ; aujourd'hui, surtout du rouge ; demain, du blanc en quantité. Treize personnes employées à plein temps, les services sophistiqués de l'enologie moderne. Bacchus, ici, est informatisé.

Extravagance ou souci de rentabilité ? Folie que dépenser tant pour un petit VDQS des côtes du Lubéron qui, s'il n'est pas mauvais, ne pourra jamais que donner l'impression de se hausser du col ?

En réalité, l'homme ne peut fonctionner autrement. Déjà, en 1961, il déclarait à la revue *Entreprise* : « On aimerait que le métier soit beaucoup plus difficile, qu'il faille quelques milliards pour construire une usine de traitement. Il est autour de nous trop de petites industries avec du matériel démodé qui nous mordillent désagréablement les mollets. Nous avons cependant notre chance, car ces petits concurrents n'ont pas fait de frais pour s'équiper en matériel de conditionnement. » Il s'agissait de riz alors. Les mêmes recettes aujourd'hui s'appliquent au raisin. C'est pourquoi, derrière l'aventure personnelle, Val-Joanis a valeur de test. La viticulture française méditerranéenne doit-elle, pour bien vivre, coller peu ou prou à ce modèle ? Le cas n'est pas unique. D'autres exemples sont connus où des apports substantiels d'argent et de technique sont autant de coups de fouet à la tradition.

Le soleil, enfin, tombe. La jeep se range aux côtés de la monstrueuse machine à vendanger. Les cars sont repartis vers la mer et l'aéroport, emportant une centaine d'invités endormis, repus de vin et de bonne chère. Le vigneron troque sa veste de treillis contre une tenue de soirée : M. Chancel dîne ce soir en compagnie du maire de Marseille et de son épouse.

JEAN-YVES NAU.

■ Le magazine *Cuisine et vins de France* consacre son numéro d'avril à un « Spécial vins ». Crus prestigieux, bonnes affaires, adresses : 158 pages, « pour amateur cultivé ou désirent le devenir ». Une entreprise intéressante qui témoigne bien de l'engouement actuel pour tout ce qui touche à la vigne et au vin.

Cuisine et vins de France, numéro d'avril « Spécial Vins », 18 F.



Mes zincs

JEAN-BAPTISTE BESSE, 48, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève. Tél. : 325-35-90. Fait déguster, vend à emporter, mais ne livre pas les vins qu'il sait si bien choisir.

LUCIEN LEGRAND, 1, rue de la Banque. Tél. : 260-07-12. Et aussi, communiquant au 12 de la Galerie-Vivienne, Fiona Bess-ton, une Anglaise qui en remontrera à bien des Français, assiste l'étonnant Lucien, au choix sûr.

CAVES MELAC, 42, rue Léon-Frot. Tél. : 370-59-27. Un comptoir familial, des vins amusants.

BERNARD PERET, 6, rue Deguerre. Tél. : 322-57-05. A l'enseigne du Rallye, de bonnes charcuteries pour déguster les vins à emporter.

LE PETIT BACCHUS, 13, rue du Cherche-Midi. Tél. : 544-01-07. Les tartes salées et sucrées de M^{lle} Picard, les charcuteries de bonne provenance, accompagnent la dégustation des vins choisis par Jean-Marie, qui fait même venir des vigneron pour parler de leurs vins, verre en main, le samedi.

PETRISANS, 30 bis, avenue Niel. Tél. : 227-83-84. Une boutique, mais aussi un bar (le décor du Petit Café de Tristan Bernard), où l'on peut casser-croûter en buvant d'excellents vins. Le chigny-les-roses, champagne rare et délicieux, est à découvrir.

VERGER DE LA MADELEINE, 4, boulevard Malesherbes. Tél. : 265-51-99. C'est « the » boutique de la place de la Madeleine. Les Lagras père et fils, admirables connaisseurs, vous feront découvrir des millésimes rares et des vins étonnants comme aussi les eaux-de-vie.

CAVEAU MOVENPICK, 6, rue Vignon. Tél. : 742-47-93. On y peut manger ou simplement « goutillonne », à toute heure, découvrir le fendant et déguster au verre des vins bien de chez nous. Jacques Boudin, maître de cave, vous initiera.

LA CLOCHE DES HALLES, 28, rue Coquillière. Tél. : 236-93-89. Jouez des coudes pour approcher le comptoir (où les quelques tables) et dégustez l'étonnant jambon à l'os avec des vins de Loire superbes.

AU DUC DE RICHELIEU, 110, rue de Richelieu. Tél. 296-38-38. Petits plats et vins bien choisis, sandwiches pour les gens pressés.

MA BOURGOGNE, 133, boulevard Haussmann. Tél. : 563-50-61. On peut déjeuner chez « Loulou Pin », où simplement au comptoir, côtoyant les membres de l'Académie Rabelais, tester les vins choisis par le patron (beaujolais, rully, mécon, etc.).

LE SAUVIGNON, 80, rue des Saints-Pères. Tél. 548-49-02. Rabelais en Auvergne, ou l'amitié du « papa » Vergnes venu de Salers pour nous faire déguster, sur pain Poilâne, ses charcutailles et ses fromages, son quincy et son saint-émilion.

LE PERE TRANQUILLE, 30, avenue du Maine. Tél. : 222-88-12. Personnage merveilleusement folklorique, Jean Nouyrigat mitonne quelques plats pour quelques familles d'un comptoir où les vins de Loire triomphent.

LE VAL D'OR, 28, avenue Franklin-Roosevelt. Tél. : 359-95-81. Gérard Bongier venu des Hautes-Alpes les « Champ's » au vin (beaujolais bien choisis notamment) et -aux petites assiettes- pour les faire glisser.

TAVERNE HENRI IV, 13, place du Pont-Neuf. Tél. : 354-27-90. Charcuteries auvergnates et bretonnes pour accompagner les vins choisis par Robert Coïntepas.

LA RIVALDIÈRE, 1, rue Saint-Simon. Tél. : 548-53-88. Un restaurant très Sud-Ouest, mais aussi de Midi et, non-stop, l'occasion de goutillonne d'un petit plat ou d'une tartine, avec des bordaux au verre. Aimable accueil de Françoise et Elisabeth.

R. C.

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

<p>AUTREUIL AUBERGE MOUTON BLANC, 40, r. d'Antenn, 288-02-21. Cadre agréable. Spécialités poissons. Fermé mardi soir et mercredi. Ouvert dimanche.</p> <p>BAC-MONTELEMBERT TAN DINH, 60, rue de Vernueil, 7. 544-04-84. Restaurant vietnamien. PRIX MARCO POLO 1979. 600 Grands Crus, dont 160 Pomerols. Service assuré jusqu'à 23 h 15. F/dimanche.</p> <p>BAC-SOLFÉRINO LA LANDAISE A PARIS, 260-20-19. 48, rue de Vernueil, 7. F/dim. Spéc. Sud-Ouest. Rapas d'affaires 100 F.</p> <p>BATIGNOLLES - ROME EL PICADOR, 80, bd des Batignolles 387-28-87. Espagnoles et françaises. Paella, Zarzuela, Bacalao. F. lundi, mardi.</p> <p>BROCHANT PONT-CARDINET IN DE NOI, 156, rue Cardinet, 17. F/dim. - Spéc. CORSES, guitare, chants. Réserv. 226-43-81.</p> <p>CHAMPS-ÉLYSÉES RELAIS BELLMAN, 37, r. Franc-1^{er}, 723-54-42. Jusq. 22 h 30. Cadre élég. INDRA, 10, r. Côte-Rivière. F/dim. 359-46-40. Spécialités indiennes.</p> <p>CHEZ DIEP, 22, rue de Ponthieu, 256-23-96. Nouvelles spécialités thaïlandaises dans le quartier. Gastronomie chinoise, vietnamienne. F/mm. midi.</p>	<p>ORPHEE, 8, rue d'Artois, 256-31-39. F/dim. Spécialités de poissons.</p> <p>Avenue des Champs-Élysées N° 142, COHENAGUE, 1^{er} étage FLORA DANICA, sur son agréable jardin. ELY. 20-41.</p> <p>CHATELET SAUDADE, 34, rue des Bourdonnais, 1^{er} (Châtelet), 236-30-71. Serv. j. 24 h. F/dim. Spécialités portugaises. PRIX MARCO POLO CASANOVA R.</p> <p>FALGUIÈRE L'ORE CENDRÉE, 51, r. Labrousse, 15^e, 531-91-91. F/dim. 1^{er} midi. Produits Sud-Ouest.</p> <p>FAUBOURG-MONTMARTRE N° 12, rue du Fg-Montmartre AUBERGE DE RIQUETIERE, 70-63-39. Spéc. ALSACIENNES, BANC D'HUITRES.</p> <p>GARE DE L'EST - GARE DU NORD NICOLAS, 12, rue de la Flandre, 246-84-74. Menu suggestion du marché : 115 F 130 F.</p> <p>GARE DE LYON L'ESCAPADE EN TOURNAI, 34, r. Duvivier, 343-14-96. Spéc. F/mm. et dim.</p> <p>GOBELINS ENTOTO, 97-08-51. F/dim. 143, r. L.-M. Rousseau, 13^e. Spécialités éthiopiennes.</p> <p>Cuisine française traditionnelle. CHEZ GRAND-MÈRE, 92, rue Broca, 13^e, 707-13-65. F/dim. Ouv. le soir.</p> <p>LES HALLES CAVEAU F.-VILLON, 64, r. Arbre-Sec, 236-10-92. Ses caves du XV^e. Fermé dimanche et lundi. P.M.R. 150 F.</p>	<p>L'ARJOUA, 2, pl. St-Opportune, 1^{er}, 233-43-83. Cuis. méditerranéenne. Dine. Ven. Sam.</p> <p>LE NICOLAS FLAMEL, « bêt et bon », 1407, r. Fém. 51, rue de Montparnasse, 3. 272-07-11.</p> <p>Robert VATTIER, 14, rue Coquillière, 1^{er}, 24 h sur 24, méd. dim. et fêtes. Fruits de mer, coquillages, poissons.</p> <p>INVALIDES C'est votre (sic) aujourd'hui, Madame, ou vous, Monsieur ? Valable toute l'année, FRANÇOISE vous offre gracieusement, pour commencer votre repas, son foie gras frais maison. Et aussi son menu à 90 F. Parking privé : entrée face au n° 2, rue Faber. Tél. : 705-49-03.</p> <p>MONTAGNE STE-GENEVIÈVE LE VILLARS PALACE, M. Tellois propose ses spéc. : POISSONS, COQUILLAGES, banc d'HUITRES, 3 salles. Plaisir à l'ass. Élégance, 8, r. Ducourtiès. Ouv. T.L.I. : 326-39-06 et 75-50. Ouvert le dimanche.</p> <p>MONTMARTRE LE MULLIER, 22, av. de l'Observatoire, 326-68-11. Tr. les jrs. Brasseur-café-glacier de 8 h à 1 h du matin.</p> <p>LA CLOSERIE DES LILAS, 171, bd du Montparnasse, 326-70-50 et 354-21-68. Souper après minuit. Au piano : Y. MEYER. Tous les jours.</p> <p>NOTRE-DAME CHEZ TOUTOINE, 5, rue de Ponthieu, 3. 256-56-81. F/dim. et lundi. Cuisine bonne femme.</p>	<p>OPÉRA VISHOU, 21, r. Danton, 297-56-54. F. dim. Spécialités indiennes.</p> <p>ORDÈRE CHEZ TOI OU CHEZ MOI, 8, rue Marché-Orléans, 229-59-24. Ouv. L.J.</p> <p>PLACE CLICHY Rue de Clichy (près du Casino de Paris) N° 61, REST. DU CASINO, 288-34-62. DINERS AVANT SPECTACLES. Cuisine traditionnelle. Fermé sam. dim.</p> <p>PLACE DU PALAIS-ROYAL JARDIN DU LOUVRE, 2, pl. du Palais-Royal - 261-16-00. Volantier. Déjeuners, dîners, soupers j. 23 h 30. Fête permanente et cuisine légère.</p> <p>PLACE PEREIRE N° 9 DESRIERRE, maître d'hôtel. Jusq. à 1 h du matin, 227-82-14. T.L.J. HUITRES-CRUSTACÉS-POISSONS.</p> <p>LE SAINT-SIMON, 116, bd Pereire, 380-88-68. F. dim. Spéc. spécialités de poissons. Menu à 110 F a.c.</p> <p>PORTE MAILLOT CHEZ GEORGES, 273, bd Pereire, 574-31-01. Maison cinquante ans, l'on vous reçoit jusqu'à 23 h 30. Ses plats cuisinés à l'ancienne, tranchés et servis devant vous. Cigari, vin de offre et vins de propriétaires. Ouvert tous les jours, même le samedi.</p> <p>PORTE SAINT-CLOUD LE CORSAIRE, 1, bd Eschmann, 525-53-25. Fermé dim. Ouv. sam. Carte et spécialités. Menu 72 F a.c.</p> <p>« Une formule qui vous enchante. » Le restaurant du XVI^e.</p>	<p>RÉPUBLIQUE NICK Capazza, 13, rue Taylor, 10. 204-69-72. F. dim. Bouillabaisse, stob.</p> <p>RÉPUBLIQUE - BASTILLE LE REPAIR DE CARTOUCHE 700-25-86 - 5, bd Filles-du-Calvaire, 11^e. F/sam. dim.</p> <p>REUILLY-DIDEROT LE MACQUA, 54, bd Diderot, 346-88-07. F/mm. Cuis. méditerranéenne. Amb. amicale.</p> <p>ATHANOR N° 344-49-15. Le soir 1^{er} mardi, 4, r. Crozatier, 12^e. Pous. rivière. Clavecin : mus. baroque.</p> <p>RICHELIEU-DROUOT AU PETIT ROCHE, 25, r. Le Peletier, 770-68-68 et 770-86-30. Son étonnant MENU à 100 F. service compris. Saison. Décor 1880. Vins de Val de Loire. F/dim.</p> <p>SACRÉ-CŒUR CARANE DE LA BUTTE, 4, rue Lamarek, 18^e. F/merc. 264-63-40. Spéc. PROVENÇALES. Pisco.</p> <p>SAINT-AUGUSTIN LE SARRADAN, 2, rue de Vienne, 522-23-62. Cuvées 68 F. Confit 68 F.</p> <p>SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS LA FOUX, 2, rue Clément (6^e). F. dim. 325-77-66. Alex aux fourneaux.</p> <p>RAFFATTI ET HONORINE, 16, bd St-Germain, 354-22-21. F. D., L. midi.</p> <p>PETITE CHAISE, 36, rue de Grenelle, 222-13-35. Menu 73 F. Ouvert L. J.</p>	<p>ST-GERMAIN-ST-MICHEL ALSACE A PARIS T.L.J. 9, pl. St-André-des-Arts, 6. SALONS. CHOUKROUTE, grillades, POISSONS. Dégustation d'Andrieu et coquillages.</p> <p>DODIN BOUFFANT, 11, rue de Valenciennes, 11^e. F/sam. dim. 0 h 15.</p> <p>SAINT-MICHEL LAFÉROUSE, 51, q. des Gds-Angustins, 326-68-04 - 326-90-14. Menu dégust. 240 F a.c. Carte prix fixe 190 F vin et a.c. Grande carte.</p> <p>SAINT-PHILIPPE-OU-ROULE-CHAMPS-ÉLYSÉES LES 3 MOUTONS, 63, av. Fr.-Roosevelt, 225-26-95. T.L.J. AGNEAU ET Bœuf. P.M.R. 192 F. 212 F a.c. Menu 150 F a.c.</p> <p>Environs de Paris BOIS DE BOULOGNE VIEUX GAILLON, « et al. », 506-26-10. « Une table raffinée à bord d'un navire du XIX^e siècle » Réceptions « Cocktails » Séminaires « Présentations. Parking.</p> <p>MELUN LA MARE AU DIABLE, 063-17-17. Parc (17 ha). Plessis-Picard, R.N. 6, direction Melun.</p>
--	---	--	--	--	---



Ci-contre,
« Le centaure »
dans la cour
de la mairie du VI.
Ci-dessous
le monument « Alphonse »,
avenue Foch
(anciennement
avenue du Bois).

Paris sous l'œil

Quand la Troisième

Dalou, terminé en 1899, qui orne parfaitement le terre-plein central de la place de la Nation.

Si l'œuvre de Morice (actuellement en restauration), plus importante qu'imposante, présente sur son socle douze bas-reliefs d'une si bonne venue qu'on les attribua longtemps à Dalou, la robuste Marianne qui surmonte le monument est si peu convaincante que la branche de feuillage qu'elle brandit vers le ciel semble destinée à des fins culinaires plutôt qu'à célébrer la paix.

Place de la Nation, le *Triomphe de la République* de Dalou est d'une tout autre inspiration. Le sculpteur, élève de Carpeaux, travailla près de dix ans à ce qu'il considéra comme l'œuvre de sa vie. La maquette, dont on peut voir l'original dans la grande galerie du Petit Palais, heureusement dégagée, fut finalement acceptée après bien des ennuis par le conseil municipal en 1880. Le monument, réalisé d'abord en plâtre, et qui est dominé par une gigantesque et svelte République, fut finalement inauguré par Sadi Carnot, et coulé en bronze dix ans après.

Parmi la foule des gens illustres ou des gloires éphémères dont les effigies décorent avec plus ou moins de bonheur les sites de la capitale, les deux *Dumas* père et fils, de la place Malesherbes (aujourd'hui du Général-Gatroux) ou les deux *Balzacs*, celui de Rodin et celui de Falguière, peuvent apparaître comme les exemples types

de ce qui sépare trop souvent l'art tout court de l'art dit « officiel ».

C'est Gustave Doré, dessinateur de génie devenu sculpteur à la fin de sa carrière, qui réalisa la très belle statue en bronze d'Alexandre Dumas père, dont le piédestal s'orne d'un groupe de lecteurs en bronze et celle d'un d'Artagnan d'une très belle facture. Inaugurée en 1883, miraculeusement « oubliée » par les Allemands, restaurée en 1982, elle se trouve à une portée de fusil de l'affligeant monument de pierre élevé en 1906 à la mémoire de son fils par le sculpteur Saint-Marceaux, et où l'auteur de la *Dame aux camélias* est entouré de ses héroïnes, représentées dans de surprenantes attitudes.

L'histoire de la statue de Balzac par Rodin est bien connue. Elle illustre parfaitement ce qui a toujours divisé les tenants de l'esthétique la plus audacieuse aux laudateurs de l'art officiel. L'affaire dura plus de cinquante ans et commença en 1885, année où la Société des gens de lettres commanda à Rodin une statue de Balzac. Le sculpteur y consacra dix ans de sa vie et présenta finalement une maquette qui horrifia ses commanditaires par sa hardiesse naturaliste. Ils la refusèrent et se tournèrent alors vers un sculpteur plus « rassurant ». C'est ainsi que Falguière exécuta, si on peut dire, le très médiocre *Balzac* en « en peignant de bain » du carrefour Haussmann-Friedland.

L'EXPOSITION « William Bouguereau », présentée au Petit Palais jusqu'au début de mai, n'a pas fini de faire couler encore beaucoup d'encre. La controverse sur l'art tout court et l'art pompier reste ouverte. Elle dure depuis plus de dix ans puisqu'une autre exposition, organisée celle-là au Musée des arts décoratifs en 1973 (1), avait tenté une certaine réhabilitation des peintres tenants de l'art officiel, dits « pompiers », art dont la « grande force », comme l'écrivit Thérèse Burrollet dans la préface du catalogue Bouguereau, « vient de l'importance qu'il donne à la pensée ».

Son domaine est très large et il ne s'étend pas à la seule peinture. La sculpture, surtout urbaine, y tient une place prépondérante, comme le prouvent les projets évoqués dans le *Monde* du 10 mars dernier, qui confirment le goût manifesté depuis plus d'un siècle par les

pouvoirs publics pour glorifier, grâce à la statuaire, les grands serviteurs de l'Etat.

Jusqu'au Second Empire, l'honneur de survivre en effigie dans un lieu public de la capitale (si on excepte les fontaines) n'était réservé qu'aux seuls souverains ou à leur famille. C'est surtout à partir de la Troisième République qu'on rattrapa le temps perdu, comme en témoignent les centaines de monuments commémoratifs disséminés à travers Paris, malgré l'hécatombe provoquée par les Allemands en octobre 1941, qui fit disparaître à jamais cent quarante et une statues de bronze, fondues pour servir à des fins moins que pacifiques. C'étaient des œuvres touchantes et familières comme le *Ballon* des Ternes de Bartholdi ou le *Chappe* du carrefour Bac, et certaines d'entre elles devaient bien faire l'objet (quand le plâtre existe) d'une remise en place.

Il semble bien que la première statue élevée à Paris, immédiatement après la défaite de 1870-1871, soit la *Jeanne d'Arc guerrière*, commandée à Frémiet par Jules Simon, alors ministre très laïque de l'Instruction publique. Inaugurée d'ailleurs à la sauvette, le 20 février 1874, c'est la seule des quatre principales statues de la « Sainte de la patrie » qui vaille la peine qu'on s'arrête un moment place des Pyramides, pour en faire le tour. Celle de Dubois, place Saint-Augustin, n'est qu'une réplique du monument érigé à Reims, et la *Jeanne d'Arc triomphante* du boulevard Saint-Marcel, due à Charousse, élève de Rude, n'ajoutera rien à la gloire de ce sculpteur tenu à l'époque (1895) pour un des plus marquants de la statuaire moderne.

Après Jeanne d'Arc, une véritable armée de bronze et de pierre envahit l'espace parisien. Commandés ou acquis par l'Etat pour les Tuileries, le

Palais Royal, le Luxembourg, après accord avec le Sénat, auquel il appartient, et aussi par la Ville de Paris pour le domaine urbain, les monuments commémoratifs allaient se compter par centaines entre 1880 et... 1950 (cf. les statues de Leclerc et de de Lattre). C'est Charlemagne qui ouvrit la marche, encadré par deux preux chevaliers. Sa statue équestre, œuvre des frères Rochet, dont l'idée première datait de 1851, devait être finalement acquise, après bien des tergiversations, par la Ville de Paris, qui la fit ériger sur le parvis Notre-Dame, très curieusement le 14 juillet 1882.

Après cela, deux monuments séparés par l'interminable boulevard Voltaire devaient exalter, à quelques années de distance, la gloire naissante de la « Troisième ». Ce furent de Morice, inauguré en 1884 sur la place du même nom la *République* et le *Triomphe* de

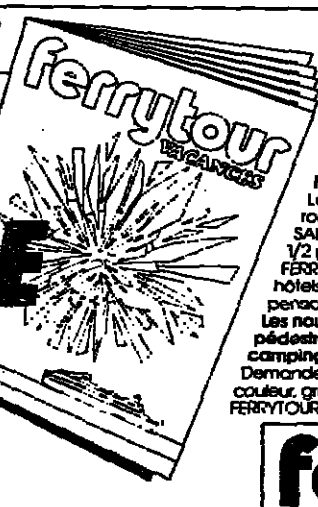


TESSIN: LES ARTS AU FIL DES SIÈCLES

① Epave romaine perdue au tourisme
CH-6501 Bellinzone

MEDITERRANÉE

VOTRE VOITURE EST DU VOYAGE



CORSE, SARDAIGNE, TUNISIE, ALGÈRE, MAROC, BALÉARES.
Toutes l'année, FERRYTOUR vous offre la MEDITERRANÉE.
La société FERRYTOUR se sert des circuits routiers organisés avec votre voiture en CORSE, SARDAIGNE ou TUNISIE, avec hébergement en 1/2 pension, réservé aux étapes.
FERRYTOUR, c'est aussi des séjours sélectionnés en hôtels, motels, bungalows, villages de vacances en pension, 1/2 pension ou sans pension du tout.
Les nouveautés 84 en CORSE : des randonnées pédestres en montagne et la découverte de l'île en camping-car ou en caravane/bungalow.
Demandez le nouveau catalogue Printemps-Eté 84 en couleur, gratuit dans toutes les agences de voyage ou FERRYTOUR Vacances.

ferrytour VACANCES
27 rue de Montreuil 13002 MARSEILLE - Tél. (01) 90 59 30

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____

VENISE

WEEK-END PAQUES
20-23 avril
avion hôtel
à partir de 1 945 F
DONATELLO : 236-66-71
ou votre agence de voyages

NOS TOURS DU MONDE 1984

Du 29 juin au 4 août
et du 12 octobre au 17 novembre
Singapour - Grande Barrière de Corail - Alice Springs - Sydney - Nouvelle-Zélande - Tahiti - Rangiroa - Ile de Pâques - Santiago - Rio
5 semaines de Paris à Paris :
38 700 F
LA CROIX DU SUD
5, rue d'Amboise
75002 Paris
Tél. : 261-82-70 - Lic. A681

L'IRLANDE avec RÉPUBLIQUE TOURS

Séjour 1 semaine à la ferme : 1540 F*
L'Irlande avec République Tours, c'est une île infinie possible de choix, à tout prix.
— Séjours : à la ferme, à l'hôtel, dans de magnifiques châteaux, manoirs, demeures ou relais de campagne, ou chez...
— Circuits : en voiture, en roulotte, en autocar ou en bateau, ou chez...
Brochure détaillée sur demande.
* (prix dégressifs compris) en avril et octobre 84.
Pour partir gratuitement
Participez à notre jeu "Gagner l'Irlande". Ce jeu gratuit est organisé du 1^{er} avril au 12 mai 1984 par RÉPUBLIQUE TOURS.
Rendez-vous chez votre agent de voyages avant le 12 mai pour gagner l'Irlande avec RÉPUBLIQUE TOURS.
2, avenue de la République
93011 PARIS
Tél. : (1) 355-39-30
22, rue Grégoire
69002 LYON
Tél. : (7) 637-72-38
Licence A504

صلى الله عليه وسلم

des « pompiers »

République se déchaînait.

Rodin eut sa revanche... vingt ans après sa mort en 1939. Son *Balzac*, coulé en bronze, fut mis en place au carrefour Vavin, où le flot envahissant des voitures le dérobe presque complètement aux yeux des passants. Pourquoi ne pas le transférer, comme on l'a si souvent demandé, dans le petit square qui fait l'angle de la rue de Vaugirard et de la rue de Tournefort, où l'auteur de la *Comédie humaine* habita quelques années ?

Non loin du *Balzac* de Rodin, puisque cette fois il s'agit du carrefour de l'Observatoire, le *Maréchal Ney*, de Rude, n'est pas mieux traité. Pourtant, c'est une des œuvres les plus belles de la statuaire parisienne. Elle est pour l'heure complètement dissimulée par un rideau d'arbres, et disparaît à l'ombre de la Closerie des Lilas. Érigée en 1853 sur les lieux mêmes où fut fusillé le « brave des braves », elle a été déplacée lors de la construction de la ligne de Sceaux. Ne pourrait-on pas lui rendre la place d'honneur qui lui est due en opérant un chassé-croisé avec l'insignifiant *Francis Garnier*, assassiné en 1873 par les pirates chinois, statufié par Puech, dont le monument se trouve précisément au centre du carrefour ?

Ce ne serait pas la première fois qu'on déplacerait une œuvre de la statuaire parisienne. C'est bien ce qui est arrivé au calamiteux *Gambetta* de la cour Napoléon au Louvre (encore elle !), dont les vestiges ornaient désormais un square du vingtième arrondissement, ou encore le triste *Musset* de la place du Théâtre Français, œuvre du plus pur « style pompier », dû à Antonin Mercié, qui s'est retrouvé un beau jour dans une allée du parc Monceau, tandis que *Madame Boucicaut* regagnait discrètement le square Babylone, et que le *Monument de la défense de Paris* occupait enfin un emplacement digne de lui.

Enfin, le comble du ridicule a été atteint par l'extravagant, l'incroyable *César Franck* de Lenoir au square Samuel-Rousseau, devant l'église Sainte-Clotilde, dont il fut l'organiste en titre de 1858 à sa mort, et où l'auteur des *Beatitudes* en redingote, assis devant la console de son instrument, reçoit les encoura-

gements d'un ange tutélaire qui l'enveloppe de deux ailes qui sont loin d'être arachnéennes.

Si le gentil *Beaumarchais* de Caussade, qu'on a placé en 1895 au carrefour de la rue Saint-Antoine et de la rue des Tournelles, non loin de la maison qu'il habita, n'est pas une œuvre géniale, elle a le mérite de posséder des dimensions raisonnables, à l'échelle des constructions anciennes qui l'entourent. C'est là un exemple que devraient méditer ceux qui ont désormais la charge de relancer la sculpture parisienne.

Avant d'en terminer, ne parlons que pour mémoire de la soixantaine de monuments élevés, entre 1873 et 1950, à la gloire de personnages célèbres, connus et souvent tout à fait oubliés, qui ont fait du Luxembourg ce que le regretté Bernard Champigneulle qualifiait un peu durement de « champ de navets », et dont on peut dire que le meilleur est le *Dela-croix* de Dalou, et le pire, le lamentable *Verlaine* de Niedehausen. Quant aux reines et femmes célèbres qui ornent les terrasses et qui attirent toujours un nombreux public, elles illustrent assez bien le style romantico-louis-philippard, en honneur à l'époque où elles furent exécutées.

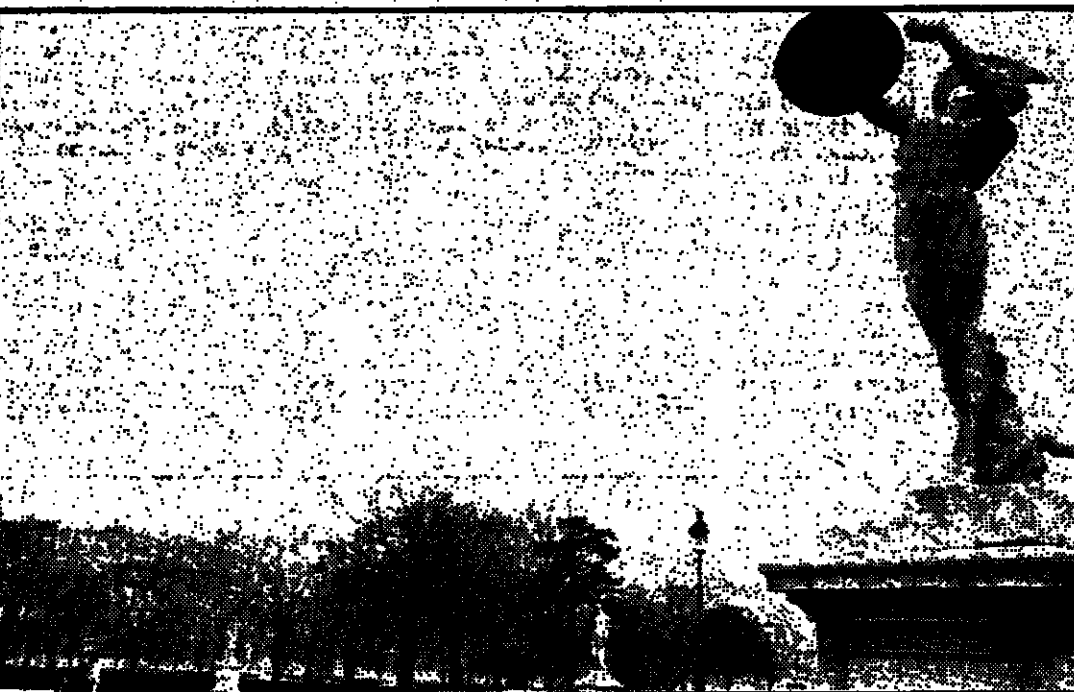
Les Tuileries possèdent, elles aussi, de nombreux exemples de ce que fut la statuaire officielle à la prétendue Belle Époque. Mais son domaine est aussi celui d'admirables groupes et de statues classiques, de merveilleuses allégories, comme celles de Coisevoix qui ornent l'entrée de la place de la Concorde, complètement dissimulées actuellement, ainsi que les *Chevaux de Marly*, qui lui font face dans des espèces de cages à mouches, mises en place, paraît-il, pour les protéger des intempéries printanières et estivales. Après cette revue, ô combien incomplète, des « pompiers » de l'art officiel, rendons ce qui leur revient aux vrais soldats du feu en évoquant un monument détruit par les Allemands, square Violet, qui s'intitulait *Sauvée*, hommage des faux « pompiers » aux vrais.

ANDRÉE JACOB.

(1) « Équivoques », peintures françaises du dix-neuvième siècle, Musée des arts décoratifs, 1973.



Ci-contre, la Jeanne d'Arc guerrière, place des Pyramides : première statue élevée à Paris, immédiatement après la défaite de 1870. Ci-dessous, Sauvée, statue détruite par les Allemands. Elle était érigée square Violet, dans le quinzième arrondissement.



AIRCOM SETI 23, rue de Valenciennes 75005 Paris
CHARTERS U.S.A.
NEW-YORK à partir de 2 800 F A/R
MONTREAL/QUEBEC CANADA à partir de 3 550 F A/R

Des vacances dans LE TRENTINO ITALIE
DOLOMITES LAC DE GARDE
c'est aussi... la santé.
Grand air absolument pur. Ambiance idéale en toute saison pour se débarrasser de la tension et de la pollution de la vie en ville. Eaux thermales, forêts, 290 lacs, calme. Accueil et équipements spécialisés.
Pour renseignements : OFFICE NATIONAL ITALIEN DE TOURISME (E.N.I.T.) Paris 75002 - 23, Rue de la Paix Tel. 266-66-68 06048 Nice Cedex 14, Avenue de Verdun - tel. 577581
PROVINCIA AUTONOMA DI TRENTO Assessorato al Turismo Cas 111 Novembre 132 38100 TRENTO - Tel. 0461/898511
Pour tout renseignement, programmes et réservations adressez-vous à votre agence de voyage.

ROUMANIE
UNE TERRE
UNE MER
Cet été pour changer, que diriez-vous d'un autre voyage, d'une autre terre, d'une autre mer ?
La Roumanie vous attend, multiple, riche, étonnante.
Celle des profondeurs avec son Danube vert, ses Carpates, son folklore et celle de la Mer Noire, avec son bronzage intense, son famiente absolu et ses hôtels confortables.
Les prix ? Pas plus gros que ça ! N'hésitez pas.
*1 semaine entre Danube et Carpates, avion compris, à partir de 3 290 F.
2 semaines de famiente au bord de la Mer Noire, avion compris, à partir de 2 680 F.
742 50 50 OFFICE NATIONAL DU TOURISME ROUMAIN
Je désire recevoir gratuitement votre documentation sur la Roumanie.
Nom _____
Adresse complète _____
Tél. _____

Larguez les amarres.
C'est en créant une vraie rupture que vous réussirez vos vacances. Vous vivez toute l'année à 200 à l'heure ? Filmez à 8 km/h. La routine vous lasse ? Partez à l'aventure. Vous connaissez la mer ? La montagne ? Découvrez le canal du Midi.
Beaver Fleet vous offre le confort total pour 2 à 10 personnes sur des house-boats sans permis qui pourront vous mener de la Camargue à la Garonne, dans mille endroits différents et secrets.
En 3 jours ou plusieurs semaines ensoleillées, un choix de formules pour tous les budgets.
Renseignements, réservations chez Beaver Fleet : 16 (67) 90.91.70 et 90.93.44, ou dans les agences de voyages.
Beaver Fleet M4 - SEDIP : 51, av. Georges Clemenceau, 34000 Montpellier. Veuillez m'envoyer votre brochure gratuite.
Nom _____
Adresse _____
BEAVER FLEET

Un « Lourdes laïque »

La formule est d'Edouard Herriot : Bagnoles-de-l'Orne.

LA légende taraude le pays. Les fées, les chevaliers et les ermites vont et viennent dans la forêt d'Andaine. Même à Bagnoles-de-l'Orne, pourtant si tranquille, on assiste à d'étranges sortilèges. Du grès, voici que surgit une source chaude, la seule de tout l'Ouest. Une aubaine. On remarque vite ses bienfaits. Au dix-huitième siècle, il en coûte 6 livres pour quinze jours de bains (« desséchage » compris). Une salle pour les hommes, une autre pour les femmes. Au-dessous, un autre lieu clos est réservé pour les pauvres. Les mauvaises langues de l'époque affirment que c'est l'eau de ces « messieurs et dames » qui est versée dans les bassins des malades, rongés par « une indicible saleté ».

Les thermes se modernisent. La « haute » débarque de Paris. Barbey d'Aurevilly — venu en voisin — est de la fête. On se promène en break dans la forêt. Bouts de souvenirs. On aperçoit le roi de Roumanie, la maharani de Kapouthahan, Lloyd George, bien sûr, et Edouard Herriot pour qui la cité est un « Lourdes laïque ». Apostille de la vie officielle, Bagnoles fait la belle. Bagnoles accueille ses curistes avec faste. Bien assise autour du lac, elle joue à guichets fermés. Elle porte alors le surnom affreux de « capitale des veines ».

Aujourd'hui si le décor, charmant, est toujours planté, la fête est finie. De beaux restes. Un peu rétro. Les grands hôtels qui alignent leurs façades majestueuses le long du plan d'eau ont été transformés en studios. Les belles villas style début du siècle, toits pointus, gramin et balcons en bois, sont devenues des « meublés ». De hautes bâtisses, bien solides, droites comme des cierges. Désuètes. Un plateau pour Walt Disney où pourrait jongler Peter Pan. Le parc des thermes a perdu ses atours. Négligé, oublié.



5. BAGNOLES-DE-L'ORNE — La Source des Fées (A. D.)

Bref, une atmosphère hors du temps.

Les curistes libres abandonnent la cité. Heureusement, ceux de la « Saison » demeurent fidèles. Depuis 1979, c'est, en effet, la chute. Cette baisse de la fréquentation au cours de ces dernières années s'est accompagnée d'un faible renouvellement de la clientèle, d'une augmentation de l'âge moyen des curistes et d'une disparition importante des visiteurs étrangers. On l'a compris, si les thermes restent pour Bagnoles un élément vital, ils ne semblent plus être capables d'assurer seuls son avenir. La municipalité veut donc rajeunir la station. L'ouvrir sur le tourisme. Moderniser ses infrastructures et son animation, qui ne répondent plus aux goûts et aux besoins de voyageurs de plus en plus exigeants. Du travail pour les élus locaux. On ne change pas, en effet, une mentalité en quelques années. Surtout quand on a trop — et bien — vécu.

La construction d'un complexe tennistique (le plus important de Bretagne et de Normandie) vient de s'achever, embryon d'un vaste ensemble sportif. On veut réorganiser le golf et l'hippodrome. Les possibilités offertes par le cheval vont être développées, l'utilisation de la forêt mieux étudiée. On envisage, enfin, de créer un centre réservé à l'organisation de séminaires. Bref, Bagnoles veut diversifier ses activités et, surtout, rester « ouvert » toute l'année.

L'été prochain, grosse affaire. Bagnoles organise son premier festival (1). De mai à septembre, rendez-vous avec le Moyen Âge, et plus particulièrement avec Lancelot du Lac. Il est vrai qu'on a pris goût, ici, à l'histoire. La faute en revient à un érudit local, qui a passé plus de dix ans de sa vie à parcourir le pays à vélo et à fouiner dans les haies vives pour découvrir le décor des romans arthuriens — ceux de Chrétien de Troyes — et prouver ainsi que les chevaliers de la Table Ronde ont vécu près de la forêt d'Andaine et non en forêt de Paimpont. Une révolution dans l'histoire littéraire. Une querelle entre syndicates d'initiatives ? Voir. Ces études ont commencé à être prises au sérieux quand un professeur de l'université de Caen et quelques amis ont recueilli les notes, rédigées sur des cahiers d'écoliers, de ce chercheur peu ordinaire aujourd'hui disparu, pour les publier (2). Selon ces spécia-

listes, la région située entre Bagnoles-de-l'Orne, Mortain et Domfront (à voir, la très belle église romane, Notre-Dame-sur-l'Eau) est bien le pays de Lancelot, de Baudemagu, d'Arthur, de Guenièvre et des royaumes de Gorre et de Benoît. Le bocage mystérieux. De grands coups d'épées. Des amours impossibles. Des traites sur tous les sentiers. Du merveilleux à chaque détour. Pour retrouver les traces du Chevalier à la charrette et de ses preux, une balade, un circuit, autour de la forêt. Des haltes aux noms bizarres qui tiennent l'imagination : Lonlay-l'Abbaye, la Fosse-Arthur, le Gué-de-Loré, Barenton, le Mont-Charlemagne, Lassay-les-Châteaux et enfin Saint-Frambault. Humble village à l'église austère bâtie en partie avec des pierres tombales et qui porte le nom d'un ermite dont la vie aurait inspiré Chrétien de Troyes pour écrire son Lancelot. Parmi les « supporters » de cette thèse, le pianiste Georges Caillaud. Il sera présent au Festival de Bagnoles, situé selon la légende « en la marche de Gaulle et de Petite-Bretagne ».

JEAN PERRIN.

(1) Maison de Bagnoles-de-l'Orne, 56, rue Rambuteau, 75003 Paris. Tél. : (1) 887-74-96.

(2) *La Légende arthurienne et la Normandie*, par Jean-Claude Payen, éditions Charles Corlet. Prix : 80 F.

Le village du cheval de Bagnoles-de-l'Orne, animé par M. Patrick Reboulard, champion de France de conduite d'auslage, accueille tous les cavaliers débutants ou confirmés. Il propose un forfait équestre à partir de 800 F (pension complète) pour deux jours. Un week-end pour la randonnée en forêt ou pour s'initier à l'atelage. Un sport à découvrir.

Week-end tennis à partir de 720 F (pension complète). Des stages sont également organisés. Cinq jours, du lundi au vendredi 1000 F ou 750 F, selon le nombre d'heures passées sur le court. « Spécial jeunes » pour moins de seize ans. Cinq jours du lundi au vendredi 700 F (pension complète). Pendant les vacances scolaires.

Livres

Au-delà de Paris

B IEN connus, les guides du routard. Mais le dernier ouvrage concocté par Philippe Gloaguen et Pierre Josse — et une bande de copains — est plus rigoureux sur le fond comme sur la forme que les publications précédentes. Il est vrai qu'il s'agit de *Week-ends autour de Paris*. La porte à côté. Ce guide, en effet, selon ses auteurs, « n'a pas pour but de renseigner systématiquement sur les logements et les restaurants les moins chers. Quand on part en week-end, on n'a pas le même état d'esprit que lorsque l'on va un ou deux mois au bout du monde ». Ils ajoutent : « On part généralement à deux et on n'hésite pas à dépenser parfois un peu plus pour que le site soit superbe, l'auberge accueillante et les repas mémorables ». De bonnes

adresses, à des prix abordables, dans le Vexin, la forêt de Lyons, le val de Seine, la baie de Somme et la vallée du Loing notamment. Une quarantaine d'itinéraires de 20 à 200 kilomètres autour de la capitale. Montfort-l'Amaury et Rambouillet, certes, mais aussi marais normands du seizième siècle transformés en gîte rural. Et l'insolite : survol des châteaux de la Loire en petit avion pour 90 F, visite aux chandelles du plus beau château privé d'Île-de-France, conduite d'un house-boat et, en prime, découverte du château de Moulinsart. Graines de routards... J. P.

Week-end autour de Paris. (Collection « Guide du routard »), Hachette. Prix : 49 F.

A EVIAN-LES-BAINS

Retrouvez le chemin de votre équilibre
Information et renseignements
OFFICE DE TOURISME
F. 74502 EVIAN CEDEX — Tél. 50-75-04-26

LUCHON, SOURCE DE VIE.



Luchon, reine des Pyrénées.
Nez, gorge, oreilles,
bronchites, rhumatismes,
saison thermale.
25 mars - 21 octobre.

(61) 79.21.21

Partir

Des chambres pour les célibataires

Paradis supposé des célibataires, le Club Méditerranée n'en ignore pas moins leur existence au niveau de l'attribution des chambres qu'il leur fait partager obligatoirement avec un compagnon (ou une compagne) de vacances. Désormais, la chambre double n'est plus de rigueur. Dans vingt-quatre villages de cases, de bungalows, à la mer ou à la montagne, ils pourront faire, sans supplément, chambre à part. Il leur suffit de se renseigner sur le planning des dates auxquelles est proposée cette opération et de demander, lors de leur inscription, une chambre simple.

A noter également que des séjours gratuits sont offerts aux enfants de moins de huit ans (50 % à ceux de huit à douze ans) en Tunisie (Skanès et Korba), en Yougoslavie (Pakostane), en Bulgarie (Rousse) et au Maroc (Smir).

Renseignements : Club Méditerranée, au 298-10-00.

Trekking au Ladakh

Un circuit facile et pittoresque. Monastères et lacs de la vallée du Cechemirs. Une belle randonnée. Trek environ une semaine. Vingt-deux jours de Paris à Paris (arrivée à Delhi). Prix : 12 000 francs.

Nouvelles Frontières, 74, rue de la Fédération, 75015 Paris. Tél. 273-25-25.

Courir au Touquet

Moins de bruit que l'autre. Douze kilomètres sur la plage, à marée basse, et dans les dunes. Un vrai parcours pour les amoureux de la course à pied. C'est au Touquet, le samedi 28 avril. Départ 16 h 30. Une grande première.

Renseignements et inscriptions : Enduro pédestre du Touquet, Palais de l'Europe, 65520 Le Touquet. Tél. (21) 05-21-85.

L'Irlande au printemps

Des forfaits individuels proposent un voyage en car-ferry avec sa voiture personnelle et, sur place, l'hébergement en ferme. Seule la première nuit est réservée. Ensuite, muni d'une liste d'adresses, chacun choisit son itinéraire et ses points de chute. L'Irlande en liberté. Prix : 1 625 F par personne, aller et retour, sept nuits à la ferme et sept petits déjeuners. Départ : Le Havre ou Cherbourg. Arrivée : Rosslare.

Office national du tourisme irlandais, 9, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris, tél. : 261-84-28.

« Trois étoiles » dans les alpes

Des campings-caravane « trois étoiles », dans les Hautes-Pyrénées. Mais ce label de qualité n'est pas la seule caractéristique du « Lustou », situé à deux pas de Saint-Lary. Son infatigable propriétaire, Francis André, s'est mis, en tête d'animer les vacances de ses hôtes comme on sait le faire au Club Méditerranée. Dans les prix homologués figurent aussi bien l'initiation au canoë ou au maniement d'une caméra vidéo que la découverte des merveilles des alpes pyrénéennes.

Le Lustou, camping-caravane, Vieille-Aure, 65170 Saint-Lary. Tél. : (62) 38-40-64.

Visages de Madrid

La Puerta del Sol, l'Escorial et le musée du Prado. Une excursion à Tolède — la ville du Greco — et une visite à Ségovie, une des plus anciennes et des plus séduisantes cités d'Espagne. Quatre jours. Prix : 3 390 F.

Tourisme français, 98, rue de la Victoire, 75009 Paris. Tél. : 280-67-80.

La terre des Hindous

L'Inde du Sud. Bombay, les palais de maharajah, les temples et les sanctuaires. Marchés aux fleurs, bazars grouillants. Et Pondichéry. Une belle balade. Vingt-deux jours de Paris à Paris. Prix : 15 470 F. Départs : 7 juillet, 4 août et 13 octobre.

Assinter Voyages, 38, rue Madame. Tél. : 544-45-87.

Voyage au centre de la Terre

L'Association nationale des exploitants de cavernes aménagées pour le tourisme (ANECAT) rappelle que la France possède plus de grottes que « n'importe quel pays au monde ». Elle distribue un petit dépliant donnant toutes les indications sur les heures de visites de quelque soixante grottes et les itinéraires pour s'y rendre.

ANECAT, 12, rue Lamandé, 75017 Paris.

Tirer des bords d'Ibiza

Huit jours en balade autour d'Ibiza sur un ketch de 15 mètres avec Jacques Dupuy, ancien champion de France de chasse sous-marine. Planché à voile, nage et chasse sous-marine, far niente. Six cabines doubles, deux salles d'eau, 2 800 francs par personne la semaine en demi-pension, au départ d'Ibiza.

Agence Mach 2, 5, place Jean-Payra, 66000 Perpignan. Tél. : (68) 51-40-12.

مركز ابن الأصيل

Destins

De « Que deviendront-ils ? » à « Que sont-ils devenus ? »

LES voilà dans nos têtes, ces cinq gamins, avec leurs frimousses, dont les destins se sont croisés devant nous, classe de 6^e, lycée Paul-Valéry à Paris. C'était dimanche. On les retrouvera l'année prochaine, une fois par an pendant dix ans... eux et ceux que l'on n'a pas encore tout à fait vus, faute de place (c'est petit, une heure). Valérie, Franck, Sandrine, Philippe, Florent... que vont-ils devenir ? Un feuilleton sur dix ans, avec des vrais personnages qui vont grandir, quelle aventure !

Michel Fresnel, qui s'est toujours intéressé aux faits de société à la limite du social et du psychologique (*Mœurs en direct*, *Bande à part*, *La Vie à vif*, *Parole donnée*), pensait depuis neuf ans à ce projet, qui est peut-être l'événement télévisuel de ces dernières années, même si on ne s'en est pas rendu compte. C'est au fur et à mesure qu'on pèsera toute la portée de cette expérience unique, la première du genre. Quel matériel enorgueilli par la télévision pour plus tard, quelle richesse pour les sociologues, les chercheurs et même les historiens des médias ! Un projet fou : aucune chaîne n'avait osé s'y risquer jusqu'à présent. Dix ans... à la télévision, on ne sait jamais ce qui va se passer, on ne prévoit pas si loin. C'est Pascale Breugnot - encore elle - qui s'est lancée dans l'entreprise avec l'INA.

Pour Michel Fresnel, il s'agit de prolonger l'« instantané » d'une photo de classe - « ce mystère », - de suivre chacune de ces destinées qui vont ensuite se disperser. Avec Hélène Delebecque, comme journaliste, ils ont filmé en classe, mais aussi chez eux, à la maison, en vacances, tous les élèves, ils les ont interrogés eux et leur parents, des interviews de trois quarts d'heure, d'une heure, qu'ils gardent en réserve, un matériel énorme qui réapparaîtra au fur et à mesure, selon les besoins, l'année prochaine, une autre.

Valérie, Franck, Sandrine, Philippe, Florent... Boute-en-train, rêveurs, bouseurs, chahuteurs, enfants sages. Sur fond de télé, entre deux jeux, ils nous donnent sur leur vie leurs commentaires. Lui qui aime bien les pâtes, elle qui voudrait faire un régime mais n'y arrive pas. Lui qui veut devenir champion, lui qui devient tout fou quand il est amoureux (« comme un loup »), lui qui s'intéresse à tout, elle qui n'a pas de père. Cinq petites vies boursées de vie qui nous interpellent dans leur univers. Cinq petits bouts de vie, uniques, si différents, pas seulement pour des questions de caractère.

Car on « pèse » très fort ce qui n'est pas dit mais qui apparaît « en creux »

dans l'émission, beaucoup de choses sur les désirs projetés des parents - ou leur absence, - les différences de milieu, d'argent, de présence, les inégalités des chances.

Même si Michel Fresnel et Hélène Delebecque ont fait, on le sent, très attention, même si leur regard, amical, léger, complice - pas seulement des enfants mais des parents, c'est important, - nous enlève l'envie de juger, on ne peut s'empêcher d'être effrayé.

Car le projet « tendre » est ambitieux, à responsabilité illimitée. Il soulève des problèmes autres que ceux posés par les dérapages observés dans ces « débâcles de l'âme » dont nous avons parlé récemment. Ici, rien à redire, sur la méthode, le principe, la manière.

Mais peut-on savoir quel sera l'impact,



Prolonger l'« instantané » d'une photo de classe.

une fois diffusées, de ces images « fixées » par des millions de téléspectateurs ?

Quel « effet », ensuite, peut avoir pour ces enfants, comme pour leurs parents, l'intrusion de la télévision pendant vingt ans chez eux ? Michel Fresnel et Hélène Delebecque risquent de rencontrer des situations délicates, difficiles. Pourront-ils tout dire, montrer ? Le devront-ils ?

Questions sans réponses. Il ne s'agit bien évidemment pas de franchir, mais seulement de réfléchir. Coïncidence ? Hasard ? Mais y a-t-il jamais de hasard ? Il y a seulement des questions qui, à force de se répéter, de se bousculer, deviennent évidentes. Curieusement donc, en même temps que Michel Fresnel pose la question : « Que vont-ils devenir ? », Thierry Nolin pose la question inverse : « Que sont-ils devenus ? » Après leur passage à la télé.

Ça fait longtemps, lui aussi - cinq ans,

« Il n'y a pas de diffusion neutre », affirme Thierry Nolin, qui a déjà retrouvé une cinquantaine de personnes qui ont participé, il y a dix ans ou plus à des émissions comme « Les Femmes aussi », ou « La saga des Français », émissions souvent très belles, qui laissent le souvenir de visages, d'expériences inoubliables. Sur cinquante pistes, dit-il, une trentaine ont refusé de « recommencer ». L'expérience a été trop lourde pour eux : ils ont déjà donné ! Thierry Nolin n'a pas rencontré tellement d'agressivité vis-à-vis de la télé (ou du réalisateur qui avait tourné) mais plutôt ces phrases : « Si on avait su, on ne l'aurait pas fait ». « On ne nous a pas trahi mais pas prévus ». Sa question ? Prévenons de quoi ? « Que leur image, vue par des millions de gens, devienne définitive, incontournable », explique Thierry Nolin. « Ils la découvrent, ce n'est pas forcément celle qu'ils voulaient donner, les voisins ne se sont pas privés de juger ; des inconnus ont diséqué, loué, condamné, il y a eu tellement d'imprévisible, vous devenez un personnage public. »

Quand les sujets sont tabous, difficiles (comme les transsexuels, l'inceste), on peut ne pas s'étonner, c'est beaucoup plus surprenant quand il s'agit de portraits « tranquilles », où les rapports entre les journalistes et les personnes ont été chaleureux, les témoignages dits en toute conscience (et non arrachés) : témoin cette première émission où Thierry Nolin a retrouvé une femme-pasteur qui avait été filmée il y a seize ans dans le cadre des « Femmes aussi ». Portrait tout en intelligence (en noir et blanc) d'une femme qui parlait d'elle, de la foi, de la grâce, de ses trois fils (athlètes, adolescents) avec une vision ouverte, tolérante, peu orthodoxe à l'époque. Et qui a fait scandale dans certains milieux. L'épreuve a été très dure pour tout le monde, pour elle, pour son mari, pour les enfants. Elle assumé. Elle le dit aujourd'hui (images couleur) confrontée aux journalistes de l'époque sous l'œil de la caméra. Tous, ensemble ou séparément, essaient de comprendre ce qui s'est passé, s'expliquent, s'interrogent, interrogent les rapports qui se tissent entre réalisateurs et interviewés, les ambiguïtés et la passion de part et d'autre, ce jeu de la vérité, cette aventure. Lectures multiples : captivant !

CATHERINE HUMBLLOT.

Vu pour Vous L'Australie en Betacam

● Dimanche plus, le 8 avril, A2, 18 h (52 minutes).

Si le continent qu'elle se met sous la paupière est immensément vaste, elle, elle est toute petite, si petite qu'on peut la porter d'un seul bras. La Betacam, de l'avis de tous les professionnels, est un amour de caméra. Prenez un continent à l'autre bout du monde, grand comme les États-Unis, à 20 000 kilomètres de la vieille Europe, elle vous suit sans que vous ayez besoin d'un prisme de son ou d'un assistant. Michel Parbot, reporter à l'agence Sygma - le premier journaliste à avoir rapporté les événements de la Grenade : scoop mondial, encore avec elle, - est reparti pour l'Australie... un mois.

Il a parcouru 15 000 kilomètres, tout seul avec cette fameuse caméra, pour « Dimanche plus », l'édition mensuelle de « Dimanche magazine » de Hervé Chabalier et Jean-Pierre Moscardo. Qu'est-ce qu'il a vu ? « Trois kangourous seulement », dit-il, qu'il n'a pas daigné filmer. Alors quoi ? A vrai dire, l'Australie un peu telle qu'on l'imagine, oui. Ce re-

portage, fort honnête, à la mesure de ce qu'on se fait habituellement de cette nation qui n'a que deux cents ans d'âge. Un vaste pays encore inconnu de ceux qui l'habitent, un pays qui, après avoir été fasciné par les États-Unis et la Grande-Bretagne, découvre progressivement sa propre identité.

A travers une série de portraits rapides d'un mineur, d'un facteur, d'un aborigène, d'un éleveur de chevaux, d'un styliste de mode, d'un retraité, ou d'une famille de fermiers vivant à mille lieues de toute civilisation, Michel Parbot brosse une image de l'Australie laborieuse, toujours aussi pionnière, mais aussi vacancière, animée par le tempo d'un rock ni américain, ni anglais. L'Australie se découvre elle-même, singulière.

C'est l'idée maîtresse qui traverse ce reportage. Des images attendues, quelques informations économiques, peu de commentaires. Agréables.

M. G.

Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Siclier

DIMANCHE 8 AVRIL

■ **Le Crime de l'orient-Express**
de Sidney Lumet (1974). Avec A. Finney, L. Bacci, I. Bergman. TF 1, 20 h 35 (120 mn).

■ **La Maison de Maïtais**
de Pierre Chenal (1938). Avec V. Roman, P. Rancie (N). FR 3, 22 h 30 (90 mn).

LUNDI 9 AVRIL

■ **Prince et la danseuse**
de Laurence Olivier (1957). Avec M. Monro, L. Olivier. TF 1, 20 h 35 (110 mn).

MARDI 10 AVRIL

■ **Partir de nuit**
De Liliane Cavani (1973). Avec D. Bogarde, C. Rampling. FR 3, 20 h 35 (120 mn).

MARDI 10 AVRIL

■ **Hôtel des Amériques**
D'André Téchiné (1981). Avec C. Danaue, P. Dewaere. A2, 20 h 40 (100 mn).

MERcredi 11 AVRIL

■ **Le Boucher**
De Claude Chabrol (1969). Avec S. Audran, J. Yanne. FR 3, 20 h 35 (90 mn).

JEUDI 12 AVRIL

■ **Barthes en Roumanie**
D'Earl Bellamy (1977). Avec E. Bergina, V. Miles. A2, 14 h 55 (95 mn).

■ **La Terre de nos ancêtres**
De Rauni Mollberg (1973-1974). Avec M. Vilmann, N. Jout-Alko (vo). FR 3, 20 h 40 (105 mn).

VENdREDI 13 AVRIL

■ **La Patrouille de l'air**
De Howard Hawks (1930). Avec R. Barthelmess, D. Fairbanks J. (vo N). A2, 23 h (90 mn).

Samedi

7 avril

TÉLÉVISION
FRANÇAISE

1

8.45 TF 1 Vision plus.
10.20 Télé forme.
10.45 La maison de TF 1.
12.00 Bonjour, bon appétit : C'est sur le plat. Magazine de Michel Olivier.
12.30 La séquence du spectateur.
13.00 Journal.
13.35 Amuse-gueule.
14.05 Série : Pour l'amour du risque.
14.55 Jour J hebdo.
15.35 C'est super.
15.55 Dossiers animés : Capitaine Flam.
16.20 Casques et bottes de cuir. Magazine du cheval.
16.50 Série : L'Esprit de famille.
17.45 Trente millions d'amis.
18.15 Micro-puce. Magazine de l'informatique.
L'informatique à la portée des enfants : un micro-ordinateur commande un train électrique miniature.
18.30 Auto-moto.
19.05 D'accord pas d'accord, magazine de l'INC.
19.15 Emissions régionales.
19.40 Les petits drôles.
20.00 Journal.
20.30 Tirage du Loto.
20.35 Série : Julien Fontanes, magistrat. De J. Comar, réal. G.-A. Lefranc, avec F. Fleury, M. Garsin, M. Gans, J. Heltz.
L'illustre magistrat se lie d'amitié avec un certain Michel Courbon soupçonné de meurtre. Julien Fontanes enquête, doute de l'innocence de son ami. Est-il un assassin ?
22.05 Droit de réponse ou l'esprit de contradiction.
Emission de Michel Polac. Laïné béton. Les Français s'interrogent-ils à leur architecture. Avec des architectes et des étudiants en architecture.
0.00 Journal.

ANTENNE

2

10.15 Antipops.
11.10 Journal des sourds et des malentendants.
11.30 Platine 46.
Axel Bauer, Kool and the Gang, Johnny Hallyday, Re-Flex, Rockwell.
12.00 A vous deux.
12.45 Journal.
13.35 Série : Un privé dans la nuit.
15.10 Les jeux du stade.
Automobile : grand prix de F 1 d'Afrique du Sud ; Rugby : Pays de Galles-Reste du monde.
17.35 Récré A2.
Gorges de la jungle ; Téléchat.
17.55 Les carnets de l'aventure.
« Dans les puits des lacs » : « Superflight », de P. de Lospinois (un étonnant ballet entre un oiseau et un delta-plane).
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.10 D'accord pas d'accord (INC).
19.15 Emissions régionales.
19.40 Le théâtre de Bouvard.
20.00 Journal.
20.35 Variétés : Champs-Élysées.
De Michel Drucker.
Autour de Jean-Jacques Goldman, Isabelle Aubret, Valérie Lagrange, Abba, etc.
22.05 Musique : Les enfants du rock.
D'A. de Caunes, réal. D. Kent.
Avec Tony Joe White, Huey Lewis, Billy Idol, Southside Johnny, Little Bob Story, Clarence Clemons, ZZ Top, Hard rock, avec Iron Maiden, Judas Priest, Def Leppard, Oxy Osbourne, Krokus, Michael Schenker.
23.20 Journal.

FRANCE
RÉGIONS

3

12.10 Messages.
Magazine d'informations des PTT.
13.30 Action.
Magazine de la Fédération nationale de la mutualité française.
14.00 Entrée libre.
Magazine du CNDP.
Avec André Sill, écrivain et journaliste : images d'histoire : portraits d'Emmanuel Arzouze ; des médailles dans les villes ; passage public ; jazz impressions de Daniel Humair ; des hommes dans l'espace.
16.15 Liberté 3.
Magazine des associations.
17.30 Emissions régionales.
19.55 Dossiers animés : Ce sacré David.
20.05 Les jeux.
20.35 Feuilleton : Dynastie.
Les puits de pétrole sont enfin exploitables. Claudia demande à Matthew de l'accompagner sur une plate-forme. Lindsay surprend une dispute entre eux. De nouveau malheurs se préparent.
21.30 Plus menteur que moi, tu gagnes...
Emission de P. Sabbagh.
Avec Florence Brunold, Jacques Faizant, Robert Lamoureux et Marcel Jullian. Règle du jeu : empêcher l'équipe adverse de marquer des points en imaginant des mensonges... tout en laissant supposer que l'on connaît la vérité.
22.10 Journal.
22.30 La vie de château.
Jean-Claude Brialy reçoit dans son château des invités vedettes. Ambiance festive.
23.00 Musichub.
Gala Leonore Price : œuvres de Verdi, Strauss et Puccini interprétées par l'Orchestre symphonique de Boston, avec L. Price, soliste sous la direction de S. Ozawa.

PÉRIPHÉRIE

● R.T.L., 20 h, A vous de choisir : Le Cerneau d'acier, film de J. Sargent, ou Quand rippe la dernière dalle, film de H. Hatheway ; 21 h 30, Flash-Back ; 22 h, Ciné-club : Les Marginales, film de M. Son.
● T.M.C., 19 h 35, Série : L'homme de la nuit ; 20 h 40, Série : Madame le Juge.
● R.T.L., 20 h, Le jardin extraordinaire (au pays des lapins) ; 20 h 30, Un silencieux au bout du camp, film de J. Sturges ; 22 h 20, Cinéscope.
● T.S.R., 20 h 10, Kojak ; 21 h 5, Jardins divers (variétés) ; 22 h 35, Sports ; 23 h 35, le Film ricanné, de S. Rosenberg.

	Dimanche 8 avril	Lundi 9 avril	Mardi 10 avril
TÉLÉVISION FRANÇAISE 1	<p>9.00 Emission islamique.</p> <p>9.15 A Bible ouverte.</p> <p>9.30 Foi et tradition des chrétiens orientaux.</p> <p>10.00 Présence protestante : Bienvenue.</p> <p>10.30 Le jour du Seigneur.</p> <p>11.00 Messe célébrée au rassemblement national des gitanes de Rezé-Nantes.</p> <p>12.00 Télé-foot 1.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.25 Série : Staraky et Hutch.</p> <p>14.20 Hip-hop. Magazine du snurf...</p> <p>14.35 Champions. Variétés divertissement et sports. Avec Pierre Bachelet, Alain Bashung... Paris-Roubaix (cyclisme).</p> <p>17.30 Les animaux du monde. Les autruches.</p> <p>18.00 Série : Ike.</p> <p>19.00 Sept sur sept. Magazine de l'actualité de la semaine de J.-L. Bargat, E. Gilbert, et F.-L. Boulay.</p> <p>Le grand témoin sera Haroun Tazieff.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma : le Crime de l'Orient-Express.</p> <p>Film anglais de Sidney Lumet (1974) avec A. Finney, L. Baccall, I. Bergman.</p> <p>Atmosphère rétro d'un train de luxe célèbre (bravo pour le décorateur qui l'a reconstitué en studio), où Hercule Poirot, le détective belge d'Agatha Christie enquête sur un meurtre. L'énigme policière paraît un peu surannée mais d'élégantes vedettes peuplent l'Orient-Express. Ingrid Bergman y gagna l'Oscar de la meilleure actrice de complément (comme on vous le dit il). — J. S.</p> <p>22.40 Sports dimanche.</p> <p>Magazine de Jean-Michel Lestellier.</p> <p>23.25 Journal.</p>	<p>11.30 TF1 Vision plus.</p> <p>12.00 Le rendez-vous d'Annik.</p> <p>12.30 Atout cœur.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.45 Série : Ces chers disparus (Gérard Philipe).</p> <p>14.00 Série : L'incroyable Hulk.</p> <p>14.55 Les mardis de l'information (le sport, diffusé le 3-4-1984).</p> <p>15.50 Harmonies.</p> <p>Avec J.-J. Morvan et J. Lapointe.</p> <p>16.45 Croque-vacances.</p> <p>Dessins animés, variétés.</p> <p>17.25 Le village dans les nuages.</p> <p>17.45 Série : Arnold et Willy.</p> <p>18.15 Presse-citron.</p> <p>Magazine des adolescents.</p> <p>18.25 Ordinal 1.</p> <p>Que faire avec un micro-ordinateur familial ?</p> <p>18.50 Jour J.</p> <p>19.15 Emissions régionales.</p> <p>19.35 Heures Fernand Raynaud.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma : le Prince et la Danseuse.</p> <p>Film anglais de Laurence Olivier (1957), avec M. Monroe et L. Olivier.</p> <p>Une comédie sentimentale pour Marilyn, qui venait d'épouser Arthur Miller et de fonder sa propre maison de production. Tournage difficile en Angleterre, les relations de l'actrice et de son metteur en scène et partenaire Laurence Olivier ayant été assez tendues. Le film, situé en 1911, paraît guindé dans l'humour. Heureusement, Marilyn s'y montre belle, piquante, drôle, émouvante, sans son mythe hollywoodien. Une surprise.</p> <p>J. S.</p> <p>22.25 Ecole et toiles.</p> <p>Magazine de cinéma de Frédéric Mitterrand et Martine Jonanda.</p> <p>Le cinéma anglais, avec des interviews de comédiens et de réalisateurs britanniques.</p> <p>23.20 Journal.</p>	<p>11.30 TF1 Vision plus.</p> <p>12.00 Le rendez-vous d'Annik.</p> <p>12.30 Atout cœur.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.45 Portes ouvertes.</p> <p>Magazine des handicaps.</p> <p>14.00 Série : L'incroyable Hulk.</p> <p>14.55 Gals de patinage artistique.</p> <p>A Morzine (diffusé le 6 avril).</p> <p>15.50 Santé sans nuages.</p> <p>Magazine de M. Moranco.</p> <p>16.45 Croque-vacances.</p> <p>17.25 Le village dans les nuages.</p> <p>17.45 Série : Arnold et Willy.</p> <p>18.15 Presse-citron. Magazine des adolescents.</p> <p>18.25 Hip Hop. (Diffusé le 8 avril).</p> <p>18.50 Jour J.</p> <p>19.15 Emissions régionales.</p> <p>19.40 Les petites drôles.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 D'accord, pas d'accord, magazine de l'INC.</p> <p>20.35 Edition spéciale : le libéralisme en question.</p> <p>Emission de la rédaction de TF1 animée par Aune Sinclair.</p> <p>M. Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République, parle du « libéralisme social » l'un des thèmes de son dernier livre « Deux sur trois ». Participant à cette émission : MM. Jean Popere, secrétaire national du PS, Jacques Julliard, historien, éditorialiste au « Nouvel Observateur ».</p> <p>21.55 Vagabondages.</p> <p>Emission de M. Soro et R. Gicquel. En direct de Toulouse.</p> <p>Autour de Claude Nougaro et de ses musiciens, Maurice Vander (piano), Pierre Michelot (basse) et Bernard Labat (batterie), Jane Rhodes, (soprano lyrique), Johnny Griffin (saxo).</p> <p>23.10 Café-théâtre : il s'appelle peut-être Dupont...</p> <p>De M. Cassan, mise en scène d'H. Jour, R. J. Dayan, avec M. Cassan, M. Barbey, A. Charpe, G. Jor, J. Lalonde.</p> <p>Un psychiatre qui s'étonne que ses propres confessions, robot informatiques, un Dupont septuagénaire... un univers « cocasse », dit-on, où le rire coterait l'angoisse.</p> <p>0.10 Journal.</p>
ANTENNE 2	<p>9.30 Récré A 2 : Candy.</p> <p>10.00 Les cheveux du diable.</p> <p>10.30 Gym tonéo.</p> <p>11.15 Dimanche Martin.</p> <p>Entrez les artistes.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.20 Dimanche Martin (suite).</p> <p>Si j'ai bonne mémoire ; 14.30 Série : Les petits génies ; 15.20 : L'école des faus ; 16.5 : Dessin animé ; 16.25 : Thé dansant.</p> <p>17.10 Série : Toutes griffes dehors.</p> <p>18.00 Dimanche plus.</p> <p>L'Australie, un reportage de M. Parbot.</p> <p>« Le continent Mad Max ».</p> <p>Lire notre article page VII.</p> <p>18.55 Stade 2.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Jeu : La chasse aux trésors.</p> <p>Aux Seychelles.</p> <p>21.40 Document : Les eaux fertiles.</p> <p>De F. Rosati.</p> <p>L'eau symbole de la vie ; le but de ce film est de sensibiliser l'opinion, d'éviter la dilapidation d'une richesse, de redonner le goût de l'eau.</p> <p>22.30 Concert magazine.</p> <p>En l'honneur de France-Musique « Symphonie héroïque » de Beethoven, par l'Orchestre national de France, dir. Sir Georg Solti.</p> <p>23.30 Journal.</p>	<p>12.00 Journal (et à 12 h 45).</p> <p>12.10 Jeu : L'Académie des neuf.</p> <p>12.35 Feuilles : la Vie des autres.</p> <p>13.50 Aujourd'hui la vie.</p> <p>Les vieux postes de T.S.F.</p> <p>14.55 Série : Hunter.</p> <p>15.45 Cette semaine sur A 2.</p> <p>16.00 Reprise : Apostrophes.</p> <p>Jeunes (diff. le 6 avril).</p> <p>17.10 La télévision des téléspectateurs.</p> <p>17.40 Récré A 2.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.10 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>19.15 Emissions régionales.</p> <p>19.40 Le théâtre de Bouvard.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>20.35 Cinéma : Hôtel des Amériques.</p> <p>Film français d'André Téchiné (1981). Avec C. Deneuve, P. Dewaere.</p> <p>L'histoire d'un homme, échoué à Biarritz dans un petit hôtel tenu par sa mère, envers une femme venue de Paris, ravagée par un chagrin qu'il aurait pu guérir. Revenu à la mise en scène purement narrative, Téchiné a raconté, d'une façon émouvante et quelque peu romantique, les tourments d'une relation sentimentale opposant la douleur et l'intransigeance de Catherine Deneuve au comportement névrotique de Patrick Dewaere. — J. S.</p> <p>22.20 Mardi cinéma.</p> <p>Avec Andrea Ferreol, Charlotte de Turckheim, Jacques Perrin, Daniel Auteuil, Michel Aumont.</p> <p>23.25 Journal.</p>	<p>10.30 Antipo.</p> <p>12.00 Journal (et à 12 h 45).</p> <p>12.10 Jeu : L'Académie des neuf.</p> <p>12.35 Feuilles : la Vie des autres.</p> <p>13.50 Aujourd'hui la vie.</p> <p>14.55 Série : Hunter.</p> <p>15.45 Reprise : La chasse aux trésors. Aux Seychelles (diff. le 8 avril).</p> <p>17.10 Entre vous, de L. Bériot.</p> <p>L'orchestre : des enfants musiciens : sportez-vous bien.</p> <p>17.45 Récré A 2.</p> <p>Papivole, Latulu et Lireli, Teleactica, Terre des bêtes.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Emissions régionales.</p> <p>19.40 Le théâtre de Bouvard.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>20.35 Cinéma : Hôtel des Amériques.</p> <p>Film français d'André Téchiné (1981). Avec C. Deneuve, P. Dewaere.</p> <p>L'histoire d'un homme, échoué à Biarritz dans un petit hôtel tenu par sa mère, envers une femme venue de Paris, ravagée par un chagrin qu'il aurait pu guérir. Revenu à la mise en scène purement narrative, Téchiné a raconté, d'une façon émouvante et quelque peu romantique, les tourments d'une relation sentimentale opposant la douleur et l'intransigeance de Catherine Deneuve au comportement névrotique de Patrick Dewaere. — J. S.</p> <p>22.20 Mardi cinéma.</p> <p>Avec Andrea Ferreol, Charlotte de Turckheim, Jacques Perrin, Daniel Auteuil, Michel Aumont.</p> <p>23.25 Journal.</p>
FRANCE RÉGIONS 3	<p>10.00 Images de Tunisie.</p> <p>10.30 Moscou.</p> <p>« Les enfants de Belleville », un reportage de M. Mebtoul ; variétés avec Toure Kunda, Linda de Suza...</p> <p>14.30 Objectif entreprise. Emission de l'Association pour la promotion des entreprises.</p> <p>15.45 Théâtre (cycle Shakespeare) : Antoine et Cléopâtre.</p> <p>Réal. J. Miller, production de la BBC, avec J. Lapointe.</p> <p>Tragédie en cinq actes en vers et en prose écrite probablement vers 1606-1607. Rappelé à Rome par la mort de la jeune Fulvie et par des événements politiques Antoine suscite la jalousie de Cléopâtre. Après la bataille d'Actium, Antoine, poursuivi par Octave, est définitivement battu et meurt dans les bras de Cléopâtre. Parmi les plus grands drames de l'auteur d'Hamlet.</p> <p>18.20 Emissions pour la jeunesse.</p> <p>19.40 RFO Hebdo.</p> <p>20.00 Paul Hogan Show.</p> <p>20.35 Histoire de la photographie : les reporters.</p> <p>Série de F. Gruere.</p> <p>Les débuts et les développements de la photographie de reportage : Jacob Rits, Hine, Russell Lee, Berenice Abbott, Robert Capa. Les évolutions de la technique des appareils photographiques, la saisie de la réalité historique et sociale.</p> <p>21.35 Aspects du court métrage français.</p> <p>Ombre et secrets, de P. Delarbre ; la Visite, de J.-P. Améris.</p> <p>22.05 Journal.</p> <p>22.30 Cinéma de minuit : la Maison du Maltais.</p> <p>Cycle Pierre Chénal. Film français (1938), avec V. Roussac, Dali, P. Rieux (N.).</p> <p>Un Maltais vagabond et poète se prend d'amour fou pour une prostituée qu'il tire du quartier réservé de Stax et retrouve plus tard, à Paris, devenue grande bourgeoise. Un rôle pour Dali, une double composition pour Viviane Romance, le réalisme louche du monde de la prostitution « exotique » et l'efficacité dramatique et psychologique de la mise en scène.</p> <p>0.00 Prélude à la nuit.</p> <p>Renata interprète un extrait d'opéra de K. Weill.</p>	<p>17.00 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions.</p> <p>Dessin animé : Inspecteur Gadget.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 Cinéma : Portier de nuit.</p> <p>Cycle Charlotte Rampling. Film italien de Liliana Cavani (1973), avec D. Bogarde, C. Rampling.</p> <p>Descendant aux enfers d'un cas pathologique : une jeune femme retrouve à Vienne, en 1957, dans le portier de nuit d'un palace, l'officier SS qui la plaça à ses caprices érotiques, son milieu d'« élites » cruelles du camp de concentration où elle fut internée, adolescente. Ils reprennent ensemble leurs anciens rapports sadomasochistes. Voulu dénoncer la perversion fondamentale du nazisme et sa survivance sous divers masques, Liliana Cavani a beaucoup trop insisté sur la déviation sexuelle liant le bourreau et la victime. Si remarquablement réalisé et interprété qu'il soit, ce film comporte bien des scènes morbides, déplorables, choquantes, particulièrement en ce qui concerne les retours en arrière des souvenirs sur l'univers concentrationnaire. Son ambiguïté provoque, à sa sortie, une retentissante polémique : réactions de rejet (les nôtres) ou admiration pour l'audace de Liliana Cavani dans la peinture fulgurante d'une passion destructrice surgie des profondeurs de la nature humaine. De toute façon, cette œuvre ne laisse pas le spectateur intact. — J. S.</p> <p>22.35 Journal.</p> <p>22.55 Thalassa.</p> <p>Magazine de la mer de G. Pernoud.</p> <p>En direct de Caen pour le départ de la course « Les mille miles ».</p> <p>23.40 Prélude à la nuit.</p> <p>« Lettre amoureuse », de Monteverdi interprétée par D. Delarue, haute-contre.</p>	<p>17.00 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions.</p> <p>Dessin animé : Inspecteur Gadget.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 Cinéma : le Boucher.</p> <p>Film de Claude Chabrol (1969) avec S. Andran, J. Yanne.</p> <p>L'amitié, la compréhension, la pitié d'une institutrice de village pour un boucher amoureux d'elle et soumis à des pulsions criminelles. Paysages du Périgord traversés par de sanglants faits divers, autopsie d'un « monstre » pathétique. Chabrol a filmé avec rigueur le rapport des êtres à la nature et à la société campagnarde dans laquelle ils vivent. Il a fait apparaître les vraies relations humaines du tueur et de celle dont il a fait un idéal (Jean Yanne et Stéphane Audran, superbement dirigés dans la complexité du secret, l'affrontement psychologique). — J. S.</p> <p>22.10 Journal.</p> <p>22.30 La vie en face : de Moïse à Goldenberg.</p> <p>Emission de P. Alfonsi et P. Pasot.</p> <p>Promenade-portraits dans les quartiers qui symbolisent le judaïsme. De la rue des Rosiers à la rue Saint-Paul, Philippe Alfonsi et Patrick Pasot sur les traces des juifs sépharades et ashkénazes. Une enquête d'Emile Raffoul, avec les regards croisés de Cabu, dessinateur, et de Léonard Frank, photographe.</p> <p>23.30 Prélude à la nuit.</p> <p>« La Vallée d'Obernann », de F. Liszt interprétée par Pascal Rogé, au piano.</p>
PÉRIPHÉRIE	<p>• R.T.L., 20 h, Retour en force, film de J.M. Poiré ; 21 h 30, Edition spéciale RTL-le Monde ; 22 h 30, Hippocrate et C° (le sommeil).</p> <p>• T.M.C., 20 h, Variétés : Un peu, beaucoup, passionnément ; 20 h 35, Sport automobile : Grand prix d'Afrique du Sud.</p> <p>• R.T.B., 20 h 15, Variétés : la bonne étoile ; 21 h 30, le Maître des clés, téléfilm de D. Medford.</p> <p>• T.S.R., 20 h, Série : Billet doux ; 21 h, Tickets de première (magazine des arts et du spectacle) ; 21 h 55, Regards.</p>	<p>• R.T.L., 20 h, L'été fantastique ; 21 h, Série noire : J'ai bien l'homme, film de J. Rouffio.</p> <p>• T.M.C., 19 h 35, Série : Dallas ; 20 h 35, Jeu : l'Empreinte ; 20 h 40, Frères de sang, film de W. Wallroth ; 22 h 20, Vidéo-solo.</p> <p>• R.T.B., 20 h, Ecran-témoins : Credo, téléfilm de J. Derray, suivi d'un débat.</p> <p>• R.T.B. TÉLÉ 2, 20 h, Séries : (les années 30-40) ; 20 h 40, Théâtre wallon : Habotte ; 22 h 30, Informations agricoles.</p> <p>• T.S.R., 20 h 15, A bon entendeur ; 20 h, Spécial cinéma ; 23 h 15, L'antenne est à vous (ligne suisse contre la vivisection).</p>	<p>• R.T.L., 20 h, Série : Chips ; 21 h, Passe, Impair... et chante, film de W. Van Ongevalle.</p> <p>• T.M.C., 19 h 35, Série : CQFD, Alambic et torpedo ; 20 h 35, Jeu : l'Empreinte ; 20 h 40, le Ravin des humanités, film d'animation de A. Barillé.</p> <p>• R.T.B., 20 h 5, Feuilleton : Les cerfs-volants ; 21 h 5, Videogay ; 21 h 55, Salut l'artiste ; 23 h 10, Tribune économique et sociale.</p> <p>• R.T.B. TÉLÉ 2, 20 h, Éléments, mon cher Einstein (l'objet qui n'existait pas) ; 21 h, Cycle Isabelle Adjani : le Locataire, film de R. Polanski.</p> <p>• T.S.R., 20 h 15, Jeu : La chasse aux trésors (en Australie) ; 21 h 25, Le geste et la mémoire : W. Schubnell, brosseur ; 22 h 20, Documentaire : l'avion qui est tombé du ciel.</p>

Mercredi 11 avril	Jeudi 12 avril	Vendredi 13 avril	
<p>11.30 TF 1 Vision plus. 12.00 Le rendez-vous d'Annik. 12.30 Atout cœur. 13.00 Journal. 13.35 Vitamine. Dessins animés, jeux vidéos, sport... 16.00 Jouer le jeu de la santé. 16.05 Magazine : Temps X. 17.05 Un métier pour demain. L'électronique. 17.20 Les infos. 17.25 Le village dans les nuages. 17.45 Série : Arnold et Willy. 18.15 Presse-citron. 18.25 Jack Spot. 18.50 Jour J. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Les petits drôles. 19.53 Tirage de la Loterie nationale. 20.00 Journal. 20.30 Tirage du loto. 20.35 Série : Dallas. L'accident de Rebecca ranime l'état de guerre latent entre elle et J.R. Katherine rejoint Cliff et lui reproche d'avoir laissé sa mère s'engager dans une bataille contre les Évangélistes. 21.25 L'histoire à la une : 10^e anniversaire de la mort du général MacArthur. Émission de Gérard Lauzun. Vous dites, une bombe atomique ? Documents et témoignages réunis sur le général MacArthur et la guerre du Pacifique, l'occupation du Japon, la guerre de Corée. Cette émission sera suivie d'un débat animé par Michel Carroze, de France-Inter avec notre collaborateur Michel Tatu et R. Guillaud, P.-M. de la Gorce, A. Joss, S. Hoffman sur l'armement atomique. 22.55 Belle de match. Magazine mensuel du tennis de J.-M. Leulliot. 23.25 Journal.</p>	<p>11.20 TF 1 Vision plus. 11.50 En avant, vendredi ! Haroun Tazieff raconte l'histoire de sa Terre. 12.00 Le rendez-vous d'Annik. 12.30 Atout cœur. 13.00 Journal. 13.45 Objectif santé : brèche, sortir du tunnel. 14.00 Série : L'incroyable Hulk. 14.55 Les choses du jeudi (et à 15 h 55). 15.30 Quarté en direct d'Anteil. 16.45 Croque-vacances. Dessins animés, variétés. 17.25 Le village dans les nuages. 17.45 Série : Arnold et Willy. 18.15 Presse-citron. 18.25 Jack Spot. 18.50 Jour J. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Les petits drôles. 20.00 Journal. 20.35 Série : Marie Perenché. De P. Andrieu, R. C. Boissel, avec D. Besson, X. St-Macary, M. C. P. Andrieu. Kidnapping d'un bébé déposé dans une voiture. Qui sont les parents ? L'auteur de cet enlèvement serait un trafiquant de devises. Au milieu de ce joli monde, Marie Perenché enquête. 21.30 Bravo. Émission de J. Aron et C. Gribelin. Avec Robert Hossein. Quelques femmes au théâtre : le groupe Tê dans la "Femme assise" de Cope ; "Top girls" de Caryl Churchill ; "Pense à l'Afrique" de Gordon Dryland ; "Didon et Enée" de Henry Purcell ; "Aida" à Bercy, etc. 22.25 Les jeunes loups du cinéma français. Émission de M. Villers et G. Gressard. Avec Gérard Lanvin (qui rencontre Coluche), Bernard Giraudeau, Richard Berry, les dernières coqueluches du cinéma français. Des extraits de films, des interviews. 23.20 Journal. 23.35 En avant, vendredi ! Haroun Tazieff raconte l'histoire de sa Terre.</p>	<p>11.30 TF 1 Vision plus. 12.00 Le rendez-vous d'Annik. 12.30 Atout cœur. 13.00 Journal. 14.00 Série : L'incroyable Hulk. 14.55 Temps libres. 16.45 Croque-vacances. Dessins animés, variétés. 17.25 Le village dans les nuages. 17.45 Série : Arnold et Willy. 18.15 Presse-citron. 18.25 Jack Spot. 18.50 Jour J. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Les petits drôles. 20.00 Journal. 20.35 Variétés : Coco-boy. Émission de S. Collaro et C. Corbiano. Canular à la commande, l'interview du mois, les grands de ce monde, le Bebet-show. L'humour gras et gros de Stéphane Collaro. 21.45 Haroun Tazieff raconte sa Terre. La terre, ses visages, réels. L.A. Prevost. L'histoire de la terre, des étoiles, la genèse des montagnes, le mécanisme des fonds océaniques racontés par le célèbre volcanologue. 22.40 Branchés musique : 22 v'la le rock. Émission de J.-B. Heber. Spécial Kim Wilde et Eurythmics. 23.25 Journal et cinq jours en Bourse.</p>	<p>TÉLÉVISION FRANÇAISE 1</p>
<p>10.30 Antiope. 12.00 Journal (et à 12 h 45). 12.10 Jeu : L'académie des neufs. 13.35 Feuilletton : La vie des autres. 13.50 Les carnets de l'aventure. Chakra Raja, ou le pic de l'impossible. 14.25 Dessins animés. 15.00 Récit A2. Papivote : Latalu et Lireli ; Maraboud flicelle ; Les petites canailles ; Les Schtroumpfs ; Les mystérieuses clés d'or... 17.30 Micro Kid. 18.00 Platine 45. Avec les Forbans, James Ingram, Inaferon, Matthew Wilder, Alain Chamfort. C'est la vie. 18.30 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Le théâtre de Bouvard. 20.00 Journal. 20.35 Téléfilm : Les cinq dernières minutes. Deuil en caravane, réal. J.-L. Muller. A la suite d'un meurtre, le commissaire Cabrol découvre un milieu qu'il ne connaissait pas et des assassinats insoupçonnés. 22.10 Magazine médical : la greffe, le greffon, les greffés. Réal. D. Thibault. La greffe de moelle osseuse. Pour évoquer les problèmes posés par la greffe d'organes, deux exemples ont été choisis : la greffe de moelle et la transplantation rénale. Indications, dernières techniques, les manières dont s'effectuent le prélèvement et la transfusion de la moelle au receveur. 22.55 Journal.</p>	<p>10.30 Antiope. 12.00 Journal (et à 12 h 45). 12.10 Jeu : L'académie des neufs. 13.35 Feuilletton : La vie des autres. 13.50 Aujourd'hui la vie. L'intelligence, qu'est-ce que c'est ? 14.55 Cinéma : Horizons en flamme. Film américain de Earl Bellamy (1977). Avec E. Borgnine, V. Miles. Un incendie de forêt (provoqué par deux prisonniers qui veulent s'évader) pour alimenter la vogue du "film catastrophe". Il s'agit, en fait, d'un médiocre téléfilm qui fut exploité dans les salles de cinéma. A ignorer. — J.S. 16.45 Magazine : Un temps pour tout. Grains de violence. 17.45 Récit A2. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 D'accord, pas d'accord (INC). 19.15 Émissions régionales. 19.40 Le théâtre de Bouvard. 20.00 Journal. 20.35 Série : La Saga du parrain. de F. Ford Coppola. Avec R. de Niro, M. Brando. Troisième épisode : La carrière de Don Vito est à son apogée. Sa fille se marie, ce qui donne l'occasion à celui que l'on nomme désormais « le parrain » de faire admirer sa puissance. Des acteurs prodigieux, le feuilleton de l'année. 21.35 Magazine : Émissions au cœur. de H. Reggieri et P. Chass. Luciano Pavarotti, le « roi du contre-t », le prince des chœurs, interprète des extraits d'opéras de Verdi, Puccini, Cilea, Donizetti... 22.45 Journal. 23.05 Spécial coupes d'Europe de football.</p>	<p>10.30 Antiope. 12.00 Journal (et à 12 h 45). 12.10 Jeu : L'académie des neufs. 13.35 Feuilletton : La vie des autres. 13.50 Aujourd'hui la vie. Spécial cinéma. 14.55 Série : Hunter. 15.45 Récit A2. La greffe de la moelle épinière (diff. le 11 avril). 16.40 Itinéraires. Les enfants de l'immigration. 17.45 Récit A2. Latalu et Lireli, Les maîtres de l'univers, Téléchat. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Le théâtre de Bouvard. 20.00 Journal. 20.35 Série : Disparitions. Vice-versa, réal. Claude Baroin. Un mystérieux disparu. Katherine et Luc tentent de rencontrer les personnages qui auraient été les derniers à avoir aperçu un certain Pia d'Angelo. 21.40 Agnostrophes. Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème : les grands metteurs en scène de cinéma. Sont invités : Roman Polanski (Roman), François Truffaut (Hitchcock), Lettres d'Amérique de Jean Renoir, Marcello Mastroianni (pour Fellini par Fellini), Suso Cecchi d'Amico (pour Luciano Visconti, cinéaste). 22.50 Journal. 23.00 Ciné-club : la Patrouille de l'aube. Cycle Howard Hawks (1930), avec R. Barthelmus, D. Fairbanks Jr (v.o. sous-titrée N.). L'histoire d'une escadrille américaine opérant sur le front français pendant la première guerre mondiale. Film sans femmes, film de combattants de l'aviation, dont l'authenticité est due, en partie, à l'expérience personnelle de Hawks : il fut officier dans l'armée de l'air. Les séquences aériennes furent impressionnantes. Mais le cinéaste n'avait pas encore acquis la maîtrise qui lui valut la célébrité, un peu plus tard, dans un tout autre genre (Scarface). — J.S.</p>	<p>ANTENNE 2</p>
<p>15.00 En direct de l'Assemblée nationale. Questions au gouvernement. 17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget. 20.05 Les jeux. 20.35 Ring-parade, Cadence 3. Émission de Guy Lux et Léa Milcic. Autour de Mireille Mathieu, Roland Magdane, Richard Berry. 22.00 Journal. 22.20 Téléfilm : La gourmande. de C.A. Arnaud, réal. J.-C. Charney, avec D. Labourie, J. Serres, A. Beigel. Dans la banlieueilloise, une mère de famille tombe en pâmoison devant une galerie de tableaux, gagne 20 000 francs à la loterie, recommence à vivre. La famille frétille de joie. 23.00 Prélude à la nuit. Suite française en sol mineur de J.-B. Lully, interprétée par l'orchestre de Chambre Jean-François Paillard.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget. 20.05 Les jeux. 20.35 Cinéma sans visa. Émission de Jean Lacombe et Jean-Claude Guillebaud. 20.40 Cinéma : La Terre de nos ancêtres. Film finlandais de Raija Mollberg (1974), avec M. Villamäki, N. Jouts-Alho (v.o. sous-titrée). La vie quotidienne d'un village de Laplande méridionale en 1948, mais ce pourrait être aussi bien intemporel. Cette adaptation d'un roman de Tino K. Mulda, grande œuvre de la littérature scandinave, fait découvrir, dans une nature sauvagement belle, les mœurs rudes de paysans pauvres, obéissant aux lois cyclopiques des saisons, à leurs instincts, à leurs préjugés. Une fille trouble cet ordre, codifié jusque dans les seules et les coucheries, par sa liaison amoureuse avec un lapon nomade étranger, qu'on rejette et supprime. Raija Mollberg va bien au-delà du réalisme documentaire, fait entendre le chant tragique d'une société du bout du monde. Ce film magnifique fit découvrir le nouveau cinéma finlandais en France. — J.S. 22.30 Témoignages. Avec R. Mollberg, réalisateur du film, D. Birman, spécialiste des Lapons, R. Rosset, spécialiste de la Finlande, M. Bolgar, journaliste, et Y. Mannerkorpi, traducteur. 23.00 Journal. 23.20 Prélude à la nuit. Sonate pour piano n° 50 de Haydn, interprétée par Colette Zerah, pianiste.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget. 20.05 Les jeux. 20.30 D'accord, pas d'accord, émission de l'INC. 20.35 Vendredi : Rencontre avec Simone Veil. Émission d'André Campana. Autour des « Français et l'Europe en 1984 », M^{me} Simone Veil, tête de liste d'union de l'opposition aux élections européennes, répond aux questions d'André Campana (FR 3), Paul Guilbert (Quotidien de Paris) et Christian Dauriac (Soleil 3). 21.50 Journal. 22.10 Bricabulle. Un divertissement de René Darbon avec Yves Duteil, Jean-Louis Pick, Pierre Vassili, Joël Favreau, Bernard Tessier. 23.00 Prélude à la nuit. Concert UNESCO : « Concerto pour clavier et cordes n° 1 en ré mineur », de J.-S. Bach, interprété par le Guildhall Strings Ensemble de Londres avec H. Dreyfus, claveciniste, C. Larde, flûtiste, Jin Li, violoniste.</p>	<p>FRANCE RÉGIONS 3</p>
<p>● R.T.L., 20 h, Billot doux ; 21 h, Arènes sanglantes, film de R. Mamonlian ; 23 h 10, Turbo. ● T.M.C., 19 h 35, Série : Drôles de dames ; 20 h 35, Jeu : l'Empreinte ; 20 h 40, Deux imbéciles heureux, comédie dramatique de E. Frenet. ● R.T.B., 20 h, Jeu : La chasse aux trésors (à Leningrad) ; 21 h 15, Série : Agence tous risques ; 22 h 5, Flaubert des hommes (trois chercheurs d'or australiens). ● R.T.B. TÉLÉ 2, 19 h, La pensée et les hommes (autour de la mort) ; 20 h, Sports 2. ● T.S.R., 20 h 15, Destins ; Willy Brandt ; 22 h 35, Rock : Juke box heroes.</p>	<p>● R.T.L., 20 h, Série : La croisière d'amour ; 21 h, Série : Dallas ; 22 h, Tennis : Luxembourg Open 84 (1/8 de finale). ● T.M.C., 19 h 35, Agatha Christie (le démon de midi) ; 20 h 35, Jeu : l'Empreinte ; 20 h 40, Les fables de la ville, film de C. Lizzani. ● R.T.B., 20 h 25, Trois hommes à abattre, film de J. Deray ; 22 h, Carrousel aux images ; 23 h 5, Émission politique : la pensée socialiste. ● R.T.B. TÉLÉ 2, 20 h, L'ordre nouveau (un état mixte) ; 22 h 35, Clip, magazine d'actualité de l'audiovisuel. ● T.S.R., 20 h 15, Temps présent : Le bruit ; 21 h 20, Série : Dynastie ; 22 h 25, Liberté la nuit, film de P. Garrel.</p>	<p>● R.T.L., 20 h, Série : Starkey et Hatch ; 21 h, Série : Dynastie ; 22 h, Tennis : Luxembourg Open 84 (1/4 de finale). ● T.M.C., 19 h 35, Série : Dynastie ; 20 h 35, Jeu : l'Empreinte ; 20 h 40, Aimé, film de J. Fargat. ● R.T.B., 20 h, A suivre ; 21 h 5, Remise des Oscars 1983 (à Los Angeles). ● R.T.B. TÉLÉ 2, 20 h 5, Billot de faveur : Si ce n'est moi, c'est donc ton frère, de R. Cooney et T. Hilton ; 22 h 5, Les peintres égyptiens témoins de leur temps ; 22 h 35, Informatif. ● T.S.R., 20 h 15, Tel Quel ; 20 h 45, Le Dernier banco, de C. de Givray ; 22 h 15, Henri Troyat ; 23 h, Zéro zéro.</p>	<p>PÉRIPHÉRIE</p>

La mer en tout petit

Pour quelques milliers d'heures de travail...

« **A**U pire, on nous prend pour des fous : on nous soupçonne de vouer une passion inavouable à nos maquettes parce que nous mettons des centaines, voire des milliers d'heures à les construire. Au mieux, on nous prend pour de grands enfants. Il faut voir les sourires condescendants qui nous accompagnent quand nous mettons un modèle à l'eau ou quand nous contrôlons par radiocommande les évolutions d'un bateau. » Les modélistes de bateaux, qui sont des milliers en France (1) sont bien conscients de ne pas être pris très au sérieux.

Et pourtant, combien de passions sont aussi exigeantes. Car c'est un hobby qui demande du temps, bien sûr, beaucoup de temps. Un remorqueur récemment exposé au Musée de la marine pour le concours national de modèles réduits de bateaux a pris dix ans et mille cinq cents heures de travail à son auteur. Une maquette digne de participer à une exposition demande de mille cinq cents à deux mille cinq cents heures de travail. La plupart des modélistes consacrent plusieurs heures par jour, l'essentiel de leurs fins de semaine et de leurs vacances à leur passion.

Mais le modélisme, ce ne sont pas seulement des heures passées dans de minuscules ateliers, c'est aussi toute une recherche de documentation : les plans de maquettes en vente dans le commerce sont rares.

Un modéliste aura d'ailleurs à cœur de construire quelque chose d'unique. C'est le cas de M. Chazarain, un professeur de la région parisienne, qui rafle toutes les récompenses dans les expositions, cette année, avec la *Maryvonne*, un langoustier de Camaret. Modéliste depuis vingt ans, il découvre l'original de la *Maryvonne* en photographiant des épaves dans l'arrière-port de Camaret. Sur l'une d'elles, il réussit à lire un nom, rongé par le temps et la mer, qu'il se rappelle avoir vu sur une photo d'un livre sur la marine à voile (2). A partir de ce nom, il retrouve le chantier où le langoustier a été construit. Des documents de

l'époque lui permettent de reconstituer les plans. Il reconstruit une charpente identique à celle de l'épave. Personne ne la voit sous le plancher de la maquette : peu importe, il y met exactement le même nombre de membrures, de clous. Il utilise les mêmes matériaux. Comme celui de l'original, le pont est à double toiture et les hublots semi-circulaires pour respecter les fantaisies du chantier de Camaret où la *Maryvonne* fut construite.

C'est en reconstituant les journées de pêche du langoustier que M. Chazarain s'aperçoit que, en naviguant près des côtes, celui-ci devait souvent virer de bord et que les marins avaient pour cela inventé un « tire-gambe » qui permettait de passer facilement la tringlette d'un bord à l'autre. Ce « tire-gambe » figure sur la maquette de M. Chazarain comme y figure aussi sur la tête du gouvernail, ce bouchon qui permettait d'introduire du suif pour empêcher l'axe de trop s'user.

A chaque exposition, les modèles sont notés par le jury sur ces critères d'exactitude, de finesse et de conformité à la documentation. Mais, pour M. Chazarain, toute pièce qui ne lui donne pas entière satisfaction est détruite : « Quand je taille dans un bloc de bois un seau de pont qui me semble peu ovale, je préfère l'écraser pour en faire un parfaitement rond. »

Un modéliste qui pendant un mois relève sur un véritable remorqueur les 10 000 côtes nécessaires à l'élaboration d'un plan de maquette fait vérifier son document auprès du chantier naval qui a construit l'original. Le cachet de conformité est obligatoire dans le dossier joint à une maquette pour une exposition. L'exactitude de la reproduction n'exclut pas la fidélité à l'esprit, et un modéliste a toujours à cœur de se plonger dans la documentation sur l'époque du navire qu'il entend reproduire. C'est ainsi que M. Souchard, fondateur il y a vingt-cinq du Modèle Club de Créteil, collecte depuis un an des informations sur la vie des corsaires. Il projette en effet de construire un brick négrier et

vent tout connaître de la période qui les a vus naviguer.

M. Jacques Goubert, qui depuis vingt ans construit des maquettes de 12 mètres de la Coupe de l'Amérique, vit au milieu de gravures sur la célèbre épreuve à laquelle il assiste tous les quatre ans aux Etats-Unis. Sa documentation lui a permis d'être coauteur d'un ouvrage sur la plus célèbre régate du monde. Et avec le Yacht Club de France, il participe à l'organisation, dans un peu plus d'un an à Pont-l'Évêque, d'une Coupe de l'Amérique pour des répliques au 1/10^e des bateaux qui se sont affrontés il y a quelques mois dans la baie de Newport. Chacune d'elles sera pilotée par trois hommes (pour le safran, la grand-voile et le génou sous les ordres d'un tacticien). Des bords de 800 mètres pour des maquettes de 2 mètres de long qui porteront jusqu'à 18 mètres carrés de toile.

Beaucoup de modélistes navals ont pris goût à la mer parce qu'ils ont vécu près d'un port. On sait que beaucoup d'amateurs de maquettes de chemins de fer sont, eux, d'anciens cheminots. M. Chazarain comme M. Goubert ont vu, dans leur jeunesse, les vieux cap-horniers sculpter des maquettes de bateau directement dans des morceaux de bois. Mais M. Souchard, lui, a commencé à construire des maquettes par goût de l'aventure : « Pour moi, faire du modélisme, ce n'est pas seulement coller des baguettes de bois, c'est aussi naviguer en rêve sur les navires qu'on fait revivre en maquette. J'ai ainsi vécu des milliers d'aventures. » Si un jeune modéliste de quinze ans comme Fabrice a pris goût à la navigation en construisant des maquettes dans son Club de la Celle-Saint-Cloud. Ses parents l'ont vu d'un très bon œil délaissant la télévision pour partir en bateau avec ses amis.

M. Chazarain, lui, ne quitte qu'à contre-cœur les quais des ports où il passe ses vacances pour embarquer sur les voiliers de ses amis. Trop heureux à détailler chaque guindeau en notant avec gourmandise qu'il lui faudra fabriquer plusieurs centaines de pièces pour le reconstituer.

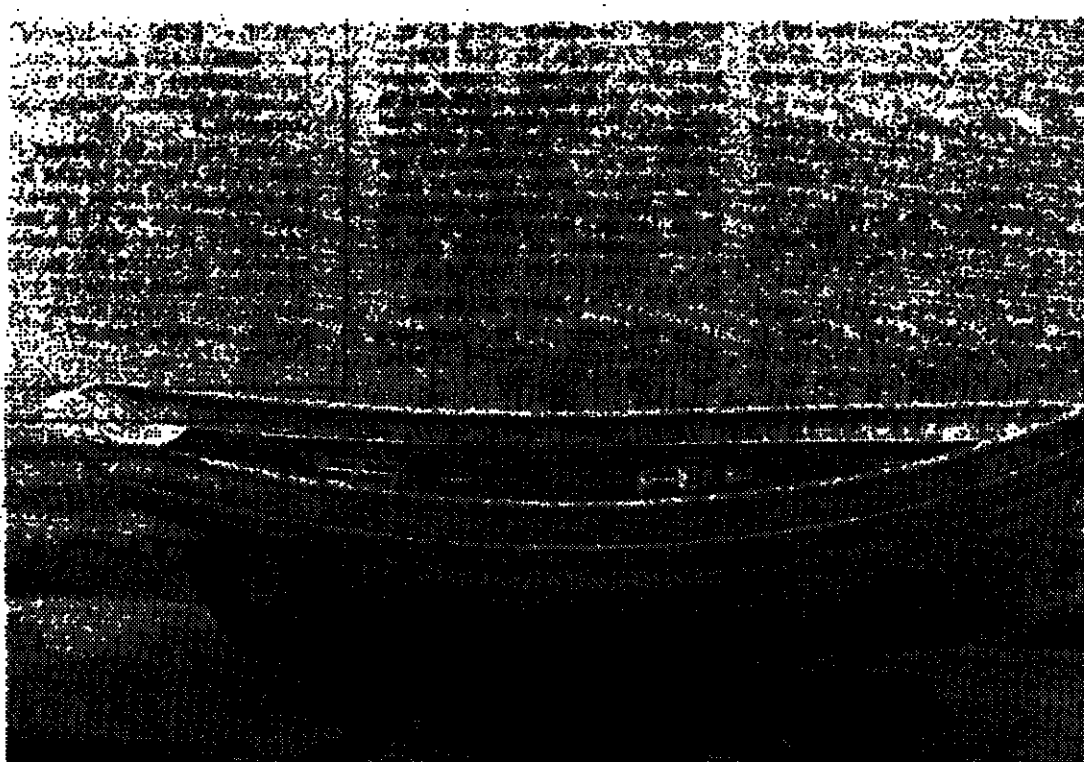
Quant à M. Jacques Goubert, il ne perd pas une occasion d'embarquer sur d'anciens challengers de la Coupe de l'Amérique. Et c'est couché sur le plat-bord, à la contre-gîte de l'un de ces 12 mètres J1, qu'il met au point la tactique qui lui permettra de remonter ses concurrents dans un bord de près pour devenir ainsi champion du monde... sur le plan d'eau de Pont-l'Évêque en juin 1985.

CHRISTOPHE DE CHENAY.

(1) MRB (Modèles réduits de bateaux), une des revues spécialisées de modélisme) tire à 30 000 exemplaires.

(2) *Ar Vag. Voiles au travail en Bretagne*, Éditions des Quatre Saisons, Grenoble.

* Selon la maquette et du modélisme, Palais du CNIT, la Défense, jusqu'au 8 avril.



A partir d'une épave de langoustier photographiée dans l'arrière-port de Camaret, M. Chazarain, modélisme, a reconstitué une maquette au 1/20^e : un an de patience.

Pratique

Fédération française de modélisme naval Miniflotte, la maison de Saint-Sever, 12, rue Saint-Julien, 76000 Rouen.

Revue : MRB. Adeptes Radio-modélisme.

Matériel : Peu important, une bonne lame, un petit étau, des étaux, de la colle. Il existe une dizaine de magasins spécialisés à Paris.

Coût : Peu élevé. Très variable pour les maquettes non

navigantes, qui font souvent appel à des matériaux de récupération. A partir de 500 francs pour une maquette navigante, somme à laquelle il faut ajouter la radiocommande de 600 à 1 500 francs pour les modèles courants.

Encyclopédie du modélisme naval par Orazio Curti. Éditions maritimes et d'outre-mer.

Croisières COSTA
Le charme italien qui séduit les Français.

EUGENIO C.
Croisière de 10 jours en Méditerranée : Italie, Égypte, Israël, Grèce. Départs de Gênes d'avril à octobre. Informations, brochures, inscriptions dans toutes les Agences de voyages.

SEMAINE DU TRAIN A PROVINS

Du 21 au 29 avril 1984, la Ville de Provins organise, en liaison avec la SNCF, une grande Semaine du train dont le thème principal sera le modélisme ferroviaire.

Le programme sera le suivant :

- Du 21 au 29 avril, salle des fêtes : EXPOSITION DE MAQUETTES (D, HO, N), animées et statiques. Première présentation de la maquette de la ligne Longueville-Provins réalisée par le MJC (50 m², plus de 100 m de voiel).
- Le 25 avril, salle des fêtes : GRAND JEU-CONCOURS AVEC LE TRAIN LEGO.
- Le 27 avril, salle du Petit Théâtre : FESTIVAL DU FILM FERROVIAIRE.
- Le 29 avril, au gare de Provins : FESTIVAL VAPEUR AVEC QUATRE LOCOMOTIVES. Train spécial vapeur Paris-Provins et retour.

Renseignements et inscriptions à : International Ferroviary Club (IFC) 46, avenue de Savigny - 52800 AULNAY-SOUS-BOIS Téléphone : (31) 384-78-17

Renseignements : Christian LANCOT - Tél. : (31) 203-96-31, poste 11207

RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

40 km nord-ouest de Beauvais, limite du Pays de Bray, massif XVIII^e siècle - 12 pièces, cadre ancien, très belles écuries et dépendances, colombiers, puits, chapelle. Superficie : 1 ha. 74.

Prix très intéressant : 750 000 F.

M^e GIBON, notaire à AUMALE (76). Tél. : (35) 93.40.05

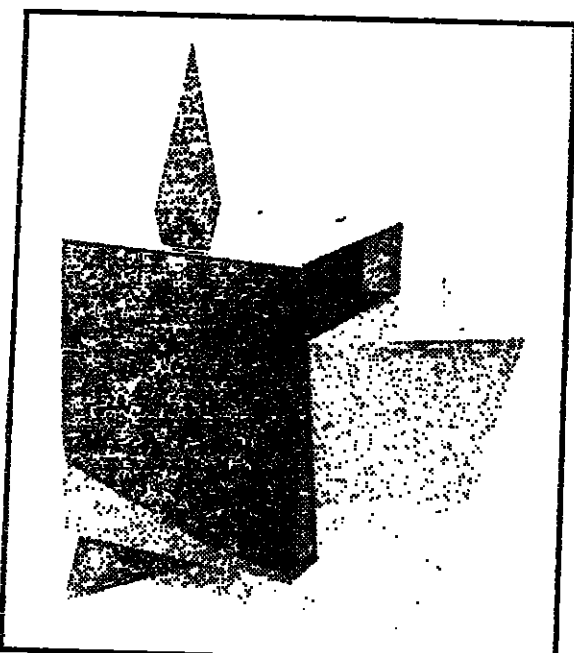
VAR, proche SANARY
VILLA grand standing
Terrain 5 000 m² ; 240 m² habitab., terrasses 200 m², piscine, vue mer, très belles prestations.
Prix : 2 300 000 F
AGENCE SOLAZUR
R.N. 8 - 83330 LE BRANISSET
Tél. (94) 90-39-65.

COTEVAROISE
Bel appart. 129 m² - Standing dans petit immeuble - Chauffage central - Proche place Dordogne - Idéal retraité - avec terrasse 60 m²
Prix : 1 650 000 F
Cabiné Duxer (ventes et loc.)
9, av. Gallieni 83110 Sanary
Tél. : (94) 25.94.87

MEGEVE « Le Clos-d'Arly »
Le standing à la montagne.
2 p. (6 personnes) livré avec canier à ski, cave et parking.
330 000 F
Gestion et locations assurées.
Renseignements au bureau de vente : 4, rue des Varins, Prass-sur-Arly, 74120 Megève. Tél. (50) 21-46-25.

Maison

Cardin et les glaçons



Meuble en laque renfermant un mini-réfrigérateur.

LES premiers meubles réfrigérants de salon portent la signature de Pierre Cardin. Le grand couturier est venu en personne les présenter dans son magasin Evolution, entièrement dévolu aux meubles-sculptures qu'il crée depuis 1977.

La nouvelle ligne comprend quinze meubles, tirés chacun à huit exemplaires seulement et signés, qui renferment un petit réfrigérateur-bar de 40 litres, à absorption, donc silencieux. Ils valent entre 25 000 francs et 40 000 francs.

« J'ai dessiné ce mobilier, explique Pierre Cardin, en alliant la beauté d'une sculpture très épurée à l'utilité d'avoir, à portée de la

main, des boissons fraîches à offrir à ses amis. »

Ces meubles de formes très géométriques sont en laque noire, associée à une couleur claire, ou vive comme l'orange. Ils sont conçus pour être vus sous toutes leurs faces, disposés quelque part dans la pièce ; certains se déplacent sur des roulettes. Ils ont tous des surfaces planes ou des décrochements qui permettent de poser verres et bouteilles. Voir des objets ou quelques livres. Les plus hauts forment bar et s'accompagnent de grands tabourets, à assise carrée revêtue de laque gris clair.

JANY AUJAME.
● Evolution, 118, faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris, tél. : 266-24-86.

Eric à tout faire

PENDANT les journées du prêt-à-porter — qui ont eu lieu à Paris il y a dix jours — trois chapiteaux ont été plantés au jardin des Tuileries. Pour y parvenir et, bien sûr, y pénétrer, il fallait être muni — au moins — d'un carton d'invitation. A chaque défilé, environ mille cinq cents personnes ont ainsi été sélectionnées, qui étaient étonnées, se bousculaient, et qu'il s'agissait de faire entrer en vingt minutes. Soit une personne par seconde.

Dans les premiers temps, pour cette tâche, on a fait appel, sur le modèle des boîtes disco et des concerts rock, à quelques costauds à la carrure dissuasive. Rapidement, on s'est rendu compte que ça ne servait à rien : le public de la mode est plus fébrile qu'agressif. On préfère aujourd'hui les jeunes gens bien élevés, look Neuilly — blazer, chemise blanche, cravate mince — capables de garder leur calme, de filtrer avec élégance les resquilleurs, de les repousser courtoisement, d'écouter avec un sourire navré leurs excuses : « J'ai oublié mon carton. » « J'ai rendez-vous avec untel. » « Je suis un acheteur important. » « Vous aurez de mes nouvelles, donnez-moi votre nom. »

Dans ce cas, ils donnent le nom d'Eric Legall, l'homme qui les a engagés. Il dirige une entreprise conseil, et il a la responsabilité d'une cinquantaine de défilés. Il recrute ses jeunes gens bien élevés parmi les étudiants, leur fournit l'uniforme Neuilly, leur paie net 50 F de l'heure.

Le travail est épuisant, mais pittoresque. Avant le rush d'entrée, les « pointeurs » aident les attachés de presse à préparer la salle, à numérotiser les places. Après le rush de sortie, ils aident à ranger. Le nettoyage est assuré par une société.

Eric Legall recrute également les habilleuses, également parmi les étudiantes. Elles sont payées 55 F net de l'heure. Elles arrivent en cabine une heure à l'avance, étudient le portant qui leur est dévolu, où sont suspendus les vêtements du mannequin qu'elles sont chargées d'habiller, la place des bijoux, des accessoires. Interdit de fumer, de manger. Pas question de risquer un trou de cigarette ou une trace de doigt gras sur un tissu. En cas d'effolement, une surveillante d'expérience prend les choses en main, rattrape le coup. Pas question de ralentir un défilé pour un état d'âme ou une maladresse. La rapidité est la valeur la plus précieuse de ces journées surchargées.

Eric Legall organise son plan trois semaines à l'avance, en contact avec les stylistes et leurs attachés de presse. Pendant les journées, il est là et pendant les nuits des journées aussi, quand il s'agit de soutenir les jeunes gens bien élevés qui surveillent le matériel son-lumière. Ensuite, il lui reste tout juste la force de prendre quelques jours de vacances avant un salon, un cocktail, une « table ronde », un festival de la mode...

C. G.

Mode

Aux lycées

EN présence de M^{me} Danielle Mitterrand, sous la présidence de M^{me} Hélène Ah-wei, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités, les élèves du lycée d'enseignement professionnel haute couture et esthétique ont présenté à la Sorbonne leur collection de sobriété-dix modèles d'une exécution impeccable et d'une ornementation superbe, même si le style d'aujourd'hui manquait parfois au rendez-vous.

L'important est de savoir qu'il existe à Paris cinq lycées s'intéressant à la mode : Ganneron, pour la broderie d'art ; Octave-Fauller, pour les ornements de fleurs et plumes ; Marie-Laurencin pour les tricotés et Turquetil pour la maroquinerie et la fourrure. La bijouterie est enseignée dans un lycée industriel. Au LEP haute couture et esthétique, 9, rue Fortuny, à Paris, dans le 17^e arrondissement, la scolarité est de trois ans à partir de la troisième.

230 élèves de seize à vingt ans suivent les enseignements de ce lycée, 150 dans la section couture et 80 dans la section esthétique. Les cours s'élaborent autour de la haute couture, mais aussi du costume de théâtre et d'opéra, avec le concours de lycées annexes donnant au total une formation très complète.

Les inscriptions d'esthétique seront closes le 30 avril après un test, celles de couture fin mai sur dossier.

N. M.-S.

● Broderie d'art, 21, rue Ganneron, 75018 Paris : fleurs et plumes, 9, rue Octave-Fauller, 75016 Paris : fourrure et maroquinerie, 18, passage Turquetil, 75011 Paris : Marie-Laurencin (tricotés), quai de Jemmapes, 75010 Paris : Bijouterie, 8, rue de Montmorency, 75003 Paris : Elise Lemonnier (coiffure), avenue Armand-Roussseau, 75012 Paris.

Un été 85

TROIS cent trente-deux exposants, dont cent trente-neuf étrangers, ont participé récemment à Première Vision des tissus d'été 1985, au parc international de Paris-Nord. Il s'agit de la vingtième manifestation de fabricants textiles, créée par les Lyonnais en réponse à Ideacomo, qui regroupe à Villa d'Este, sur le lac de Côme, les quarante-trois plus importants fournisseurs italiens de la haute couture et du prêt-à-porter de haute gamme.

La sélectivité française s'avère payante sur le plan de la qualité, permettant à moyen terme, selon les spécialistes dans ce domaine, de

concurrencer le géant du genre : l'Interstoff de Francfort.

Parmi les tendances qui descendent dans la rue l'an prochain, les transparents givrés et évanescents s'annoncent à peine colorées dans toutes les matières. C'est le point-clé de l'été. Les lumières acdulées du spectre se présenteront soulignées de noir pour les vacances, tandis que les citadines et les sportives se verront proposer des tons sours et neutres, éclairés de rouge brique. Les impressions, très importantes en nombre, se caractériseront par une profusion de superpositions.

N. M.-S.

SI VOUS ÊTES FORT TRÈS FORT
(jusqu'à 1,50 m de tour de taille).
JOHN RAPAL
Spécialiste prêt-à-porter grandes tailles.
40, Av. de la République - 75011 Paris.
Tél. 355.66.00.
Ouvert du lundi au samedi de 9 h 30 à 19 h
Métro Parmentier - Parking gratuit.

Les costumes prestigieux de
BRIONI di Roma
chez
aramis
36 rue du Faubourg St Honoré Paris

AUX LAINES ECOSSAISES
Choix exceptionnel de plaids et demi-plaids
181 boulevard Saint Germain
Paris 7ème - 548.53.41
Près carrefour
St Péters - St Germain

LE DEFI FRANCAIS DU PRINTEMPS

LES PRODUITS FRANCAIS A L'HONNEUR.

Cette année encore, du 6 avril au 3 mai, le Printemps se met à l'heure du Défi Français. Pour la troisième fois, il s'associe à ses fournisseurs pour organiser le Défi Français.

Le Défi Français du Printemps c'est promouvoir avec éclat la créativité, les idées et les produits français. Et c'est aussi des prix défilés sur des milliers d'articles français et des fiches techniques qui vous feront mieux connaître les entreprises qui les produisent.

Mais le Défi Français s'adresse aussi au marché international, en promouvant des artisans français à l'étranger : vous découvrirez en avant première un aperçu de l'exposition France que le Printemps organise prochainement au Printemps de Tokyo. Au Printemps, les produits français sont à l'honneur.

PRIX DEFI SUR DES MILLIERS D'ARTICLES
6 AVRIL - 3 MAI

Hausmann / Nation / Parly 2
Vélizy 2 / Halle-Galaxie
République / Terres

Mode

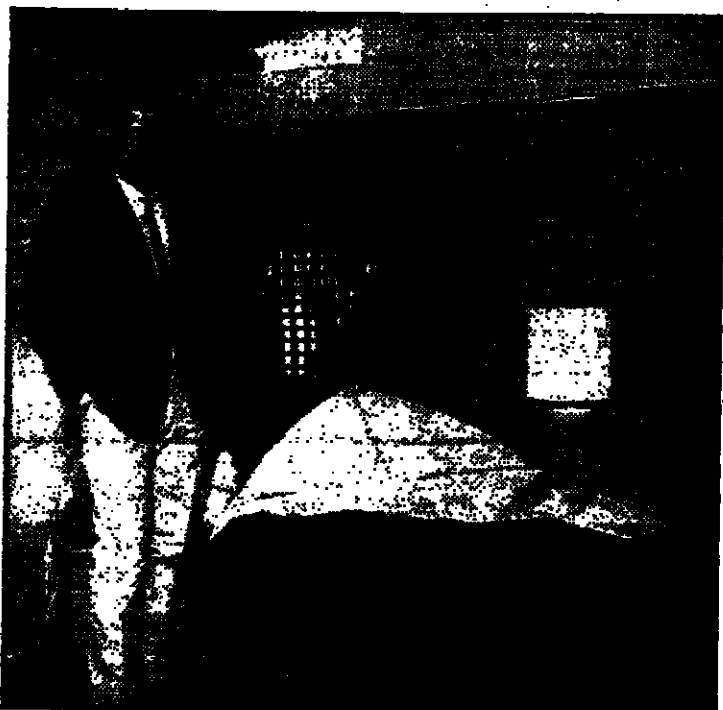
Castelbajac en quatre coloris

On y pénètre comme dans une galerie d'art au quatrième étage des Galeries Lafayette, et d'emblée on est conquis par son concept de l'environnement. Rien n'est plus naturel, en effet, pour Jean-Claude Castelbajac — qui, depuis quinze ans, habille les femmes puis les hommes en tenues à la fois originales et confortables, à base de couvertures enroulées, taillées ou découpées, — que de s'attaquer à leur style de vie dans un esprit à la fois ludique et élégant.

Avec un financement musclé, des unités de production dans son Sud-Ouest natal et son sens du raffinement, c'est un grand créateur français à dimension internationale...

Son linge de maison aux designs géométriques est présenté en boîtes format in-folio, ses lampes en forme de cube disparaissent dans le faisceau lumineux, ses services de table sont en porcelaine de Limoges, les verres en Baccarat, le tout trouvant sa place dans un cadre ancien ou moderne.

Côté mode, Castelbajac joue sur quatre coloris de lin pour l'été : le noir, le naturel, le vermillon et le blanc, à marier et superposer en chemises amples, vestes, jupes-culottes et fourreaux. Les imprimés graphiques apportent quelques lignes douces aux chemises de nuit en carrés géants de



Esprit ludique et élégance

batiste. Parmi ses dernières créations, une dizaine de modèles pour *Levi-Strauss* donnent un volume gonflé aux blousons de denim bleu, noir et rouge ou blanc cassé. Les bagages souples et les valises à petit grain de caviar synthétique sur support de coton sont réalisés par un spécialiste de

gibecières de Châtelleraut, gansés de cuir naturel en blanc, anthracite et vert kaki.

Les robes de ses finales de collections, peintes en homimage à la bande dessinée ou signées de jeunes peintres, font déjà partie des pièces de musée.

N.M.S.

Auto

Le Diesel vif

En matière d'automobile, les publicitaires ne sont jamais à court d'idées. Et chacun de vanter le constructeur qui sort ses griffes, celui qui fait l'événement ou, comme Citroën pour la Visa, le modèle qui décoiffe. On devrait dire que le nouveau modèle que Citroën propose depuis le 27 mars à sa clientèle pour entrer sur le marché du petit diesel — quatre cent cinquante mille véhicules en Europe dont cinquante-trois mille en France en 1983 — a de quoi séduire plus d'un inconditionnel des véhicules à essence de la marque.

Présentée en trois versions (Visa 17 D, Visa 17 RD et Visa Entreprise) qui viennent s'ajouter aux nombreux modèles Visa déjà existants, la Visa diesel se révèle une petite voiture relativement brillante. Cela tient au fait que Citroën, tout en se préoccupant des problèmes de consommation, a délibérément opté pour les performances. La puissance du véhicule (60 chevaux à 4600 tours par minute) est, en effet, de 20 % supérieure à celle du modèle essence équivalent. Le couple de 11,4 m kg à 2000 tours par minute est plus élevé, et les accélérations, selon le constructeur, sont meilleures de quelques dixièmes de

seconde aux 400 et aux 1000 mètres départ arrêté. Quant à la vitesse de pointe, elle est de 154 kilomètres à l'heure avec le modèle équipé — en option — de la boîte à cinq vitesses.

Pour parvenir à de tels résultats, le constructeur a donc retenu pour la nouvelle Visa un quatre cylindres Diesel de 1768 centimètres cubes dérivé du groupe monté sur la Bx. Ce choix s'est accompagné sur le véhicule d'un supplément de poids de 60 kilogrammes sur l'essieu avant que la démultiplication légèrement accrue de la direction fait oublier. Côté carrosserie, les ingénieurs se sont livrés à quelques modifications pour que le véhicule puisse recevoir son nouveau groupe motopropulseur — brancards de bloc-avant remodelés, voie augmentée grâce à des élargisseurs d'ailes — tandis que, dans le même temps, le train avant était redessiné et le diamètre des disques de freinage et la surface de leurs garnitures augmentées.

Si, à l'utilisation, la nouvelle Visa tient assez bien ses promesses et fait preuve d'un appétit très raisonnable — 4,6 litres à 90 km/h, 6,2 litres à 120 km/h et 6 litres en cycle urbain avec le modèle équipé de la boîte à cinq vitesses — on peut

regretter, en revanche, que certains détails n'aient pas fait l'objet d'une réflexion plus approfondie de la part des bureaux d'études. Dans cette gamme de véhicules, où la concurrence devient âpre en raison des nombreux modèles proposés à la clientèle par les autres constructeurs, on ne peut que déplorer le côté dépassé du tableau de bord de la Visa. D'autre part, on se prend à penser aussi, mais tout est affaire de goût, que la ligne de cette Citroën vieillie, ce qui donne lieu parfois à grandes vitesses à quelques bruits aérodynamiques regrettables tant il est vrai que le moteur lui-même est plutôt silencieux. Dans ces conditions, n'est-il pas un peu dommage d'offrir sur un châssis dont les suspensions se couchent un peu dans les virages une motorisation pleine d'agréments qui, peut-être, aura à souffrir de la concurrence de modèles plus modernes comme la 205 de Peugeot, équipée du même moteur ? Mais la politique de prix retenue par Citroën — la Visa D sera vendue au prix de 50900 F TTC, la Visa RD 54850 F TTC et la Visa 17 D Entreprise 48228 F TTC — permettra peut-être de contrarier une telle tendance si celle-ci venait à se manifester.

J.-F. AUGEREAU.

Les Tables de la Semaine

Le Troyon

Un nouveau, un bon dans cette rue proche de l'Étoile. Décor moderne, nat, avec, insolites, des serviettes habillées en garçon de brasserie 1920 : rondins, piastres empesées et cravates noires. Le chef a fait ses classes à La Ferté-sous-Jouras, chez Tingaud. La carte est courte, variée, avec des entrées de 25 francs (œufs brouillés au comté) à 75 francs (foie gras frais de canard), des plats entre 65 et 80 francs (barbe pochée, morue fraîche au lard, à la moutarde de Meaux, tartare haché à la commande) et des desserts (sorbets de Berthillon pudiquement annoncés comme « de l'île Saint-Louis »). Prix nets. Un oiseau-du-ventour à 35 francs. Quelques plats « délicatés » : le saumon Roger Stéphane, la tartinade de poisson Pierre Richard, la mousses au chocolat M^{me} de Dampierre. Fermé samedi et dimanche.

4, rue Troyon (17^e), tél. 380-57-42.

Cub Hausmann

Carte de printemps du chef Pierre Dupont pour cette série de salons en sous-sol autour d'un bar accueillant (ristretas de macquereaux, morue fraîche au coulis de piments doux, paupiettes de veau en gelée, carré d'agneau au thé vert, daube nicoise). Mais aussi les classiques, du merlan frit en coïleur au filet au poivre, et un bel assortiment de desserts. Les « vins du mois » peuvent être intéressants (cave de blanc, par exemple). Aux déjeuners seulement.

3, rue Tailbourg (9^e), tél. 246-85-33.

Le Prieuré

Joël Roy, découvert au Festival de Nancy, est ici à son compte. Quelques plats bien venus du terroir, telle la crêpe tiède de saumon au vin de Bruloy, le mignon de porc à la mirabelle, une merveilleuse carbonade de saumon au vin de Bruloy, le mignon de porc à la mirabelle, une merveilleuse carbonade de saumon au vin de Bruloy, le mignon de porc à la mirabelle, une merveilleuse carbonade de saumon au vin de Bruloy.

8, rue du Prieuré, 54630 Flavigny-sur-Moselle, tél. 326-70-45.

Le Viking

M. Benoît, qui tient ici le *Maritime*, ouvre une seconde maison face à la mer. Son chef, M. Jacques Mégean, est un élève de Joël Robuchon, ce qui est un bon point. Reste à savoir s'il tiendra une carte pour l'instant importante (avec des fautes d'orthographe, des mâtresses (« effilochés d'andouilles »), mais aussi des tentations (marinière de filets de barang frais, flan de brocoli, ananas frais au miel et au gingembre). Menus à 120 francs et 165 francs net. Si vous faites ce printemps le circuit des abbayes, une adresse à « tester ».

LA REYNIÈRE.

68, boulevard Albert-1^{er}, 76400 Fécamp, tél. 29-22-92.

Philatélie

Col de la salle à manger...

... au Cannet, œuvre de Pierre Bonnard (1867-1947), réalisée en 1932. Illustra la troisième édition de la série « artistique » de l'année. Né à Fontenay-sur-Rosne, il fut le plus subtil coloriste des nobles, affectionnant les estampes japonaises. Vente générale le 18 avril (19/84).



4.00 F, polychrome. Format 48 x 36,85 mm. Dessin et gravure par Eugène Lacaze, d'après l'œuvre de Pierre Bonnard. Tirage : 5000 000. T.-d. Périgueux.

Mise en vente anticipée :
— Les 14 et 15 avril, de 10 h à 19 h, par le bureau de poste temporaire ouvert au Centre Georges-Pompidou, Paris-4^e, Oblité. « P.L. ».
— Le 14 avril, de 8 h à 12 h, à la R.P., 52, rue du Louvre, Paris-1^{er}, et au bureau de Paris 41, 5, avenue de Saxe, Paris-7^e; de 10 h à 17 h, au Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard, Paris-7^e. Boîtes aux lettres spéciales pour « P.L. ».

● RETRAIT de six timbres le 20 avril : 1 F, Provence-Alpes-Côte d'Azur ; 2 F, Protection de la propriété industrielle ; 3 F, Danielle Casanova ; 3,30 F, Martin Luther ; 2 et 3 F, Bloctan, de l'Air et de l'Espace.

● ANDORRE : le retrait du 20 avril : 1,80 F, « le Chat sauvage » ; 2,60 F, « le Pin sylvestre ».

LE BILAN D'UNE ANNÉE D'INFORMATION

A l'occasion de nos lectures, fidèles à notre chronique hebdomadaire, nous avons réalisé un document synthétisant l'essentiel de nos informations publiées sur les timbres de France en 1983.

Un tableau récapitulatif est la clé de l'ensemble de ces quatre pages. Il résume, dans l'ordre chronologique, les événements, avec chiffres de tirage, et tous les renseignements utiles pour un collectionneur thématique.

Ce document est à votre disposition contre 5 F en timbres-poste et une enveloppe affranchie et libellée, par vos soins, à votre nom et adresse.

Ecrire à M. A. VITALYOS, le Monde Philatélie, 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

Calendrier des manifestations

● 60000 Crayon-Valade (salle des Fêtes), 14-15 avril. — Exposition phil.

● 95000 Clergy (galerie marchande, rue des Galeries), le 17 avril. — Inaug. du Centre-Ville.

● 36500 La Mère (foire), du 21 au 23 avril. — 10^e fête philatélique.

● 50000 Epiphanie-les-Bains (salle des Fêtes), 21-22 avril. — 2^e Congrès nat. F.A.C.P.

● 40000 Mont-de-Morvan (Foire exp.), du 21 avril au 1^{er} mai. — 1^{re} Foire des Antiquaires.

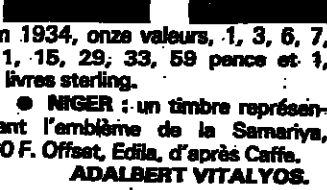
● 69140 Douargue (Palais de Kermadec), du 24 au 27 avril. — Exposition Philatélie-Journa 84.

● 62143 Angers (salle des Fêtes), les 28-29 avril. — 3^e exposition philatélique internationale.

● SAINTE-HELENE : 150^e anniversaire de Sainte-Hélène 1834-1984, timbre sur timbre, sujets divers de la série de dix timbres émis en 1934, onze valeurs, 1, 3, 6, 7, 11, 15, 29, 33, 59 pence et 1, 2 livres sterling.

● NIGER : un timbre représentant l'ambassade de la Samariya, 80 F. Offert, Édit. d'après CAFE.

ADALBERT VITALYOS.



Le Monde des PHILATÉLISTES
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE
Dans le numéro d'avril (92 pages)

LA PHILATÉLIE POLAIRE

● Conseils aux collectionneurs.
● L'Antarctique chilien.

Le tirage au sort mensuel.

La philatélie à la télévision.

Initiation à la philatélie : dossier n° 5

En vente dans les kiosques

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Campagne

SAINT-JEAN-DE-MONTS (Vendée)
Hôtel-Restaurant ROBINSON ANON
28, bd Leclerc, 85160 St-Jean-de-Monts
Tél. (51) 58-21-01. Prix compl. juil.-sept.
Toutes possibilités d'accueil pour saison.

Côte d'Azur

06000 ANTIBES
700 m. plage, HOTEL MERCATOR***, 18 studios, cuisine, s.d.h., w.c., té., park, jardin, prox. tennis, bus, boat, parc. AVAIL-MAI par personnes : 8 jours : 620 F. JUIN-SEPT., par personnes, 700 F. Châtaignier des Grands. Tél. : (93) 33-50-75.

06000 MENTON

HOTEL MODERNE***
Pr. mer. Sans poss. Tél. (93) 57-20-02.

Mer

14010 BLONVILLE-SUR-MER

5 km de DEAUVILLE

Ouverture le 30 mars 1984

GRAND HOTEL ***

Tél. (31) 87-90-54

23 chambres traditionnelles, 27 studios kitchenettes. Piscine couverte, chauffée. Téléphone et T.V. dans les chambres et les studios.

BAIE D'ARCACHON

LE ROUMINGUE — 33138 LANTON
Tél. (56) 82-97-48

Camping. Bungalows. Pension complète (club et hôtel). Jusqu'à 40 % de réduction en juil. et septembre.

PRÉALPES 26 DIE

Climat en moyenne montagne. Climat déjà prouvé. Nombreuses possibilités de prom. en val. (Vercors tout proche), à cheval, à pied (guides, circuits balisés), 6 tennis, civières, camping 2-3 6c., 17 hôtels, meublés. Fêtes paysannes. Ecrire S.I. 26150 DIE.

LAURENT

LAURENT

LAURENT

LAURENT

LAURENT

LAURENT

LAURENT

LAURENT

LAURENT

LAURENT

LAURENT

LAURENT

LAURENT

LAURENT

LAURENT

LAURENT

LAURENT

LAURENT

LAURENT

LAURENT

LAURENT

LAURENT

Montagne

JURA

JOLI JURA VERT

Une semaine tout compris 917 F TTC en pension complète avec la boisson au choix ou demi-pension : 105 F par jour. Animaux acceptés. Grand jardin.

Hostellerie L'HORLOGE

R.N. 78

39130 PONT-DE-POITTE

Provence

ROUSSILLON - 84220 GORDES

Le petit hôtel de charme du Lubéron aux portes de la Haute-Provence. Très grand confort. Service attentif. Excellente cuisine de femme et de marché. Piscine dans la propriété. Tennis, équitation à volonté. Week-end et séjour.

MAS DE GARRIGON***

Tél. : (90) 75-63-22.

Accueil : Christiane RECH.

Stations thermales

PYRÉNÉES-ORIENTALES

A VERNET-LES-BAINS.

« Le Paradis des Pyrénées »

Thermalisme et climatisme. L'Hostellerie AU COMTE GUERRE DE CONFLENT.

Av. des Thèmes, 66220. Tél. (83) 05-54-72.

Vous fera une proposition adaptée à votre projet.

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE

ET DES ARTISTES

(près du Théâtre la Fenice)

5 minutes à pied de la place St-Marc

Atmosphère intime, tout confort.

Prix modérés

Réservation : 41-32-333 VENISE

Tél. : 411150 FENICE I

Directeur : Dante Apollonio

HAUTE-SAVOIE

Vill. calme aux portes de Morzine.

Avoriz. Hiver : ski de fond, randonnée, piste. Été : montagne, forêt, lac, alpage.

Rosa. Syndicat Initiative, (50) 79-12-31.

74110 MONTREND-LE-LAC

74110 MONTREND-LE-LAC

74110 MONTREND-LE-LAC

74110 MONTREND-LE-LAC

74110 MONTREND-LE-LAC

74110 MONTREND-LE-LAC

74110 MONTREND-LE-LAC

74110 MONTREND-LE-LAC

74110 MONTREND-LE-LAC

74110 MONTREND-LE-LAC

74110 MONTREND-LE-LAC

74110 MONTREND-LE-LAC

échecs

N° 1067

Différences

(Tournoi Open de Reykjavik, 1984)
Blancs : REE (Hollande)
Noirs : HJARTARSON (Islande)
Gambit - Dame

1. d4 C6 15. Fd2 (a) C87
2. e4 d5 16. b5 g5
3. Cc3 d4 17. Cc5 C5
4. Fg5 F7 18. Fd3 (b) F7
5. Cc3 b6 19. dxc5 d7
6. Fd4 e6 20. Cc7 (j) Fxc3 (k)
7. Dc2 (a) b6 (b) 21. bxc3 bxc3
8. Fxc3 Fxc3 22. Cc8 (i)
9. d4 Cc6 (c) 23. Cc8 (m)
10. b4-b5 (d) dxc3 (n)
11. Dxc4 Fd7 23. RZ Cc6 (a)
12. Fd4 Td8 24. RZ (o) Cc3+
13. Fd3 (g) d5 25. RZ (p) Dc4
14. Dc4 (f) Fg7 26. Td6 RZ
27. Aléane (q).

a) La suite 5... b6; 6. Fd4, 0-0 laisse apparaître l'intention des Noirs d'entrer dans le système défensif en 1922 par Tartakower (7... b6), qui bénéficie d'une grande mode depuis une dizaine d'années. Le développement de la D semble supérieur aux nombreuses variantes de ce système. Cependant, en regardant cette ouverture de plus près, on remarque une première différence : l'ordre des coups du système Tartakower est le suivant : 1. d4, d5; 2. e4, e5; 3. Cc3, Cc6; 4. Fg5, Fd7; 5. d3, 0-0; 6. Cc3, b6; 7. Fd4, b6 et, dans cette position, les Blancs ont le choix entre plusieurs variantes. 8. Fd3 ou 8. Td1 ou 8. Dc2. Le grand maître hollandais n'a pas effectué le coup d2-d3, joué, en principe, au cinquième coup, telle est la première différence. Deuxièmement, le dévelop-

pement de la D en g2 survient au septième coup (et non au huitième). Il s'agit donc du choix d'une continuation propre au joueur hollandais, qui lui permet de surprendre et de vaincre à Luccerne, en 1982, le grand maître soviétique Beliavsky. Avec la D en g2, les Blancs contraindront la case d4 tout en préparant le grand roque.

b) Cette réponse facilite le plan des Blancs. 7... Cc6-d7 semble meilleur; par exemple, 8. Td1, b6; 9. exd5, dxc3 (si 9... Cxd5; 10. Cxd5, exd5; 11. Fxc7, Dxc7; 12. Dxc7, Fd6; 13. Dc2, Td8; 14. Dc4, Cb8 et rien n'est clair; selon Rée lui-même, 12. Dc2 est encore plus fort); 10. d3, Fd7; 11. Fd3, c5; 12. 0-0, Cb8; 13. Fg3, c4; 14. Fh7+! Rb8; 15. Ff5, Cd6; 16. b3, Cd6; 17. Fxd6; Fxd6; 18. bxc4, bxc4; 19. d4 avec une situation complexe.

c) Un bon coup (de loin supérieur à 9... dxc4; 10. Dxc4) qui peut laisser supposer que le joueur islandais voulait, par 7... b6, forcer l'avance d2-d4.

d) Une décision courageuse, dans l'esprit de la partie Fine-Alekhan, de Nottingham 1936 (1. d4, d5; 2. e4, e5; 3. Cc3, Cc6; 4. Fg5, Fd7; 5. d3, 0-0; 6. Fd4, b6; 7. Fd4, b6; 8. Cc3, b6; 9. Cc3, b6; 10. Cc3, b6; 11. Dc2, Td8; 12. 0-0, b3, Cd6; 13. Fxd6; Fxd6; 14. bxc4, bxc4; 15. d4 avec une situation complexe).

peut cependant se demander si 10. Td1 suivi du petit roque n'est pas plus sage. e) A considérer est 13. Dc3 et si 13... Cc7; 14. g4 avec une forte attaque.

f) Menace éventuellement Fxc6. g) La bonne continuation est certainement dans l'avance 15. d3 car le roque du Fd2 ne fait que défendre le pion d4 et perd un temps important pour l'attaque qui subit après 15... exd5; 16. Cxd5.

h) L'offensive sur l'aile - R s'étant évanouie, les Blancs reprennent la voie positionnelle et envisagent la suite 19. Fxc7, Txc7; 20. Cc6 on 20. Dd4.

i) Mais voici que les Noirs déclenchent subitement leur contre-attaque en refusant de suivre les voies pacifiques de leur adversaire.

j) Si 20... g6, Fd5; 21. exb7, Cd4; 22. Txd4, 13 on 22. Dd4, 15. Le gain de la qualité laisse cependant aux Noirs une compensation suffisante.

k) Après l'ouverture de la colonne b, le R blanc n'est plus en sécurité.

l) Se trompant de T mais 22. Cxb8, Txb8 encore aux Noirs de dangereuses perspectives sur l'aile - D.

m) Un coup intermédiaire efficace qui force le R blanc à fuir principalement puisque 23. Td3 perd après 23... Fxh3 et Dxc2.

n) Encore un coup intermédiaire brillant, qui menace mat après 24... Fxh3; 25. gxf3, Dxc2+; 26. Rg3 (61), Dc3 mat.

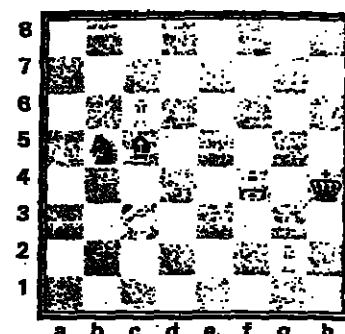
o) On est loin de l'attaque des Blancs sur l'aile - R. La défense des Blancs n'est plus possible : si 24. Fxb7, Fd1 et les Blancs ne peuvent plus couvrir la case e2. Si 24. Td1, Fxh3; 25. gxf3, Dc3; 26. Dg3, Td2+; 27. Rg1, Cg2+; 28. Rf1, Cxh1. Si 24. Rg3, Dc3.

p) Si 25. gxf3, Dxc3+; 26. Rg2, Fxh3+; 27. Dxf3, Td2+ ou bien 26. Rf1, Fxh3; 27. Dg3, Dd3+.

q) Si la D quitte la garde de la case g4, alors 27... Dxc4 mat.

ÉTUDE

N. KRALIN
(1963)



Blancs (5) : Rf4, Fb6, Pg6, g3, g2.

Noirs (3) : Rb4, Ch5, Fc5.

Les Blancs jouent et gagnent.

CLAUDE LEMOINE.

bridge

N° 1065

Reconstitution méthodique

Grâce à la surenchère de 3 Trèfles et à l'entame, le déclarant a pu jouer cet optimiste grand chelem comme si les quatre jeux étaient établis sur la table.

AD 1094
AR 5
V 872
S
V 76532
N 974
E 964
S 3
V 1032
A 3
AR 1087

Ann. : O. don. N.S. vuln.
Ouest Nord Est Sud
Brock Schwartz Lien Stampf
Passe 1 passe 2
3 4 passe 4 SA
passe 5 6
passe 7 8 passe passe...

Ouest ayant entamé le Roi de Carreau, comment l'Israélien Stampf, en Sud, a-t-il gagné le GRAND CHELEM A CŒUR contre toute défense ?

Réponse :

Ouest a au moins six Trèfles (pour être intervenu à 3 Trèfles) et probablement quatre Carreaux par Roi, Dame, 10, étant donnée son entame. Comme il faut, d'autre part, que les atouts soient bien répartis, il est facile pour Stampf de supposer que Ouest n'a qu'un seul Pique. Les chances que le Valet de Pique soit sec étant infimes, il faut essayer de gagner avec le Valet de Pique sixième en Est ! Mais comment trouver les treize levées quand manifestement Est pourra couper Trèfle au deuxième tour ? Après de savants calculs, le déclarant aboutit à ce total de treize levées : quatre Piques (grâce à l'affranchissement du 9 de Pique en coupant le Valet), cinq Cœurs de la main, l'As de Carreau et trois Trèfles (dont une coupe...).

Stampf a donc pris l'entame avec l'As de Carreau, puis il a tiré le Roi de Pique sec, la Dame de Cœur et le Roi de Cœur (pour éliminer les

atouts d'Ouest); ensuite, il a réalisé les Piques, et, quand le Valet de Pique a couvert le 10, il a coupé. Alors seulement il a tiré l'As de Trèfle et a coupé un Trèfle avec l'As de Cœur, puis il a défaussé le 3 de Carreau sur le 9 de Pique affranchi. Enfin il a coupé un Carreau, a battu atout et a fait la treizième levée avec le Roi de Trèfle.

L'incroyable stratagème

Quand une situation semble désespérée, il faut savoir prendre des mesures désespérées comme le fit Lee Hazen il y a une quarantaine d'années.

532
642
V 84
D 1065
N 7
E 8
S 42
AR 10864
V 9
A 987

Ann. : S. don. Tous vuln.

Sud Ouest Nord Est
2 passe 3 passe
4 passe 4 passe
6 passe 6 passe

Ouest ayant entamé le 2 de Pique pour le 9 du mort, le 7 d'Est et le 4 de Sud, quel plan machiavélique Lee Hazen, en Ouest, a-t-il échafaudé pour faire chuter ce PETIT CHELEM A PIQUE qui était sur table ?

Note sur les enchères :

L'ouverture de deux Piques était l'ouverture de Deux naturelle et forçant de manche mise au point par Culbertson. Sur quatre Trèfles, Nord aurait dû déclarer quatre Cœurs au lieu de redire trois Piques. Le saut final à six Piques était normal.

COURRIER DES LECTEURS

Livres sur les appels
« Je cherche, écrit A.G. (Rennes), un livre qui présenterait

de manière aussi exhaustive que possible les appels, défausses italiennes, pair impair... »

Tous les livres sur le jeu de la carte expliquent le mécanisme des appels. Citons les plus récents : *Le Jeu de la carte contre le déclarant*, de Jais et Lebel (Edit. du Rocher, 1980); on y trouve de nombreux exemples; *Bridge, connaissance et technique*, de Le Deuts (Edit. Denoël, 1981); une *Encyclopédie* où l'on découvre comment sont nées et ont évolué toutes ces conventions d'appel et de défausse; *L'Art de la défense* (1981), de Flint et Greenwood, traduit en français. Tous ces ouvrages sont en vente à la librairie Le Bridgeur (28, rue de Richelieu, 75001 Paris).

PHILIPPE BRUGNON.

dames

N° 221

Gain classique

Tournoi de Prague, 1983
Blancs : C. RÖDIN
Noirs : P. MALIS
Ouverture : Régalat

1. 32-28 16-21 8. 29-28 15-24
2. 31-26 28-21 (a) 9. 40-30 35-27 (b)
3. 34-29 (b) 11-16 (c) 10. 26-23 (d) 17-26
4. 40-34 13-18 11. 28-27 12-21
5. 42-40 28-24 (d) 12. 35-30 (e) 24-28
6. 29-28 15-24 13. 37-31 26-27
7. 34-29 10-15 (e) 14. 42-32 Aléane (f)

NOTES

a) Dans le match mondial Gantwarg-Wierma de 1981, la suite fut 2... (11-16); 3. 38-32 (18-22) [attaque Rosenzweig]; 4. 43-38 (7-11); 5. 40-43 (1-7); 6. 37-31 (21-27); 7. 32-21 (16-27); 8. 42-37 (11-16); 9. 37-32 (16-21) [après l'attaque Ro-

senzweig, le jeu se rapproche de la partie Bonnier, excentrique de gros risques pour les deux camps]; 10. 41-37 (20-24); 11. 47-42 (13-18); 12. 34-29 (7-11); 13. 29-20 (15-24); 14. 39-34 (8-13); 15. 44-39 (3-8); 16. 28-23, etc. Ataque plus forte que l'attaque 16. 50-44 (10-15); 17. 29-23 (18-20); 18. 34-29 (15-28); 19. 32-23 (5-10), les Blancs sont alors exposés à plusieurs dangers :

a') 20. 40-34 (24-29); 21. 33-24 (13-19); 22. 24-13 (9-49), N+.

a'') 20. 39-34 (24-29); 21. 33-24 (22-28); 22. 31-33 (13-19); 23. 24-13 (6-50), N+.

a''') 20. 33-29 (24-33); 21. 38-29 (27-32); 22. 37-28 (22-24), N+.

b) 3. 37-32 (11-16); 4. 41-37 (7-11); 5. 46-41 (13-18); 6. 37-31 (21-27); 7. 32-21 (16-27); 8. 42-37 (18-23); 9. 37-32 (11-16); 10. 32-21 (16-27); 11. 48-42 (23-32); 12. 34-29 (8-17); 13. 42-37 (13-18), etc. (Kriszt-Szilvassy, championnat d'Europe, 1978, le Monde du 14 octobre 1978).

c) 3... (12-18); 4. 40-34 (11-16); 5. 45-40 (7-12); 6. 38-32 (20-25);

7. 50-45 (1-7); 8. 42-38 (14-20); 9. 48-42 (46-1); 10. 37-31 (10-24); 11. 42-37 (10-14); 12. 47-42 (4-10); 13. 31-27 (22-31); 14. 36-27 (18-22); 15. 27-18 (13-22); 16. 41-36 (9-13); 17. 37-31 (13-19); 18. 42-37 (8-13); 19. 28-23 (19-28); 20. 32-23 (14-19); 21. 23-14 (10-19); 22. 38-32 (12-18); 23. 32-28 (2-8), les Blancs dément; 24. 28-23 (19-28); 25. 35-30 (24-35); 26. 29-24 (20-38); 27. 43-1 (8-12); 28. 1-4 (15-20); 29. 4-27 (21-41); 30. 46-37, B+.

d) Echange actif pour donner davantage d'intensité exercée par l'enchaînement à 22.

e) Poursuivant la même idée.

f) Un coup de position naturel, anodin, mais aussi un tenté de fausse complot, en puissance au niveau de ces deux combattants de classe nationale dans leur jeune fédération, une chance de gain.

g) La faute qui livre un gain classique en cinq temps.

h) Le premier temps de la combinaison, assez simple, choisie comme ex-

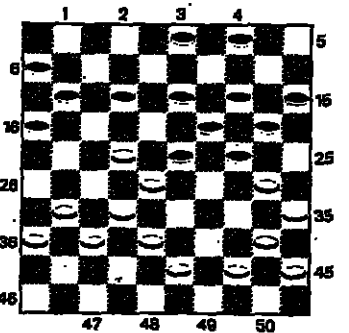
emple visuel pour les dames comptant quelques trimestres d'existence.

i) L'ouverture d'un boulevard.

j) B +.

PROBLÈME :

P. GHESTEM
1948



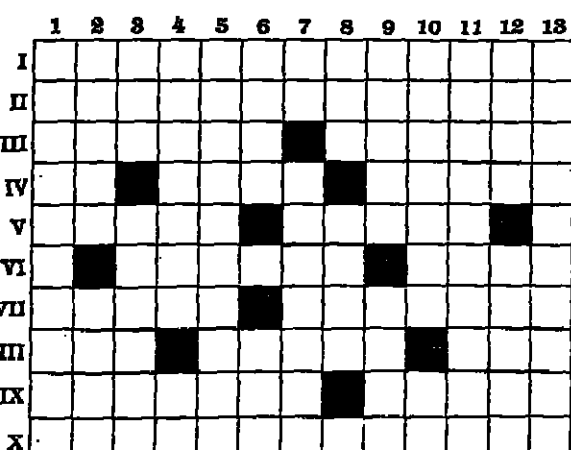
Les Noirs jouent et forcent le gain.

SOLUTION : (16-21) 31-27* (13-18) [une faiblesse trouvée] 27-27* (18-27) 7-29 (24-31) 32-21 (6-11) 36-27 (11-17) [deux temps de coup consécutif] 21-12 (3-8) 12-23 (20-25) 3-20 (25-34) 40-29 (15-31), N+ de rové réalisé par cet ex-champion du monde, en... simultanée !

JEAN CHAZE.

MOTSCROISÉS

N° 296



Horizontalement

I. Le propre d'un gajout ou pire encore. - II. Là où vit ce monsieur c'est presque un continent. - III. Ça se passe dans la clarté. Annonce le déluge. - IV. Quelles manières ! Attache de droite à gauche. Un paria pluriel, perdu. - V. Vieux vassal. Pour pouvoir tresser. - VI. Forcément beaucoup. Mettre ensemble mais à l'envers. - VII. C'est noir, c'est beau. Construction nucléaire. - VIII. Possessif. Drôle de bobine. Voyelles. - IX. On est en papier ou elle est en plumes ou elle est en fonte. Pour accorder. - X. Met d'excellente humeur.

Verticalement

I. Il faut parfois en témoigner pour le 1. - 2. A rechercher de suite. Pour l'économie ou pour le bêtise. - 3. Fort et serré. Lâché par les Yankees. - 4. On y rebondit. Conjonction. - 5. Pour l'économie et les productions artistiques. - 6. On l'aime comme ça ? Pour l'économie. - 7. Démonstratif. Que de bateliers ont gagné ou perdu un rocher. - 8. C'est une sorte d'invention. N'a pas d'ami. - 9. Fis avancer. Ce n'est pas un rêve. - 10. Il va triquer. Avance. - 11. On dit toujours qu'il est bon, parce qu'il demande à tous d'être bons. - 12. On c'est à soi ou il faut le regarder de bas en haut. Fit une attache. - 13. Une espèce de forcené.

SOLUTION DU N° 295

Horizontalement

I. Coproduction. - II. Arrêté. Outrée. - III. Sauvetage. Ecu. - IV. Acné. Emuagés. - V. Bleues. Arrière. - VI. Le. Si. Dnsr. - VII. Défausse. AL. VIII. NSO. FBI. Issie. - IX. Congélat. ORI. - X. Alcalinescences.

Verticalement

1. Casablanca. - 2. Oracle. Sol. - 3. Prune. Donc. - 4. Réveuse. Ga. - 5. Ote. Eiffel. - 6. Détestable. - 7. An. Ouies. - 8. Cognats. Ne. - 9. Tueur. Site. - 10. Il. Aides. - 11. Orégon. AOC. - 12. Nécessaire. - 13. Sencoriels.

FRANÇOIS DORLET.

ANACROISÉS®

N° 296

Horizontalement

1. EGGINORT. - 2. AACEIRSTU (+4). - 3. ACINRESTU. - 4. IINORV. - 5. AEEINOUX. - 6. EELIMSTU. - 7. ARIQSTU (+1). - 8. ACEEFILM. - 9. ACUIUV. - 10. AACINORS. - 11. AEINTU. - 12. CEPLNTU. - 13. ALPSTU. - 14. AEEINPTU. - 15. EELIMX. - 16. INNOSSU (+2).

Verticalement

17. ACDEEIR. - 18. FILMOR. - 19. ACEERTU (+1). - 20. CELNSUU. - 21. AEEEMRTU. - 22. ACEIRSTU (+7). - 23. AMNRTU (+1). - 24. AACINRS. - 25. ADECEIUV. - 26. INLPUV. - 27. ACEEIRLL. - 28. ADERSS (+2). - 29. EEEIKNP. - 30. ANSSSTU (+1). - 31. CENNOT (+1).

SOLUTION DU N° 295

Horizontalement

1. TEMOIGNE. - 2. BOVINE. - 3. UTRICULE cavité de l'oreille. - 4. FARLOUSE. passeraie (FLOUERAS, FOULERAS, REFOULAS). - 5. SETACEE en forme de soies de porc. - 6. OZONISE. - 7. ALPISTE (PATRES, PILATES, PLASTIE, PLATES). - 8. SPITANTE. belg. enjôle. (PATIENTES, PINTATES). - 9. OINTES (ETIONS, SOIENT, TONIES). - 10. VILEMENT. - 11. JETONS. - 12. ATARAXIE, quiétude absolue. - 13. BEAUFORT. - 14. ETIENS. vent méditerranéen. - 15. CRAMBES, chou marin (CAMBRES).

Verticalement

16. TEFIONS. - 17. PEDIMENT, glacis d'érosion. - 18. MARGOTIN, petit fagot de brindilles. - 19. REVULSA (REVULUS, LAVEURS, LAVURES, VALLEURS, VALSEURS). - 20. TRONISA. - 21. HEXOSES. - 22. EPATATES. - 23. BIATHLON, ski et tir. - 24. JACTER. - 25. PIERA. - 26. VULCAIN, papillon. - 27. STOKOKES, mouche à bestiaux. - 28. NEMERTE, ver plat marin. - 29. ANILINE. - 30. SEULES (BLUSSE).

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.

مكتبة الأمل

Classique

Jazz

La nouvelle « Carmen »



Les cigarières, par Gustave Doré

FERMONS les yeux, oublions les images de Francesco Rosi et écoutons le seul disque, puisque dis-que il y a hors le film. De Lorin Maazel, on retiendra une direction volontairement axée sur la légèreté et la demi-teinte, dépourvue de tout faux ibé-riisme, très « musique fran-çaise » au contraire, distinguant et détaillant avec minutie les instruments, jouant jusqu'au maniérisme des variations de tempo. Parti pris de sobriété certes mais qui manque du coup la violence, la cruauté, cette séduction charnelle qui est le secret (et fut le scandale) de l'œuvre.

Il est vrai que pour la violence, la sensualité et l'inten-sité, deux des trois interprètes principaux sont là ! Un Plácido Domingo halluciné, d'un enga-gement total, d'une diction remarquable et usant de tous les coloris de son timbre pour dessiner un personnage primaire dans ses contradictions. L'un des rôles de prédilection dans une carrière d'exception, fondée sur des dons naturels évidents mais plus encore sur une intelli-gence rare du chant et du théâ-tre lyrique (ce qui est autre chose, bien sûr, que le jeu ciné-

matographique). Un Ruggero Raimondi non moins « animal » dans sa présence de fouve séducteur et joueur, non moins somptueux de variété vocale, mais avec un style fort diffé-rent, plus appliqué dans ses intentions, plus attaché à ses effets.

Julia Migenes-Johnson, insé-parable à l'écran, est nettement en retrait à l'écoute. Ce n'est question ni de ton (parfaitement juste) ni d'interprétation (sen-sible et vraie), mais de moyens. Lui manquent une intensité que sa tessiture trop légère pour le rôle ne lui permet pas, une den-sité du registre grave que son étendue ne lui offre pas. Cette Carmen a en fait les moyens de Micaela. Charmante, enjouée, elle ne sert qu'un aspect res-traint de son personnage et dis-paraît dans les duos.

Le reste de la distribution est fort inégal, peu homogène, sans identité musicale bien définie. Bref, et malgré le génie de Domingo et de Raimondi, cette Carmen aura du mal à s'imposer sans le secours des images qui l'ont suscitée.

ALAIN ARNAUD.

• Trois disques Erato, NUM. 751.133.

Suite des « Indes galantes », de Rameau

« Le public aient peu moins satisfait des scènes des Indes galantes que du reste de l'ouvrage (...), c'est pour cette raison que je ne présente ici que les symphonies entremêlées des airs chantants... » Ainsi se trouve légitimé par Rameau lui-même le prin-cipe de cette suite d'orchestre enre-gistrée par la Chapelle royale sous la direction de Philippe Herreweghe.

« Art de la manipulation » (et de l'adaptation) par excellence, le baroque a privilégié la Suite instru-mentale pour mieux faire tenir, dans la force, la grâce ou la fragilité de l'instant, l'essentiel de sa poétique musicale. Et, certes, la première des vertus requises chez les exécutants est d'être sensible à la double loi du mouvement et du contraste, afin de varier au plus juste les humeurs de la musique : ici, la fièvre des danses ; là, les tendres plaintes des épiques amoureux.

Quant à Philippe Herreweghe, acquis avec la ferveur que l'on sait

aux idées de la réinterprétation à l'ancienne, il avait pourtant paru marquer le pas dans son intégrale de l'Armide, de Lully. Fort heu-reusement, le voici rendu à lui-même et à sa meilleure inspiration dans ce disque où l'approche soignée instru-mentale de l'opéra-ballet lui per-met de jouer de toutes les res-sources du riche orchestre ramiste, avec ses fibres respiratoires et sa vitalité rythmique, la couleur et la lisibilité irremplaçables de son écriture, où flûtes, hautbois et bassons s'émancipent pour entrevoir au loin l'aventure de *Paléas* (*Prélude pour l'Adoration du soleil*). Et la Chapelle royale a rarement aussi bien sonné et nuancé l'ensemble, avec un coup d'archet très aisé chez les cordes et un sens de l'urgence dynamique dans les danses dont profite au mieux l'imposante Chaconne, qui, tout à la fin, vire à l'apothéose.

ROGER TELLART.

• Harmonia Mundi, HM 1130.

Haydn par Colin Davis

Après avoir déjà enregistré quinze symphonies, dont les douze londoniennes, Colin Davis et l'Or-chestre du Concertgebouw d'Am-sterdam poursuivent leur cycle Haydn avec les deux dernières œu-vres du genre composées à Est-raza (en 1788 et en 1789 respec-tivement). L'une, la *Symphonie n° 81*, est relativement peu connue. L'autre, la *92*, est au contraire — et à juste titre — l'une des plus célèbres de Haydn. C'est avec elle que, en 1791, ce dernier fit ses dé-buts à Londres, et son surnom d'*Oxford* est dû au fait qu'il la diri-gea lorsque, en juillet de la même année, l'université de cette ville lui conféra le titre de docteur honoris causa.

Ces deux symphonies sont diffi-ciles à interpréter, en particulier la *92*, dont les bonnes versions se

comptent aisément sur les doigts d'une seule main. Elle possède comme deuxième mouvement un « thème et variations » au rythme de marche lente, d'un humour am-bigu et par là très viennois. Le pi-quant solo de basson de la première variation et les trilles « débou-tonnés » de la fin de ce mouvement ont rarement été aussi bien rendus que par Colin Davis. L'introduction lente de l'*Oxford*, une des plus ex-traordinaires de Haydn, coupe le souffle et permet d'apprécier les so-norités uniques — moelleuses, mais si bien différenciées — de l'Orches-tre du Concertgebouw. Et toute jus-tice est rendue à la grandeur épique de la partition, dont voici une in-terprétation de référence.

MARC VIGNAL.

• Philips, 410.390.

Rock

« Sundown », de Rank and File

Les cow-boys sont de sortie ces jours-ci. Après The Alarm, voici Rank and File. Mais, ici, la musique est de mise avec la mise ; on ne ca-che pas ses origines country et west-ern : conquête de l'Ouest et pion-niers défilant sur les plaines du Colorado, le ton est donné. Guitares country et chœurs western, bal-

lades au soleil couchant ou gigue sautillante, un pas en avant, tou-rnez sur le côté, on change de cavaliers, youpi ! C'est pendant rigolo mais ça ne casserait pas trois plumes à un indien.

ALAIN WAIS.

• Virgin, 206 183.

« Heavy Heart », de Carla Bley

« Je ne voudrais pas me canton-ner dans la musique qui dérange. » Telle est la déclaration liminaire de l'auteur de *Heavy Heart* dans le texte qui accompagne le disque. Mais, chère Carla Bley, dérompez-vous, la musique de *Lisa*, par exem-ple, avait arrangé l'auditeur, plutôt. Le dérangeant pour le dérange-ment, l'oppression par le vide, nous connaissons, depuis longtemps. L'agression pure, la seule qui soit un crime esthétique, n'est jamais venue de vous, qui mépriez le train-train sans vous croire autori-sée à désigner de bonnes habi-tudes collectives.

« Cette musique moelleuse, sen-suelle, est non seulement plus agréable à écouter, mais aussi plus drôle à jouer », dit encore Carla Bley, avant de citer *Heavy Heart* et *Talking Heart*, les deux slows qui ont servi de principe générateur et où pointe un rien de tristesse, comme s'ils étaient donnés dans un club 3 heures du matin. En rythme ternaire sont exprimés aussi *Star-ting Again*, où tricote Kenny Ke-

land, et *Ending It*, où le son âpre et sec du trombone Gary Valente se laisse progressivement envahir, submerger par celui de l'orchestre tout entier. Bizarre, à l'inverse — avec euphorie — *Joyful Noise* sur-tout à la façon d'une réurrection du *Air's* *Mishaviv* de Fats, avec des formules d'accompagnement sans cesse variées et un Steve Siegel qui force à brida abattois.

L'ensemble de Carla Bley, il faut le répéter, est le plus attachant que l'on puisse écouter en ce moment. Conséquence d'un respect du public et de soi-même, d'une imagination débordante dans la composition, d'une cohabitation forte entre les pa-tarnaires d'un groupe professionnel soudé par la coutume des tournées, les sympathies réciproques, le goût de la plaisanterie et de l'humour, et enfin, une fermeté commune dans le démarche, qui défend un art très subtil avec la foi du charbonnier.

LUCIEN MALSON.

• WATT 14, distribution Pho-nogram.

« Commodore Classics », d'Eddie Condon

Il était une fois, à New-York, une boutique attractive, tenue par Milt Gabler, la Commodore Music Shop, dont un thème de Chew Barry pé-netrée l'adresse : *Forty Six West Forty Two*. En janvier 1938, le dis-queur devint éditeur. Sa petite mar-que allait jouer pour le diadème — et pour le mainstream — un rôle sensible à celui de la firme Blue Note pour les musiciens qui leur su-cédèrent. L'une et l'autre maison d'édition a voulu offrir aux artistes des enregistrements et des gra-vures impeccables. Dans les deux cas c'était le respect et l'amour du jazz dont les marchands ordi-naires se contentaient de vendre les galettes comme on vend des clous ou des boules.

On peut retentir, parmi les nom-breux volumes récemment rapu-bliés, certains de ceux placés sous le signe du « réveilisme », auquel Milt Gabler a contribué plus que qui-conque : trois microsilence du guita-riste Eddie Condon, parangon du style Chicago, du jazz tel que le vi-vaient des jeunes gens nés aux Etats-Unis et appartenant à des fa-milles musiciennes immigrées de fraîche date et sensibles à ce qui bougeait dans l'espace populaire

qui leur était inimmuablement ef-fecté.

La plupart des grands bon-hommes blancs, amis de Condon, défilent dans ces pages : Muggsy Spanier, Bobby Hackett, Pee Wee Russell, Bud Freeman, Jess Stacy, Joe Sullivan, George Wettling. En 1938, le plus vieux d'entre eux a trente-quatre ans. Méanmoin, hos-tile ou favorable, la littérature mé-dio-cra de l'époque leur attribue des têtes chenuës et raconte leur geste lointain, sous l'effet de l'acclési-ation de l'histoire sans doute, qu'em-piète le tambour des faiseurs de « scoops ».

Quelques invités noirs, et non des moindres, apparaissent chez Eddie Condon, Fats Waller par exemple, ou Lionel Hampton. Ce n'est pas, cela, un jazz à l'ancienne, raprice ou imitation de ce qui fut chez d'autres et jadis, mais, bel et bien, un jazz continué et fidèlement assumé par ses authentiques inven-teurs.

L. M.

• Commodore 6 24054, 6 24296, 6 25526. Diffusion Pathé-Marcel EMI.

Vidéocassettes

Concert pour le Bangladesh

• Vidéo musicale éditée et dis-tribuée par Thora EMI

A l'occasion du vingtième anniversaire des Beatles, Thora EMI édite l'enregistrement du concert organisé en 1971 à New-York par George Harrison au profit des victimes de la famine du Bangladesh. Aux côtés de George Harrison, on retrouve, au Madison Square Garden, Bob Dylan, Billy Pres-ton, Leon Russell et Ravi Shan-ker.

Zig-Zig

• Film français de Lucio Szabo, avec Catherine Desnoes et Bernadette Lafont. Edité et distribué par Thora EMI.

Chanteuses de cabaret à Pigalle, Marie la blonde et Pa-oline la brune rêvent d'un chalet à la montagne. Le financement de leur rêve les amène d'abord sur le trottoir, puis les plonge dans des aventures romancées. Dans un décor de série noire, un film insolite et cocasse qui n'a pas eu beaucoup de succès en salles et n'est jamais passé à la télévision.

Poussière d'empire

• Film français de Lam Le, avec Dominique Sanda et Jean-François Stevenin. Edité et distribué par Ciné-thèque.

De la chute de Dien-Bien-Phu à la guerre contre les Etats-Unis, une vision personnelle et

romanesque de l'histoire du Vietnam.

L'Indiscrétion

• Film français de Pierre Lary, avec Jean Rochefort, Jean-Pierre Marielle et Dominique Sanda.

A cause de mystérieuses interférences sur son poste de radio, un technicien en vacances se trouve mêlé à un meurtre et recherché par la police. Un bon suspense à la française.

Capricorne one

• Film américain de Peter Hyams, avec Elliot Gould et James Brolin. Edité et distri-bué par CBS/FOX.

Trois astronautes mis au secret dans une base militaire reconstituée devant les caméras de télévision une fausse expédition sur Mars. Un faux film de science-fiction mais une mise en cause efficace du pouvoir des médias au service des secrets d'Etat.

Merci, Bernard

• Série télévisée de Jean-Michel Ribes, avec Roland Topor, Gildé et Claude Pié-plu. Edité et distribué par RCV.

Bonne idée que d'éditer une vingtaine de sketches tirés de ce « magazine fondé et déchaîné », diffusé l'an dernier sur FR 3. Pour les amateurs d'humour noir et de non-confor-misme.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

LES MEILLEURES VENTES ET LES RECOMMANDATIONS DES DISQUAIRES

Nous publions, chaque quinzaine, les meilleures ventes réalisées dans les magasins de la FNAC, ainsi qu'un choix de disques nouveaux recommandés par les disquaires. Nous proposons en outre une sélection de compact-discs.

	CLASSIQUE		FOLKLORE		VARIÉTÉS		POP-ROCK	
	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires
1	G. BIZET Carmen J. Mignani, P. Domingo, R. Raimondi Dir. : L. Maazel (ERATO)	F. SCHUBERT Impromptus A. Brendel (DECCA)	TOURÉ KUNDA Coup de main au clair de lune (Coltalat)	TANIA MARIA Love Explodes (Impert)	JOHNNY HALLYDAY Hollywood 64 (Phonogram)	DANIEL LAYOIE Toujours (Polydisco)	THE ALAN PARSONS PROJECT Avalon (A&E)	THE BOMMETS The Love (Madrigal)
2	L. WELTSCHE- R. STRAUSS Soleil (EMI-Référence)	A. BOITO Méphisto N. Giletti Dir. : F. Zeffirelli (DECCA)	STEEL PULSE Earth Crisis (WEA)	ANGELIQUE JONATOS O' Héros (SM)	RENAUD Morgane de toi (Polydisco)	JEAN LAPORTE Tu joues avec ma vie (Mandil)	DIKE STRAITS LIVE Alchemy (Phonogram)	KING CRIMSON Three of a perfect pair (Polydisco)
3	J. MUJES Rédit (WEA)	C. SUPERVIA Rédit Rocco-Barbieri Cavendish-Italiens A. Joly (EMI-Référence)	JIMMY CLIFF The Power and the Glory (CBS)	STEEL PULSE Earth Crisis (WEA)	JEAN-JACQUES GOLDMAN Rendez-vous (CBS)	ELIZABETH WIENER Quête ou double (Vergil)	JOE JACKSON Body and Soul (CBS)	THE STYLE COUNCIL Cool blues (Polydisco)
4	J.-P. RAMEAU Les Indes galantes (H. Maud)	G. BIZET Carmen J. Mignani, P. Domingo, R. Raimondi Dir. : L. Maazel (Erato)	LA COMPAGNIE CREOLE Le dernier Rameau (Cairn)	BRENDA WOOTON My Love (RCA)	MICHEL SARDOU Whisper Black (Tifana)	BUZY Adrien (CBS)	KING CRIMSON Three of a perfect pair (Polydisco)	DAVID GILMOUR Ain't no (Polydisco)
5	H. PURCELL King Arthur Delius Concert (H. Maud)	A. HONNEGER Danses des morts (EMI)	XALAM Garde (Coltalat)	MARIA DEL MAR BONET Intuit de compagne (Laurie)	GENEVIEVE RENO J'ai besoin de parler (Tifana)	LOUISE FORTAL Evidé (Ades)	LAURIE ANDERSON Mister Heartbreak (WEA)	WANG CHUNG Point on the Curve (CBS)
6	FAMILE BACH Mozart P. Herreweghe (Renaissance)	G. MAHLER Septième Symphonie Orchestre Concertgebouw Dir. : B. Haitink (Philips)	TRI YANN (Phonogram)	RAMNARAYAN En concert (OCARA)	JANE BIRKIN Baby Alone in Babylone (Phonogram)	JACQUES BERTIN Ma vie, mon œuvre (Chant du Monde)	YES 90125 (WEA)	THE CARS Heartbeat City (WEA)

UNE SÉLECTION DE COMPACT-DISCS

	CLASSIQUE		VARIÉTÉS	
	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires
1	F. SCHUBERT Impromptus A. Brendel (Philips)	S. PROKOFIEV A. Brendel (Decca)	DIKE STRAITS LIVE Alchemy (Phonogram)	OSCAR PETERSON TRIO Jazz (Impert)
2	P. I. TCHAIKOVSKI Symphonie n° 6 The Philadelphia Orchestra - E. Ozawa (RCA)	J.-P. RAMEAU Les Indes galantes J. Mignani, P. Domingo, R. Raimondi (H. Maud)	THE ALAN PARSONS PROJECT Avalon (A&E)	PAT METHENY GROUP Time and Tide (Phonogram)

L'esperanto du smurf

Dancez, regroupez-vous, aimez-vous.

LUNDI 17 heures, station Stalingrad : tennis, survêt enfilé dans les chaussettes, K-way et casquette de base-ball, tenue de rigueur. Jamal, treize ans, et Patrick, un demi en plus, sortent de l'école. Un Beur, un Black. Le sac de sport en toile plastifiée a remplacé le cartable. Ils discutent sur le quai et tout à coup, hip, comme si de rien n'était, hop, le geste fatidique : le bras fait la vague, la jambe conclut sur le côté.

L'expression du visage n'a pas changé, sérieux oblige, le buste et les fesses n'ont pas bougé, la conversation ne s'est pas interrompue. Coup nul. C'était juste pour essayer, s'entraîner, ne pas perdre la main. Ils en sont tous là, ils ne font que ça, ne pensent qu'à ça. Ça quoi ? Le break, le freeze, l'électro-boogie : le smurf, pardi !

Mercredi 14 h 30, station Les Halles : dans un coin, à même le sol, le magnétophone (le fameux master-blaster rebaptisé ghetto-blaster) crache une musique synthétique, rythmes saccadés, pulsions robotiques : c'est l'électro-funk. Les groupes se côtoient, les cercles se forment et s'épient les uns les autres. Chacun son tour, on entre au centre, petits balancements verticaux des bras et des jambes pour faire bonne mesure et, hip, on se jette à terre, jambes nouées dans l'air, en équilibre sur une main. Trente secondes pour s'exhiber. Chacun sa spécialité. Trente secondes pour être la vedette du cercle, le maître du monde. Et au suivant. A toi de jouer, essaie toujours de faire mieux.

16 heures, au-dessus, Forum des Halles, et dehors, Piazza Beaubourg : mêmes scènes. Les badauds s'arrêtent, les cercles grossissent, la musique est en toile de fond. Sauts périlleux en avant, sauts périlleux en arrière, mouvements saccadés, pantomimes frénétiques, les robots sont de vraies bêtes. Les Blacks mènent la danse, les



glais). Bonnet et gants, la tenue des break-dancers évoque celle des petits hommes bleus : le smurf est né.

La vague hip-hop déferle et entraîne avec elle les graffitis : c'est la culture de la rue, des moyens du bord pour montrer qu'on existe. Les rappers trouvent leurs héros : Sugar Hill et Grand Master Flash, les hip-hoppeurs les leurs : Fab Five Freddy, DST et surtout Afrika Bambaata, un ancien voyou du Bronx qui crée le mouvement zulu. Son mot d'ordre : cessez les combats entre les bandes, utilisez votre énergie positivement, dancez, regroupez-vous. Le peu que nous avons, servons-nous en. Depuis, les frères et les sœurs se disent « peace » pour se saluer. De là à penser que les smurfers sont les nouveaux hippies, il n'y a qu'un pas (pas si facile à exécuter).

« D'une certaine façon, c'est vrai », dit Sidney, le hip-hopper champion de Radio 7 (du lundi au vendredi entre 20 heures et 22 heures) et de TF1 (Hip-Hop : tous les dimanches entre 14 h 20 et 14 h 35). « Marre de la guerre, marre des problèmes. C'est un mouvement positiviste mais il y a l'énergie de la danse, de la musique. C'est anti-décadent : pas d'alcool, pas de drogue. On est sportif, on cultive son corps. Les tennis sont nickels, les jeans bien repassés. C'est fresh. »

Mode de vie ? Le terme est un peu fort. C'est un état d'esprit. Pour danser smurf, les gosses s'entraînent toute la journée. Sinon, ça n'en vaut pas la peine. Dès qu'ils ont un instant de libre, ils font des

« études de smurf ». Chez eux il n'y a pas la place ou « de la moquette partout ». Reste les escaliers.

Dans les cités, en banlieue, on pose des cartons sur le trottoir et on se réunit en bas des immeubles. Ils arrivent à trois ou quatre. Le ghetto-blaster fonctionne déjà et brusquement, sortis de nulle part, en trente secondes ils sont vingt autour du cercle. Héros anonyme, le magnétophone est la base de tout, le point de ralliement, mais, posé dans un coin, on l'oublie. Son propriétaire est le maître de cérémonie, l'homme qui donne la musique : qu'il décide - Dieu seul sait pourquoi - de le déplacer et tout le groupe, en file indienne, le suit comme le joueur de flûte. On va vite chercher les cartons, et le cercle se reforme dix mètres plus loin. Comme ça, au moins, on sait qui est le chef.

Frédéric Boisset habite près du fort d'Aubervilliers. Il est noir et danse comme un dieu. Chez lui, il a deux 45 tours et une cassette. Sa mère le regarde émerveillée : « On ne peut plus l'arrêter. Il revient avec des pulls déchirés, on entend parler de Sidney toute la sainte semaine et quand il voit Michael Jackson il ne se sent plus. » Frédéric est resté trois semaines de suite pour voir la séquence de smurf qui dure seulement deux minutes dans Flashdance. Il n'a vu, il n'a retenu que ça : Mister Freeze (un breaker français exilé à New-York). Ils font tous pareil, passant des journées devant un poste de télé pour repiquer un plan. Frédéric prépare un spectacle de smurf à la maison des jeunes mais c'est sur les

cartons qu'il préfère s'entraîner « parce qu'on peut se mesurer aux autres ».

Les autres sont comme lui, même s'ils savent que toutes les maisons des jeunes ouvrent leur section smurf. Ils revendiquent ferme : plus de smurf à la télé. De l'avis général, Sidney est « valab ». Tout le monde parle en même temps. « Ouais, DST, ça donne comme musique. » « Parait qu'Herbie (Hancock), y faisait du jazz, ça prouve qu'il touche, pas vrai m'sieur ? » En les quittant, un petit bout de chou s'avance, à l'écart :



« Eh m'sieur, vous allez gagner combien pour mettre vos mots dans le journal ? »

L'argent. Le miroir aux alouettes a fait son entrée chez les hip-hoppeurs. En l'espace de deux mois, ils se retrouvent dans une situation à laquelle ils ne s'attendaient pas et qui les dépasse. Comment rentabiliser ce qu'ils ont dans les mains et les jambes ? Le smurf est la nouvelle panacée qui fait recette. Les marques et les boutiques de sport voient leur chiffre d'affaires gonfler de jour en jour. Des petits malins s'improvisent managers, engagent des smurfers pour des exhibitions dans les discothèques et empochent les trois quarts du cachet. Pour les publicitaires, le smurf est une véritable aubaine, liant la musique à la danse, offrant une image à la fois saine et branchée qui peut faire vendre n'importe quoi. Les marchands n'ont pas perdu de temps. La récupération d'un mouvement est un phénomène classique (les hippies et même les punks l'ont appris à leurs dépens), c'est la meilleure façon de le propager mais aussi de le briser. Comment exploiter leurs dons sans se faire exploiter ? Pour les smurfers, la partie va se jouer serré, dans six mois le citron sera pressé et ils seront marron. A force d'être harcelés ils deviennent adultes à vitesse grand V.

Ils ne sont pas aveugles. Chaque mercredi, au Trocadéro, des commandos de photographes mitraillent tout sur leur passage. Le responsable d'une campagne publicitaire (qui pensait échapper au Yop'n Smurf ?) cherche un smurfier noir de quatorze ans. Ils se ruent tous autour de son Polaroid. « Moi, m'sieur, j'ai quatorze ans ». Visiblement il en a dix-huit mais surtout, il est blanc. « Prenez quand même une photo, j'mettrai du cirage. »

De toute évidence, ils ne savent plus où sont les limites. C'est pourquoi Sidney se propose de créer le mouvement zulu en France « sans distinction de race ni de classe ». Il s'est fait dépasser par la rapidité du succès de ses émissions. Des centaines de lettres par jour. « Il faut qu'ils s'organisent s'ils gagnent un peu d'argent, ils n'auront pas besoin de voler. »

Que ce soit aux Halles ou au Trocadéro, tous s'accordent à dire que les meilleurs smurfent au Bataclan.

Le Bataclan ? Rien à voir avec la salle du boulevard Voltaire. Seuls les vrais hip-hoppeurs savent ça. Une salle des fêtes à proximité du canal Saint-Martin qui fait le plein tous les week-ends, plus de cinq cents personnes entre 15 heures et 20 heures. Une véritable caverne d'Ali-Baba de la danse :

entrée 20 F, consommation (sans alcool) 5 F.

Une population adolescente, essentiellement noire, qui vient pour s'éclater, draguer et surtout taper la frime en dansant. C'est gai, remuant et ça grouille de partout. Tout ce que les boîtes branchées n'ont jamais réussi à faire à cause de la distanciation. Ici, on ne pose pas. On est. Ici, c'est le rêve adolescent qui se matérialise en une immense boum avec le suprême avantage de ne pas avoir peur de renverser le Coca sur la moquette. C'est du par-quet.

Tout a d'ailleurs commencé comme une boum il y a cinq ans. D'origine camerounaise, Stéphane organise pour des amis une soirée à contribution. Plus de cent personnes répondent à l'invitation. On lui demande de récidiver. Le bouche-à-oreille fonctionne, la fréquentation augmente. Bientôt, il loue une salle paroissiale, puis le Ten Gallions (sous l'Olympia), le Stadium. Sans publicité, les gosses le suivent (il a vingt-quatre ans) et quand il quitte le Bataclan, tout naturellement on garde le nom pour baptiser la nouvelle salle qui n'en a pas.

Ils viennent de partout, de banlieue surtout et même de province, en groupes de quatre ou cinq, tranquillement, tous en tenue, sac de sport en bandoulière. Une autre approche de la discothèque, un univers différent. Au départ la musique était funk, rhythm blues, reggae, jazz-rock. Quand le smurf est arrivé, le DJ s'est adapté. Maintenant les sé-



quences de smurf succèdent aux autres. Dans ces cas-là, les filles se contentent en général de regarder. Un truc de mec.

« Le skateboard, c'était une planche à roulettes qui arrivait. Le smurf, c'est une génération qui naît et c'est parti pour une décennie », affirme Sidney. Phénomène de mode ? Evidemment, mais pas une mode préfabriquée. Le smurf est un élan banlieusard qui s'est fait à l'insu des médias qui prennent le train en marche. Or le seul mouvement qui tienne depuis vingt-cinq ans en France est un mouvement périphérique : les rockys. Ils sont entrés dans les mœurs.

Alors, qu'il soit récupéré, tronqué, usé jusqu'à la corde, qu'il serve à vendre des lessives, qu'il soit affiché sur les murs de la ville, qu'il défraie la chronique, qu'il passe à la télé, dans toutes les discothèques, qu'il entre dans les cours de danse, la seule assurance de longévité du smurf, c'est qu'il restera, quand même, le jardin secret des gosses. Il leur appartient. Car s'il a réussi à twister, à rock'n roller, à jerker, biologiquement, le monde adulte ne pourra jamais smurfer. Et c'est bien fait. La nation zulu est en marche.

ALAIN WAIS.

de malade
pendjab

Gravi

Le visage

Salon d'été

Deux